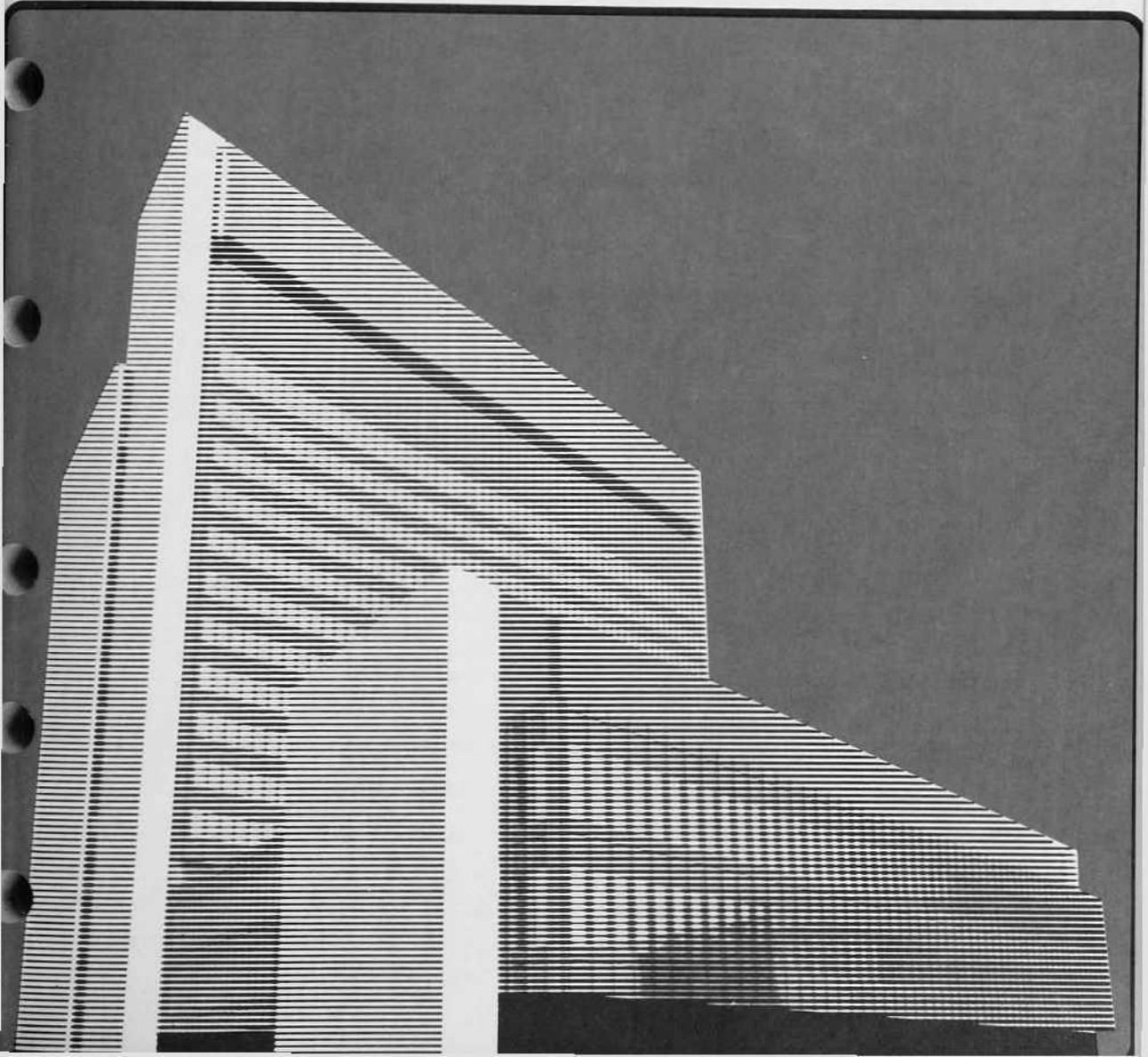
LOIS ET RÈGLEMENTS
PARTIE 2
LAWS AND
REGULATIONS

107e ANNÉE
10 SEPTEMBRE 1975
No 33

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC
OFFICIAL GAZETTE



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de $30 et le prix d'un exemplaire de $1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is $30, and single issues $1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE
Gazette officielle du Québec
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:
Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1R 4Y7, P.Q.

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE
Québec Official Gazette
Tel.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:
Tel.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1R 4Y7, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

A.C. 612-75, 12 février 1975
Rég. 75-60, 14 février 1975

LOI DU MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
(1969, ch. 65)

Emblème officiel du gouvernement du Québec

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'emblème officiel du gouvernement du Québec.

ATTENDU QUE le paragraphe *c* de l'article 3 de la Loi du ministère des communications (1969, ch. 65, mod. par 1972, ch. 57) prévoit que le ministre des communications doit veiller à l'application des lois et règlements concernant les communications;

ATTENDU QUE, par l'article 2 de la Loi du ministère des communications (1969, ch. 65, mod. par 1972, ch. 57), le ministre des communications a pour fonctions d'élaborer et de proposer au gouvernement une politique des communications pour le Québec, de mettre en oeuvre cette politique, d'en surveiller l'appliction et d'en coordonner l'exécution;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil 2951 du 11 septembre 1968, le Conseil exécutif a adopté un emblème pour fins d'identification des organismes gouvernementaux du Québec;

ATTENDU QU'il est opportun de modifier l'emblème actuel du gouvernement du Québec;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre des communications:

QUE la fleur de lys de couleur blanche, inscrite dans un carré de couleur bleue, soit adoptée et employée comme emblème constituant l'identification des organismes gouvernementaux du Québec. Une reproduction de cet emblème est annexée au présent décret;

QUE le ministre des communications soit autorisé à demander au registraire des marques de commerce de notifier le public de l'adoption de cet emblème et de son emploi comme marque officielle pour identifier les organismes gouvernementaux du Québec en vertu du sous-paragraphe *n* du paragraphe (1) de l'article 9 de la Loi sur les marques de commerce (1970, S.R.C., ch. T-10);

QUE l'arrêté en conseil 2951 du 11 septembre 1968 soit abrogé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

834-o

O.C. 612-75, 12 February 1975
Reg. 75-60, 14 February 1975

COMMUNICATIONS DEPARTMENT ACT
(1969, ch. 65)

Official emblem of the Government of Québec.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the official emblem of the Government of Québec.

WHEREAS under paragraph *c* of section 3 of the Communications Department Act (1969, ch. 65, am. by 1972, ch. 57), the Minister of Communications shall see that the laws and regulations respecting communications are carried out;

WHEREAS, under section 2 of the Communications Department Act (1969, ch. 65, am. by 1972, ch. 57), the functions of the Minister of Communications shall be to prepare a communications policy for the province of Québec and to propose such policy to the government, to implement such policy, and to supervise the application and co-ordinate the carrying out thereof;

WHEREAS, under Order in Council 2591 dated 11 September 1968, the Executive Council adopted an emblem for the purpose of identifying government bodies of the province of Québec;

WHEREAS it is expedient to modify the present emblem of the government of Québec;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Communications:

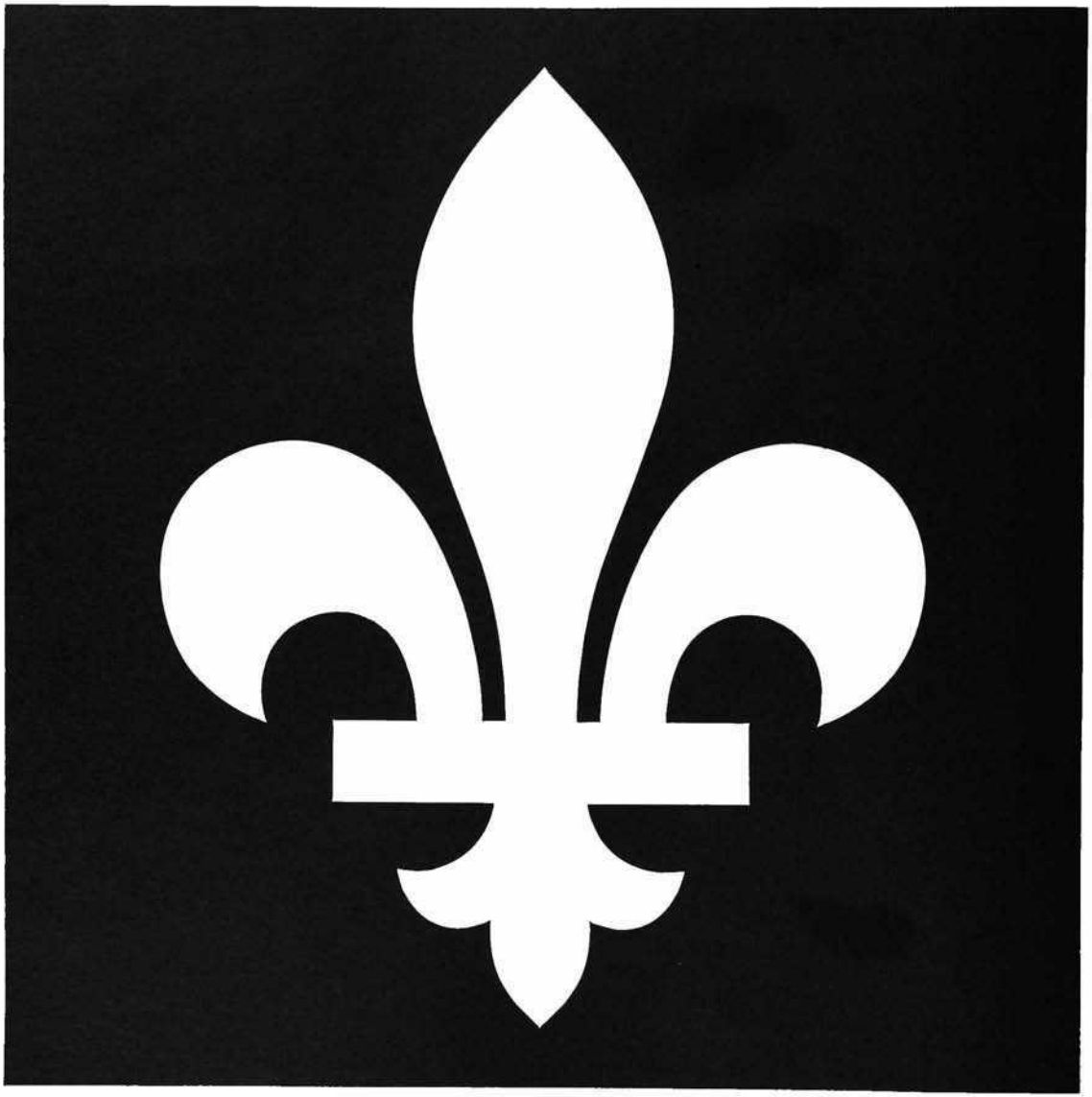
THAT the white *fleur de lys*, inscribed in a blue square, be adopted and used as an emblem which constitutes the identification of government bodies of the province of Québec. A reproduction of this emblem is annexed to this decree;

THAT the Minister of Communications be authorized to request the Registrar of Trade Marks to give public notice of the adoption of suich emblem and of its use as the official mark to identify government bodies of the province of Québc pursuant to paragraph *n* of subsection (1) of section 9 of the Trade Marks Act (1970, R.S.C., ch. T-10);

THAT Order in Council 2951 dated 11 September 1968 be revoked.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

834-o



A.C. 3914-75, 20 août 1975
Règ. 75-440, 22 août 1975

LOI DU MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
(1969, ch. 65)

Emblème officiel

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'emblème officiel du gouvernement du Québec.

ATTENDU QUE le paragraphe *e* de l'article 3 de la Loi du ministère des communications (1969, ch. 65, mod. par 1972, ch. 57) prévoit que le ministre des communications doit veiller à l'application des lois et règlements concernant les communications;

ATTENDU QUE, par l'article 2 de la Loi du ministère des communications (1969, ch. 65, mod. par 1972, ch. 57), le ministre des communications a pour fonctions d'élaborer et de proposer au gouvernement une politique des communications pour le Québec, de mettre en oeuvre cette politique, d'en surveiller l'application et d'en coordonner l'exécution;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil 2951 du 11 septembre 1968, le Conseil exécutif a adopté un emblème pour fins d'identification des organismes gouvernementaux du Québec;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil 612-75 du 12 février 1975, le Conseil exécutif a adopté comme emblème officiel « la fleur de lys de couleur blanche, inscrite dans un carré de couleur bleue »;

ATTENDU QU'il est opportun de ne pas limiter les couleurs utilisées pour l'emblème officiel;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des communications:

QUE la fleur de lys inscrite dans un carré soit adoptée et employée comme emblème constituant l'identification des organismes gouvernementaux du Québec. Une reproduction de cet emblème est annexée au présent décret;

QUE le ministre des communications soit autorisé à demander au registraire des marques de commerce de notifier le public de l'adoption de cet emblème et de son emploi comme marque officielle pour identifier les organismes gouvernementaux du Québec en vertu de l'article 9 de la Loi sur les marques de commerce (S.R.C., 1970, c. T-10).

QUE l'arrêté en conseil 612-75 du 12 février 1975 soit abrogé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

834-o

O.C. 3914-75, 20 August 1975
Reg. 75-440, 22 August 1975

COMMUNICATIONS DEPARTMENT ACT
(1969, ch. 65)

Official emblem

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the official emblem of the Government of Québec.

WHEREAS under subparagraph *e* of section 3 of the Communications Department Act (1969, ch. 65, am. by 1972, ch. 57), the Minister of Communications shall see that the laws and regulations respecting communications are carried out;

WHEREAS, under section 2 of the Communications Department Act (1969, ch. 65, am. by 1972, ch. 57), the functions of the Minister of Communications shall be to prepare a communications policy for the province of Québec and to propose such policy to the government, to implement such policy, and to supervise the application and co-ordinate the carrying out thereof;

WHEREAS, under Order in Council 2951 dated 11 September 1968, the Executive Council adopted an emblem for the purpose of identifying government bodies of the province of Québec;

WHEREAS, under Order in Council 612-75 dated 12 February 1975, the Executive Council adopted as the official emblem "the white *fleur de lys*, inscribed in a blue square";

WHEREAS it is advisable not to restrict the colours used for the official emblem;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Communications:

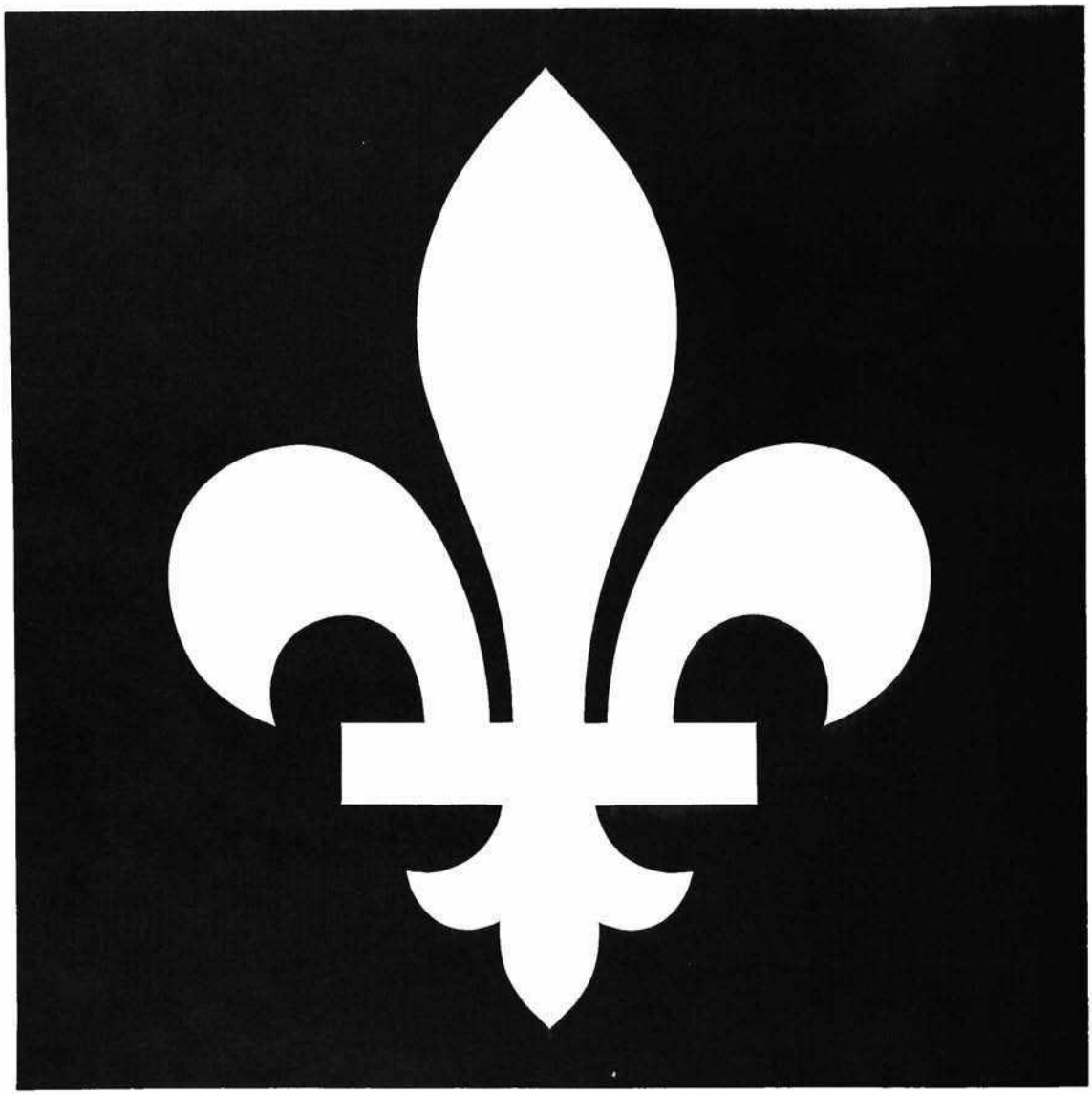
THAT the *fleur de lys* inscribed in a square be adopted and used as an emblem to identify government bodies of the province of Québec. A reproduction of this emblem is annexed hereto;

THAT the Minister of Communications be authorized to request the Registrar of Trade Marks to give public notice of the adoption of such emblem and of its use as vince of Québec pursuant to section 9 of the Trade Marks Act (R.S.C., 1970, ch. T-10);
the official mark to identify government bodies of the province of Québec pursuant to section 9 of the Trade Marks Act (R.S.C., 1970, ch. T-10);

THAT Order in Council 612-75 dated 12 February 1975 be revoked.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

834-o



A.C. 613-75, 12 février 1975
Rég. 75-61, 14 février 1975

LOI DU MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
(1969, ch. 65)

Identité visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'identité visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux.

ATTENDU QUE le ministre des communications, en vertu de l'article 2 de la Loi du ministère des communications (1969, ch. 65, mod. par 1972, ch. 57), a pour fonctions « d'élaborer et de proposer au gouvernement une politique des communications pour le Québec, de mettre en oeuvre cette politique, d'en surveiller l'application et d'en coordonner l'exécution »;

ATTENDU QUE le ministre des communications, en vertu du paragraphe *c* de l'article 3 de la Loi du ministère des communications (1969, ch. 65, mod. par 1972, ch.57) et de l'arrêté en conseil 1981 du 1er juin 1971, a le mandat d'assurer des fonctions de normalisation et de production graphique, en vue de permettre la réalisation d'une politique des communications;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil 1150-73 du 28 mars 1973, le Conseil exécutif a adopté le règlement 73-177 concernant l'identification visuelle des véhicules gouvernementaux;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement pour le rendre conforme aux amendements touchant l'emblème officiel du gouvernement du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des communications:

QUE ledit règlement 73-177 adopté par l'arrêté en conseil 1150-73 du 28 mars 1973, soit modifié de la façon suivante:

1) En remplaçant l'article 2.1.3 par le suivant:
« L'emblème officiel (fleur de lys blanche dans un carré bleu) »;

2) En remplaçant l'article 2.1.4 par le suivant:
« Le nom du ministère dans son appellation simple suivi du mot « Québec »;

3) À l'article 2.2.2, en ajoutant après le mot « ministère » les mots suivants:
« suivi du mot « Québec ». »

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

834-o

O.C. 613-75, 12 February 1975
Reg. 75-61, 14 February 1975

COMMUNICATIONS DEPARTMENT ACT
(1969, ch. 65)

Visual identification of Government motor vehicles — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the visual identification of Government motor vehicles.

WHEREAS, under section 2 of the Communications Department Act (1969, ch. 65, am. by 1972, ch. 57), the functions of the Minister of Communications shall be "to prepare a communications policy for the province of Québec and to propose such policy to the government, to implement such policy, and to supervise the application and co-ordinate the carrying out thereof";

WHEREAS under subparagraph *c* of section 3 of the Communications Department Act (1969, ch. 65, am. by 1972, ch. 57), and under Order in Council 1981 dated 1 June 1971, the Minister of Communications is empowered to provide the functions of standardization and graphic arts, in order to implement a communications policy;

WHEREAS under Order in Council 1150-73 dated 28 March 1973, the Executive Council enacted Regulation 73-177 respecting the visual identification of Government vehicles;

WHEREAS it is expedient to amend that Regulation in order to make it consistent with the amendments relative to the official emblem of the Government of Québec;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Communications:

THAT the said Regulation 73-177, enacted under Order in Council 1150-73 dated 28 March 1973, be amended as follows:

(1) By replacing section 2.1.3 by the following:
"The official emblem (white *fleur de lys* in a blue square)";

(2) By replacing section 2.1.4 by the following:
"The name of the Department in abbreviated form followed by the word "Québec";

(3) in section 2.2.2, by adding after the word "Department" the following words:
"followed by the word "Québec"."

JULIEN CHOUINARD.
Clerk of the Executive Council.

834-o

A.C. 3915-75, 20 août 1975
Règ. 75-441, 22 août 1975

LOI DU MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
(1969, ch. 65)

Véhicules gouvernementaux, identification — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'identité visuelle des véhicules gouvernementaux.

ATTENDU QUE le ministre des communications, en vertu de l'article 2 de la Loi du ministère des communications (1969, ch. 65, mod. par 1972, ch. 57), a pour fonctions d'élaborer et de proposer au gouvernement une politique des communications pour le Québec, de mettre en oeuvre cette politique, d'en surveiller l'application et d'en coordonner l'exécution;

ATTENDU QUE le ministre des communications, en vertu du paragraphe *e* de l'article 3 de la Loi du ministère des communications (1969, ch. 65, mod. par 1972, ch. 57) doit veiller à l'application des lois et règlements concernant les communications;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil 1150-73 du 28 mars 1973, le Conseil exécutif a adopté le règlement 73-177 concernant l'identification visuelle des véhicules gouvernementaux;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil 613-75 du 12 février 1975, le Conseil exécutif a modifié ledit règlement 73-177;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le règlement pour le rendre conforme aux amendements touchant l'emblème officiel du gouvernement du Québec;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des communications :

QUE ledit règlement 73-177 adopté par l'arrêté en conseil 1150-73 du 28 mars 1973, soit modifié de la façon suivante:

1) En remplaçant l'article 2.1.3. par le suivant:
« L'emblème officiel (Fleur de lys inscrite dans un carré). »

2) En remplaçant l'article 2.1.4. par le suivant:
« Le nom du ministère dans son appellation simple suivi du mot « QUÉBEC ». »

3) À l'article 2.2.2., en ajoutant après le mot « ministère » les mots suivants:
« Suivi du mot « QUÉBEC ». »

O.C. 3915-75, 20 August 1975
Reg. 75-441, 22 August 1975

COMMUNICATIONS DEPARTMENT ACT
(1969, ch. 65)

Identification of Government motor vehicles — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the visual identification of Government motor vehicles.

WHEREAS under section 2 of the Communications Department Act (1969, ch. 65, am. by 1972, ch. 57), the functions of the Minister of Communications shall be to prepare a communications policy for the province of Québec and to propose such policy to the government, to implement such policy, and to supervise the application and co-ordinate the carrying out thereof;

WHEREAS under subparagraph *e* of section 3 of the Communications Department Act (1969, ch. 65, am. by 1972, ch. 57), the Minister of Communications must see that the laws and regulations respecting communications are carried out;

WHEREAS under Order in Council 1150-73 dated 28 March 1973, the Executive Council made Regulation 73-177 respecting the visual identification of Government motor vehicles;

WHEREAS the Executiv Council amended the said Regulation 73-177 under Order in Council 613-75 dated 12 February 1975;

WHEREAS it is expedient to amend such Regulation in order to make it consistent with the amendments regarding the official emblem of the Government of Québec;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Communications:

THAT the said Regulation 73-177 made under Order in Council 1150-73 dated 28 March 1973 be amended as follows:

(1) By replacing section 2.1.3 by the following:
"The official emblem (*Fleur de lys* inscribed in a square)."

(2) By replacing section 2.1.4 by the following:
"The name of the Department in abbreviated form followed by the word "QUÉBEC"."

(3) In section 2.2.2, by adding after the word "Department" the following words:
"Followed by the word "QUÉBEC"."

QUE l'arrêté en conseil 613-75 du 12 février 1975 soit abrogé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

834-o

THAT Order in Council 613-75 dated 12 February 1975 be revoked.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

834-o

A.C. 2448-75, 11 juin 1975
Règ. 75-286, 13 juin 1975

LOI DES AUTOROUTES
(S.R.Q., 1964, ch. 134)

Office des autoroutes

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement numéro 21 de l'Office des autoroutes du Québec (revision des taux de péage pour les camions et autobus sur les Autoroutes des Laurentides, des Cantons de l'Est et de la Rive Nord).

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des Transports, des Travaux Publics et de l'Approvisionnement:

QUE, sous l'autorité de l'article 22 de la Loi des autoroutes (S.R.Q., 1964, ch. 134), le règlement numéro 21 de l'Office des autoroutes du Québec, dont une copie est annexée au présent arrêté en conseil, relatif aux taux de péage pour les camions et autobus sur les Autoroutes des Laurentides, des Cantons de l'Est et de la Rive Nord, soit approuvé;

QUE, suivant la loi, ce règlement deviendra exécutoire après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier adjoint du Conseil Exécutif,
MICHEL LECLERC.

Extrait des minutes d'une assemblée des Membres du Conseil d'administration de l'Office des autoroutes du Québec, tenue le 13 janvier 1975

Revision de taux de péage sur les Autoroutes des Laurentides, des Cantons de l'Est et de la Rive Nord

Règlement No. 21

ATTENDU QU'en vertu de l'article 22 de la Loi des autoroutes (S.R.Q., 1964, ch. 134), l'Office peut fixer des taux de péage pour l'usage des autoroutes;

ATTENDU QUE des études ont démontré la nécessité d'augmenter le péage des camions et des autobus dans le but de rencontrer les obligations de l'Office conformément à l'article 28 de ladite Loi.

IL EST PROPOSÉ, secondé et unanimement résolu:

QU'il soit statué et ordonné par règlement de l'Office, et il est par le présent règlement portant le numéro 21, statué et ordonné comme suit:

Article 1. Les taux de péage exigibles des camions et autobus à chacun des postes de péage des Autoroutes

O.C. 2448-75, 11 June 1975
Reg. 75-286, 13 June 1975

AUTOROUTES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 134)

Autoroutes Authority

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 21 of the Québec Autoroutes Authority (revision of tolls for trucks and autobuses on the Laurentian, Eastern Townships and North Shore Autoroutes).

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Transport, Public Works and Supply:

THAT, under section 22 of the Autoroutes Act (R.S.Q., 1964, ch. 134), Regulation 21 of the Québec Autoroutes Authority, a copy of which is annexed to this Order in Council, respecting tolls for trucks and autobuses on the Laurentian, Eastern Townships and North Shore Autoroutes, be approved;

THAT, according to the Act, this Regulation shall become executory after its publication in the *Québec Official Gazette.*

MICHEL LECLERC,
Assistant Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of a meeting of the Members of the Board of Directors of the Québec Autoroutes Authority, held on 13 January 1975

Revision of tolls on the Laurentian, Eastern Townships and North Shore Autoroutes

Regulation 21

WHEREAS under section 22 of the Autoroutes Act (R.S.Q., 1964, ch. 134), the Authority may fix tolls for the use of autoroutes;

WHEREAS studies have shown the need to increase the toll for trucks and autobuses in order to meet the obligations of the Authority in accordance with section 28 of the said Act.

IT IS PROPOSED, seconded and unanimously resolved:

THAT it be decreed and ordered by regulation of the Authority, and it is decreed and ordered by this Regulation bearing number 21 as follows:

Section 1. The tolls exigible for trucks and autobuses at each toll station on the Laurentian, Eastern Townships

des Laurentides, des Cantons de l'Est et de la Rive Nord sont fixés comme suit:

Camions — 2 essieux, roues doubles	$0.50
Camions — 3 essieux	0.75
Camions — 4 essieux	1.00
Camions — 5 essieux et plus	1.25
Autobus	0.75

Article 2. Les règlements antérieurs concernant le péage sur les autoroutes demeurent en vigueur en autant qu'ils ne sont pas incompatibles avec le présent règlement.

Article 3. Le présent règlement entrera en vigueur après approbation conformément à la Loi et publication dans la *Gazette Officielle du Québec*.

Copie conforme
23 janvier 1975

Le secrétaire.
JACQUES TASCHEREAU, notaire.

838-o

and North Shore Autoroutes are fixed as follows:

Trucks — 2 axles, double wheels	$0.50
Trucks — 3 axles	0.75
Trucks — 4 axles	1.00
Trucks — 5 axles and more	1.25
Autobuses	0.75

Section 2. The previous regulations respecting tolls on autoroutes shall remain in force insofar as they are not inconsistent with this Regulation.

Section 3. This Regulation shall come into force following its approval in accordance with the Act and its publication in the *Québec Official Gazette*.

True copy
23 January 1975

JACQUES TASCHEREAU, Notary,
Secretary.

838-o

A.C. 3777-75, 13 août 1975
Règ. 75-423, 15 août 1975

LOI SUR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION
(1975, P.L. 33)

Régie des entreprises de construction — Siège social

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCENANT la fixation du siège de la Régie des entreprises de construction du Québec.

ATTENDU QUE l'article 7 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le siège de la Régie des entreprises de construction du Québec dans la Ville de Québec ou de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le siège de la Régie des entreprises de construction du Québec soit fixé dans la Ville de Montréal;

QUE l'arrêté en conseil 2865-75 du 11 juillet 1975 soit remplacé par le présent arrêté en conseil;

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

839-o

O.C. 3777-75, 13 August 1975
Reg. 75-423, 15 August 1975

BUILDING CONTRACTORS VOCATIONAL QUALIFICATIONS ACT

(1975, Bill 33)

Régie des entreprises de construction — Head office

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the establishment of the head office for the "Régie des entreprises de construction du Québec".

WHEREAS section 7 of the Building Contractors Vocational Qualifications Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may decide to establish the head office of the "Régie des entreprises de construction" in the City of Québec of the City of Montréal.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the head office of the "Régie des entreprises de construction du Québec" be established in the City of Montréal;

THAT Order in Council 2865-75 of July 11, 1975 be replaced by this Order in Council;

THAT this Order in Council come into force as of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

839-o

A.C. 3848-75, 20 août 1975
Règ. 75-434, 22 août 1975

LOI DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(1971, ch. 34)

Ordonnance numéro 104

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 104 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi de développement de la région de la Baie James (1971, ch. 34), soit approuvée l'ordonnance numéro 104 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la quarante-cinquième assemblée du conseil d'administration de la société de développement de la Baie James, siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 3 juillet 1975, à 13:00 heures

Sur proposition de M. Cliche, dûment appuyée par M. Ernst, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 104:

D'ABROGER les ordonnances numéro 10 en date du 27 septembre 1972, 47 et 49 en date du 7 juin 1973, puisque les contrats ou travaux y prévus n'ont pas été octroyés ou exécutés par la Municipalité.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil et de demander au Lieutenant-Gouverneur en conseil que la présente ordonnance entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette Officielle du Québec.*

837-o

O.C. 3848-75, 20 August 1975
Reg. 75-434, 22 August 1975

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(1971, ch. 34)

Order No. 104

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 104 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 104, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette.*

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the forty-fifth meeting of the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal council held on 3 July 1975, at 1:00 p.m.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Cliche, duly seconded by Mr. Ernst:

Order No. 104:

THAT Orders Nos. 10 dated 27 September 1972, 47 and 49 dated 7 June 1973 be revoked, since the contracts or work stipulated therein have not been granted or executed by the Municipality.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council and that the Lieutenant-Governor in Council be petitioned to bring it into force effective from its publication in the *Québec Official Gazette.*

837-o

A.C. 3849-75, du 20 août 1975
Rég. 75-435, 22 août 1975

LOI DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(1971, ch. 34)

Ordonnance numéro 105.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 105 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi de développement de la région de la Baie James (1971, ch.34), soit approuvée l'ordonnance numéro 105 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3849-75, 20 August 1975
Reg. 75-435, 22 August 1975

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(1971, ch. 34)

Order No. 105

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 105 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 105, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette.*

Clerk of the Executive Council,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la quarante cinquième assemblée du conseil d'administration de la société de développement de la Baie James, siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 3 juillet 1975, à 13:00 heures.

Sur proposition de M. MacDonald, dûment appuyée par M. Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 105:

D'EMBAUCHER M. Normand Théroux à titre de chargé de projets de sécurité publique au salaire afférent à ce poste et ce à compter du 14 juillet 1975.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et de demander au lieutenant-gouverneur en conseil que la présente ordonnance entre en vigueur à compter du 14 juillet 1975.

837-o

Extract of the minutes of the forty-fifth meeting of the board of directors of the James Bay development corporation substituting for the James Bay municipal council, held on 3 July 1975, at 1:00 p.m.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. MacDonald, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 105:

THAT Mr. Normand Théroux be engaged as the person responsible for puolic safety projects with the salary relating to such office effective from 14 July 1975.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council and that the Lieutenant-Governor in Council be petitioned to bring it into force effective upon 14 July 1975.

837-o

A.C. 3850-75, 20 août 1975
Règ. 75-436, 22 août 1975

LOI DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(1971, ch. 34)

Ordonnance numéro 106

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 106 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi de développement de la région de la Baie James (1971, ch. 34), soit approuvée l'ordonnance numéro 106 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la quarante cinquième assemblée du conseil d'administration de la société de développement de la Baie James, siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 3 juillet 1975 à 13:00 heures

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M. Giroux, il est maintenant ordonné:

Ordonnance no 106:

DE MODIFIER l'article 1 de l'ordonnance no 86, adoptée par le conseil en date du 3 avril 1975, comme suit:

M. André Burns remplace M. Denis A. Cloutier à titre de représentant de la Municipalité de la Baie James.

M. Gérard Prévost remplace M. Paul F. Tremblay à titre de représentant de la Société d'énergie de la Baie James.

DE MODIFIER l'article 8 de ladite ordonnance, comme suit:

Article 8. Toute situation critique est décrétée par le président du conseil d'administration de la Société de

O.C. 3850-75, 20 August 1975
Reg. 75-436, 22 August 1975

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(1971, ch. 34)

Order No. 106

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 106 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 106, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette.*

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the forty-fifth meeting of the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay municipal council held on 3 July 1975, at 1:00 P.M.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst, duly seconded by Mr. Giroux:

Order No. 106:

THAT section 1 of Order No. 86, enacted by the Council on 3 April 1975 be amended as follows:

Mr. André Burns replaces Mr. Denis A. Cloutier as representative of the James Bay Municipality.

Mr. Gérard Prévost replaces Mr. Paul F. Tremblay as representative of the James Bay Power Corporation.

THAT section 8 of the said Order be amended as follows:

SECTION 8. Every critical situation shall be decreed by the chairman of the board of directors of the James

développement de la Baie James agissant à titre de président du conseil municipal de la Municipalité de la Baie James conjointement avec le président de la Société d'énergie de la Baie James. En l'absence de l'un des deux, le président du Comité agit pour lui. En l'absence des deux, le président du Comité décrète lui-même une situation critique. L'avis d'une situation critique est transmis au président du Comité ou en son absence à un membre du Comité. La terminaison de toute situation critique est décrétée de la même façon.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et de demander au lieutenant-gouverneur en conseil que la présente ordonnance entre en vigueur à compter de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

837-o

Bay Development Corporation acting as chairman of the James Bay Municipal Council jointly with the president of the James Bay Power Corporation. In the absence of one of the two, the chairman of the Committee shall act on his behalf. In the absence of both, the chairman of the Committee shall himself decree a critical situation. Notice of a critical situation shall be forwarded to the chairman of the Committee or, in his absence, to a member of the Committee. The end of every critical situation shall be decreed in the same manner.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council and that the Lieutenant-Governor in Council be petitioned to bring it into force upon such approval.

837-o

A.C. 3855-75, 20 août 1975
Règ. 75-437, 22 août 1975

LOI DE L'AIDE JURIDIQUE
(1972, ch. 14)

Centres communautaires juridiques — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains centres communautaires juridiques dans la province.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de l'article 2.16 du Règlement d'application de la Loi de l'aide juridique, une corporation régionale est instituée par un règlement de la Commission des services juridiques qui doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec* et n'entre en vigueur qu'à compter de sa publication.

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil 1957-73 en date du 30 mai 1973, les règlements établissant les centres communautaires juridiques dans la province, adoptés par la Commission des services juridiques, ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil et sont entrés en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, le 30 mai 1973;

ATTENDU QUE la Commission des services juridiques a adopté des règlements en vue de changer le nom du Centre communautaire juridique des Laurentides en celui de Centre communautaire juridique Laurentides-Lanaudière et afin de modifier certaines dispositions des règlements établissant les centres communautaires juridiques de Montréal, du Nord-Ouest et de la Rive-Sud.

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ces règlements.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE conformément aux dispositions de l'article 2.16 du Règlement d'application de la Loi de l'aide juridique approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'arrêté en conseil 1798-73 en date du 16 mai 1973 et sous l'autorité de l'article 80 de la Loi de l'aide juridique (1972, ch. 14) le règlement changeant le nom du Centre communautaire juridique des Laurentides en celui de Centre communautaire juridique Laurentides-Lanaudière et les règlements modifiant certaines dispositions des règlements établissant les centres communautaires juridiques de Montréal, du Nord-Ouest et de la Rive-Sud, soient approuvés.

QUE lesdits règlements soient publiés dans la *Gazette officielle du Québec* et entrent en vigueur à compter de cette publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3855-75, 20 August 1975
Reg. 75-437, 22 August 1975

LEGAL AID ACT
(1972, ch. 14)

Community legal centres — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain community legal centres in the Province.

WHEREAS, in accordance with the provisions of section 2.16 of the Regulation under the Legal Aid Act, a regional corporation is established by a by-law of the Legal Services Commission which must be published in the *Québec Official Gazette* and which comes into force only upon the date of its publication.

WHEREAS under Order in Council 1957-73 dated 30 May 1973, the regulations establishing community legal centres in the Province, made by the Legal Services Commission, were approved by the Lieutenant-Governor in Council and came into force on the day of their publication in the *Québec Official Gazette*, namely 30 May 1973;

WHEREAS the Legal Services Commission made regulations for the purpose of changing the name of the Community legal centre of the Laurentides region into that of *Centre communautaire juridique Laurentides-Lanaudière* and for the purpose of amending certain provisions of the regulations establishing the Community legal centres of the Montreal, Northwest and South Shore regions.

WHEREAS it is expedient to approve such regulations.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT, in accordance with the provisions of section 2.16 of the Regulation under the Legal Aid Act approved by the Lieutenant-Governor in Council under Order in Council 1798-73 dated 16 May 1973 and pursuant to section 80 of the Legal Aid Act (1972, ch. 14) the Regulation changing the name of the Community legal centre of the Laurentides region into that of *Centre communautaire juridique Laurentides-Lanaudière* and the Regulations amending certain provisions of the Regulations establishing the Community legal centres of the Montreal, Northwest and South Shore regions, be approved.

THAT the said Regulations be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon such publication.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

ANNEXE « D-1 »

Règlement modifiant le règlement établissant le Centre communautaire juridique des Laurentides

1. Le titre du règlement établissant le Centre communautaire juridique des Laurentides est remplacé par le suivant:

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE LAURENTIDES-LANAUDIÈRE

2. L'article 1 dudit règlement est modifié en remplaçant dans les troisième, quatrième et cinquième lignes les mots « Centre communautaire juridique des Laurentides » en français, en anglais « Community Legal Center of the Laurentides » par « Centre communautaire juridique Laurentides-Lanaudière ».

3. L'article 3 dudit règlement est modifié en remplaçant dans la première ligne et dans les douzième et treizième lignes les mots « Centre communautaire juridique des Laurentides » par « Centre communautaire juridique Laurentides-Lanaudière ».

SCHEDULE "D-1"

Regulation amending the regulation establishing the Community Legal Centre of the Laurentides region

1. The title of the Regulation establishing the Community Legal Centre of the Laurentides region is replaced by the following:

REGULATION ESTABLISHING THE *CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE LAURENTIDES-LANAUDIÈRE*

2. Section 1 of the said Regulation is amended by replacing in the third, fourth and fifth lines the words "Community legal centre of the Laurentides" region and in French, "Centre communautaire juridique des Laurentides" by *"Centre communautaire juridique Laurentides-Lanaudière"*.

3. Section 3 of the said Regulation is amended by replacing in the first and second lines and in the twelfth and thirteenth lines the words "Community legal centre of the Laurentides region" by *"Centre communautaire juridique Laurentides-Lanaudière"*.

ANNEXE « F-1 »

Règlement modifiant le règlement établissant le Centre communautaire juridique de Montréal

1. L'article 3 du règlement établissant le Centre communautaire juridique de Montréal est remplacé par le suivant:

3- Le Centre communautaire juridique de Montréal a pour objet de fournir les services juridiques dans la région qui comprend cette portion du district judiciaire de Montréal limité à l'est et au sud par le fleuve St-Laurent, à l'ouest par le territoire du district électoral Vaudreuil-Soulanges, au nord-ouest et au nord par les rivières Outaouais et des Milles-Îles. Cependant le territoire de l'Île Perrot est attaché à la région du Centre communautaire juridique de Montréal suivant les besoins de la population et dans les limites de ses ressources, de la manière prévue dans la loi de l'aide juridique, dans les règlements établis par la Commission des services juridiques et dans toute entente entre le Centre communautaire juridique de Montréal et la Commission des services juridiques.

SCHEDULE "F-1"

Regulation amending the regulation establishing the Community Legal Centre of the Montreal region

1. Section 3 of the Regulation establishing the Community legal centre of the Montreal region is replaced by the following:

3. The function of the Community legal centre of the Montreal region shall be to provide legal services in the region comprising that part of the judicial district of Montreal bounded to the east and to the south by the St. Lawrence river, to the west by the territory of the Vaudreuil-Soulanges electoral district, to the northwest and to the north by the Ottawa and Mille-Iles rivers. However, the territory of Ile Perrot is attached to the region of the Community legal centre of Montreal according to the needs of the population and within the limits of its means, in the manner prescribed in the Legal Aid Act, in the regulations made by the Legal Services Commission and in accordance with any agreement concluded between the Community legal centre of the Montreal region and the Legal Services Commission.

ANNEXE « G-1 »

Règlement modifiant le règlement établissant le Centre communautaire juridique du Nord-ouest

1. L'article 3 du règlement établissant le Centre communautaire juridique du Nord-ouest est remplacé par le suivant:

3- Le Centre communautaire juridique du Nord-ouest a pour objet de fournir les services juridiques dans la région des territoires des districts judiciaires de l'Abitibi, de Rouyn-Noranda, de Témiscamingue moins le territoire situé à l'est du 75e méridien au long de la route provinciale No 58 et au long de la route reliant Chibougamau à Saint-Félicien. À cette région est rattachée pour en faire partie aux fins de la Loi, la région du Nouveau-Québec, telle que décrite dans l'arrêté en Conseil No 524 du 29 mars 1966, suivant les besoins de la population et dans les limites de ses ressources, de la manière prévue dans la Loi de l'aide juridique, dans les règlements établis par la Commission des services juridiques et dans toute entente entre le Centre communautaire juridique du Nord-ouest et la Commission des services juridiques.

ANNEXE « J-1 »

Règlement modifiant le règlement établissant le Centre communautaire juridique de la Rive-Sud

1. L'article 3 du règlement établissant le Centre communautaire juridique de la Rive-Sud est remplacé par le suivant:

3- Le Centre communautaire juridique de la Rive-Sud a pour objet de fournir les services juridiques dans la région des territoires des districts judiciaires de Beauharnois, Bedford, Iberville, Richelieu, Saint-Hyacinthe et du territoire de cette portion du district judiciaire de Montréal à l'est et au sud du fleuve Saint-Laurent entre les limites nord-est, sud ouest, de ce district électoral de Vaudreuil-Soulanges moins l'Île Perrot qui est attaché à la région du Centre communautaire juridique de Montréal, suivant les besoins de la population et dans les limites de ses ressources, de la manière prévue dans la Loi de l'aide juridique, dans les règlements établis par la Commission des services juridiques et dans toute entente entre le Centre communautaire juridique de la Rive-Sud et la Commission des services juridiques.

835-o

SCHEDULE "G-1"

Regulation amending the regulation establishing the Community Legal Centre of the Northwest region

1. Section 3 of the Regulation establishing the Community legal centre of the Northwest region is replaced by the following:

3. The function of the Community legal centre of the Northwest region shall be to provide legal services in the region comprising the territories of the judicial districts of Abitibi, Rouyn-Noranda and Témiscamingue, less and to withdraw the territory situate east of the 75th meridian along provincial highway No. 58 and along the highway between Chibougamau and St. Félicien. To this region is attached to be part thereof for the purposes of the Act, the New Québec region described in Order in Council 524 dated 29 March 1966, according to the needs of the population and within the limits of its means, in the manner prescribed in the Legal Aid Act, in the regulations made by the Legal Services Commission and in any agreement concluded between the Community legal centre of the Northwest region and the Legal Services Commission.

SCHEDULE "J-1"

Regulation amending the regulation establishing the Community Legal Centre of the south shore region

1. Section 3 of the Regulation the Community legal centre of the South Shore region is replaced by the following:

3. The function of the Community legal centre of the South Shore region shall be to provide legal services in the region comprising the territories of the judicial districts of Beauharnois, Bedford, Iberville, Richelieu, St. Hyacinthe and the territory of that part of the judicial district of Montreal to the east and to the south of the St. Lawrence river between the northeastern, southern and western boundaries of the Vaudreuil-Soulanges electoral district, less and to withdraw Ile Perrot which is attached to the region of the Community legal centre of Montreal, according to the needs of the population and within the limits of its means, in the manner prescribed in the Legal Aid Act, in the regulations made by in the Legal Services Commission and in any agreement concluded by the Community Legal Centre of the South Shore region and the Legal Services Commission.

835-o

A.C. 3912-75, 20 août 1975
Règ. 75-438, 22 août 1975

LOI DE L'ASSURANCE-MALADIE,
(1970, ch. 37)

Règlement général — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNING des modifications aux règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie.

ATTENDU QU'en vertu de la Loi de l'assurance-maladie (1970, ch. 37), le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements aux fins de ladite loi;

ATTENDU QUE, conformément à ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté par arrêté en conseil 2775, en date du 17 juillet 1970, des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier lesdits règlements;

ATTENDU QUE la Régie a été consultée relativement auxdites modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE soit adopté le règlement ci-joint et intitulé: « Règlement modifiant les règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie »;

QUE ce règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement modifiant les règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie

1- La table des matières desdits règlements est modifiée en ajoutant après le Titre XV, ce qui suit:
TITRE XVI — Bourses de recherche

2- Lesdits règlements sont modifiés en ajoutant après le Titre XV, le Titre XVI et les articles 16.01, 16.02, 16.03, 16.04, 16.05, 16.06.
TITRE XVI — Bourses de recherche

16.01 Dans le présent titre les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

a) bourses de recherche: une allocation annuelle qui doit servir à la création et au maintien d'un poste de chercheur.

b) boursier: le récipiendaire d'une bourse de recherche.

O.C. 3912-75, 20 August 1975
Reg. 75-438, 22 August 1975

HEALTH INSURANCE ACT
(1970, ch. 37)

General Regulation — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the regulations respecting the Health Insurance Act.

WHEREAS under the Health Insurance Act (1970, ch. 37), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the purposes of the said Act;

WHEREAS in accordance with the said Act, the Lieutenant-Governor in Council made regulations respecting the Health Insurance Act under Order in Council 2775 dated 17 July 1970;

WHEREAS it is expedient to amend the said regulations;

WHEREAS the Board has been consulted relative to the said amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the Regulation annexed hereto and entitled "Regulation amending the regulations respecting the Health Insurance Act" be enacted;

THAT this Regulation come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the regulations respecting the Health Insurance Act

1- The table of contents of the said Regulations is amended by adding after Title XV the following:
TITLE XVI — Research scholarships

2- The said Regulations are amended by adding after Title XV, Title XVI and sections 16.01, 16.02, 16.03, 16.04, 16.05, 16.06.
TITLE XVI — Research scholarships

16.01 In this title the following words and expressions mean or designate:

(a) research scholarships: an annual allowance which must serve to establish and maintain a research post.

(b) scholar: the recipient of a research scholarship.

c) candidat: toute personne qui, conformément à la loi et aux règlements, soumet une demande de bourse de recherche.

16.02 Le ministre peut accorder jusqu'à concurrence de cinquante (50) bourses de recherche chaque année, comprenant à la fois les bourses initiales et les renouvellements.

16.03 Les bourses de recherche se répartissent selon les treize (13) catégories suivantes:

Catégorie 1 : sans expérience	$13,600.00
Catégorie 2 : 1 an d'expérience	$14,375.00
Catégorie 3 : 2 ans d'expérience	$15,200.00
Catégorie 4 : 3 ans d'expérience	$16,000.00
Catégorie 5 : 4 ans d'expérience	$16,800.00
Catégorie 6 : 5 ans d'expérience	$17,600.00
Catégorie 7 : 6 ans d'expérience	$18,400.00
Catégorie 8 : 7 ans d'expérience	$19,200.00
Catégorie 9 : 8 ans d'expérience	$20,000.00
Catégorie 10 : 9 ans d'expérience	$20,825.00
Catégorie 11 : 10 ans d'expérience	$21,625.00
Catégorie 12 : 11 ans d'expérience	$22,425.00
Catégorie 13 : 12 ans d'expérience	$23,250.00

16.04 Tout candidat doit faire sa demande de bourse de recherche au Conseil de la recherche en santé du Québec, en utilisant le formulaire fourni à cet effet par ce dernier.

16.05 Le paiement de la bourse de recherche est fait par la Régie, en quatre (4) versements égaux par année civile payable au début de chaque trimestre. Ces versements se font sous la forme d'un chèque, fait conjointement à l'ordre du boursier et à l'ordre de l'Université à laquelle est affilié l'établissement dans lequel le boursier poursuit des travaux de recherche ou à l'ordre de cet établissement le cas échéant. Ledit chèque est expédié à l'Université, ou à l'établissement.

16.06 Le boursier doit s'engager à remplir les conditions suivantes:

a) consacrer au moins quatre-vingts pour cent (80%) de ses heures de travail à poursuivre ses activités de recherche en santé;

b) rembourser à la Régie toute partie de sa bourse de recherche non utilisée s'il délaisse ses activités de recherche en santé.

842-o

(c) candidate: any person who, in accordance with the Act and Regulations, submits an application for a research scholarship.

16.02 The Minister may grant up to fifty (50) research scholarships each year, including both initial scholarships and renewals.

16.03 Research scholarships shall be distributed according to the thirteen (13) following classes:

Class 1: without experience	$13,600.00
Class 2 : 1 year of experience	$14,375.00
Class 3 : 2 years of experience	$15,200.00
Class 4 : 3 years of experience	$16,000.00
Class 5 : 4 years of experience	$16,800.00
Class 6 : 5 years of experience	$17,600.00
Class 7 : 6 years of experience	$18,400.00
Class 8: 6 years of experience	$19,200.00
Class 9 : 8 years of experience	$20,000.00
Class 10 : 9 years of experience	$20,825.00
Class 11 : 10 years of experience	$21,625.00
Class 12 : 11 years of experience	$22,425.00
Class 13 : 12 years of experience	$23,250.00

16.04 Every candidate must forward his application for a research scholarship to the *Conseil de la recherche en santé du Québec*, by using the form provided by the latter for such purpose.

16.05 The payment of the research scholarship shall be made by the Board, in four (4) equal instalments per calendar year payable at the beginning of each quarter. These payments shall be made by cheque, made jointly to the order of the scholar and to the order of the University to which the establishment in which the scholar pursues his research is affiliated or to the order of that establishment should the occasion arise. The said cheque shall be forwarded to the University or to the establishment.

16.06 The scholar must bind himself meet the following conditions:

(a) to devote at least eighty percent (80%) of his work hours to his health research activities;

(b) to reimburse the Board for every part of his research scholarship which has not been used if he abandons his health research activities.

842-o

A.C. 3913-75, du 20 août 1975
Règ. 75-439, 22 août 1975

LOI DE LA PROTECTION
DE LA SANTÉ PUBLIQUE
(1972, ch. 42)

Protection de la santé publique — modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au Règlement en vertu de la Loi de la protection de la santé publique.

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil 1444-74 du 17 avril 1974, le lieutenant-gouverneur en conseil a édicté un règlement en vertu de la Loi de la protection de la santé publique (1972, ch. 42);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, le 26 février 1975, le ministre des Affaires sociales a donné avis dans la *Gazette officielle du Québec*, conformément à l'article 50 de la Loi de la protection de la santé publique, qu'il proposerait dans 90 jours au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption du règlement dont le texte accompagnait l'avis, règlement modifiant le règlement en vertu de la Loi de la protection de la santé publique;

ATTENDU QUE le délai de 90 jours, prévu par la loi, est écoulé;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales;

QUE le règlement modifiant le règlement en vertu de la Loi de la protection de la santé publique, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement modifiant le Règlement en vertu de la loi de la protection de la santé publique

1. Le règlement adopté en vertu de la Loi de la protection de la santé publique, par l'arrêté en conseil 1444-74 du 17 avril 1974, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa de l'article 3.201 par le suivant:

« Un établissement ne peut toutefois procéder à la crémation d'un enfant mort-né qu'avec l'autorisation du coroner, ainsi qu'avec l'autorisation du père ou de la mère de l'enfant, et après qu'un formulaire SP-4 ait été dûment rempli. »

O.C. 3913-75, 20 August 1975
Reg. 75-439, 22 August 1975

PUBLIC HEALTH
PROTECTION ACT
(1972, ch. 42)

Public Health Protection — amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the Regulation respecting the Public Health Protection Act.

WHEREAS under Order in Council 1444-74 dated 17 April 1974, the Lieutenant-Governor in Council enacted a Regulation respecting the Public Health Protection Act (1972, ch. 42);

WHEREAS it is expedient to amend this Regulation;

WHEREAS, on 26 February 1975, the Minister of Social Affairs gave notice in the *Québec Official Gazette*, in accordance with section 50 of the Public Health Protection Act, that he would submit for the approval of the Lieutenant-Governor in Council the Regulation annexed to the said notice which Regulation amends the Regulation respecting the Public Health Protection Act;

WHEREAS the period of 90 days prescribed by the Act has expired;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the Regulation amending the Regulation respecting the Public Health Protection Act, annexed to this Order in Council, be enacted;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force on the date of its publication.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation respecting the Public Health Protection Act

1. The Regulation respecting the Public Health Protection Act made under Order in Council 1444-74 dated 17 April 1974 is amended by replacing the second paragraph of section 3.201 by the following:

"An establishment may, however, proceed to the cremation of a stillborn child only with the coroner's authorization, together with the authorization of the child's father or mother, and only after Form SP-4 has been duly completed."

2. Ledit règlement est modifié en remplaçant les formulaires SP-1, SP-2, SP-3 et SP-4 figurant en annexe par les formulaires suivants:

842-o

2. The said Regulation is amended by replacing Forms SP-1, SP-2, SP-3 and SP-4 annexed thereto by the following forms:

842-o

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-1

DÉCLARATION DE NAISSANCE VIVANTE

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père

1 - Nom du père	2 - Prénom usuel	3 - Autres prénoms
4 - Date de naissance du père (Année, Mois, Jour)	5 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)	6 - Langue maternelle du père

Mère

7 - Nom de la mère (selon acte de naissance)	8 - Prénom usuel	9 - Autres prénoms
10 - Date de naissance de la mère (Année, Mois, Jour)	11 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)	12 - Langue maternelle de la mère

13 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) — Code postal

☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

14 - Langue d'usage à la maison	15 - État civil de la mère	16 - Nombre d'années de scolarité de la mère
	1 ☐ Célibataire 2 ☐ Mariée 3 ☐ Veuve 4 ☐ Divorcée 5 ☐ Séparée légalement	

17 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures	18 - Date de la dernière naiss. vivante (s'il y a lieu) (Année, Mois, Jour)	19 - Date du dernier mariage (s'il y a lieu) (Année, Mois, Jour)
Nés vivants ____ Mort-nés (après 20 semaines de grossesse) ____		

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE

20 - Nom de l'enfant	21 - Prénom usuel	22 - Autres prénoms

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus

23 - Date de la signature (année, mois, jour)	24 - Signature de la mère ou du père
	X

CONSTAT MÉDICAL

25 - Date de naissance de l'enfant (Année, Mois, Jour)	26 - Type de naissance	27 - En cas de naissance multiple donnez l'ordre
	10 ☐ Simple ☐ Double Autre (préciser) ____	☐ 1er ☐ 2e ☐ 3e Autre (préciser) ____

28 - Sexe de l'enfant	29 - Poids à la naissance	30 - Durée de la grossesse
1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé	____ grammes ou ____ livres ____ onces	____ semaines complètes

31 - Nom du centre hospitalier où a eu lieu la naissance

32 - Adresse de l'endroit où a eu lieu la naissance (N°, rue, municipalité, comté)

33 - Accoucheur (nom, prénom, adresse) — N° de permis (Corp. des médecins)

34 - Qualité de l'accoucheur	35 - Date de la signature (année, mois, jour)	36 - Signature de l'accoucheur
1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière Autre (préciser) ____		X

En cas de naissance multiple, veuillez remplir une déclaration de naissance vivante (SP-1) pour chaque enfant né vivant et une déclaration de mortinaissance (SP-4) pour chaque enfant mort-né.

ESPACE RÉSERVÉ AU MINISTÈRE

37 - État civil de l'enfant	38 - Nom	39 - Prénom usuel	40 - Autres prénoms
☐ Identique ☐ Tel qu'ici modifié			

SP-1

1 ORIGINAL **REGISTRE DE LA POPULATION** Ministère des affaires sociales, Québec.

1-

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORM SP-1

DECLARATION OF LIVE BIRTH

Please type or write in block letters
Do not write in shaded spaces

NOTE READ OVERLEAF BEFORE YOU START WRITING

PARTICULARS OF PARENTS

Father

1 - Surname of father | 2 - Main given name | 3 - Other given names

4 - Birthdate of father (Year, Month, Day) | 5 - Birthplace of father (Province or country outside Canada) | 6 - Mother tongue of father

Mother

7 - Maiden name of mother as shown on birth certificate | 8 - Main given name | 9 - Other given names

10 - Birthdate of mother (Year, Month, Day) | 11 - Birthplace of mother (Province or country outside Canada) | 12 - Mother tongue of mother

13 - Domicile of mother (No., street, municipality, county, province or country outside Canada) | Postal Code
☐ City, town or village ☐ Township or parish

14 - Language spoken at home | 15 - Marital Status of mother: 1 ☐ Single 2 ☐ Married 3 ☐ Widowed 4 ☐ Divorced 5 ☐ Legally separated | 16 - Number of years mother attended school

17 - Number of children previously born: Liveborn ____ Stillborn (after 20 weeks' pregnancy) ____ | 18 - Date of last live birth, if applicable (Year, Month, Day) | 19 - Date of last marriage, if applicable (Year, Month, Day)

PARTICULARS OF CHILD AT BIRTH

20 - Surname of child | 21 - Main given name | 22 - Other given names

SIGNATURE OF MOTHER OR FATHER

I certify that the information given above is true and correct

23 - Date signed (Year, month, day) | 24 - Signature of mother or father
X

MEDICAL REPORT

25 - Birthdate of child (Year, Month, Day) | 26 - Kind of birth: 10 ☐ Single ☐ Twin Other (Specify) ____ | 27 - If multiple birth, state whether this child was born: ☐ 1st ☐ 2nd ☐ 3rd Other (Specify) ____

28 - Sex of child: 1 ☐ Male 2 ☐ Female 9 ☐ Undetermined | 29 - Weight at birth: ____ grams or ____ lb ____ oz | 30 - Duration of pregnancy: ____ completed weeks

31 - Name of hospital where birth occurred

32 - Exact location where birth occurred (No., street, municipality, county)

33 - Attending physician or other attendant (Surname, given name, address) | Licence number (Corp. of Physicians)

34 - Was the attendant a: 1 ☐ Physician 2 ☐ Nurse Other (Specify) ____ | 35 - Date signed (Year, month, day) | 36 - Signature of attendant
X

In case of multiple birth, please fill in a Declaration of Live Birth (SP-1) for each liveborn child and a Declaration of Stillbirth (SP-4) for each stillborn child.

DO NOT WRITE BELOW THIS LINE — DEPARTMENT USE ONLY

37 - Status of child: ☐ Same ☐ As shown here | 38 - Surname | 39 - Main given name | 40 - Other given names

SP-1

1 ORIGINAL POPULATION REGISTER Québec Department of Social Affairs

DIRECTIVES GÉNÉRALES

NOTE PRÉLIMINAIRE

Toujours remplir au complet les cases où on demande l'âge, une date ou un nombre. Placer un ou des zéros dans la ou les cases de gauche qui ne contiennent pas d'autre chiffre. Bien noter que toutes les dates s'inscrivent comme suit: année, mois, jour. Exemples:

65 ans | 0 | 6 | 5 |; le 2 juin 1958 | 5 | 8 | 0 | 6 | 0 | 2 |;

314 grammes | 0 | 3 | 1 | 4 | grammes.

Les réponses doivent toujours faire état de la situation qui prévalait au moment même de l'événement.

1 - TRANSMISSION DES FORMULAIRES

1.1 Pour transmettre les déclarations exigées par la Loi, demander des enveloppes préadressées et préaffranchies au:

Registre de la population
Ministère des Affaires sociales
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Les délais imposés pour la transmission des formulaires remplis sont les suivants:

Formulaires	Délais maximum après l'événement
SP1	8 jours après la naissance
SP4	8 jours après l'accouchement (500 grammes et plus)
	30 jours après l'accouchement (moins de 500 grammes)

1.3 Le fonctionnaire de l'état civil transmet pour chaque naissance qu'il enregistre une attestation de déclaration de naissance. L'expédition des formulaires remplis doit se faire à chaque semaine, le lundi de préférence. Des enveloppes à cet effet sont disponibles à l'adresse ci-haut mentionnée.

Lorsque les parents ou celui qui a charge d'un enfant se présentent sans l'attestation d'une déclaration de naissance vivante (page 2 du formulaire SP1), le fonctionnaire de l'état civil doit voir à ce que ces personnes remplissent un formulaire SP1. Dans un tel cas, les pages 1 et 2 du formulaire sont transmises au Registre de la population.

2 - PRÉNOM USUEL

Le prénom ou nom de baptême que l'individu utilise couramment ou encore celui que les parents ont l'intention d'utiliser pour nommer leur enfant.

Dans le cas d'un « prénom usuel » composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », le placer dans la case « prénom usuel » et joindre les deux (2) prénoms par un trait-d'union.

Ne pas placer de trait d'union entre les autres prénoms.

3 - NOM SELON L'ACTE DE NAISSANCE

Il s'agit du nom de « jeune fille »; ce n'est pas le nom du mari. Éviter tout pseudonyme.

4 - LIEU DE NAISSANCE (province ou pays étranger)

Pour une naissance au Canada, donner le nom de la province canadienne (Québec, Terre-Neuve, Manitoba, etc.). Dans le cas d'une naissance en dehors du Canada, donner seulement le nom du pays (U.S.A., Angleterre, France, etc.).

5 - LANGUE MATERNELLE

La première langue apprise dans l'enfance et encore comprise. Si cette première langue n'est plus comprise, indiquer la deuxième langue apprise et encore comprise. Ne donner qu'une seule réponse.

6 - LANGUE D'USAGE À LA MAISON

Si plus d'une langue est parlée à la maison, inscrire celle qui est utilisée le plus souvent. Ne donner qu'une seule réponse.

7 - ÉTAT CIVIL DE LA MÈRE

Lorsque la mère mentionne qu'elle est séparée, bien demander s'il s'agit d'une séparation légale. Considérer comme **mariées** les personnes dont la séparation n'a **pas été constatée par jugement d'un tribunal.**

8 - NOMBRE D'ANNÉES DE SCOLARITÉ

Nombre d'années de scolarité complétées avec succès. L'année scolaire abandonnée en cours de route ou échouée ne doit pas être comptée.

9 - MORT-NÉS

N'indiquer que les mort-nés après vingt (20) semaines de grossesse.

10 - NOM ET PRÉNOMS DE L'ENFANT (SP1 seulement)

Le nom de l'enfant est celui du père; celui de la mère quand le père est inconnu.

Si c'est possible, la mère indique les prénoms qu'elle a l'intention de faire porter à son enfant, en indiquant en premier lieu le prénom qui sera couramment utilisé.

Dans le cas d'un prénom usuel composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », voir plus haut en (2).

11 - SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE (ou du plus proche parent)

La signature de l'un ou de l'autre des parents est demandée aux fins de les inciter à bien vérifier si les renseignements inscrits correspondent à ceux qu'ils ont fournis.

Si le père et la mère sont décédés ou incapables de signer, le plus proche parent de l'enfant signera à leur place.

12 - CODE POSTAL

Toujours insister pour obtenir le code postal à la question où il est demandé.

13 - NAISSANCES MULTIPLES

Bien suivre la directive qui apparaît au recto du formulaire SP1.

Autant que possible, brocher ensemble tous les formulaires se rapportant à une naissance multiple, qu'il s'agisse des formulaires SP1, SP3 ou SP4.

14 - POIDS À LA NAISSANCE

Ne donner le poids qu'en grammes. Éviter absolument le poids en kilogrammes. Les livres et les onces sont tolérées.

15 - CAUSES DE LA MORTINAISSANCE (SP4 seulement)

Bien indiquer si les conditions décrites sont de nature foetale ou maternelle.

Avortement thérapeutique: bien l'indiquer sur la ligne (a) de la question 28.

16 - DOSSIER MÉDICAL (SP4 seulement)

La signature originale du déclarant doit apparaître à la question 34 de la page 2 (dossier médical) du formulaire SP4.

INSTRUCTIONS

NOTE

Care should be taken to fill in age, dates and numbers in the appropriate squares. A zero should be put in each empty space to the left of a figure to show that the figure is complete. Note that all dates should be entered in the following sequence: year, month day. Examples:

Age 65 [0|6|5], June 2, 1958 [5|8|0|6|0|2],

314 grams [0|3|1|4] grams.

The answers must always take into consideration the situation which was prevailing at the moment the event occurred.

1 - MAILING OF FORMS

1.1 Stamped addressed envelopes may be obtained from:

Population Register
Department of Social Affairs
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Time limits for mailing completed forms are as follows:

Form	Maximum time limit
SP 1	8 days after birth
SP 4	8 days after delivery (500 grams or over)
	30 days after delivery (under 500 grams)

1.3 For each birth registered by him, the Officer of Civil Status must forward an Attestation of the Declaration of Birth. The completed forms must be mailed once a week, if possible on Monday of each week. Envelopes may be obtained from the above address.

If the parents or the person in charge of a newborn child cannot produce an Attestation of the Declaration of Live Birth (page 2 of SP 1 form), the Officer must make sure that they fill in an SP 1 form. In all such cases pages 1 and 2 of the form must be forwarded to the Population Register.

2 - MAIN GIVEN NAME

The given name usually used or intended to be usually used when naming a child.

3 - NAME AS SHOWN ON BIRTH CERTIFICATE

The full name (surname and first names) given to a woman at birth, i.e. the maiden name in the case of a married woman. Please avoid using pseudonyms (nicknames).

4 - BIRTHPLACE

If birth occurred in Canada, name province (Québec, Newfoundland, Manitoba, etc.). If birth occurred abroad, give country only (U.S., U.K., France, etc.).

5 - MOTHER TONGUE

The first language acquired in infancy and still understood. If the first language is no longer understood, give second language acquired and still understood. Do not list more than one language.

6 - LANGUAGE SPOKEN AT HOME

If more than one language is spoken at home, give the one that is most frequently used. Do not list more than one language.

7 - MARITAL STATUS OF MOTHER

When a mother states that she is separated it must be ascertained whether she is legally separated, as anybody not legally separated is regarded as married.

8 - NUMBER OF YEARS A PERSON ATTENDED SCHOOL

Number of school years sucessfully completed. School years that were not completed or for which no pass marks were obtained at the end of the year should not be counted.

9 - NUMBER OF STILLBORN CHILDREN

Only children stillborn after 20 weeks' pregnancy should be listed.

10 - NAME AND GIVEN NAMES OF CHILD (SP 1 only)

A child normally bears his father's name. If the father is unknown he bears his mother's name.

If possible, the mother should give the names she intends her child to have, beginning with the main given name.

11 - SIGNATURE OF MOTHER OR FATHER (or next-of-kin)

The signature of one parent is required in order to ensure that the information contained in the form is correct. If both parents are dead or incapable, the child's next-of-kin must sign in their place.

12 - POSTAL CODE

Make sure that the Postal Code has been entered in the appropriate space.

13 - MULTIPLE BIRTHS

Care should be taken to follow the instructions on the first page of the SP 1 form. As far as possible, all forms reporting multiple births (SP 1, SP 3 and SP 4) should be stapled together.

14 - WEIGHT AT BIRTH

Weight should be given in grams only, never in kilograms, but pounds and ounces are acceptable.

15 - CAUSES OF STILLBIRTH (SP 4 only)

It should be clearly specified whether the conditions described are foetal or maternal.

Therapeutic abortions: should be entered under item 28(a).

16 - MEDICAL REPORT (SP 4 only)

The medical report must bear the informant's original signature under item 34 on page 2 of the SP 4 form.

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-2

DÉCLARATION DE MARIAGE

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés

NOTE VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

IDENTIFICATION DES CONJOINTS

Épouse

1 - Nom de l'épouse (selon acte de naissance) | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms

4 - État civil de l'épouse: 1 ☐ Célibataire; 3 ☐ Veuve; 4 ☐ Divorcée | 5 - Date du décès du conjoint ou date du divorce (Année Mois Jour) | 6 - Date de naissance de l'épouse (Année Mois Jour) | 7 - Lieu de naissance (province ou pays étranger) | 8 - Langue maternelle

9 - Domicile avant le mariage (municipalité, comté, province ou pays étranger) | 10 - Nombre d'années de scolarité

Époux

11 - Nom de l'époux | 12 - Prénom usuel | 13 - Autres prénoms

14 - État civil de l'époux: 1 ☐ Célibataire; 3 ☐ Veuf; 4 ☐ Divorcé | 15 - Date du décès du conjoint ou date du divorce (Année Mois Jour) | 16 - Date de naissance de l'époux (Année Mois Jour) | 17 - Lieu de naissance (province ou pays étranger) | 18 - Langue maternelle

19 - Domicile avant le mariage (municipalité, comté, province ou pays étranger) | 20 - Nombre d'années de scolarité

21 - Domicile après le mariage (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) | Code postal

IDENTIFICATION DES PARENTS DES CONJOINTS

Épouse	22 - Nom de la mère de l'épouse (selon acte de naissance)	23 - Prénom usuel	24 - Date de naissance (Année Mois Jour)	25 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)
	26 - Nom du père de l'épouse	27 - Prénom usuel	28 - Date de naissance (Année Mois Jour)	29 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)
Époux	30 - Nom de la mère de l'époux (selon acte de naissance)	31 - Prénom usuel	32 - Date de naissance (Année Mois Jour)	33 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)
	34 - Nom du père de l'époux	35 - Prénom usuel	36 - Date de naissance (Année Mois Jour)	37 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)

IDENTIFICATION DES TÉMOINS

38 - Nom du témoin ☐ M ☐ Mme ☐ Mlle | 39 - Prénom usuel

40 - Adresse (N°, rue, municipalité, comté, province, pays)

41 - Nom du témoin ☐ M ☐ Mme ☐ Mlle | 42 - Prénom usuel

43 - Adresse (N°, rue, municipalité, comté, province, pays)

DATE ET LIEU DU MARIAGE

44 - Date du mariage (Année Mois Jour) | 45 - Lieu de la célébration du mariage (nom de la municipalité et du comté) ☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

46 - Lieu de l'enregistrement du mariage (nom de la paroisse religieuse ou du district judiciaire dans le cas de mariage civil) | 47 - Qualité du célébrant: 5 ☐ Ministre du Culte 6 ☐ Protonotaire

48 - Nom et prénom du célébrant | 49 - Signature du célébrant X

SIGNATURE DES CONJOINTS ET DES TÉMOINS

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus

50 - Signature de l'épouse X | 51 - Signature du témoin X

52 - Signature de l'époux X | 53 - Signature du témoin X

1 ORIGINAL **REGISTRE DE LA POPULATION** **Ministère des affaires sociales, Québec** **2-**

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORM SP-2

DECLARATION OF MARRIAGE

Please type or write in block letters.
Do not write in shaded spaces

NOTE READ OVERLEAF BEFORE YOU START WRITING

PARTICULARS OF BRIDE AND BRIDEGROOM

Bride

1 - Surname of bride as shown on birth certificate | 2 - Main given name | 3 - Other given names

4 - Marital status of bride: 1 ☐ Spinster; 3 ☐ Widowed; 4 ☐ Divorced | 5 - Date husband died or date of divorce (Year Month Day) | 6 - Birthdate of bride (Year Month Day) | 7 - Birthplace (Province or country outside Canada) | 8 - Mother tongue

9 - Domicile before marriage (Municipality, county, province or country outside Canada) | 10 - Number of years bride attended school

Bridegroom

11 - Surname of bridegroom | 12 - Main given name | 13 - Other given names

14 - Marital status of bridegroom: 1 ☐ Bachelor; 3 ☐ Widowed; 4 ☐ Divorced | 15 - Date wife died or date of divorce (Year Month Day) | 16 - Birthdate of bridegroom (Year Month Day) | 17 - Birthplace (Province or country outside Canada) | 18 - Mother tongue

19 - Domicile before marriage (Municipality, county, province or country outside Canada) | 20 - Number of years bridegroom attended school

21 - Domicile after marriage (No, street, municipality, county, province or country outside Canada) | Postal Code

PARTICULARS OF PARENTS OF BRIDE AND BRIDEGROOM

Bride	22 - Maiden name of mother of the bride as shown on birth certificate	23 - Main given name	24 - Birthdate (Year Month Day)	25 - Birthplace (Province or country outside Canada)
	26 - Surname of father of the bride	27 - Main given name	28 - Birthdate (Year Month Day)	29 - Birthplace (Province or country outside Canada)
Bridegroom	30 - Maiden name of mother of bridegroom as shown on birth certificate	31 - Main given name	32 - Birthdate (Year Month Day)	33 - Birthplace (Province or country outside Canada)
	34 - Surname of father of the bridegroom	35 - Main given name	36 - Birthdate (Year Month Day)	37 - Birthplace (Province or country outside Canada)

PARTICULARS OF WITNESSES

38 - Surname of witness ☐ Mr ☐ Mrs ☐ Miss | 39 - Main given name

40 - Address (No, street, municipality, county, province, country)

41 - Surname of witness ☐ Mr ☐ Mrs ☐ Miss | 42 - Main given name

43 - Address (No, street, municipality, county, province, country)

DATE AND PLACE OF MARRIAGE

44 - Date of marriage (Year Month Day) | 45 - Locality where marriage was solemnized (Municipality and county) ☐ City, town or village ☐ Township or parish

46 - Locality where marriage was registered (Name of ecclesiastical parish or judicial district in case of civil marriage) | 47 - Is the person officiating a: 5 ☐ Minister of religion 6 ☐ Prothonotary

48 - Surname and given name of person officiating | 49 - Signature of person officiating X

SIGNATURES OF BRIDE AND BRIDEGROOM, AND WITNESSES

I certify that the information given above is true and correct

50 - Signature of bride X | 51 - Signature of witness X

52 - Signature of bridegroom X | 53 - Signature of witness X

SP-2

1 ORIGINAL POPULATION REGISTER
Québec Department of Social Affairs

2-

DIRECTIVES GÉNÉRALES

NOTE PRÉLIMINAIRE

Toujours remplir au complet les cases où on demande l'âge, une date ou un nombre. Placer un ou des zéros dans la ou les cases de gauche qui ne contiennent pas d'autre chiffre. Bien noter que toutes les dates s'inscrivent comme suit: année, mois, jour. Exemples:

65 ans |0|6|5|. le 2 juin 1958 |5|8|0|6|0|2|.

314 grammes |0|3|1|4| grammes

Les réponses doivent toujours faire état de la situation qui prévalait au moment même de l'événement.

1 - TRANSMISSION DES FORMULAIRES

1.1 Pour transmettre les déclarations exigées par la Loi, demander des enveloppes préadressées et préaffranchies au:

Registre de la population
Ministère des Affaires sociales
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Le délai maximum imposé pour la transmission des formulaires remplis est de **huit (8) jours** après la célébration du mariage.

2 - NOM SELON L'ACTE DE NAISSANCE

Il s'agit du nom de « jeune fille », ce n'est pas le nom du mari. Éviter tout pseudonyme.

3 - PRÉNOM USUEL

Le prénom ou nom de baptême que l'individu utilise couramment.

Dans le cas d'un prénom usuel composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », les placer dans la case « prénom usuel » et joindre les deux (2) prénoms par un trait d'union.

Ne pas placer de trait d'union entre les autres prénoms.

4 - LIEU DE NAISSANCE (province ou pays étranger)

Pour une naissance au Canada, donner le nom de la province canadienne (Québec, Terre-Neuve, Manitoba, etc.). Dans le cas d'une naissance en dehors du Canada, donner seulement le nom du pays (U.S.A., Angleterre, France, etc.).

5 - LANGUE MATERNELLE

La première langue apprise dans l'enfance et encore comprise. Si cette première langue n'est plus comprise, indiquer la deuxième langue apprise et encore comprise. Ne donner qu'une seule réponse.

6 - NOMBRE D'ANNÉES DE SCOLARITÉ

Nombre d'années de scolarité complétées avec succès. L'année scolaire abandonnée en cours de route ou échouée ne doit pas être comptée.

7 - CODE POSTAL

Toujours insister pour obtenir le code postal à la question où il est demandé.

INSTRUCTIONS

NOTE

Care should be taken to fill in age, dates and numbers in the appropriate squares. A zero should be put in each empty space to the left of a figure to show that the figure is complete. Note that all dates should be entered in the following sequence: year, month, day. Examples:

Age 65 |0|6|5|; June 2, 1958 |5|8|0|6|0|2|;

The answers must always take into consideration the situation which was prevailing at the moment the event occurred.

1 - MAILING OF FORMS

1.1 Stamped addressed envelopes may be obtained from:

Population Register
Department of Social Affairs
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Completed forms must be mailed within **eight (8) days** after solemnization of marriage.

2 - NAME AS SHOWN ON BIRTH CERTIFICATE

The full name (surname and first names) given to a woman at birth, i.e. the maiden name in the case of a married woman. Please avoid using pseudonyms (nicknames).

3 - MAIN GIVEN NAME

The given name usually used.

4 - BIRTHPLACE

If birth occurred in Canada, name province (Québec, Newfoundland, Manitoba, etc.). If birth occurred abroad, give country only (U.S., U.K., France, etc.).

5 - MOTHER TONGUE

The first language acquired in infancy and still understood. If the first language is no longer understood, give second language acquired and still understood. Do not list more than one language.

6 - NUMBER OF YEARS A PERSON ATTENDED SCHOOL

Number of school years sucessfully completed. School years that were not completed or for which no pass marks were obtained at the end of the year should not be counted.

7 - POSTAL CODE

Make sure that the Postal Code has been entered in the appropriate space.

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-3

DÉCLARATION DE DÉCÈS

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

IDENTIFICATION DU DÉFUNT

1 - Nom (selon acte de naissance) | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms | 4 - N° d'assurance sociale

5 - Date de naissance Année Mois Jour | 6 - Âge au décès An(s) | Si âgé(e) de moins d'un an Mois Jours | Si âgé(e) de moins de 7 jours Heures Minutes | Si âgé(e) de moins de 168 heures, donner le poids à la naissance grammes

7 - État civil
1 ☐ Célibataire
2 ☐ Marié(e)
3 ☐ Veuf/ve
4 ☐ Divorcé(e)
5 ☐ Séparé(e) légalement
Année

8 - Si le défunt était marié(e), veuf(ve), divorcé(e), séparé(e) légalement, donner le nom de son conjoint (selon acte de naissance) | 9 - Année de naissance du conjoint

10 - Nombre d'années de scolarité | 11 - Lieu de naissance (province ou pays étranger) | 12 - Langue d'usage à la maison

13 - Adresse du domicile du défunt (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse
Code postal

Mère: 14 - Nom de la mère (selon acte de naissance) | 15 - Prénom usuel | 16 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)

Père: 17 - Nom du père | 18 - Prénom usuel | 19 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)

CONSTAT MÉDICAL

20 - Sexe du défunt
1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé

21 - Date du décès Année Mois Jour | 22 - Nom de l'établissement où a eu lieu le décès

23 - Adresse de l'endroit où a eu lieu le décès (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

24 - **Causes du décès** — Intervalle approximatif entre le début étiologique et le décès

1. **Cause immédiate du décès** a) ..... due à (ou consécutive à)

Causes antécédentes: états morbides ayant conduit à la cause précitée en indiquant en dernier lieu la cause initiale: b) ..... due à (ou consécutive à) c) .....

2. **Autre(s) état(s) morbide(s)** ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus .....

25 - Dans le cas de décès avant sept (7) jours complets, soit 168 heures de vie indiquer quelle est à votre avis la cause INITIALE du décès
Pointer (✓) une case seulement
☐ Malformation congénitale* ☐ Hémorragie ante-partum
☐ Infection* ☐ Traumatisme ou asphyxie obstétricale*
☐ Érythroblastose ☐ Autre*
☐ Membrane hyaline *Préciser .....
☐ Malnutrition foetale .....

26 - Y a-t-il eu autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non
Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non

27 - S'il s'agit d'une femme, le décès est-il survenu au cours d'une grossesse ou dans les 90 jours? ☐ Oui ☐ Non

28 - Présence de radio-isotopes 1 ☐ Oui 2 ☐ Non

29 - Si mort violente pointer ☐ Accident ☐ Suicide ☐ Homicide

30 - Lieu et circonstances (ferme, usine, route, noyade, armes, strangulation, etc.)

31 - Défunt atteint d'une maladie à déclaration obligatoire 1 ☐ Oui 2 ☐ Non
Préciser .....

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

32 - Nom et prénom du déclarant | 33 - Qualité du déclarant 1 ☐ Médecin 4 ☐ Coroner Autre (préciser) .....

34 - Date de la signature (année, mois, jour) | 35 - Signature du déclarant X | N° de permis (Corp. des médecins)

DISPOSITION DU CORPS/DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

36 - Mode de disposition 1 ☐ Inhumation 2 ☐ Crémation 3 ☐ Inspecteur d'anatomie 4 ☐ Transport à l'extérieur du Québec | 37 - Nom et prénom du directeur de funérailles

38 - Adresse du directeur de funérailles (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) | N° de permis

39 - Date de la prise en charge (année, mois, jour) | 40 - Nom et prénom du représentant du directeur de funérailles | 41 - Signature du représentant X

SP-3

1 ORIGINAL **REGISTRE DE LA POPULATION** Ministère des affaires sociales, Québec 3-

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORM SP-3

DECLARATION OF DEATH

Please type or write in block letters.
Do not write in shaded spaces.

NOTE READ OVERLEAF BEFORE YOU START WRITING

PARTICULARS OF DECEASED

1 - Surname as shown on birth certificate | 2 - Main given name | 3 - Other given names | 4 - Social Insurance No

5 - Date of birth: Year | Month | Day
6 - Age of deceased: Year(s) | If under 1 year: Months | Days | If under 7 days: Hours | Minutes | If under 168 hours, give weight at birth: grams

7 - Marital status: 1 Single, 2 Married, 3 Widowed, 4 Divorced, 5 Legally separated — Year
8 - If married, widowed, divorced or legally separated, give full name of husband or wife as shown on birth certificate
9 - Year of birth of husband wife
10 - Number of years deceased attended school
11 - Birthplace (Province or country outside Canada)
12 - Language spoken at home

13 - Domicile of deceased (No., street, municipality, county, province, or country outside Canada): City, town or village; Township or parish — Postal Code

Mother: 14 - Maiden name of mother as shown on birth certificate | 15 - Main given name | 16 - Birthplace of mother (Province or country outside Canada)

Father: 17 - Surname of father | 18 - Main given name | 19 - Birthplace of father (Province or country outside Canada)

MEDICAL REPORT

20 - Sex of deceased: 1 Male, 2 Female, 9 Undetermined
21 - Date of death: Year | Month | Day
22 - Name of establishment where death occurred

23 - Place of death (No., street, municipality, county, province or country outside Canada): City, town or village; Township or parish

24 - Cause of death — Approx. interval between onset & death

1. **Immediate cause of death** — a)
   Antecedent causes: deseases giving rise to the immediate cause above, stating the underlying cause last — b) due to (or as a consequence of)
   c)
2. **Other significant conditions** contributing to death but not causally related to the immediate cause above

25 - If death occurred before seven (7) full days of life, state which was, in your opinion, the **underlying** cause of death?
Check (x) only one of the causes listed below
- Congenital anomaly *
- Antepartum hemorrhage
- Infection *
- Birth Trauma Asphyxia*
- Erythroblastosis
- Other*
- Hyaline membrane disease — *Specify
- Intrauterine malnutrition

26 - Was an autopsy held? 1 Yes 2 No
If yes, does the cause of death as stated take account of autopsy findings? 1 Yes 2 No
27 - In case of deceased woman, did death occur during pregnancy or within 90 days of pregnancy? Yes No
28 - Where any radioisotopes placed in body? 1 Yes 2 No
29 - In case of violent death, check cause: Accident, Suicide, Homicide
30 - Place and circumstances (e.g. farm, factory, highway, drowning, firearms, strangulation, etc.)
31 - Was death due to a disease that must be reported? 1 Yes 2 No
Specify

PARTICULARS OF INFORMANT

32 - Surname and given name of informant
33 - Is the informant a: 1 Physician, 4 Coroner, Other (Specify)
34 - Date signed (Year, month, day)
35 - Signature of informant: X
Licence number (Corp. of physicians)

PLACE OF DISPOSITION AND FUNERAL DIRECTOR

36 - Kind of disposition: 1 Burial, 2 Cremation, 3 Inspector of Anatomy, 4 Transport of body outside Québec
37 - Surname and given name of funeral director
38 - Address of funeral director (No., street, municipality, county, province or country outside Canada)
Permit No.
39 - Date remains were handed over (Year, month, day)
40 - Surname and given name of representative of funeral director
41 - Signature of representative: X

SP-3

1 ORIGINAL **POPULATION REGISTER**
Québec Department of Social Affairs

3-

DIRECTIVES GÉNÉRALES

NOTE PRÉLIMINAIRE

Toujours remplir au complet les cases où on demande l'âge, une date ou un nombre. Placer un ou des zéros dans la ou les cases de gauche qui ne contiennent pas d'autre chiffre. Bien noter que toutes les dates s'inscrivent comme suit: année, mois, jour. Exemples:

65 ans | 0 | 6 | 5 |; le 2 juin 1958 | 5 | 8 | 0 | 6 | 0 | 2 |;

314 grammes | 0 | 3 | 1 | 4 | grammes.

1 - TRANSMISSION DES FORMULAIRES

1.1 Pour transmettre les déclarations exigées par la Loi, demander des enveloppes préadressées et préaffranchies au:

Registre de la population
Ministère des Affaires sociales
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Le délai maximum imposé pour la transmission des formulaires remplis est de **trois (3) jours après le décès.**

2 - NOM SELON L'ACTE DE NAISSANCE

S'il s'agit d'une femme, donner le nom de « jeune fille »; ce n'est pas le nom du mari. Éviter tout pseudonyme.

3 - PRÉNOM USUEL

Le prénom ou nom de baptême que l'individu utilisait ou sous lequel on le connaissait couramment.

Dans le cas d'un « prénom usuel » composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », les placer dans la case « prénom usuel » et joindre les deux (2) prénoms par un trait d'union.

Ne pas placer de trait d'union entre les autres prénoms.

4 - DATE DE NAISSANCE ET ÂGE DU DÉFUNT

Bien donner la date de naissance ainsi que l'âge du défunt.

EXEMPLES À BIEN ÉTUDIER

Âge au décès	réponse à la question 6
1 an et plus	an(s)
1 an, 10 mois	| 0 | 0 | 1 |
	an(s)
65 ans, 11 mois	| 0 | 6 | 5 |
	an(s)
103 ans, 4 mois	| 1 | 0 | 3 |
	mois jours
moins de 1 an	
10 mois 4 jours	| 1 | 0 | 0 | 4 |
	heures minutes
moins de 7 jours	
4 jours, 16 heures, 7 minutes	| 1 | 1 | 2 | 0 | 7 |
et ne pas oublier d'indiquer le poids à la naissance en grammes si l'enfant a vécu moins de 168 heures	poids à la naissance | | | | | grammes

5 - LANGUE D'USAGE À LA MAISON

Si plus d'une langue est parlée à la maison, inscrire celle qui était utilisée le plus souvent par le défunt. Ne donner qu'une seule réponse.

6 - ÉTAT CIVIL DU DÉFUNT

N'indiquer que **l'année** du mariage, du décès du conjoint, du divorce ou de la séparation légale, selon le cas. Les personnes dont la séparation n'est **pas légalisée** sont considérées comme **mariées**; il faudra alors inscrire l'année du mariage.

7 - NOMBRE D'ANNÉES DE SCOLARITÉ

Nombre d'années de scolarité complétées avec succès. L'année scolaire abandonnée en cours de route ou échouée ne doit pas être comptée.

8 - LIEU DE NAISSANCE (province ou pays étranger)

Pour une naissance au Canada, donner le nom de la province canadienne (Québec, Terre-Neuve, Manitoba, etc.). Dans le cas d'une naissance en dehors du Canada, donner seulement le nom du pays (U.S.A., Angleterre, France, etc.).

9 - CAUSES DE DÉCÈS

Bien noter que la formulation de la certification médicale des causes du décès (aux questions 24 et 25) invite à bien indiquer les conditions qui prévalent lors d'un décès néonatal précoce (avant 7 jours complets ou 168 heures de vie).

10 - MORTS VIOLENTES

Pour fins statistiques et pour faciliter le travail de codification, bien indiquer s'il s'agit d'un accident, d'un homicide ou encore d'un suicide. De plus, décrire avec le plus de précision possible **les circonstances** qui ont entouré le décès.

Lors d'un **accident d'automobile ou de circulation,** il faut mentionner si le décédé était chauffeur, passager ou piéton. Il faut aussi écrire s'il s'agit d'une embardée, d'un capotage ou d'une collision avec un piéton, une voiture ou avec tout autre objet, etc.

Dans le cas de **noyade,** il faut mentionner si elle est survenue (a) lors d'activité récréative ou (b) lors de transport par eau. Il est utile de mentionner les circonstances, tel ski nautique, chasse, chûte hors bateau, chavirement, etc.

Lors d'**intoxication,** il faut mentionner le produit ou le médicament (nom générique ou commercial) et indiquer s'il y avait ou non dépendance ou habitude.

Écrire « traumatisme crânien lors d'un accident d'auto » ne suffit donc pas. . . « Diagnostic à suivre » n'est pas non plus acceptable.

11 - IDENTIFICATION DU DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

Il est bien important de toujours très bien identifier le directeur de funérailles (la maison funéraire) ainsi que la personne qui prend charge du cadavre en son nom. On devra aussi bien identifier la ou les autres personnes autorisées à prendre charge du cadavre lorsque le défunt n'est pas confié à un directeur de funérailles.

12 - CODE POSTAL

Toujours insister pour obtenir le code postal à la question où il est demandé.

13 - MALADIES À DÉCLARATION OBLIGATOIRE

Consulter l'article 2.101 des règlements de la loi de la protection de la santé publique.

14 - DOSSIER MÉDICAL

La signature originale du déclarant doit apparaître à la question 35 de la page 2 (dossier médical) du formulaire SP3.

INSTRUCTIONS

NOTE

Care should be taken to fill in age, dates and numbers in the appropriate squares. A zero should be put in each empty space to the left of a figure to show that the figure is complete. Note that all dates should be entered in the following sequence: year, month, day. Examples:

Age 65 [0|6|5]; June 2, 1958 [5|8|0|6|0|2];

314 grams [0|3|1|4] grams.

The answers must always take into consideration the situation which was prevailing at the moment the event occurred.

1 - MAILING OF FORMS

1.1 Stamped addressed envelopes may be obtained from:

Population Register
Department of Social Affairs
1075, Chemin Ste-Foy
Quebec, Québec
G1A 1E2

1.2 Completed forms must be mailed within **three (3) days** after death occurred.

2 - NAME AS SHOWN ON BIRTH CERTIFICATE

The full name (surname and first names) given to a woman at birth, i.e. the maiden name in the case of a married woman. Please avoid using pseudonyms (nicknames).

3 - MAIN GIVEN NAME

The given name usually used by the deceased or the one by which he was commonly known.

4 - BIRTHDATE AND AGE OF DECEASED

Care should be taken to fill in the birthdate and age of the deceased.

THE FOLLOWING EXAMPLES SHOULD BE READ CAREFULLY:

Age of deceased	(Form SP-3, item 6)
One year or more	years
1 year and 10 months	[0|0|1] years
65 years and 11 months	[0|6|5] years
103 years and 4 months	[1|0|3] months days
Less than one year 10 months and 4 days	[1|0|0|4] hours minutes
Less than seven 7 days 4 days, 16 hours, 7 minutes	[1|1|2|0|7] weight at birth
Remember to give weight at birth in grams if child lived less than 168 hours	[| | | |] grams

5 - LANGUAGE SPOKEN AT HOME

If more than one language is spoken at home, give the one that was most frequently used. Do not list more than one language.

6 - MARITAL STATUS OF DECEASED

Under item 8, only the **year** the deceased was married, widowed, divorced or legally separated should be given. If the deceased was separated **without an order of court,** he she is regarded as married and the year of marriage should be entered.

7 - NUMBER OF YEARS A PERSON ATTENDED SCHOOL

Number of school years sucessfully completed. School years that were not completed or for which no pass marks were obtained at the end of the year should not be counted.

8 - BIRTHPLACE

If birth occurred in Canada, name province (Quebec, Newfoundland, Manitoba, etc.). If birth occurred abroad, give country only (U.S., U.K., France, etc.).

9 - CAUSES OF DEATH

Care should be taken to specify causes of neonatal death (i.e. death occurring before seven full days of life) in the medical report (items 24 and 25).

10 - VIOLENT DEATHS

For statistical purposes and to facilitate coding, it is important to state whether death was due to accident, homicide or suicide. The circumstances surrounding death should be described in detail.

If death was due to a **road accident,** it must be stated whether the deceased was the driver, a passanger or a pedestrian. It should also be specified whether the car skidded, overturned or collided with a pedestrian, a motor vehicle or another object, etc.

If death was due to **drowning,** it should be specified whether drowning occurred during (a) leisure activities or (b) travel, and whether the deceased was water skiing, hunting, boating, fell overboard, etc.

If death was due to **poisoning,** the generic name or the brand name of the product or drug should be given. It should also be stated whether the deceased was a habitual user or an addict.

It is important that the exact cause of death be given. To write "death due to cranial traumatism" in the case of a road accident is not enough. "Diagnosis to follow" is not acceptable either.

11 - FUNERAL DIRECTOR

It is most important to give the name of the funeral director (or the firm) as well as the name of the representative who took charge of the body. If the body has not been handed over to a funeral director, the person or persons authorized to take charge of the body should be named.

12 - POSTAL CODE

Make sure that the Postal Code has been entered in the appropriate space.

13 - DISEASES THAT MUST BE REPORTED

See section 2.101 of the Regulation respecting the Public Health Protection Act. (S.Q. 1972, ch.42)

14 - MEDICAL REPORT

The medical report must bear the informant's original signature under item 35 on page 2 of the SP 3 form.

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-4

DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père

1 - Nom du père | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms

4 - Date de naissance du père (Année, Mois, Jour) | 5 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger) | 6 - Langue maternelle du père

Mère

7 - Nom de la mère (selon acte de naissance) | 8 - Prénom usuel | 9 - Autres prénoms

10 - Date de naissance de la mère (Année, Mois, Jour) | 11 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger) | 12 - Langue maternelle de la mère

13 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) — Code postal
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

14 - Langue d'usage à la maison | 15 - État civil de la mère: 1 ☐ Célibataire 2 ☐ Mariée 3 ☐ Veuve 4 ☐ Divorcée 5 ☐ Séparée légalement | 16 - Nombres d'années de scolarité de la mère

17 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures: Nés vivants ____ Mort-nés (après 20 semaines de grossesse) ____ | 18 - Date de la dernière naiss. vivante (s'il y a lieu) (Année, Mois, Jour) | 19 - Date du dernier mariage (s'il y a lieu) (Année, Mois, Jour)

CONSTAT MÉDICAL

20 - Date de l'accouchement (Année, Mois, Jour) | 21 - Type d'accouchement: 10 ☐ Simple ☐ Double Autre (préciser) ____ | 22 - En cas d'accouchement multiple donner l'ordre de naissance: ☐ 1er ☐ 2e ☐ 3e Autre (préciser) ____

23 - Sexe du mort-né: 1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé | 24 - Poids à l'accouchement: ____ grammes ou ____ livres ____ onces | 25 - Durée de la grossesse: ____ semaines complètes

26 - Nom du centre hospitalier ou a eu lieu l'accouchement

27 - Adresse de l'endroit ou a eu lieu l'accouchement (N°, rue, municipalité, comté)

28 — Causes de la mortinaissance

Pointer si condition foetale (F) ou maternelle (M)

		F	M
1. Cause immédiate (a) ..... due à (ou consécutive à)			
* Dans le cas d'**avortement thérapeutique**, le mentionner ci-contre en (a)			
Causes antécédentes: états morbides ayant conduit à la cause précitée, en indiquant en dernier lieu la **cause initiale** (b) ..... due à (ou consécutive à)		☐	☐
(c) ____		☐	☐
2. Autre(s) état(s) morbide(s) ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus		☐	☐
		☐	☐

29 - Indiquer quelle est, à votre avis, la cause INITIALE de la mortinaissance. Pointer (✓) une case seulement

☐ Malformation congénitale* ☐ Membrane hyaline ☐ Traumatisme ou asphyxie obstétricale*
☐ Infection* ☐ Malnutrition foetale ☐ Autre*
☐ Erythroblastose ☐ Hémorragie ante-partum *Préciser ____

30 - Y-a-t-il eu autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non
Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

31 - Nom et prénom du déclarant | 32 - Qualité du déclarant: 1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière Autre (préciser) ____

33 - Date de la signature (année, mois, jour) | 34 - Signature du déclarant: X | N° de permis (Corp. des médecins)

LIEU DE DISPOSITION / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES (S'IL Y A LIEU)

35 - Lieu de disposition: 1 ☐ Centre hospitalier Ailleurs (préciser) ____

36 - Nom et prénom du directeur de funérailles (s'il y a lieu) | 37 - Adresse du directeur de funérailles

38 - Date de la disposition (année, mois, jour) | 39 - Nom et prénom du représentant | 40 - Signature du représentant: X

SP-4

1 ORIGINAL **REGISTRE DE LA POPULATION**
Ministère des affaires sociales, Québec.

4-

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORM SP-4

DECLARATION OF STILLBIRTH

Please type or write in block letters
Do not write in shaded spaces

NOTE READ OVERLEAF BEFORE YOU START WRITING

PARTICULARS OF PARENTS OF STILLBORN CHILD

Father

1 - Surname of father | 2 - Main given name | 3 - Other given names

4 - Birthdate of father (Year, Month, Day) | 5 - Birthplace of father (Province or country outside Canada) | 6 - Mother tongue of father

Mother

7 - Maiden name of mother as shown on birth certificate | 8 - Main given name | 9 - Other given names

10 - Birthdate of mother (Year, Month, Day) | 11 - Birthplace of mother (Province or country outside Canada) | 12 - Mother tongue of mother

13 - Domicile of mother (No., street, municipality, county, province or country outside Canada) | Postal Code
☐ City, town or village ☐ Township or parish

14 - Language spoken at home | 15 - Marital status of mother: 1 ☐ Single 2 ☐ Married 3 ☐ Widowed 4 ☐ Divorced 5 ☐ Legally separated | 16 - Number of years mother attended school

17 - Number of children previously born: Liveborn ____ Stillborn (After 20 weeks pregnancy) ____ | 18 - Date of last live birth, if applicable (Year, Month, Day) | 19 - Date of last marriage, if applicable (Year, Month, Day)

MEDICAL REPORT

20 - Date of confinement (Year, Month, Day) | 21 - Kind of birth: 10 ☐ Single ☐ Twin Other (Specify) ____ | 22 - If multiple birth, state whether this child was born: ☐ 1st ☐ 2nd ☐ 3rd Other (Specify) ____

23 - Sex of stillborn child: 1 ☐ Male 2 ☐ Female 9 ☐ Undetermined | 24 - Weight at birth: ____ grams or ____ lb ____ oz | 25 - Duration of pregnancy: ____ completed weeks

26 - Name of hospital where birth occurred

27 - Exact location where birth occurred (No., street, municipality, county)

28 - Cause of stillbirth

		Check whether Foetal (F) or Maternal (M)	
		F	M
1. **Immediate cause**	(a)		
In case of **therapeutic abortion**, specify under (a)	due to (or as a consequence of)		
Antecedent causes: diseases or conditions giving rise to the immediate cause above, stating the underlying cause last	(b) due to (or as a consequence of)		
	(c)		
2. **Other significant conditions** that may have contributed to stillbirth but are not related to the immediate cause above			

29 - What is, in your opinion, the immediate cause of this stillbirth? Check (✓) only one of the causes listed below

☐ Congenital anomaly* ☐ Hyaline membrane disease ☐ Birth Trauma, Asphyxia*
☐ Infection* ☐ Intrauterine malnutrition ☐ Other*
☐ Erythroblastosis ☐ Antepartum hemorrhage *Specify ____

30 - Was an autopsy held? 1 ☐ Yes 2 ☐ No
If yes, does the cause of stillbirth as stated take account of autopsy findings? 1 ☐ Yes 2 ☐ No

PARTICULARS OF INFORMANT

31 - Surname and given name of informant | 32 - Is the informant a: 1 ☐ Physician 2 ☐ Nurse Other (Specify) ____

33 - Date signed (Year, month, day) | 34 - Signature of informant: X | Licence number (Corp. of physicians)

PLACE OF DISPOSITION / FUNERAL DIRECTOR (IF APPLICABLE)

35 - Place of disposition: 1 ☐ Hospital Other (Specify) ____

36 - Surname and given name of funeral director (if applicable) | 37 - Address of funeral director

38 - Date of disposition (Year, month, day) | 39 - Surname and given name of representative | 40 - Signature of representative: X

SP-4

1 ORIGINAL POPULATION REGISTER
Québec Department of Social Affairs

DIRECTIVES GÉNÉRALES

NOTE PRÉLIMINAIRE

Toujours remplir au complet les cases où on demande l'âge, une date ou un nombre. Placer un ou des zéros dans la ou les cases de gauche qui ne contiennent pas d'autre chiffre. Bien noter que toutes les dates s'inscrivent comme suit: année, mois, jour. Exemples:

65 ans [0|6|5]. le 2 juin 1958 [0|2|0|6|5|6]

314 grammes [0|3|1|4] grammes

Les réponses doivent toujours faire état de la situation qui prévalait au moment même de l'événement.

1 - TRANSMISSION DES FORMULAIRES

1.1 Pour transmettre les déclarations exigées par la Loi, demander des enveloppes préadressées et préaffranchies au:

Registre de la population
Ministère des Affaires sociales
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Les délais imposés pour la transmission des formulaires remplis sont les suivants.

Formulaires	Délais maximum après l'événement
SP1	8 jours après la naissance
SP4	8 jours après l'accouchement (500 grammes et plus)
	30 jours après l'accouchement (moins de 500 grammes)

1.3 Le fonctionnaire de l'état civil transmet pour chaque naissance qu'il enregistre une attestation de déclaration de naissance. L'expédition des formulaires remplis doit se faire à chaque semaine, le lundi de préférence. Des enveloppes à cet effet sont disponibles à l'adresse ci-haut mentionnée.

Lorsque les parents ou celui qui a charge d'un enfant se présentent sans l'attestation d'une déclaration de naissance vivante (page 2 du formulaire SP1), le fonctionnaire de l'état civil doit voir à ce que ces personnes remplissent un formulaire SP1. Dans un tel cas, les pages 1 et 2 du formulaire sont transmises au Registre de la population.

2 - PRÉNOM USUEL

Le prénom ou nom de baptême que l'individu utilise couramment ou encore celui que les parents ont l'intention d'utiliser pour nommer leur enfant.

Dans le cas d'un « prénom usuel » composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », le placer dans la case « prénom usuel » et joindre les deux (2) prénoms par un trait-d'union.

Ne pas placer de trait d'union entre les autres prénoms.

3 - NOM SELON L'ACTE DE NAISSANCE

Il s'agit du nom de « jeune fille », ce n'est pas le nom du mari. Éviter tout pseudonyme.

4 - LIEU DE NAISSANCE (province ou pays étranger)

Pour une naissance au Canada, donner le nom de la province canadienne (Québec, Terre-Neuve, Manitoba, etc.) Dans le cas d'une naissance en dehors du Canada, donner seulement le nom du pays (U.S.A., Angleterre, France, etc.)

5 - LANGUE MATERNELLE

La première langue apprise dans l'enfance et encore comprise. Si cette première langue n'est plus comprise, indiquer la deuxième langue apprise et encore comprise. Ne donner qu'une seule réponse.

6 - LANGUE D'USAGE À LA MAISON

Si plus d'une langue est parlée à la maison, inscrire celle qui est utilisée le plus souvent. Ne donner qu'une seule réponse.

7 - ÉTAT CIVIL DE LA MÈRE

Lorsque la mère mentionne qu'elle est séparée, bien demander s'il s'agit d'une séparation légale. Considérer comme **mariées** les personnes dont la séparation n'a **pas été constatée par jugement d'un tribunal.**

8 - NOMBRE D'ANNÉES DE SCOLARITÉ

Nombre d'années de scolarité complétées avec succès. L'année scolaire abandonnée en cours de route ou échouée ne doit pas être comptée.

9 - MORT-NÉS

N'indiquer que les mort-nés après vingt (20) semaines de grossesse.

10 - NOM ET PRÉNOMS DE L'ENFANT (SP1 seulement)

Le nom de l'enfant est celui du père; celui de la mère quand le père est inconnu.

Si c'est possible, la mère indique les prénoms qu'elle a l'intention de faire porter à son enfant, en indiquant en premier lieu le prénom qui sera couramment utilisé.

Dans le cas d'un prénom usuel composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », voir plus haut en (2).

11 - SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE (ou du plus proche parent)

La signature de l'un ou de l'autre des parents est demandée aux fins de les inciter à bien vérifier si les renseignements inscrits correspondent à ceux qu'ils ont fournis.

Si le père et la mère sont décédés ou incapables de signer, le plus proche parent de l'enfant signera à leur place.

12 - CODE POSTAL

Toujours insister pour obtenir le code postal à la question où il est demandé.

13 - NAISSANCES MULTIPLES

Bien suivre la directive qui apparaît au recto du formulaire SP1.

Autant que possible, brocher ensemble tous les formulaires se rapportant à une naissance multiple, qu'il s'agisse des formulaires SP1, SP3 ou SP4.

14 - POIDS À LA NAISSANCE

Ne donner le poids qu'en grammes. Éviter absolument le poids en kilogrammes. Les livres et les onces sont tolérées.

15 - CAUSES DE LA MORTINAISSANCE (SP4 seulement)

Bien indiquer si les conditions décrites sont de nature foetale ou maternelle.

Avortement thérapeutique: bien l'indiquer sur la ligne (a) de la question 28.

16 - DOSSIER MÉDICAL (SP4 seulement)

La signature originale du déclarant doit apparaître à la question 34 de la page 2 (dossier médical) du formulaire SP4.

INSTRUCTIONS

NOTE

Care should be taken to fill in age, dates and numbers in the appropriate squares. A zero should be put in each empty space to the left of a figure to show that the figure is complete. Note that all dates should be entered in the following sequence: year, month day. Examples.

Age 65 [0|6|5]; June 2, 1958 [5|8|0|6|0|2];
314 grams [0|3|1|4] grams.

The answers must always take into consideration the situation which was prevailing at the moment the event occurred.

1 - MAILING OF FORMS

1.1 Stamped addressed envelopes may be obtained from:

Population Register
Department of Social Affairs
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Time limits for mailing completed forms are as follows:

Form	Maximum time limit
SP 1	8 days after birth
SP 4	8 days after delivery (500 grams or over)
	30 days after delivery (under 500 grams)

1.3 For each birth registered by him, the Officer of Civil Status must forward an Attestation of the Declaration of Birth. The completed forms must be mailed once a week, if possible on Monday of each week. Envelopes may be obtained from the above address.

If the parents or the person in charge of a newborn child cannot produce an Attestation of the Declaration of Live Birth (page 2 of SP 1 form), the Officer must make sure that they fill in an SP 1 form. In all such cases pages 1 and 2 of the form must be forwarded to the Population Register.

2 - MAIN GIVEN NAME

The given name usually used or intended to be usually used when naming a child.

3 - NAME AS SHOWN ON BIRTH CERTIFICATE

The full name (surname and first names) given to a woman at birth, i.e. the maiden name in the case of a married woman. Please avoid using pseudonyms (nicknames).

4 - BIRTHPLACE

If birth occurred in Canada, name province (Québec, Newfoundland, Manitoba, etc.). If birth occurred abroad, give country only (U.S., U.K., France, etc.).

5 - MOTHER TONGUE

The first language acquired in infancy and still understood. If the first language is no longer understood, give second language acquired and still understood. Do not list more than one language.

6 - LANGUAGE SPOKEN AT HOME

If more than one language is spoken at home, give the one that is most frequently used. Do not list more than one language.

7 - MARITAL STATUS OF MOTHER

When a mother states that she is separated it must be ascertained whether she is legally separated, as anybody not legally separated is regarded as married.

8 - NUMBER OF YEARS A PERSON ATTENDED SCHOOL

Number of school years sucessfully completed. School years that were not completed or for which no pass marks were obtained at the end of the year should not be counted.

9 - NUMBER OF STILLBORN CHILDREN

Only children stillborn after 20 weeks' pregnancy should be listed.

10 - NAME AND GIVEN NAMES OF CHILD (SP 1 only)

A child normally bears his father's name. If the father is unknown he bears his mother's name.

If possible, the mother should give the names she intends her child to have, beginning with the main given name.

11 - SIGNATURE OF MOTHER OR FATHER (or next-of-kin)

The signature of one parent is required in order to ensure that the information contained in the form is correct. If both parents are dead or incapable, the child's next-of-kin must sign in their place.

12 - POSTAL CODE

Make sure that the Postal Code has been entered in the appropriate space.

13 - MULTIPLE BIRTHS

Care should be taken to follow the instructions on the first page of the SP 1 form. As far as possible, all forms reporting multiple births (SP 1, SP 3 and SP 4) should be stapled together.

14 - WEIGHT AT BIRTH

Weight should be given in grams only, never in kilograms, but pounds and ounces are acceptable.

15 - CAUSES OF STILLBIRTH (SP 4 only)

It should be clearly specified whether the conditions described are foetal or maternal.

Therapeutic abortions: should be entered under item 28(a).

16 - MEDICAL REPORT (SP 4 only)

The medical report must bear the informant's original signature under item 34 on page 2 of the SP 4 form.

643-o

A.C. 3927-75, du 20 août 1975
Règ. 75-452, 22 août 1975

LOI DES TRANSPORTS
(1972, ch. 55)

Transport des écoliers — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement 11h modifiant le règlement 11 sur le transport des écoliers.

ATTENDU QUE le Règlement 11 sur le transport des écoliers a été adopté par l'arrêté en conseil 1693-74 du 8 mai 1974;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire d'adopter de nouvelles normes de taux, de tarifs et de coûts de transport des écoliers, compte tenu de l'évolution des coûts de transport, pour permettre l'adjudication de nouveaux contrats pour l'année scolaire 1975/1976 et l'ajustement des prix des contrats adjugés pendant l'année scolaire 1974/1975;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser dans certains cas la Commission des transports du Québec à reviser le prix de certains contrats de transport d'écoliers, conformément au paragraphe 3) de l'article 475 de la Loi de l'instruction publique, modifié par l'article 10 du chapitre 61 des Lois de 1974;

ATTENDU QU'il est nécessaire de modifier en conséquence les normes de subventions de transport des écoliers;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 11H modifiant le Règlement 11 sur le transport des écoliers annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QU'il entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le Greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement 11H modifiant le règlement 11 sur le transport des écoliers

11H.1 Le Règlement 11 sur le transport des écoliers, adopté, par l'arrêté en conseil 1693-74 du 8 mai 1974 et modifié par les Règlements 11A, 11B, 11C, 11D, 11E, 11F et 11G respectivement adoptés par les arrêtés en conseil 2183-74 du 12 juin 1974, 2780-74 du 31 juillet 1974, 2817-74 du 1er août 1974, 3062-74 du 21 août 1974, 4356-74 du 27 novembre 1974, 2596-75 du 25 juin 1975 et 2597-75 du 25 juin 1975 est de nouveau modifié, en remplaçant l'article 11.271.1 par le suivant:

O.C. 3927-75, 20 August 1975
Reg. 75-452, 22 August 1975

TRANSPORT ACT
(1972, ch. 55)

Transport of pupils — amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 11H amending Regulation 11 respecting the transport of pupils.

WHEREAS Regulation 11 respecting the transport of pupils was made under Order in Council 1693-74 dated 8 May 1974;

WHEREAS it has become necessary to enact new rate, tariff and cost standards for the transport of pupils, in view of the increase in the costs of transport, to permit the award of new contracts for the 1975/1976 school year and the adjustment of the prices of the contracts awarded during the 1974/1975 school year;

WHEREAS it is expedient to authorize, in certain cases, the Québec Transport Commission to revise the price of certain contracts for the transport of pupils, in accordance with subsection (3) of section 475 of the Education Act, amended by section 10 of Chapter 61 of the 1974 Statutes;

WHEREAS it is necessary to amend the grant standards for the transport of pupils accordingly;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 11H amending Regulation 11 respecting the transport of pupils, annexed to this Order in Council, be enacted;

THAT it come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette.*

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 11H amending regulation 11 respecting the transport of pupils

11H.1 Regulation 11 respecting the transport of pupils enacted under Order in Council 1693-74 dated 8 May 1974 and amended by Regulations 11A, 11B, 11C, 11D, 11E, 11F and 11G respectively enacted under Orders in Council 2183-74 dated 12 June 1974, 2780-74 dated 31 July 1974, 2817-74 dated 1 August 1974, 3062-74 dated 21 August 1974, 4356-74 dated 27 November 1974, 2596-75 dated 25 June 1975 and 2597-75 dated 25 June 1975 is further amended by replacing section 11.271.1 by the following:

« **2.271.1** 1) Une commission scolaire, une institution privée, un collège, ou tout autre établissement d'enseignement peut accorder le contrat d'un transport commençant pendant l'année scolaire 1974 pour un véhicule à en entrepreneur qui est le plus bas soumissionnaire mais dont le prix de la soumission excède un montant égal au taux moyen établi pour ce véhicule conformément à l'article 11.283 à la condition que l'entrepreur démontre à la Commission que le prix fixé dans sa soumission correspond au coût d'opération de ce véhicule pour l'année scolaire 1974-75.

2) Une commission scolaire, une institution privée, un collège, ou tout autre établissement d'enseignement peut accorder le contrat d'un transport commençant pendant l'année scolaire 1975-76 pour un véhicule à un entrepreneur qui est le plus bas soumissionnaire mais dont le prix de la soumission excède un montant égal au taux moyen établi pour ce véhicule conformément à l'article 11.283 à la condition que l'entrepreneur démontre à la Commission que le prix fixé dans sa soumission correspond au coût d'opération de ce véhicule pour l'année scolaire 1975-76. »

11H.2 Ledit règlement est modifié en remplaçant l'article 11.272 par les suivants:

« **11.272** Nonobstant le paragraphe 1) de l'article 11.271, une commission scolaire, une institution privée, un collège ou tout autre établissement d'enseignement peut accorder le contrat de transport commercial pendant l'année scolaire 1974-75 pour un véhicule à un entrepreneur qui n'est pas le plus bas soumissionnaire lorsque:

a) cet entrepreneur détenait au 30 juin 1974 un contrat de transport d'écoliers conclu avec cette commission scolaire, institution privée, collège ou établissement d'enseignement, ou avec une commission scolaire ou une institution privée pour laquelle cette commission scolaire organise un transport, et

b) le prix fixé pour ce véhicule par l'entrepreneur dans sa soumission n'excède pas:

i) de plus de 10% la moyenne des prix fixés pour ce véhicle par les soumissionnaires dont les prix sont inférieurs au sien, et

ii) un montant égal au taux moyen établi pour véhicule conformément à l'article 11.283, ou

c) le prix fixé pour ce véhicule par l'entrepreneur dans sa soumission excède le montant déterminé conformément au sous-paragraphe *i* ou *ii* du paragraphe *b* à la condition que l'entrepreneur démontre à la Commission que le prix fixé dans sa soumission correspond aux coûts d'opération de ce véhicule pour l'année scolaire 1974-75.

« **2.271.1** (1) A school board, private institution, college or other educational establishment may award a transport contract commencing during the 1974-75 school year for a vehicle to a contractor who is the lowest tenderer but whose tender price exceeds an amount equal to the average rate established for that vehicle in accordance with section 11.283, provided the contractor proves to the Commission that the price given in his tender corresponds to the operating cost of such vehicle for the 1974-75 school year.

(2) A school board, private institution, college or other educational establishment may award a transport contract commencing during the 1975-76 school year for a vehicle to a contractor who is the lowest tenderer but whose tender price exceeds an amount equal to the average rate established for that vehicle in accordance with section 11.283, provided the contractor proves to the Commission that the price given in his tender corresponds to the operating cost of such vehicle for the 1975-76 school year."

11H.2 The said Regulation is amended by replacing section 11.272 by the following:

"**11.272** Notwithstanding subsection (1) of section 11.271, a school board, private institution, college or other educational establishment may award a transport contract commencing during the 1974-75 school year for a vehicle to a contractor who is not the lowest tenderer where:

(a) such contractor held at 30 June 1974 a contract for the transport of pupils concluded with such school board, private institution, college or educational establishment, or with a school board or private institution for which such school board organizes transport, and

(b) the price fixed for such vehicle by the contractor in his tender does not exceed:

(i) by more than 10% the average prices fixed for such vehicle by the tenderers whose prices are lower than his, and

(ii) an amount equal to the average rate established for such vehicle in accordance with section 11.283, or

(c) the price fixed for such vehicle by the contractor in his tender exceeds the amount determined in accordance with subparagraph *i* or *ii* of paragraph *b* provided the contractor proves to the Commission that the price fixed in his tender corresponds to the operating costs of such vehicle for the 1974-75 school year.

11.272.1 Nonbstant le paragraphe 1) de l'article 11.271, une commission scolaire, une institution privée, un collège ou tout autre établissement d'enseignement peut accorder le contrat de transport commençant à l'année scolaire 1975-76 pour un véhicule à un entrepreneur qui n'est pas le plus bas soumissionnaire lorsque:

a) cet entrepreneur détenait au 30 juin 1975 un contrat de transport d'écoliers conclu avec cette commission scolaire, institution privée, collège ou établissement d'enseignement, ou avec une commission scolaire ou institution privée pour laquelle cette commission scolaire organise un transport, et

b) le prix fixé pour ce véhicule par l'entrepreneur dans sa soumission n'excède pas:

i) de plus de 10% la moyenne des prix fixés pour ce véhicule par les soumissionnaires dont les prix sont inférieurs au sien, et

ii) un montant égal au taux moyen établi pour ce véhicule conformément à l'article 11.283, ou

c) le prix fixé pour ce véhicule par l'entrepreneur dans sa soumission excède le montant déterminé conformément au sous-paragraphe *i* ou *ii* du paragraphe *b* à la cndition que l'entrepreneur démontre à la Commission que le prix fixé dans sa soumission correspond aux coûts d'opération de ce véhicule pour l'année scolaire 1975-76. ».

11H.3 Ledit règlement est modifié en remplaçant l'article 11.273 par le suivant:

« **11.273** 1) Lorsqu'il n'y a qu'un seul soumissionnaire pour un véhicule devant effectuer du transport d'écoliers à compter de l'année scolaire 1974-75, la commission scolaire, l'institution privée, le collège ou l'établissement d'enseignement qui a demandé des soumissions publiques peut accorder le contrat de transport à ce soumissionnaire:

a) lorsque le prix fixé pour ce véhicule par ce soumissionnaire n'excède pas un montant égal au taux moyen établi pour un véhicule de même type conformément à l'article 11.283 et aux normes de taux, de tarifs et de coûts de transport d'écoliers déterminées à l'annexe « I » du présent règlement, ou

b) lorsque le prix fixé pour ce véhicule par ce soumissionnaire excède un montant égal au taux moyen visé au paragraphe *a*, à la condition que l'entrepreneur démontre à la Commission que le prix dans sa soumission correspond aux coûts d'opération de ce véhicule pour l'année scolaire 1974-75.

11.272.1 Notwithstanding subsection (1) of section 11.271, a school board, private institution, college or other educational establishment may award a transport contract commencing during the 1975-76 school year for a vehicle to a contractor who is not the lowest tenderer where:

(a) such contractor held at 30 June 1975 a contract for the transport of pupils concluded with such school board, private institution, college or educational establishment, or with a school board or private institution for which such school board organizes transport, and

(b) the price fixed for such vehicle by the contractor in his tender does not exceed:

(i) by more than 10% the average prices fixed for such vehicle by the tenderers whose prices are lower than his, and

(ii) an amount equal to the average rate established for such vehicle in accordance with section 11.283, or

(c) the price fixed for such vehicle by the contractor in his tender exceeds the amount determined in accordance with subparagraph *i* or *ii* of paragraph *b* provided the contractor proves to the Commission that the price fixed in his tender corresponds to the operating costs of such vehicle for the 1975-76 school year."

11H.3 The said Regulation is amended by replacing section 11.273 by the following:

"**11.273** (1) Where there is only one tenderer for a vehicle to be used for the transport of pupils effective from the 1974-75 school year, the school board, private institution, college or educational establishment that has called for public tenders may award the transport contract to that tenderer:

(a) where the price fixed for such vehicle by that tenderer does not exceed an amount equal to the average rate established for a vehicle of the same type in accordance with section 11.283 and the rate, tariff and cost standards for the transport of pupils determined in Schedule "I" to this Regulation, or

(b) where the price fixed for such vehicle by the said tenderer exceeds an amount equal to the average rate contemplated in paragraph *a*, provided the contractor proves to the Commission that the price indicated in his tender corresponds to the operating costs of such vehicle for the 1974-75 school year.

2) Lorsqu'il n'y a qu'un seul soumissionnaire pour un véhicule devant effectuer du transport d'écoliers à compter de l'année scolaire 1975-76, la commission scolaire, l'institution privée, le collège ou l'établissement d'enseignement qui a demandé des soumissions publiques peut accorder le contrat de transport à ce soumissionnaire:

a) lorsque le prix fixé pour ce véhicule par ce soumissionnaire n'excède pas un montant égal au taux moyen établi pour un véhicule de même type conformément à l'article 11.283 et aux normes de taux, de tarifs et de coûts de transport d'écoliers indiquées à l'annexe « K » du présent règlement, ou

b) lorsque le prix fixé pour ce véhicule par ce soumissionnaire excède un montant égal au taux moyen visé au paragraphe *a*, à la condition que l'entrepreneur dé.montre à la Commission que le prix dans sa soumission correspond aux coûts d'opération de ce véhicule pour l'année scolaire 1975-76. »

11H.4 L'article 11.277 dudit règlement est modifié:

a) en remplaçant le treizième alinéa par le suivant:
« **Région numéro 13:** le territoire sous la compétence de la commission scolaire régionale Lanaudière. »,

b) en remplaçant le quatorzième alinéa par le suivant:
« **Région numéro 14:** le territoire sous la compétence des commissions scolaires des Laurentides, Saint-Jérôme et du Long-Sault. ».

c) en remplaçant le vingt et unième alinéa par le suivant:
« **Région numéro 21:** le territoire sous la compétence des commissions scolaires régionales La Vérendrye et Harricana, de même que le territoire sous la compétence des commissions scolaires Abitibi, Rouyn-Noranda et du Lac Témiscamingue. »,

d) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:
« **Région numéro 25**: le territoire sous la compétence des commissions scolaires du Nouveau Québec et du Littoral. »

11H.5 Le paragraphe 1) de l'article 11.279 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« 1) Nul ne peut effectuer ou faire effectuer un transport d'écoliers au moyen d'un autobus d'écoliers ou d'un véhicule d'écoliers de type mini-bus sans recevoir, s'il est transporteur, ou verser, s'il est une commission scolaire, une institution privée, un collège ou un autre établissement d'enseignement, une rémunération conforme aux normes de taux, de tarifs et de coûts de trans-

(2) Where there is only one tenderer for a vehicle to be used for the transport of pupils effective from the 1975-76 school year, the school board, private institution, college or educational establishment that has called for public tenders may award the transport contract to that tenderer:

(a) where the price fixed for such vehicle by that tenderer does not exceed an amount equal to the average rate established for a vehicle of the same type in accordance with section 11.283 and the rate, tariff and cost standards for the transport of pupils indicated in Schedule "K" to this Regulation, or

(b) where the price fixed for such vehicle by the said tenderer exceeds an amount equal to the average rate contemplated in paragraph *a*, provided the contractor proves to the Commission that the price indicated in his tender corresponds to the operating costs of such vehicle for the 1975-76 school year."

11H.4 Section 11.277 of the said Regulation is amended:

(a) by replacing the thirteenth paragraph by the following: "*Region 13*: The territory under the jurisdiction of the Lanaudière regional school board.",

(b) by replacing the fourteenth paragraph by the following: "*Region 14*: the territory under the jurisdiction of the des Laurentides, Saint-Jérôme and du Long-Sault school boards.",

(c) by replacing the twenty-first paragraph by the following:
"*Region 21*: the territory under the jurisdiction of the La Vérendrye and Harricana regional school boards, as well as the territory under the jurisdiction of the Abitibi, Rouyn-Noranda and Lac Témiscamingue school boards.",

(d) by adding the following paragraph at the end: "*Region 25*: the territory under the jurisdiction of the New Québec and Littoral school boards."

11H.5 Subsection (1) of section 11.279 of the said Regulation is replaced by the following:

"(1) No person may effect or cause to be effected the transport of pupils by means of a school bus or a school vehicle of the minibus type without receiving, in the case of a carrier, or paying, in the case of a school board, private institution, college or other educational establishment, a remuneration in accordance with the rate, tariff and cost standards for transport fixed in Schedule

port déterminés à l'annexe « I » ou à l'annexe « K » du présent règlement, selon le cas ».

11H.6 L'article 11.283 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« **11.283** Pour les fins du présent règlement, le taux moyen pour le transport des écoliers par autobus ou véhicule d'écoliers de type mini-bus est la demie de la somme du taux minimum et du taux maximum déterminés pour cet autobus ou ce véhicule d'écoliers conformément à l'annexe « I » ou à l'annexe « K » du présent règlement, selon le cas ».

11H.7 L'article 11.286 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« **11.286 1)** Pour l'année scolaire 1974-75, nul ne peut effectuer ou faire effectuer un transport d'écoliers au moyen d'un véhicule d'écoliers autre qu'un mini-bus sans recevoir, s'il est transporteur, ou verser, s'il est une commission scolaire, une institution privée, un collège ou un autre établissement d'enseignement, une rémunération quotidienne de base n'excédant pas un montant de $5.00 auquel s'ajoute un coût au mille de parcours n'excédant pas $0.50.

2) Pour l'année scolaire 1975-76, nul ne peut effectuer un transport d'écoliers au moyen d'un véhicule d'écoliers autre qu'un mini-bus sans recevoir, s'il est transporteur, ou verser, s'il est une commission scolaire, une institution privée, un collège ou un autre établissement d'enseignement, une rémunération quotidienne de base n'excédant pas un montant de $6.00 auquel s'ajoute un coût au mille de parcours n'excédant pas à $0.60. »

11H.8 Ledit règlement est modifié en ajoutant, immédiatement après l'article 11.286, ce qui suit:

« Section 1*a*
La modification du prix des contrats
pour l'année scolaire 1975-76

SOUS-SECTION 1

L'ajustement automatique de certains contrats

11.286.1 Le prix d'un contrat de transport d'écoliers de type « transport exclusif » conclu pour un transport d'écoliers à être effectué à compter de l'année scolaire 1974-75 doit être ajusté, pour l'année scolaire 1975-76, en l'augmentant dans la même proportion que l'augmentation que représentent les normes de taux, de tarifs et de coûts de transport pertinentes à ce contrat et décrétées à l'annexe « K » du présent règlement, par rapport aux normes pertinentes à ce contrat et décrétées à l'annexe « I » du présent règlement, lorsque:

"I" or Schedule "K" to this Regulation, as the case may be".

11H.6 Section 11.283 of the said Regulation is replaced by the following:

"**11.283** For the purposes of this Regulation, the average rate for the transport of pupils by school bus or vehicle of the minibus type shall be one-half of the sum of the minimum rate and the maximum rate determined for such school bus or vehicle in accordance with Schedule "I" or Schedule "K" to this Regulation, as the case may be".

11H.7 Section 11.286 of the said Regulation is replaced by the following:

"**11.286** (**1**) For the 1974-75 school year, no person may effect or cause to be effected the transport of pupils by means of a school vehicle other than a minibus without receiving, in the case of a carrier, or paying, in the case of a school board, private institution, college or other educational establishment, a daily basic remuneration not exceeding an amount of $5.00 to which shall be added a cost per mile covered not exceeding $0.50.

(**2**) For the 1975-76 school year, no person may effect the transport of pupils by means of a school vehicle other than a minibus without receiving, in the case of a carrier, or paying, in the case of a school board, private institution, college or other educational establishment, a daily basic remuneration not exceeding an amount of $6.00 to which shall be added a cost per mile covered not exceeding $0.60."

11H.8 The said Regulation is amended by adding, immediately after section 11.286, the following:

"Division 1*a*
Modification of the price of contracts for the
1975-76 school year

SUBDIVISION 1

Automatic adjustment of certain contracts

11.286.1 The price of a contract for the transport of pupils of the "exclusive transport" type concluded for the transport of pupils to be effected from the 1974-75 school year must be adjusted, for the 1975-76 school year, by increasing it in the same proportion as the increase which the rate, tariff and cost standards for transport pertinent to that contract and decreed in Schedule "K" to this Regulation represent in relation to the pertinent standards of such contract and decreed in Schedule "I" to this Regulation, where:

a) ce contrat a été accordé ou adjugé après soumissions publiques, et

b) le prix de ce contrat tel qu'accordé ou adjugé est égal ou inférieur au taux moyen établi conformément à l'article 11.283 et à l'annexe « I » du présent règlement.

SOUS-SECTION 2

L'ajustement général de certains contrats par la Commission

11.286.2 1) La Commission peut, *proprio motu*, modifier dans la proportion déterminée conformément au paragraphe 2, pour l'année scolaire 1975-76, le prix des contrats de transport d'écoliers de type « transport exclusif » pour un transport effectué à compter de l'année scolaire 1974-75 lorsque le prix de ces contrats a été approuvé ou fixé par la Commission dans le cadre des normes de taux de tarifs et de coûts de transport déterminées à l'annexe « I » du présent règlement; à cette fin, la Commission rend une décision en fonction des changements qui affectent l'ensemble des contrats de transport d'écoliers et peut, lors de l'audition, limiter la preuve au témoignage d'experts.

2) La proportion d'augmentation du prix des contrats pour l'année scolaire 1975-1976, au sens du paragraphe 1), doit être établie suivant les régions définies à l'article 11.277:

a) pour les régions 2, 3, 4, 5, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 18, 19, 20 et 22, cette proportion d'augmentation peut varier de 9 à 12 pourcent du prix du contrat pour l'année scolaire 1974-1975;

b) pour les régions 6, 8, 13, 16, 17 et 21, cette proportion d'augmentation peut varier de 10 à 13 pourcent du prix du contrat pour l'année scolaire 1974-1975;

c) pour les régions 7, 23 et 1, cette proportion d'augmentation peut varier respectivement de 11 à 14 pourcent (région 7), de 13 à 16 pourcent (région 23) et de 16 à 19 pourcent (région 1) du prix du contrat pour l'année scolaire 1974-1975.

SOUS-SECTION 3

La revision particulière de l'ajustement général de certains contrats

11.286.3 Lorsque la Commission modifie, en vertu de l'article 11.286.2, des prix de contrats, l'administrateur de la Commission doit faire parvenir à chaque transporteur et à chaque commission scolaire concernés, par poste recommandée, un avis indiquant:

(a) such contract was granted or awarded following public tenders, and

(b) the price of such contract as granted or awarded is equal to or less than the average rate established in accordance with section 11.283 and Schedule "I" to this Regulation.

SUBDIVISION 2

General adjustment of certain contracts by the Commission

11.286.2 (1) The Board May, *proprio motu*, modify in the proportion determined in accordance with subsection (2), for the 1975-76 school year, the price of contracts for the transport of pupils of the "exclusive transport" type for transport effected from the 1974-75 school year where the price of such contracts has been approved or fixed by the Commission within the scope of the rate, tariff and cost standards for transport determined in Schedule "I" to this Regulation; for such purpose, the Commission shall render a decision in terms of the changes which affect all the contracts for the transport of pupils and may, at the hearing, limit the proof to the testimony of experts.

(2) The proportion of increase of the price of contracts for the 1975-76 school year, within the meaning of subsection (1), must be established according to the regions defined in section 11.277:

(a) for regions 2, 3, 4, 5, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 18, 19, 20 and 22, this proportion of increase may vary from 9 to 12 per cent of the price of the contract for the 1974-1975 school year;

(b) for regions 6, 8, 13, 16, 17 and 21, this proportion of increase may vary from 10 to 13 per cent of the price of the contract for the 1974-1975 school year;

(c) for regions 7, 23 and 1, this proportion of increase may vary respectively from 11 to 14 per cent (region 7), from 13 to 16 per cent (region 23) and from 16 to 19 per cent (region 1) of the price of the contract for the 1974-1975 school year.

SUBDIVISION 3

Particular revision of the general adjustment of certain contracts

11.286.3 Where the Commission, pursuant to section 11.286.2, modifies the price of contracts, the administrator of the Commission must forward to each carrier and to each school board concerned, by registered mail, a notice indicating:

a) le prix de base du contrat tel que modifié par cette décision ou le pourcentage d'augmentation applicable pour l'année scolaire 1975-1976 au prix du contrat fixé pour l'année scolaire 1974-1975, et

b) le délai dont dispose le transporteur pour demander, dans son cas, la revision de cette décision.

11.286.4 Le transporteur partie à un contrat dont le prix a été modifié par une décision de la Commission rendue en vertu de l'article 11.286.2 peut demander, dans son cas, la revision de cette décision; pour être recevable, cette demande de revision doit:

a) être introduite dans les trente jours de l'expédition de l'avis prescrit par l'article 11.286.3; et

b) être accompagnée de frais d'inscription de $20.00 par véhicule au sujet duquel la revision est demandée.

Le transporteur doit aussi donner, dans le même délai, avis à la commission scolaire concernée et au ministre des transports de sa demande de revision et de la date de la présentation de cette demande.

Cette demande de revision suspend la décision de la Commission pour les contrats en cause à moins que le demandeur ne s'en désiste auquel cas cette décision reprend effet pour ces contrats à compter de ce désistement à la condition que le transporteur en ait donné avis à la commission scolaire concernée et au ministre.

(a) the basic price of the contract as modified by such decision or the percentage of increase applicable for the 1975-1976 school year to the price of the contract fixed for the 1974-1975 school year, and

(b) the time period in which the carrier may apply, in his case, for the review of such decision.

11.286.4 The carrier who is a party to a contract whose price was modified by a decision of the Commission rendered pursuant to section 11.286.2 may apply, in his case, for the review of this decision; to be accepted, this application for review must:

(a) be submitted within thirty days of the forwarding of the notice prescribed by section 11.286.3; and

(b) be accompanied by registration fees of $20 per vehicle which was the object of an application for review.

The carrier must also, within the same time period, give notice to the school board concerned and to the Minister of Transport of his application for review and of the date of presentation of such application.

This application for review suspends the decision of the Commission with respect to the contracts concerned unless the applicant withdraws therefrom in which case the decision becomes effective again for the said contracts upon such withdrawal provided the carrier has given notice thereof to the school board concerned and the Minister.

SOUS-SECTION 4

La revision particulière de l'ajustement automatique de certains contrats

11.286.5 Dans le cas où le prix d'un contrat est ajusté automatiquement en vertu de l'article 11.286.1, la Commission peut, à la demande du transporteur partie à ce contrat, décider dans le cadre des normes édictées par le présent règlement, d'une autre modification du prix de ce contrat pour l'année scolaire 1975-1976.

11.286.6 La demande introductive d'augmentation dans le cadre de l'article 11.286.5 doit, pour être recevable:

a) être introduite avant le 31ième jour suivant l'entrée en vigueur du présent règlement; et

b) être accompagnée de frais d'inscription de $20.00 par véhicule au sujet duquel la demande d'augmentation est demandée.

Le transporteur doit aussi donner, dans le même délai, avis à la commission scolaire concernée et au ministre des transports de sa demande d'augmentation et de la date de la présentation de cette demande.

SUBDIVISION 4

Particular revision of the automatic adjustment of certain contracts

11.286.5 Where the price of a contract is automatically adjusted pursuant to section 11.286.1, the Commission may, at the request of the carrier who is a party to such contract, decide within the scope of the standards decreed by this Regulation, on another modification of price of this contract for the 1975-1976 school year.

11.286.6 The application for an increase within the scope of section 11.286.5 must, to be accepted:

(a) be submitted before the 31st day following the coming into force of this Regulation; and

(b) be accompanied by registration fees of $20 per vehicle for which the application for an increase was submitted.

The carrier must also, within the same time period, give notice to the school board concerned and to the Minister of Transport of his application for an increase and of the date of presentation of such application.

La demande introductive d'augmentation empêche l'application de l'article 11.286.1 pour les contrats faisant l'objet de la demande à moins que le demandeur ne s'en désiste auquel cas l'article 11.286.1 reprend effet pour ces contrats à compter de ce désistement à la condition que le transporteur en ait donné avis à la commission scolaire concernée et au ministre.

SOUS-SECTION 5

L'intervention

11.286.7 1) Nonobstant l'article 11.286.11, le ministre des transports ou le Procureur général peut, en tout temps, sans procédure introductive et sans avoir à verser quelque droit ou cautionnement, intervenir dans une affaire devant la Commission et doit, dans ce cas, être considéré comme partie au litige.

2) Une commission scolaire, partie à un contrat au sujet duquel une demande de revision ou une demande d'augmentation du prix pour l'année scolaire 1975-76 est introduite devant la commission, peut intervenir au dossier pourvu que cette intervention soit introduite dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai d'introduction de la demande à laquelle cette intervention se rapporte; dans ce cas, cette intervention ne peut être reçue à moins qu'elle ne soit accompagnée de frais d'un montant de $20.00.

SOUS-SECTION 6

Les documents à produire

11.286.8 1) Lorsqu'un transporteur introduit, en vertu de l'article 11.286.4, une demande de revision d'une décision modifiant le prix d'un contrat de transport d'écoliers ou introduit, en vertu de l'article 11.286.6, une demande introductive d'augmentation du prix d'un contrat, il doit produire à la Commission, avant le soixante et unième jour suivant l'introduction de sa demande:

a) des états financiers comparatifs, pour l'exercice se terminant le 30 juin 1975, et vérifiés par un expert comptable reconnu par l'Ordre des Comptables Agréés du Québec, comprenant:

i) un bilan comparatif en date du 30 juin 1975;

ii) un état des revenus et dépenses comparatif et sectoriel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1975;

iii) un état des bénéfices non répartis ou du déficit comparatif pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1975;

The application for an increase prevents the application of section 11.286.1 with respect to the contracts for which the application was made unless the applicant withdraws therefrom in which case section 11.286.1 becomes effective again for the said contracts upon such withdrawal provided the carrier has given notice thereof to the school board concerned and to the Minister.

SUBDIVISION 5

Intervention

11.286.7 (1) Notwithstanding section 11.286.11, the Minister of Transport or the Attorney-General may, at all times, without instituting proceedings and without having to pay any duty or security, intervene in a matter before the Commission and must, in such case, be considered as a party to the dispute.

(2) A school board, party to a contract in respect of which an application for revision or an application for an increase in price for the 1975-76 school year is submitted before the Commission may intervene in the matter provided such intervention is submitted within fifteen days following the expiry of the time period for the submission of the application to which such intervention is related; in such case, this intervention may be accepted only if it is accompanied by a fee of $20.00.

SUBDIVISION 6

Documents to be filed

11.286.8 (1) Where pursuant to section 11.286.4, a carrier submits an application for the review of a decision modifying the price of a contract for the transport of pupils or, pursuant to section 11.286.6, submits an application for an increase in the price of a contract, he must file with the Commission, before the sixty-first day after submitting his application:

(a) comparative financial statements for the fiscal year ending on 30 June 1975, audited by an expert accountant recognized by the Order of Chartered Accountants of Québec, comprising:

(i) a comparative balance sheet at 30 June 1975;

(ii) a comparative and itemized statement of revenue and expenditure for the fiscal year ending on 30 June 1975;

(iii) a statement of the undistributed profits or of the comparative deficit for the fiscal year ending on 30 June 1975;

iv) un état de l'évolution de la situation financière comparatif pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1975;

v) le rapport du vérificateur pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1975;

vi) les notes se rapportant aux états financiers;

vii) et tout autre tableau nécessaire à la bonne compréhension des états financiers.

b) un exemplaire rempli de la formule de l'annexe « L » du présent règlement; et

c) un avis attestant qu'une copie des documents visés aux sous-paragraphes *a* et *b* a été transmise au ministre des transports.

2) À défaut par le transporteur de produire à la Commission les documents visés au paragraphe 1) ou de transmettre au ministre, dans le même délai, une copie des documents visés aux sous-paragraphes *a* et *b* dudit paragraphe, la demande du transporteur doit être rejetée.

11.286.9 1) Le transporteur qui introduit une demande visés à l'article 11.286.8 doit aussi, dans le délai imparti par la Commission, lui fournir tout autre rapport sur sa situation financière et ses coûts d'opération qu'elle requiert, à défaut de quoi la demande doit être rejetée.

2) Nonobstant le paragraphe 1), la Commission peut, en pratique, par décision incidente et pour cause, relever un transporteur du défaut de produire les documents visés au paragraphe 1) dans le délai prescrit et accorder un nouveau délai.

11.286.10 Les états financiers produits par un transporteur conformément à l'article 11.286.8 doivent se rapporter à toutes les activités de toutes les entreprises directement ou indirectement reliées à un transport de personnes effectué par une entreprise dans laquelle ce transporteur détient un intérêt; dans ce cas, les revenus perçus et les dépenses encourues à l'occasion d'activités autres que le transport d'écoliers pour lequel le transporteur a reçu comme rémunération le prix soumissionné ou le prix fixé par la Commission selon le cas, doivent être clairement indiquées.

(iv) a statement of the evolution of the comparative financial situation for the fiscal year ending on 30 June 1975;

(v) the auditor's report for the fiscal year ending on 30 June 1975;

(vi) the notes relating to the financial statements; and

(vii) any other table necessary for a proper comprehension of the financial statements.

(b) a completed copy of the form in Schedule "L" to this Regulation; and

(c) a notice attesting that a copy of the documents contemplated in paragraphs *a* and *b* has been forwarded to the Minister of Transport.

(2) Failure by the carrier to submit the documents contemplated in subsection (1) to the Commission or to forward to the Minister, in the same interval, a copy of the documents contemplated in paragraphs *a* and *b* of the said subsection, entails rejection of the carrier's application.

11.286.9 (1) The carrier who submits an application contemplated in section 11.286.8 must also furnish, within the time period prescribed by the Commission, any other report of his financial situation and his operating costs required by the Commission, failing which the application must be rejected.

(2) Notwithstanding subsection (1), the Commission may, in practice, by incidental decision and for cause, release a carrier from the default to submit the documents contemplated in subsection (1) within the prescribed time limit and grant him an additional period of time.

11.286.10 The financial statements filed by a carrier in accordance with section 11.286.8 must relate to all the activities of all the firms directly or indirectly connected with the transport of persons effected by a firm in which that carrier has an interest; in such case, the revenues collected and the expenses incurred for activities other than the transport of pupils in respect of which the carrier received as remuneration the price tendered or the price fixed by the Commission, as the case may be, must be clearly indicated.

SOUS-SECTION 6

L'opposition

11.286.11 Le ministre des transports peut, dans les soixante jours de la réception de la copie que doit lui transmettre le transporteur des documents visés aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1) de l'article 11.286.8, par un simple avis déposé à la Commission et sans avoir à verser quelque droit ou cautionnement s'opposer à la demande du transporteur. La Commission doit entendre, par préférence aux autres affaires introduites en vertu de la présente section, celles où le ministre a fait opposition conformément au présent article.

SUBDIVISION 6

Objection

11.286.11 The Minister of Transport may object to the carrier's application, within sixty days following the receipt of a copy of the documents that the carrier must forward to him in accordance with paragraphs *a* and *b* of subsection (1) of section 11.286.8, by means of a simple notice filed with the Commission and without being required to pay any duty or security. The Commission must hear by preference to the other matters instituted under this Division, those in which the Minister has objected in accordance with this section.

SOUS-SECTION 7

La détermination des coûts d'opération pour l'année scolaire 1974-1975

11.286.12 Dans une affaire de revision prévue à l'article 11.286.4 ou une affaire d'augmentation prévue à l'article 11.286.5, la Commission doit d'abord déterminer les coûts d'opération réels du transporteur pour l'année scolaire 1974-1975.

11.286.13 1) Lorsque la Commission détermine les coûts d'opération d'un transporteur, elle ne doit tenir compte que des éléments de coûts suivants:

a) le financement et l'amortissement des véhicules utilisés;

b) les frais d'administration et le rendement d'opération de l'entreprise;

c) l'usure des pneus;

d) la consommation d'essence;

e) les frais d'entretien et d'assurance relatifs aux véhicules; et

f) la rémunération des personnes employées pour conduire les véhicules.

2) Lorsque la Commission détermine les coûts d'opération d'un transporteur, elle ne doit pas tenir compte des coûts ou partie de coûts encourus par le transporteur autrement que pour le transport des écoliers effectué, pendant l'année scolaire 1974-1975, en vertu du contrat de base et pour lequel le transporteur a reçu comme rémunération le prix soumissionné ou fixé par la Commission selon le cas. Sans restreindre la portée de ce qui précède, la Commission doit écartr les coûts suivants, dans la même proportion que les revenus autres que le prix même du contrat:

SUBDIVISION 7

Determination of operating costs for the 1974-1975 school year.

11.286.12 In a matter of review referred to in section 11.286.4 or in a matter of increase referred to in section 11.286.5, the Commission must first of all determine the actual operating costs of the carrier for the 1974-1975 school year.

11.286.13 (1) In determining the operating costs of a carrier, the Commission must base itself on the following cost factors only:

(a) the financing and depreciation of the vehicles used;

(b) the administration costs and operating yield of the firm;

(c) the wear of tires;

(d) fuel consumption;

(e) the maintenance and insurance costs for the vehicles; and

(f) the remuneration of the persons employed to drive the vehicles.

(2) In determining the operating costs of a carrier, the Commission must not take into account the costs or portion of the costs incurred by the carrier other than for the transport of pupils effected, during the 1974-1975 school year, in virtue of a basic contract and for which the carrier received as remuneration the price tendered or fixed by the Commission, as the case may be. Without restricting the generality of the foregoing, the Commission must exclude, in the same proportion as the revenues other than the price of the contract, the following costs:

a) tous les coûts encourus attribuables à un transport de personnes pour lequel le transporteur a reçu une rémunération autre que le prix soumissionné ou fixé par la Commission, selon le cas, et

b) tous les coûts encourus attribuables à un transport d'écoliers pour lequel le transporteur a re reçu une rémunération supplémerntaire en vertu des clauses 28 à 38 du contrat conforme à la formule 1 de l'annexe « G » du présent règlement.

3) Lorsque la Commission détermine les coûts d'opération d'un transporteur qui a reçu, pour le transport des écoliers effectué pendant l'année scolaire 1974-1975, une rémunération inférieure au prix soumission ou au prix fixé par la Commission, selon le cas, à la suite d'une suspension des opérations due à une grève des chauffeurs, la Commission doit évaluer ce qu'auraient été les coûts d'opération de ce transporteur s'il n'y avait pas eu une telle suspension en tenant compte desdits coûts et d'un nombre de jours d'opération par année égal à 180.

11.286.14 Lorsque la Commission détermine les coûts d'opération d'un transporteur, elle doit:

a) considérer ensemble et regrouper les coûts de financement et les frais d'amortissement d'un autobus ou d'un mini-bus et les frais d'administration moyens et le rendement d'opération moyen du transporteur par véhicule;

b) considérer ensemble et regrouper les coûts des pneus et de l'essence et les frais d'entretien et d'assurance du véhicule.

11.286.15 1) Lorsque la Commission détermine les coûts de financement et les frais d'amortissement d'un céhicule, les frais d'administration moyens et le rendement d'opération moyen du transport par véhicule, le total de ces coûts d'opération ne peut excéder un pourcentage maximum du prix du contrat tel que soumissionné ou tel que fixé par la Commission, selon le cas, pour l'année scolaire 1974-1975.

2) Le pourcentage maximum visé au paragraphe (1) est établi par région à l'annexe « M » du présent règlement. Cependant, ce pourcentage maximum doit, dans chaque région, être réduit de 5 lorsqu'il s'agit d'autobus d'écoliers d'une capacité de quatre ou cinq rangées de banquettes ou de véhicules d'écoliers de type mini-bus.

3) Dans tous les cas, même si les documents visés aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1) de l'article 11.286.8 démontrent une absence de revenus ou une perte pour le transport des écoliers effectué pendant l'année scolaire 1974-1975, la Commission peut retenir, afin de déterminer les coûts d'opération du transporteur, un montant de rendement d'opération ne dépassant pas

(a) all costs incurred attributable to the transport of persons for which the carrier received a remuneration other than the price tendered or fixed by the Commission, as the case may be, and

(b) all costs incurred attributable to the transport of pupils for which the carrier received an additional remuneration under clauses 28 to 38 of the contract in Form 1 of Schedule "G" to this Regulation.

(3) In determining the operating costs of a carrier that received, for the transport of pupils effected during the 1974-1975 school year, a remuneration equal to less than the price tendered or the price fixed by the Commission, as the case may be, following a suspension of operations due to a bus drivers' strike, the Commission must assess what would have been the operating costs of that carrier if there had been no such suspension taking into account the said costs and a number of operating days per year equal to 180.

11.286.14 In determining the operating costs of a carrier, the Commission must:

(a) consider together and consolidate the financing and depreciation costs of a bus or minibus and the average administration costs and average operating yield of the carrier per vehicle;

(b) consider together and consolidate the cost of tires and fuel and the maintenance and insurance costs of the vehicle.

11.286.15 (1) Where the Commission determines the financing and depreciation costs of a vehicle and the average administration costs and average operating yield of the transport per vehicle, the total of such operating costs may not exceed a maximum percentage of the price of the contract tendered or fixed by the Commission, as the case may be, for the 1974-1975 school year.

(2) The maximum percentage contemplated in subsection (1) is established by region in Schedule "M" to this Regulation. However, this maximum percentage must, in each region, be reduced by 5 in the case of school buses having a capacity of four or five rows of seats or school vehicles of the minibus type.

(3) In all cases, even if the documents contemplated in paragraphs *a* and *b* of subsection (1) of section 11.286.8 show a lack of revenues or a loss with respect to the transport of pupils effected during the 1974-1975 school year, the Commission may withhold, in order to determine the operating costs of the carrier, an amount of the operating yield not exceeding 4.76% of the price ten-

4.76% du prix soumissionné ou du prix fixé par la Commission, selon le cas, à la condition que ce montant retenu ne porte pas l'ensemble des coûts visés au paragraphe 1) au-delà du pourcentage maximum visé au paragraphe 2).

dered or the price fixed by the Commission, as the case may be, provided the amount withheld does not raise the aggreggate of the costs contemplated in subsection (1) beyond the maximum percentage contemplated in subsection (1) beyond the maximum percentage contemplated in subsection 2.

11.286.16 Lorsque la Commission détermine les coûts des pneus et de l'essence et les frais d'entretien et d'assurance d'un véhicule, elle doit les calculer selon le nombre de milles de parcours effectués par ce véhicule pendant l'année scolaire 1974-1975 pour le transport des écoliers pour lequel le transporteur a reçu comme rémunération le prix soumissionné ou le prix fixé par la Commission, selon le cas.

11.286.16 In determining the costs of tires and fuel and the maintenance and insurance costs of a vehicle, the Commission must calculate these costs according to the number of miles covered by such vehicle during the 1974-1975 school year for the transport of pupils for which the carrier received as remuneration the price tendered or the price fixed by the Commission, as the case may be.

11.286.17 1) Lorsque la Commission détermine les coûts des pneus et de l'essence, les frais d'entretien d'un véhicule et les frais d'assurance, le total de ces coûts d'opération ne peut excéder un pourcentage maximum du prix du contrat tel que soumissionné ou tel que fixé par la Commission, selon le cas, pour l'année scolaire 1974-1975.

11.286.17 (1) Where the Commission determines the cost of tires and fuel and the maintenance and insurance costs of a vehicle, the total of such operating costs may not exceed the maximum percentage of the price of the contract tendered or fixed by the Commission, as the case may be, for the 1974-1975 school year.

2) Le pourcentage maximum visé au paragraphe 1) est établi par région à l'annexe « N » du présent règlement. Cependant, ce pourcentage maximum doit, dans chaque cas, être réduit de 3 lorsqu'il s'agit d'autobus d'écoliers d'une capacité de quatre ou cinq rangées de banquettes ou de véhicules d'écoliers de type mini-bus.

(2) The maximum percentage contemplated in subsection (1) is established by region in Schedule "N" to this Regulation. However, this maximum percentage must, in each case be reduced by 3 in the case of school buses having a capacity of four or five rows of seats or of school vehicles of the minibus type.

11.286.18 1) Lorsque la Commission détermine la rémunération d'une personne employée pour conduire les véhicules, elle ne doit tenir compte que de la rémunération gagnée par cette personne pendant l'année scolaire 1974-1975 et des bénéfices marginaux et avantages sociaux qui sont à la charge du transporteur.

11.286.18 (1) In determining the remuneration of a person employed to drive the vehicles, the Commission shall only take into account the remuneration earned by that person during the 1974-1975 school year and the fringe benefits payable by the carrier.

2) Lorsque la Commission détermine la rémunération d'une personne employée pour conduire un véhicule, elle ne doit pas tenir compte de la rémunération ou de la partie de la rémunération imputable à d'autres services de transport de personnes ou d'écoliers que ceux pour lesquels ce transporteur a reçu comme rémunération le prix soumissionné ou le prix fixé par la Commission selon le cas.

(2) In determining the remuneration of a person employed to drive a vehicle, the Commission must not take into account the remuneration or that portion of the remuneration attributable to other services for the transport of persons or pupils other than those for which that carrier received as remuneration the price tendered or the price fixed by the Commission, as the case may be.

SOUS-SECTION 8

Les normes de modification du prix de certains contrats

SUBDIVISION 8

Standards of modification of the price of certain contracts

11.286.19 Dans une affaire visée à l'article 11.286.12, la Commission peut modifier, pour l'année scolaire 1975-76, le prix du contrat adjugé ou fixé par elle pour un transport commencé pendant l'année 1974-75 lorsque le rapport du vérificateur et l'analyse des coûts et

11.286.19 In a matter contemplated in section 11.286.12, the Commission may modify, for the 1975-76 school year, the price of the contract awarded or fixed by it for a transport commenced during the 1974-75 year where the auditor's report and the analysis of the operating

frais d'opération du transporteur pour l'année scolaire 1974-75 démontrent que ces coûts et frais d'opérations du transporteur pour l'année scolaire 1974-75 démontrent que ces coûts et frais ont été inférieurs ou supérieurs au prix de ce contrat tel qu'adjugé ou fixé; dans ce cas, le prix fixé par la Commission pour l'année scolaire 1975-76 doit être en fonction du total des coûts et frais pour l'année scolaire 1974-75 tel que revisé, auquel peut être ajoutée une augmentation n'excédant pas 12%.

costs and expenses of the carrier for the 1974-75 school year show that these costs and expenses are less than or greater than the price of such contract as awarded or fixed; in such case, the price fixed by the Commission for the 1975-76 school year must be in terms of the total of the costs and expenses for the 1974-75 school year as revised, to which may be added an increase not exceeding 12%.

11.286.20 1) Lorsque, dans le cas visé à l'article 11.286.19, la Commission modifie le prix d'un contrat, le prix modifié ne peut excéder le maximum déterminé pour ce contrat par l'annexe « K » du présent règlement.

11.286.20 (1) When, in the case contemplated in section 11.286.19, the Commission modifies the price of a contract, the modified price may not exceed the maximum price determined for that contract in Schedule "K" to this Regulation.

2) Nonobstant le paragraphe 1), lorsque le transporteur qui demande la modification d'un contrat auquel il est partie est devenu partie à une convention collective de travail avec ses chauffeurs avant le quinze septembre 1975, pour l'année scolaire 1975-76, et que cette convention collective prévoit pour cette année scolaire une augmentation de rémunération supérieure à l'augmentation que peut consentir la Commission en vertu de l'article 11.286.19, la Commission peut en modifiant le prix de ce contrat de transport, excéder le prix maximum déterminé à l'annexe « K» du présent règlement pour ce transport pourvu que l'excédant décidé ne soit pas supérieur à 5% de ce prix maximum.

(2) Notwithstanding subsection (1), where the carrier who applies for the modification of a contract to which he is a party becomes party to a collective labour agreement with his drivers before 15 September 1975 for the 1975-1976 school year, and such collective labour agreement provides in respect of that school year for an increase in remuneration exceeding the increase that the Commission may grant under section 11.286.19, the Commission may, by modifying the price of that transport contract, go beyond the maximum price determined for such transport in Schedule "K" to this Regulation provided the surplus decided on does not exceed 5% of such maximum price.

11.286.21 Lorsque la Commission détermine la rémunération d'une personne employée pour conduire véhicule, elle ne peut se fonder sur une majoration éventuelle ou future de cette rémunération lorsque cette majoration a pour cause la renégociation prévue ou non d'une convention collective en vigueur lors de l'entrée en vigueur du présent règlement».

11.286.21 In determining the remuneration of a person employed to drive a vehicle, the Commission may not base itself on a possible or future increase of such remuneration where the reason for such increase is the anticipated or unanticipated renegotiation of a collective labour agreement in force at the time of coming into force of this Regulation".

11H.9 Ledit règlement est modifié en remplaçant, dans l'article 11.288 les mots et chiffre « conforme aux taux et tarifs déterminés à l'article 11.289 » par les mots et chiffre « conforme aux normes de taux et de tarifs déterminés à l'article 11.289 ».

11H.9 The said Regulation is amended by replacing in section 11.288 the words and figure "in accordance with the rates and tariffs determined in section 11.289" by the words and figure "in accordance with the rate and tariff standards determined in section 11.289".

11H.10 L'article 11.289 dudit règlement est modifié:

11H.10 Section 11.289 of the said Regulation is amended:

a) en remplaçant le paragraphe 2) par le suivant:

(a) by replacing subsection (2) by the following:

« 2) Nonobstant le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1), le tarif écolier d'une commission de transport ou d'un détenteur de permis de transport en commun peut être, pendant l'année scolaire 1974-75 majoré d'un montant égal à l'augmentation consentie sur le tarif applicable au transport des adultes aprèsl'entrée en vigueur du présent règlement »;

"(2) Notwithstanding paragraph *b* of subsection (1), the pupil tariff of a transit commission or of the holder of a permit for public transport may, during the 1974-75 school year, be increased by an amount equal to the increase granted on the tariff applicable to the transport of adults after the coming into force of this Regulation";

b) en ajoutant, après le paragraphe 2), le suivant:

« **3**) Nonobstant le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1), le tarif d'écolier d'une commission de transport ou d'un détenteur de permis de transport en commun peut être, après le 31 août 1975, majoré d'un montant égal à l'augmentation consentie sur le tarif applicable, au transport des adultes.

11H.11 Le paragraphe 2) de l'article 11.291 du présent règlement est modifié en remplaçant les mots et chiffres « pour l'année scolaire 1973-74 » par les mots « pour l'année scolaire précédente ».

11H.12 Ledit règlement est modifié en ajoutant à l'article 11.294 le paragraphe suivant:

« **3**) Le présent article ne s'applique que pour les subventions pour le transport des écoliers effectué pendant l'année scolaire 1974-1975».

11H.13 Ledit règlement est modifié en ajoutant, immédiatement après l'article 11.294, le suivant:

« **11.294.1** Lorsqu'un autobus d'écoliers ou un véhicule d'écoliers de type mini-bus est utilisé pour un transport d'écoliers dont les cours quotidiens se terminent à la fin de l'avant-midi ou commencent au début de l'après-midi, le coût unitaire annuel relatif à ce véhicule pour ce transport est le montant négocié en vertu de la clause 40 d'un contrat de transport conforme à la formule I de l'annexe « G» du présent règlement jusqu'à concurrence d'un montant obtenu en multipliant par le nombre de milles de parcours pour ce transport du midi, le prix prévu au contrat pour le transport du matin et du soir par mille de parcours ».

11H.14 Ledit règlement est modifié:

a; en ajoutant, à l'article 11.298, le paragraphe suivant:

« **4**) Le présent article ne s'applique que pour les subventions pour le transport des écoliers effectué pendant l'année scolaire 1974-1975».

b) en ajoutant, immédiatement après ledit article 11.298, le suivant:

« **11.298 1**) Le coût normalisé pour le transport des écoliers effectué au moyen de véhicules d'écoliers autres que des véhicules de type mini-bus est le moindre des montants suivants:

a) le prix prévu au contrat et approuvé par la Commission pour ce véhicule d'écoliers, ou

(b) by adding after subsection (2) the following:

"**(3)** Notwithstanding paragraph *b* of subsection (1), the pupil tariff of a transit commission or of the holder of a permit for public transport may, after 31 August 1975, be increased by an amount equal to the increase granted on the tariff applicable to the transport of adults."

11H.11 Subsection (2) of section 11.291 of this Regulation is amended by replacing the words and figures "for the 1973-1974 year" by the words "for the preceding school year".

11H.12 The said Regulation is amended by adding in section 11.294 the following subsection:

(3) This section shall apply only to grants for the transport of pupils effected during the 1974-1975 school year".

11H.13 The said Regulation is amended by adding immediately after section 11.294 the following:

"**11.294.1** When a school bus or a school vehicle of the minibus type is used for the transport of pupils whose daily classes finish at the end of the forenoon or start at the beginning of the afternoon, the annual unit cost relating to that vehicle for such transport is the amount negotiated in virtue of clause 40 of the transport contract in Form I of Schedule "G" to this Regulation up to the amount obtained by multiplying the price per mile covered stipulated in the contract for morning and evening transport by the number of miles covered for such transport at noon".

11H.14 The said Regulation is amended:

(a) by adding in section 11.298 the following subsection:

"**(4)** This section shall apply only to grants for the transport of pupils effected during the 1974-75 school year."

(b) by adding immediately after the said section 11.298 the following:

"**11.298.1 (1)** The standardized cost for the transport of pupils effected by means of school vehicles other than vehicles of the minibus type is the lesser of the following amounts:

(a) the price stipulated in the contract and approved by the Commission for such school vehicle, or

b) $6.00 par jour par véhicule auquel s'ajoute un montant de $0.60 par mille de parcours.

2) Nonobstant le paragraphe 1), le coût normalisé pour le transport des écoliers au moyen d'un véhicule d'écoliers autre qu'un véhicule de type mini-bus qui, dans son utilisation quotidienne, transporte moins de quatre écoliers, est limité à un montant de $425.00 par année par écolier transporté. »

11H.15 Ledit règlement est modifié en ajoutant, immédiatement après l'article 11.299, les suivants:

11.299.1 **1)** Le coût normalisé pour le transport des écoliers effectué en vertu du sous-paragraphe *d* du paragraphe 5 de l'article 475 de la Loi de l'instruction publique est égal à la somme payée directement aux parents des écoliers transportés jusqu'à concurrence du tarif ou du prix fixé ou approuvé par la Commission pour le transport des écoliers.

2) Le coût normalisé pour le transport visé au paragraphe 1) ne comprend pas les sommes versées aux parents des écoliers transportés sans l'autorisation du ministre.

11.299.2 Le coût normalisé pour le transport des écoliers effectué par ou pour une commission scolaire, sur un territoire pour lequel aucune norme de taux, de tarifs ou de coûts de transport des écoliers n'est prescrite par le présent règlement, est égal au coût de ce transport jusqu'à concurrence d'un montant de $425.00 par année par écolier transporté pour lequel une subvention peut être versée ».

11H.16 Ledit règlement est modifié:

a) en ajoutant, à la fin de l'article 11.300, ce qui suit:

« pour l'année scolaire 1974-1975 et conformément aux articles 11.302.1 et 11.302.2 pour l'année scolaire 1975-1976 ».

b) en ajoutant, immédiatement après l'article 11.302, les suivants:

« **11.302.1** **1)** Sous réserve des paragraphes 2) et 3) et de l'article 11.302.2 les articles 11.291 à 11.299 s'appliquent *mutatis mutandis* à la détermination du coût normalisé pour le transport des écoliers visés à l'article 11.300.

2) Lorsque le transport visé à l'article 11.300 est effectué pour le retour au domicile des écoliers des classes maternelles à la fin de l'avant-midi ou pour l'entrée des écoliers au début de l'après-midi, au moyen d'un autobus ou d'un véhicule d'écoliers à bord duquel montent aussi d'autres écoliers que ceux des classes maternelles, le coût

(b) $6.00 per day per vehicle to which shall be added an amount of $0.60 per mile covered.

(2) Notwithstanding subsection (1), the standardized cost for the transport of pupils by means of a school vehicle other than a vehicle of the minibus type which, in its daily operation, transports less than four pupils, is limited to an amount of $425.00 per year per pupil transported."

11H.15 The said Regulation is amended by adding immediately after section 11.299 the following:

11.299.1 **(1)** The standardized cost for the transport of pupils effected under paragraph *d* of subsection (5) of section 475 of the Education Act is equal to the sum paid directly to the parents of pupils transported up to the amount of the tariff or price fixed or approved by the Commission for the transport of pupils.

(2) The standardized cost for the transport contemplated in subsection (1) shall not include the sums paid to the parents of pupils transported without the authorization of the Minister.

11.299.2 The standardized cost for the transport of pupils effected by or on behalf of a school board, in a territory for which no rate, tariff or cost standard for pupil transport is prescribed in this Regulation, is equal to the cost of such transport up to an amount of $425.00 per year per pupil transported for which a grant may be paid."

11H.16 The said Regulation is amended:

(a) by adding, at the end of section 11.300 the following:

"for the 1974-1975 school year and in accordance with sections 11.302.1 and 11.302.2 for the 1975-1976 school year."

(b) by adding immediately after section 11.302 the following:

"**11.302.1** **(1)** Subject to subsections (2) and (3) and section 11.302.2, sections 11.291 to 11.299 shall apply *mutatis mutandis* in determining the standardized cost for the transport of pupils contemplated in section 11.300.

(2) Where the transport contemplated in section 11.300 is effected for the purpose of returning kindergarten pupils to their domicile at the end of the forenoon or for their return to school at the beginning of the afternoon by means of a school bus or vehicle that also transports pupils other than kindergarten pupils, the standardized

normalisé doit être diminué proportionnellement au nombre d'écoliers autres que ceux des classes maternelles par rapport au nombre total d'écoliers transportés dans cet autobus ou dans ce véhicule.

3) Lorsque le transport visé à l'article 11.300 est effectué pour le retour au domicile des écoliers des classes maternelles à la fin de l'avant-midi ou pour l'entrée des écoliers au début de l'après-midi, au moyen d'un autobus ou d'un véhicule d'écoliers et que l'occupation de cet autobus ou de ce véhicule est inférieur à 10 écoliers, le coût normalisé pour ce transport doit être diminué proportionnellement à ce nombre d'écoliers transportés.

11.302.2 Pour les fins du paragraphe 1) de l'article 11.301, le coût unitaire annuel pour chaque autobus d'écoliers ou véhicule d'écoliers de type mini-bus utilisé pour effectuer le midi un transport d'écoliers fréquentant les classes maternelles, en vertu de l'article 11.274.3 et de la classe 40 du contrat apparaissant à la formule1 de l'annexe « G » du présent règlement, est le montant payé en vertu de ladite clause jusqu'à concurrence d'un montant obtenu en multipliant par le nombre de milles de parcours pour ce transport du midi le prix du contrat de base dudit autobus ou dudit véhicule par mille de parcours ».

11H.17 L'article 11.305 dudit règlement est modifié en ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

« 3) Le présent article ne s'applique que pour les subventions pour le transport des écoliers effectué pendant l'année scolaire 1974-1975».

11H.18 L'article 11.311.1 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« **11.311.1** 1) Toute commission scolaire reçoit, pour le transport inter-écoles qu'elle fait effectuer, pendant l'année scolaire 1974-75, une subvention annuelle égale au moindre des montants suivants:

a) le coût de ce transport pour l'année scolaire 1974-75, ou

b) un montant égal,

i) au coût de ce transport pour l'année scolaire1973-74 majoré de 15%, ou

ii) à 3% du coût du transport quotidien aller et retour des écoliers qui fréquentent une école sous sa juridiction ou sous la juridiction d'une commission scolaire pour laquelle elle pourvoit au transport et dont le transport quotidien, matin et soir, peut être subventionné conformément au présent règlement.

cost must be reduced in proportion to the number of pupils other than those in kindergarten in relation to the total number of pupils transported in such bus or such vehicle.

(3) Where the transport contemplated in section 11.300 is effected for the purpose of returning kindergarten pupils to their domicile at the end of the forenoon or for their return to school at the beginning of the afternoon by means of a school bus or vehicle and the occupancy of that bus or vehicle is of less than 10 pupils, the standardized cost for such transport must be reduced in proportion to the number of pupils transported.

11.302.2 For the purposes of subsection 1 of section 11.301, the annual unit cost for each school bus or school vehicle of the minibus type used to transport kindergarten pupils at noon pursuant to section 11.274.3 and clause 40 of the contract in Form 1 of Schedule "G" to this Regulation, is the amount paid in virtue of the said clause up to the amount obtained by multiplying the price of the basic contract of the said bus or vehicle per mile covered by the number of miles covered for such transport at noon."

11H.17 Section 11.305 of the said Regulation is amended by adding at the end the following subsection:

"(3) This section shall apply only to grants for the transport of pupils effected during the 1974-1975 school year".

11H.18 Section 11.311.1 of the said Regulation is replaced by the following:

"**11.311.1** (1) Every school board shall receive, for the inter-school transport which it causes to be effected during the 1974-75 school year, an annual grant equal to the lesser of the following amounts:

(a) the cost of such transport for the 1974-1975 school year, or

(b) an amount equal to,

(i) the cost of such transport for the 1973-74 school year increased by 15%, or

(ii) 3% of the cost of daily transport round trip for pupils who attend a school under its jurisdiction or under the jurisdiction of a school board for which it provides transport and whose daily transport, morning and evening, may be subsidized in accordance with this Regulation.

2) Toute commission scolaire, reçoit, pour le transport inter-écoles qu'elle fait effectuer, pendant l'année scolaire 1975-76, une subvention annuelle égale au moindre des montants suivants:

a) le coût de ce transport pour l'année scolaire 1975-76, ou

b) un montant égal,

i) au coût de ce transport pour l'année scolaire 1974-75, majoré de 15%, ou

ii) à 3% du coût du transport quotidien aller et retour des écoliers qui fréquentent une école sous sa juridiction ou sous la juridiction d'une commission scolaire pour laquelle elle pourvoit au transport et dont le transport quotidien, matin et soir, peut être subventionné conformément au présent règlement. »

11H.19 L'article 11.311.4 est remplacé par le suivant:

« **11.311.4** 1) Toute commission scolaire reçoit, pour tous autres types de transport d'écoliers qu'elle fait effectuer durant l'année scolaire 1974-75 et pour lesquels aucune autre subvention n'est prévue au présent règlement, une subvention annuelle égale au coût réel de ces transports jusqu'à concurrence d'un montant de $1.25 par écolier inscrit à une école de cette commission scolaire ou d'une commission scolaire pour laquelle elle pourvoit au transport des écoliers.

2) Toute commission scolaire reçoit, pour tous autres types de transport d'écoliers qu'elle fait effectuer durant l'année scolaire 1975-76 et pour lesquels aucune autre subvention n'est prévue au présent règlement, une subvention annuelle égale au coût réel de ces transports jusqu'à concurrence d'un montant de $1.40 par écolier inscrit à une école de cette commission scolaire pour laquelle elle pourvoit au transport des écoliers ».

11H.20 Ledit règlement est modifié en ajoutant, immédiatement après l'article 11.311.6, ce qui suit:

« SECTION 4

Les normes de subventions pour le transport des écoliers de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, du Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal, de la Commission des Écoles Catholiques de Québec et du Bureau des écoles protestantes du Québec métropolitain pour l'année scolaire 1975/1976 et les suivantes.

11.311.7 La Commission des Écoles catholiques de Québec et le Bureau des écoles protestantes du Québec métropolitain reçoivent, pour les fins du transport des

(2) Every school board shall receive, for the inter-school transport which it causes to be effected during the 1975-76 school year, an annual grant equal to the lesser of the following amounts:

(a) the cost of such transport for the 1975-76 school year, or

(b) an amount equal to

(i) the cost of such transport for the 1974-75 school year, increased by 15%, or

(ii) 3% of the cost of daily transport round trip for pupils who attend a school under its jurisdiction or under the jurisdiction of a school board for which it provides transport and whose daily transport, morning and evening, may be subsidized in accordance with this Regulation."

11H.19 Section 11.311.4 is replaced by the following:

"**11.311.4** (1) Every school board shall receive, for all other types of transport of pupils which it causes to be effected during the 1974-75 school year and for which no other grant is provided for in this Regulation, an annual grant equal to the actual cost of such transport up to an amount of $1.25 per pupil registered in a school of such school board or of a school board for which it provides pupil transport.

(2) Every school board shall receive, for all other types of transport of pupils which it causes to be effected during the 1975-76 school year and for which no other grant is provided for in this Regulation, an annual grant equal to the actual cost of such transport up to an amount of $1.40 per pupil registered in a school of such school board or of a school board for which it provides pupil transport."

11H.20 The said Regulation is amended by adding immediately after section 11.311.6 the following:

"DIVISION 4

Standards governing grants for the transport of pupils of the Montreal Catholic School Commission, the Protestant School Board of Greater Montreal, the Catholic School Commission of Québec and the Protestant School Board of Greater Québec for the 1975/1976 school year and thereafter.

11.311.7 The Catholic School Commission of Québec and the Protestant School Board of Greater Québec shall receive, for pupil transport purposes, once each

écoliers, une fois à l'aller et une fois au retour, au début et à la fin des cours quotidiens élémentaires et secondaires, une subvention annuelle égale au coût normalisé établi pour ce transport aux articles 11.311.8 à 11.311.10.

11.311.8 Les articles 11.291 à 11.299 s'appliquent *mutatis mutandis* à la détermination du coût normalisé pour le transport des écoliers visés à l'article 11.311.7.

11.311.9 Le coût normalisé pour le transport des écoliers visés à l'article 11.311.7 ne comprend pas les dépenses engagées pour le transport des écoliers qui résident à une distance de moins d'un mille de l'école qu'ils fréquentent.

11.311.10 Nonobstant l'article 11.311.8, le coût normalisé pour le transport des écoliers de niveau secondaire domiciliés sur le territoire de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, une fois à l'aller et une fois au retour, au début et à la fin des cours quotidiens, est égal au coût de ce transport jusqu'à concurrence du tarif ou du prix d'un passage d'un écolier utilisant les services de transport en commun.

11.311.11 Les articles 11.300 à 11.303, 11.306 à 11.310 et 11.311.1 à 11.311.5 s'appliquent *mutatis mutandis* pour le transport des écoliers de la Commission des écoliers de la Commission des Écoles catholiques de Québec et du Bureau des écoles protestantes du Québec métropolitain.

11.311.12 Lorsque la Commission des écoles catholiques de Québec et le Bureau des écoles protestantes du Québec métropolitain pourvoient au transport des écoliers de niveau secondaire qui fréquentent une institution privée déclarée d'intérêt public, elles reçoivent, pour le transport de ces écoliers, une fois à l'aller et une fois au retour, au début et à la fin des cours quotidiens secondaires, une subvention annuelle égale au coût normalisé établi pour ce transport à l'article 11.311.13.

11.311.13 Les articles 11.303.1 à 11.303.4 s'appliquent *mutatis mutandis* à la détermination du coût normalisé visé à l'article 11.311.12.

11.311.14 La Commission des Écoles catholiques de Montréal et le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal reçoivent, pour les fins du transport des écoliers, une subvention annuelle globale égale à leurs dépenses de transport jusqu'à concurrence du coût normalisé déterminé conformément à l'article 11.311.15.

11.311.15 Le coût normalisé visé à l'article 11.311.14 est le montant déterminé selon les modalités suivantes:

way before and after daily elementary and secondary classes, an annual grant equal to the standardized cost established for such transport in sections 11.311.8 to 11.311.10.

11.311.8 Sections 11.291 to 11.299 shall apply *mutatis mutandis* in determining the standardized cost for the transport of pupils contemplated in section 11.311.7.

11.311.9 The standardized cost for the transport of pupils contemplated in section 11.311.7 shall not include expenses incurred for the transport of pupils who reside at a distance of less than one mile from the school they attend.

11.311.10 Notwithstanding section 11.311.8, the standardized cost for the transport of pupils of the secondary level domiciled within the territory of the Québec Urban Community Transit Commission, once each way before and after daily classes, shall be equal to the cost of such transport up to the tariff or fare for a pupil using public transport services.

11.311.11 Sections 11.300 to 11.303, 11.306 to 11.310 and 11.311.1 to 11.311.5 shall apply *mutatis mutandis* for the transport of pupils of the Catholic School Commission of Québec and the Protestant School Board of Greater Québec.

11.311.12 Where the Catholic School Commission of Québec and the Protestant School Board of Greater Québec provide for the transport of pupils of the secondary level who attend a private institution declared to be of public interest, they shall receive, for the transport of such pupils, once each way before and after daily secondary classes, an annual grant equal to the standardized cost established for such transport in section 11.311.13.

11.311.13 Sections 11.303.1 to 11.303.4 shall apply *mutatis mutandis* in determining the standardized cost contemplated in section 11.311.12.

11.311.14 The Montreal Catholic School Commission and the Protestant School Board of Greater Montreal shall receive, for pupil transport purposes, a total annual grant equal to their transport expenses up to the standardized cost determined in accordance with section 11.311.15.

11.311.15 The standardized cost contemplated in section 11.311.14 is the amount determined according to the following methods:

a) Le nombre d'écoliers fréquentant les classes maternelles, inscrits dans les écoles de la commission scolaire au 30 juin 1975 et résidant à plus d'un demi-mille de l'école qu'ils fréquentent;

b) Le nombre d'écoliers handicapés au sens de l'article 11.303 et qui sont inscrits dans les écoles de la commission scolaire au 30 juin 1975;

c) Le nombre d'écoliers de niveau élémentaire, inscrits dans les écoles de la commission scolaire au 30 juin 1975 et résidant à une distance d'un mille de l'école qu'ils fréquentent;

d) Le nombre d'écoliers de niveau secondaire, inscrits dans les écoles de la commission scolaire au 30juin 1975 et résidant à une distance d'un mille ou plus de l'école jusqu'à concurrence d'un nombre égal à 15 pourcent du nombre total de ces écoliers de niveau secondaire inscrits;

e) Le nombre d'autobus ou de mini-bus approuvé par le ministre, compte tenu de la clientèle éligible en vertu des paragraphes *a*, *b* et *c*, auquel on applique le prix moyen par véhicule fixé ou approuvé par la Commission pour les contrats de transport de type « transport exclusif» de la commission scolaire pour l'année scolaire 1974-1975, ce prix moyen devant être majoré de l'ajustement moyen des contrats suite à la revision des prix desdits contrats conformément aux articles 11.286.1 à 11.286.12;

f) Le tarif pour le transport des écoliers utilisant les services du transport en commun, approuvé par la Commission; ce tarif doit être appliqué au nombre d'écoliers éligibles en vertu du paragraphe *d*;

g) Dans les cas visés au paragraphe *e* et au paragraphe *f*, ne doit être pris en considération qu'un maximum de deuxvoyages par jour par écolier, soit un à l'aller au début des cours quotidiens et un au retour à la fin desdits cours;

h) Un montant de $1.40 par écolier inscrit dans les écoles de la commission scolaire pour le transport des écoliers pour activités spéciales;

i) Un montant annuel de $0.50 par écolier inscrit dans les écoles de la commission scolaire pour le transport des écoliers dans le cadre du programme de développement des langues.

11.311.16 Nonobstant l'article 11.311.15, aucune subvention ne peut être utilisées aux fins de défrayer d'autres coûts de la Commission scolaire que des coûts de transport d'écoliers.

(a) The number of pupils who attend kindergarten, who are registered with the schools of the school board at 30 June 1975 and who reside more than one-half mile from the school which they attend;

(b) The number of handicapped pupils within the meaning of section 11.303 who are registered in the schools of the school board at 30 June 1975;

(c) The number of pupils of the elementary level, registered in the schools of the school board at 30 June 1975 and who reside at a distance of one mile from the school which they attend;

(d) The number of pupils of the secondary level, registered in the schools of the school board at 30 June 1975 and who reside at a distance of one mile or more from the school up to a number equal to 15 per cent of the total number of pupils registered at the secondary level;

(e) The number of buses or minibuses approved by the Minister, account being taken of the clientele eligible pursuant to paragraphs *a*, *b* and *c*, to which the average price per vehicle fixed or approved by the Commission for transport contracts of the "exclusive transport" type of the school board for the 1974-1975 school year is applied, such average price being increased by the average adjustment of contracts following the revision of the prices of the said contracts in accordance with sections 11.286.1 to 11.286.12;

(f) The tariff for the transport of pupils using public transport services, approved by the Commission; such tariff must be applied to the number of pupils eligible pursuant to paragraph *d*;

(g) In the cases contemplated in paragraphs *e* and *f*, a maximum of two trips per day per pupil only must be taken into consideration, that is one trip to school before daily classes and one trip from school after such classes;

(h) An amount of $1.40 per pupil registered in the schools of the school board for the transport of pupils for special activities;

(i) An annual amount of $0.50 per pupil registered in the schools of the school board for the transport of pupils within the framework of the language development programme.

11.311.16 Notwithstanding section 11.311.15, no grant shall be used to pay costs of the School Board other than costs for the transport of pupils.

11.311.17 Nonobstant l'article 11.311.15, aucune subvention ne peut être utilisée pour défrayer des coûts de transport d'écoliers effectué le midi pour permettre à ces écoliers de retourner à leur domicile pour le dîner et de revenir à l'école au début des cours en après-midi ».

11H.21 L'article 11.312 dudit règlement est modifié en ajoutant immédiatement après le paragraphe *b* le suivant:

« **bb**) d'un représentant des comités de parents constitués sur le territoire de la commission régionale ».

11H.22 L'article 11.313 dudit règlement est modifié en ajoutant immédiatement après le paragraphe *b* le suivant:

« **bb**) d'un représentant du comité de parents constitué sur le territoire de la commission scolaire ».

11H.23 Ledit règlement est modifié:

a) en remplaçant l'alinéas 29 de l'annexe« E» par le suivant:

« **29.** La commission scolaire du Littoral du Golfe St-Laurent; »

b) en ajoutant, à la fin de ladite annexe, ce qui suit:

« **31.** La commission scolaire St-Jérôme;

32. La commission scolaire du Long-Sault;

33. La commission scolaire du Lac-Témiscamingue;

34. La commission scolaire Rouyn-Noranda;

35. La commission scolaire Abitibi. »

11H.24 L'annexe « G » dudit règlement est modifié en remplaçant la section intitulée « AJUSTEMENT AU CONTRAT INITIAL POUR CHAQUE VÉHICULE » par la suivante:

11.311.17 Notwithstanding section 11.311.15, no grant shall be used to pay the costs for the transport of pupils effected at noon to enable such pupils to return to their domicile for lunch and to return to school for the beginning of classes in the afternoon."

11H.21 Section 11.312 of the said Regulation is amended by adding immediately after paragraph *b* the following:

"(**bb**) a representative of the parents' committees constituted within the territory of the regional board".

11H.22 Section 11.313 of the said Regulation is amended by adding immediately after paragraph *b* the following:

"(**bb**) a representative of the parents' committee constituted within the territory of the school board".

11H.23 The said Regulation is amended:

(**a**) by replacing paragraph 29 of Schedule "E" by the following:

"29. The Littoral du Golfe St. Laurent school board;"

(**b**) by adding at the end of the said Schedule, the following:

"**31.** The St. Jérôme school board;

32. The Long-Sault school board;

33. The Lac-Témiscamingue school board;

34. The Rouyn-Noranda school board;

35. The Abitibi school board."

11H.24 Schedule "G" to the said Regulation is amended by replacing the division entitled "ADJUSTMENT TO INITIAL CONTRACT FOR EACH VEHICLE" by the following:

«AJUSTEMENT AU CONTRAT INITIAL POUR CHAQUE VÉHICULE

Date: .....

Année d'application: .....

No de l'ajustement: .....

No d'imm. de l'année du début de l'année scolaire: .....

No d'imm. de l'année de la fin de l'année scolaire: .....

1. Prix prévu au contrat initial:

2. Modification(s) apportée(s) au contrat initial:
Identifier le(s) parcours ou une modification a été apportée.

3. Application de la clause ..... du contrat:
(numéro)

4. Nouveau prix du contrat initial modifié $\frac{(C \times Cn)}{Sa}$:

5. Coût quotidien selon le prix prévu au contrat initial:

$$\frac{\text{Prix}}{180}:$$

6. Coût quotidien selon le nouveau prix du contrat initial modifié:

$$\frac{\text{Nouveau prix}}{180}:$$

7. Montant de l'ajustement
(no 6 — no 5) x nombre de jours pendant lesquels cet ajustement s'est appliqué.

8. Coût total pour ce véhicule pour l'année scolaire en cours:
Prix prévu au contrat initial plus ou moins l'ajustement apporté à ce véhicule sous contrat pour l'année en cours

Prix prévu au contrat initial = ajust.
( ) = ( ) : $_____

.....
directeur général de la C.S. Entrepreneur

"ADJUSTMENT TO INITIAL CONTRACT FOR EACH VEHICLE

Date: .....

Year of application: .....

Adjustment No.: .....

Reg. No. of the year at the beginning of school year: .....

Reg. No. of the year at the end of school year: .....

1. Price stipulated in initial contract:

2. Modification(s) to initial contract:
Identify the route(s) affected by a modification.

3. Application of clause ..... of the contract:
(number)

4. New price of modified initial contract $\frac{(C \times Cn)}{Sa}$:

5. Daily cost according to the price stipulated in the initial contract:
$\frac{\text{Price}}{180}$:

6. Daily price according to the new price of the modified initial contract:
$\frac{\text{New price}}{180}$:

7. Amount of adjustment
(No. 6 — No. 5) x number of days during which such adjustment applied.

8. Total cost for this vehicle for the current school year:
Price stipulated in the initial contract plus or minus the adjustment to such vehicle under contract for the current year

Price stipulated in the initial contract = adjust.
( ) = ( ) : $ _____

.....
Director-general of S.B. Contractor"

RÉGION 1 — REGION 1

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	8195 13975	9081 14919	9274 15126	9639 15511	9869 15760
10	1800	8391 14101	9310 15088	9511 15306	9897 15716	10148 15990
15	2700	8586 14227	9539 15258	9748 15483	10158 15921	10428 16220
20	3600	8780 14353	9768 15427	9986 15663	10417 16127	10707 16450
25	4500	8974 14479	9997 15597	10222 15840	10675 16332	10986 16680
30	5400	9170 14605	10227 15766	10460 16019	10936 16536	11267 16909
35	6300	9364 14731	10456 15935	10696 16197	11195 16742	11545 17139
40	7200	9560 14905	10687 16151	10934 16422	11454 16993	11826 17416
45	8100	9635 15262	10753 16599	11001 16884	11519 17493	11888 17951
50	9000	9709 15537	10818 16945	11067 17244	11583 17890	11949 18379
55	9900	9882 15801	11016 17276	11271 17590	11804 18269	12185 18790
60	10800	10126 15935	11327 17433	11594 17750	12153 18430	12557 18949
65	11700	10303 16070	11542 17590	11818 17911	12398 18592	12823 19108
70	12600	10472 16315	11750 17886	12035 18220	12637 18929	13080 19467
75	13500	10641 16555	11955 18174	12248 18519	12872 19253	13333 19816
80	14400	10808 16793	12156 18459	12459 18816	13102 19574	13582 20159
85	15300	10981 17041	12364 18753	12675 19119	13338 19904	13836 20513
90	16200	11150 17284	12569 19042	12888 19418	13569 20226	14088 20858
95	17100	11318 17526	12768 19327	13097 19713	13799 20547	14334 21199
100	18000	11621 18021	13160 19954	13497 20350	14234 21220	14791 21908
105	18900	11800 18071	13370 20006	13716 20405	14472 21279	15049 21967
110	19800	11978 18121	13580 20058	13935 20461	14709 21338	15304 22027
115	20700	12154 18240	13789 20216	14151 20627	14945 21525	15556 22235
120	21600	12331 18350	13995 20364	14366 20784	15179 21705	15807 22433
125	22500	12502 18447	14201 20499	14579 20929	15412 21870	16059 22618
130	23400	12650 18502	14402 20589	14795 21027	15653 21990	16322 22759
135	24300	12792 18543	14597 20668	15001 21115	15887 22098	16580 22886
140	25200	13151 18754	15094 20913	15511 21370	16434 22373	17161 23180
145	26100	13314 18965	15312 21159	15743 21624	16692 22647	17443 23473
150	27000	13469 19172	15525 21402	15967 21875	16945 22919	17719 23764
155	27900	13621 19378	15732 21644	16188 22126	17190 23190	17989 24054
160	28800	13767 19537	15933 21862	16401 22357	17431 23450	18252 24339
165	29700	13905 19691	16128 22074	16609 22581	17665 23704	18508 24615
170	30600	14383 20302	16746 22834	17246 23358	18351 24533	19247 25500
175	31500	14549 20489	16972 23085	17486 23626	18618 24828	19537 25821
180	32400	14711 20673	17194 23332	17719 23885	18878 25116	19823 26136
185	33300	14870 20852	17410 23571	17950 24139	19134 25397	20104 26444
190	34200	15024 21025	17624 23807	18174 24386	19389 25676	20383 26747
195	35100	15176 21192	17831 24034	18396 24629	19636 25944	20655 27044
200	36000	15323 21354	18036 24257	18613 24863	19881 26209	20922 27333
205	36900	15464 21511	18234 24472	18825 25095	20118 26467	21186 27616
210	37800	16136 22383	19110 25558	19725 26205	21087 27650	22234 28882

11H.25 Le dit règlement est modifié en ajoutant à l'annexe « K » ce qui suit:

11H.25 The said Regulation is amended by adding to Schedule "K" the following:

RÉGION 2 — REGION 2

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	8235 14041	9121 14985	9314 15191	9679 15576	9909 15826
10	1800	8430 14167	9350 15154	9551 15371	9937 15781	10188 16056
15	2700	8626 14293	9579 15323	9788 15548	10198 15986	10467 16285
20	3600	8821 14419	9809 15492	10026 15728	10458 16192	10748 16515
25	4500	9016 14545	10039 15662	10264 15905	10717 16397	11028 16745
30	5400	9211 14671	10268 15831	10501 16084	10977 16602	11307 16974
35	6300	9406 14797	10498 16000	10738 16262	11237 16807	11587 17204
40	7200	9602 14970	10729 16216	10976 16487	11496 17058	11868 17481
45	8100	9677 15328	10795 16666	11043 16950	11561 17559	11930 18017
50	9000	9752 15604	10861 17012	11110 17311	11626 17957	11992 18446
55	9900	9925 15869	11059 17343	11314 17657	11847 18336	12228 18857
60	10800	10170 16003	11372 17500	11638 17818	12197 18498	12601 19016
65	11700	10347 16138	11586 17658	11862 17979	12443 18661	12867 19176
70	12600	10516 16383	11794 17954	12079 18288	12681 18998	13124 19535
75	13500	10685 16625	11999 18244	12292 18588	12916 19322	13377 19885
80	14400	10853 16862	12201 18528	12504 18885	13147 19643	13627 20228
85	15300	11026 17112	12409 18823	12720 19190	13383 19974	13881 20583
90	16200	11195 17355	12614 19113	12933 19489	13614 20298	14133 20930
95	17100	11364 17596	12814 19398	13143 19783	13845 20618	14380 21270
100	18000	11669 18094	13207 20027	13544 20422	14281 21293	14839 21981
105	18900	11847 18143	13417 20079	13763 20478	14519 21352	15096 22040
110	19800	12027 18193	13628 20131	13983 20534	14758 21411	15352 22099
115	20700	12202 18313	13837 20289	14199 20701	14993 21598	15604 22308
120	21600	12378 18422	14043 20436	14413 20856	15226 21777	15854 22506
125	22500	12551 18520	14250 20572	14628 21001	15460 21943	16107 22690
130	23400	12699 18574	14450 20662	14843 21100	15702 22063	16371 22831
135	24300	12842 18615	14646 20741	15051 21188	15936 22171	16629 22958
140	25200	13201 18828	15143 20986	15560 21443	16483 22447	17211 23253
145	26100	13363 19039	15362 21232	15792 21697	16741 22721	17492 23546
150	27000	13519 19245	15575 21476	16017 21948	16994 22993	17768 23837
155	27900	13670 19451	15782 21717	16237 22199	17239 23264	18038 24128
160	28800	13816 19612	15982 21937	16450 22431	17480 23524	18302 24414
165	29700	13955 19765	16177 22149	16658 22656	17715 23778	18558 24690
170	30600	14433 20377	16797 22910	17297 23434	18401 24609	19297 25576
175	31500	14599 20564	17023 23161	17536 23702	18668 24904	19588 25896
180	32400	14762 20749	17245 23408	17770 23961	18929 25192	19874 26211
185	33300	14921 20929	17460 23648	18000 24216	19185 25474	20155 26521
190	34200	15075 21101	17675 23882	18225 24462	19440 25751	20433 26822
195	35100	15226 21268	17882 24110	18446 24704	19686 26020	20705 27119
200	36000	15373 21430	18086 24334	18664 24940	19931 26286	20973 27409
205	36900	15516 21587	18286 24548	18877 25171	20169 26543	21237 27692
210	37800	16190 22462	19164 25637	19779 26284	21141 27728	22287 28961

RÉGION 3 — REGION 3

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	7062 12133	7954 13082	8146 13289	8513 13675	8743 13925
10	1800	7245 12258	8170 13249	8372 13466	8760 13878	9009 14152
15	2700	7428 12383	8387 13417	8595 13642	9006 14082	9276 14380
20	3600	7609 12507	8603 13584	8819 13819	9252 14284	9540 14607
25	4500	7792 12631	8819 13752	9044 13995	9498 14487	9807 14833
30	5400	7975 12756	9035 13919	9268 14172	9745 14691	10074 15061
35	6300	8157 12881	9253 14086	9492 14348	9992 14893	10339 15288
40	7200	8342 13047	9470 14296	9717 14566	10238 15137	10607 15558
45	8100	8406 13382	9526 14721	9774 15004	10292 15613	10659 16068
50	9000	8470 13644	9581 15053	9830 15350	10346 15996	10710 16482
55	9900	8629 13895	9765 15368	10020 15682	10553 16360	10933 16877
60	10800	8860 14012	10063 15509	10329 15826	10887 16505	11290 17020
65	11700	9026 14130	10267 15650	10542 15970	11122 16651	11544 17164
70	12600	9185 14358	10464 15928	10750 16262	11352 16970	11792 17506
75	13500	9345 14582	10661 16201	10953 16545	11576 17279	12034 17837
80	14400	9504 14805	10852 16470	11154 16827	11797 17584	12273 18165
85	15300	9667 15039	11050 16750	11360 17115	12023 17898	12517 18503
90	16200	9827 15268	11244 17025	11564 17400	12244 18206	12759 18834
95	17100	9987 15494	11436 17293	11762 17679	12464 18510	12995 19159
100	18000	10270 15949	11806 17881	12143 18275	12878 19145	13432 19827
105	18900	10437 15996	12006 17930	12351 18328	13105 19201	13678 19884
110	19800	10605 16044	12205 17980	12559 18382	13332 19257	13922 19942
115	20700	10771 16162	12403 18135	12765 18545	13556 19442	14163 20147
120	21600	10937 16270	12599 18280	12968 18700	13778 19618	14402 20343
125	22500	11099 16367	12794 18416	13171 18844	14002 19784	14643 20527
130	23400	11246 16426	12994 18510	13384 18947	14241 19908	14905 20671
135	24300	11385 16473	13186 18594	13589 19040	14472 20020	15159 20803
140	25200	11722 16672	13659 18826	14075 19282	14996 20283	15717 21084
145	26100	11880 16869	13874 19059	14303 19522	15249 20543	15994 21362
150	27000	12033 17064	14084 19290	14525 19760	15499 20802	16268 21639
155	27900	12181 17258	14288 19518	14742 19997	15741 21059	16533 21918
160	28800	12325 17414	14486 19734	14953 20226	15979 21316	16794 22198
165	29700	12462 17565	14679 19943	15158 20449	16211 21568	17048 22473
170	30600	12906 18126	15263 20652	15761 21175	16861 22346	17750 23307
175	31500	13066 18309	15482 20898	15995 21438	17122 22635	18035 23621
180	32400	13225 18488	15701 21140	16225 21692	17379 22918	18317 23931
185	33300	13382 18663	15914 21375	16451 21941	17633 23194	18596 24234
190	34200	13533 18832	16125 21605	16674 22182	17884 23466	18869 24531
195	35100	13680 18996	16329 21829	16891 22422	18127 23733	19137 24824
200	36000	13826 19155	16531 22050	17107 22654	18369 23995	19403 25110
205	36900	13967 19311	16728 22263	17318 22883	18605 24250	19664 25391
210	37800	14585 20105	17549 23270	18163 23915	19518 25354	20657 26579

RÉGION 4 — REGION 4

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	6878 11846	7764 12790	7956 12997	8321 13381	8551 13631
10	1800	7060 11972	7980 12959	8181 13176	8567 13587	8818 13861
15	2700	7242 12098	8195 13128	8404 13354	8814 13792	9084 14091
20	3600	7425 12224	8413 13297	8630 13533	9062 13998	9351 14321
25	4500	7606 12350	8629 13467	8854 13711	9307 14202	9618 14551
30	5400	7788 12476	8845 13636	9078 13889	9554 14407	9885 14780
35	6300	7971 12602	9063 13805	9303 14068	9802 14613	10151 15010
40	7200	8153 12769	9280 14015	9527 14286	10047 14857	10419 15281
45	8100	8216 13102	9334 14440	9582 14724	10099 15333	10469 15791
50	9000	8278 13363	9387 14771	9636 15071	10151 15716	10518 16206
55	9900	8437 13613	9571 15087	9826 15401	10359 16081	10740 16602
60	10800	8667 13727	9868 15224	10135 15542	10693 16222	11097 16741
65	11700	8833 13842	10072 15361	10348 15683	10928 16364	11353 16880
70	12600	8991 14069	10269 15640	10555 15974	11156 16683	11599 17221
75	13500	9151 14294	10465 15913	10758 16257	11382 16991	11843 17554
80	14400	9308 14515	10656 16182	10960 16539	11603 17297	12082 17881
85	15300	9472 14747	10855 16459	11166 16825	11829 17610	12327 18219
90	16200	9632 14975	11050 16733	11369 17109	12051 17917	12570 18549
95	17100	9790 15201	11240 17003	11569 17388	12271 18223	12806 18875
100	18000	10072 15652	11610 17585	11947 17981	12684 18852	13242 19539
105	18900	10240 15698	11809 17633	12156 18033	12912 18907	13488 19595
110	19800	10407 15745	12008 17682	12363 18085	13138 18962	13732 19651
115	20700	10571 15862	12206 17838	12569 18250	13362 19148	13973 19858
120	21600	10737 15972	12402 17985	12772 18405	13585 19326	14213 20055
125	22500	10899 16070	12598 18122	12976 18551	13809 19493	14455 20241
130	23400	11045 16131	12796 18219	13189 18656	14048 19619	14717 20388
135	24300	11187 16179	12992 18305	13396 18752	14281 19735	14974 20522
140	25200	11521 16377	13463 18536	13880 18992	14803 19996	15531 20803
145	26100	11679 16574	13677 18768	14108 19233	15057 20257	15808 21082
150	27000	11832 16767	13888 18998	14330 19470	15308 20515	16082 21359
155	27900	11982 16960	14093 19225	14549 19707	15551 20772	16350 21636
160	28800	12126 17118	14293 19443	14761 19937	15791 21030	16612 21920
165	29700	12265 17270	14488 19654	14969 20161	16025 21283	16868 22195
170	30600	12703 17825	15066 20357	15566 20881	16671 22056	17567 23023
175	31500	12865 18007	15288 20604	15801 21145	16933 22347	17853 23339
180	32400	13024 18187	15507 20846	16032 21399	17192 22630	18137 23649
185	33300	13181 18362	15721 21082	16260 21650	17445 22908	18415 23955
190	34200	13333 18531	15933 21313	16483 21892	17698 23182	18691 24253
195	35100	13482 18695	16137 21538	16702 22132	17942 23448	18961 24547
200	36000	13628 18856	16341 21759	16919 22365	18186 23711	19228 24835
205	36900	13769 19011	16539 21972	17130 22595	18422 23967	19490 25116
210	37800	14381 19797	17354 22872	17970 23619	19332 25063	20478 26296

RÉGION 5 — REGION 5

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	7547 12937	8432 13879	8624 14086	8987 14468	9217 14718
10	1800	7737 13063	8655 14048	8856 14265	9240 14674	9491 14948
15	2700	7925 13189	8877 14217	9086 14443	9493 14878	9763 15178
20	3600	8114 13315	9100 14386	9318 14622	9747 15084	10037 15408
25	4500	8302 13441	9323 14556	9548 14800	9999 15289	10310 15638
30	5400	8491 13567	9547 14725	9780 14978	10253 15494	10584 15867
35	6300	8680 13693	9770 14894	10011 15157	10507 15700	10857 16096
40	7200	8869 13863	9994 15107	10241 15378	10759 15947	11131 16371
45	8100	8938 14209	10054 15544	10302 15829	10818 16436	11187 16893
50	9000	9007 14477	10114 15883	10362 16183	10876 16826	11242 17316
55	9900	9173 14735	10305 16207	10560 16521	11091 17198	11472 17719
60	10800	9410 14860	10609 16354	10876 16672	11432 17350	11837 17868
65	11700	9581 14985	10818 16502	11094 16823	11673 17502	12097 18018
70	12600	9746 15220	11022 16788	11307 17122	11907 17830	12350 18368
75	13500	9910 15453	11222 17070	11515 17414	12137 18146	12598 18709
80	14400	10073 15683	11419 17347	11722 17704	12363 18460	12843 19045
85	15300	10241 15923	11621 17633	11932 17999	12594 18781	13091 19390
90	16200	10406 16159	11822 17915	12141 18291	12821 19097	13339 19729
95	17100	10569 16393	12017 18192	12346 18578	13046 19410	13581 20062
100	18000	10862 16867	12398 18798	12735 19194	13470 20062	14028 20750
105	18900	11036 16915	12603 18848	12950 19247	13704 20119	14280 20807
110	19800	11209 16963	12808 18898	13163 19301	13936 20176	14530 20865
115	20700	11379 17081	13012 19055	13374 19467	14166 20363	14777 21072
120	21600	11550 17191	13212 19202	13583 19622	14393 20541	15021 21270
125	22500	11717 17289	13414 19339	13792 19768	14622 20708	15269 21456
130	23400	11864 17347	13613 19432	14006 19870	14863 20831	15532 21600
135	24300	12006 17392	13809 19515	14213 19963	15096 20943	15789 21731
140	25200	12353 17596	14294 19753	14711 20209	15631 21211	16359 22017
145	26100	12514 17800	14510 19991	14940 20456	15888 21478	16638 22303
150	27000	12668 18001	14722 20229	15164 20702	16140 21744	16913 22589
155	27900	12818 18200	14928 20463	15384 20945	16383 22008	17182 22872
160	28800	12963 18359	15127 20682	15596 21176	16624 22267	17445 23157
165	29700	13102 18511	15323 20893	15804 21400	16858 22520	17701 23432
170	30600	13561 19095	15922 21626	16422 22150	17525 23323	18420 24290
175	31500	13725 19280	16146 21875	16659 22415	17789 23616	18709 24608
180	32400	13885 19463	16366 22119	16891 22673	18048 23901	18993 24921
185	33300	14043 19639	16581 22357	17120 22925	18303 24180	19273 25227
190	34200	14196 19810	16794 22590	17344 23169	18557 24457	19550 25528
195	35100	14347 19976	17001 22816	17565 23411	18803 24724	19822 25824
200	36000	14493 20137	17204 23038	17782 23644	19047 24988	20089 26111
205	36900	14635 20293	17403 23252	17994 23875	19284 25245	20352 26394
210	37800	15278 21124	18249 24297	18864 24944	20224 26386	21371 27619

RÉGION 6 — REGION 6

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	7277 12498	8160 13439	8352 13646	8715 14028	8945 14278
10	1800	7461 12623	8378 13606	8580 13823	8964 14231	9213 14505
15	2700	7646 12748	8597 13774	8805 13999	9212 14434	9482 14733
20	3600	7831 12872	8816 13941	9032 14176	9461 14637	9749 14959
25	4500	8016 12997	9034 14109	9259 14352	9709 14840	10018 15186
30	5400	8201 13122	9253 14276	9486 14529	9958 15043	10287 15414
35	6300	8385 13247	9472 14443	9711 14705	10207 15246	10555 15641
40	7200	8572 13414	9682 14654	9938 14924	10455 15491	10824 15912
45	8100	8639 13753	9750 15083	9998 15367	10512 15972	10879 16426
50	9000	8706 14017	9808 15418	10057 15715	10568 16357	10933 16843
55	9900	8867 14272	9995 15736	10250 16050	10778 16724	11158 17241
60	10800	9100 14392	10295 15880	10561 16197	11115 16873	11517 17388
65	11700	9268 14513	10501 16025	10776 16345	11352 17022	11774 17535
70	12600	9430 14745	10701 16308	10986 16641	11584 17345	12024 17880
75	13500	9591 14973	10898 16584	11190 16927	11809 17657	12267 18215
80	14400	9751 15199	11091 16856	11394 17213	12032 17965	12509 18546
85	15300	9916 15435	11291 17137	11600 17502	12259 18282	12753 18886
90	16200	10078 15667	11487 17415	11806 17790	12482 18592	12997 19220
95	17100	10241 15896	11681 17687	12008 18073	12705 18900	13236 19549
100	18000	10527 16360	12055 18284	12392 18677	13123 19543	13676 20225
105	18900	10696 16407	12257 18333	12602 18730	13352 19599	13925 20282
110	19800	10866 16455	12458 18382	12812 18784	13581 19655	14171 20340
115	20700	11033 16573	12657 18538	13019 18948	13805 19841	14413 20546
120	21600	11202 16681	12856 18684	13225 19104	14031 20017	14655 20742
125	22500	11366 16779	13054 18819	13431 19248	14257 20183	14898 20926
130	23400	11513 16837	13253 18913	13644 19349	14496 20306	15160 21069
135	24300	11653 16883	13445 18996	13848 19441	14727 20417	15414 21199
140	25200	11994 17083	13923 19230	14339 19685	15255 20682	15977 21483
145	26100	12153 17283	14138 19464	14568 19927	15510 20944	16254 21763
150	27000	12306 17480	14348 19698	14789 20168	15759 21206	16528 22044
155	27900	12455 17677	14554 19929	15008 20408	16002 21465	16795 22324
160	28800	12599 17834	14751 20145	15219 20638	16240 21723	17055 22605
165	29700	12738 17984	14946 20353	15425 20859	16473 21974	17310 22879
170	30600	13187 18556	15536 21073	16034 21596	17130 22763	18019 23724
175	31500	13349 18739	15756 21320	16269 21860	17392 23053	18305 24039
180	32400	13508 18920	15976 21563	16500 22115	17649 23337	18588 24349
185	33300	13665 19095	16188 21799	16725 22365	17903 23614	18865 24654
190	34200	13817 19265	16400 22030	16949 22608	18155 23887	19139 24952
195	35100	13965 19429	16605 22255	17168 22847	18399 24154	19409 25245
200	36000	14111 19589	16807 22475	17383 23079	18641 24416	19675 25531
205	36900	14251 19744	17003 22688	17593 23308	18876 24671	19935 25812
210	37800	14881 20556	17836 23712	18451 24357	19802 25792	20940 27016

RÉGION 7 — REGION 7

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	7683 13153	8566 14094	8758 14301	9121 14683	9351 14933
10	1800	7872 13278	8789 14261	8990 14478	9374 14886	9623 15160
15	2700	8060 13403	9011 14429	9219 14654	9625 15090	9895 15388
20	3600	8249 13527	9234 14596	9450 14831	9878 15292	10167 15615
25	4500	8438 13652	9456 14764	9681 15008	10131 15495	10440 15841
30	5400	8627 13777	9679 14931	9912 15184	10385 15699	10713 16069
35	6300	8816 13902	9903 15098	10142 15360	10638 15901	10985 16296
40	7200	9006 14071	10125 15311	10372 15581	10889 16148	11258 16569
45	8100	9077 14418	10187 15748	10435 16031	10949 16636	11316 17091
50	9000	9147 14686	10249 16087	10498 16384	11009 17026	11374 17512
55	9900	9312 14945	10440 16409	10695 16723	11223 17397	11604 17914
60	10800	9551 15072	10746 16560	11011 16877	11566 17552	11968 18068
65	11700	9722 15200	10955 16712	11230 17032	11805 17708	12227 18222
70	12600	9886 15436	11156 16998	11442 17332	12039 18036	12479 18571
75	13500	10050 15669	11357 17280	11649 17623	12268 18353	12726 18912
80	14400	10214 15899	11554 17556	11857 17913	12495 18666	12972 19246
85	15300	10382 16142	11757 17844	12067 18209	12725 18988	13220 19593
90	16200	10546 16378	11955 18126	12275 18501	12951 19303	13465 19931
95	17100	10711 16611	12152 18402	12478 18788	13175 19615	13707 20264
100	18000	11005 17089	12533 19012	12870 19406	13601 20271	14154 20954
105	18900	11177 17137	12738 19063	13083 19461	13833 20329	14406 21012
110	19800	11351 17186	12942 19114	13296 19516	14065 20387	14655 21071
115	20700	11522 17305	13145 19270	13507 19680	14294 20573	14902 21278
120	21600	11694 17413	13348 19416	13716 19836	14523 20749	15146 21474
125	22500	11861 17511	13548 19551	13925 19979	14751 20915	15393 21658
130	23400	12008 17566	13748 19642	14138 20079	14991 21036	15654 21799
135	24300	12149 17611	13941 19723	14344 20168	15223 21145	15910 21927
140	25200	12497 17815	14426 19962	14842 20417	15758 21414	16480 22215
145	26100	12657 18020	14642 20201	15072 20664	16014 21681	16758 22500
150	27000	12811 18221	14853 20438	15294 20909	16265 21946	17033 22784
155	27900	12960 18421	15059 20673	15513 21152	16507 22210	17300 23068
160	28800	13104 18579	15257 20890	15724 21382	16745 22468	17560 23350
165	29700	13243 18730	15451 21099	15930 21605	16979 22720	17815 23625
170	30600	13705 19318	16053 21836	16551 22359	17647 23525	18537 24486
175	31500	13867 19504	16275 22085	16787 22624	17911 23817	18823 24803
180	32400	14028 19685	16496 22328	17019 22881	18169 24103	19108 25115
185	33300	14186 19862	16709 22566	17246 23131	18423 24381	19386 25420
190	34200	14339 20033	16922 22798	17471 23375	18676 24655	19661 25720
195	35100	14487 20198	17127 23023	17689 23616	18921 24923	19931 26014
200	36000	14633 20358	17329 23245	17905 23849	19163 25185	20197 26300
205	36900	14774 20514	17526 23458	18116 24078	19399 25440	20458 26582
210	37800	15422 21353	18378 24509	18992 25154	20344 26589	21482 27813

RÉGION 8 — REGION 8

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	6485 11219	7368 12160	7560 12367	7923 12749	8153 12999
10	1800	6662 11344	7579 12327	7781 12544	8165 12952	8414 13226
15	2700	6840 11469	7791 12495	7999 12720	8405 13155	8675 13454
20	3600	7017 11593	8002 12662	8218 12897	8647 13358	8936 13680
25	4500	7195 11718	8213 12830	8438 13074	8888 13561	9197 13907
30	5400	7371 11843	8423 12997	8656 13250	9129 13764	9457 14135
35	6300	7548 11968	8635 13164	8875 13426	9370 13967	9718 14362
40	7200	7728 12131	8847 13371	9094 13641	9611 14208	9980 14629
45	8100	7787 12456	8898 13786	9146 14070	9660 14675	10027 15129
50	9000	7846 12711	8948 14112	9197 14409	9708 15051	10073 15537
55	9900	8000 12956	9128 14421	9383 14735	9911 15409	10291 15925
60	10800	8224 13065	9419 14553	9684 14871	10239 15546	10641 16060
65	11700	8385 13174	9618 14686	9893 15007	10469 15683	10891 16196
70	12600	8541 13396	9811 14958	10097 15292	10694 15996	11134 16531
75	13500	8696 13614	10003 15225	10295 15568	10915 16298	11373 16857
80	14400	8852 13830	10191 15486	10494 15843	11132 16596	11609 17177
85	15300	9011 14057	10386 15759	10695 16125	11354 16904	11848 17509
90	16200	9167 14279	10576 16027	10895 16402	11571 17204	12086 17832
95	17100	9323 14499	10764 16291	11090 16676	11787 17503	12319 18152
100	18000	9596 14937	11124 16861	11461 17255	12192 18120	12745 18802
105	18900	9759 14982	11319 16908	11664 17306	12414 18174	12987 18857
110	19800	9923 15028	11514 16955	11868 17358	12637 18228	13227 18913
115	20700	10083 15144	11706 17109	12069 17519	12855 18412	13463 19117
120	21600	10246 15252	11900 17255	12268 17675	13075 18588	13698 19313
125	22500	10403 15350	12091 17390	12468 17818	13294 18754	13936 19497
130	23400	10549 15412	12289 17488	12680 17925	13532 18881	14196 19644
135	24300	10689 15462	12481 17575	12885 18020	13763 18997	14450 19779
140	25200	11015 15654	12943 17801	13359 18256	14276 19253	14997 20054
145	26100	11172 15847	13158 18027	13587 18490	14529 19508	15273 20327
150	27000	11323 16035	13365 18252	13806 18723	14777 19760	15545 20598
155	27900	11471 16224	13570 18476	14024 18955	15018 20012	15811 20871
160	28800	11614 16380	13767 18691	14234 19183	15255 20269	16070 21151
165	29700	11752 16530	13960 18899	14439 19405	15488 20520	16324 21425
170	30600	12178 17068	14527 19586	15024 20109	16121 21275	17010 22236
175	31500	12338 17248	14745 19829	15258 20369	16381 21562	17294 22548
180	32400	12495 17426	14963 20069	15486 20621	16636 21843	17575 22855
185	33300	12650 17599	15174 20303	15711 20869	16888 22118	17851 23158
190	34200	12801 17767	15384 20532	15933 21109	17138 22389	18123 23454
195	35100	12948 17930	15587 20755	16150 21348	17382 22655	18392 23746
200	36000	13092 18088	15789 20975	16364 21579	17622 22915	18656 24030
205	36900	13233 18243	15985 21187	16575 21806	17858 23169	18918 24311
210	37800	13825 19003	16781 22159	17395 22804	18747 24239	19885 25464

RÉGION 9 — REGION 9

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	6470 11194	7353 12135	7545 12342	7909 12724	8139 12974
10	1800	6648 11319	7564 12302	7766 12519	8150 12927	8399 13201
15	2700	6824 11444	7775 12470	7983 12694	8390 13130	8659 13428
20	3600	7001 11568	7986 12637	8203 12872	8631 13333	8920 13655
25	4500	7179 11693	8197 12805	8422 13048	8873 13536	9181 13882
30	5400	7355 11818	8407 12972	8640 13225	9113 13739	9442 14110
35	6300	7533 11943	8619 13139	8859 13401	9354 13942	9702 14337
40	7200	7712 12105	8832 13345	9078 13615	9595 14182	9965 14603
45	8100	7771 12431	8882 13761	9129 14045	9644 14650	10011 15104
50	9000	7829 12686	8931 14087	9180 14384	9692 15025	10056 15512
55	9900	7983 12931	9111 14395	9366 14709	9894 15384	10274 15900
60	10800	8207 13040	9402 14528	9667 14845	10222 15521	10624 16035
65	11700	8369 13149	9601 14661	9876 14981	10452 15658	10874 16171
70	12600	8524 13370	9794 14932	10080 15266	10677 15969	11117 16505
75	13500	8679 13588	9987 15199	10278 15542	10898 16272	11356 16830
80	14400	8835 13803	10175 15460	10477 15817	11115 16570	11592 17151
85	15300	8993 14031	10368 15733	10677 16099	11336 16878	11830 17482
90	16200	9149 14253	10558 16001	10877 16376	11553 17178	12068 17806
95	17100	9305 14472	10746 16263	11072 16649	11769 17476	12301 18125
100	18000	9579 14910	11107 16834	11444 17227	12175 18093	12728 18775
105	18900	9741 14955	11301 16881	11647 17278	12396 18147	12970 18830
110	19800	9905 15000	11496 16928	11850 17330	12619 18201	13209 18885
115	20700	10065 15117	11689 17081	12051 17492	12837 18384	13445 19090
120	21600	10227 15225	11881 17227	12249 17647	13056 18561	13679 19285
125	22500	10386 15323	12073 17363	12450 17791	13276 18727	13918 19470
130	23400	10530 15385	12270 17460	12661 17897	13514 18854	14177 19617
135	24300	10670 15436	12462 17548	12866 17994	13745 18970	14431 19753
140	25200	10996 15627	12924 17773	13340 18229	14257 19225	14978 20027
145	26100	11153 15819	13139 18000	13568 18463	14510 19481	15254 20300
150	27000	11304 16007	13347 18225	13788 18695	14758 19733	15526 20571
155	27900	11452 16196	13551 18448	14005 18927	14999 19985	15792 20844
160	28800	11595 16353	13748 18664	14215 19156	15237 20242	16051 21124
165	29700	11733 16503	13941 18872	14420 19378	15469 20493	16305 21398
170	30600	12159 17039	14508 19557	15006 20080	16102 21247	16991 22207
175	31500	12319 17220	14726 19801	15239 20341	16362 21533	17275 22519
180	32400	12476 17397	14944 20040	15468 20593	16617 21815	17556 22827
185	33300	12632 17571	15155 20274	15692 20840	16869 22090	17832 23129
190	34200	12782 17739	15365 20503	15914 21081	17119 22361	18104 23425
195	35100	12929 17901	15568 20727	16131 21319	17363 22626	18373 23717
200	36000	13074 18060	15770 20946	16345 21550	17603 22887	18638 24002
205	36900	13213 18214	15965 21159	16555 21778	17838 23141	18898 24282
210	37800	13805 18972	16761 22129	17375 22773	18727 24209	19865 25433

RÉGION 10 — REGION 10 & RÉGION 11 — REGION 11

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	6671 11518	7554 12459	7746 12666	8109 13048	8339 13298
10	1800	6849 11643	7766 12626	7967 12844	8352 13251	8601 13525
15	2700	7029 11768	7980 12794	8188 13019	8594 13455	8864 13753
20	3600	7207 11892	8192 12961	8408 13196	8837 13657	9126 13980
25	4500	7387 12017	8405 13129	8630 13373	9080 13860	9389 14206
30	5400	7566 12142	8618 13296	8852 13549	9324 14064	9653 14434
35	6300	7745 12267	8832 13463	9071 13726	9567 14266	9914 14661
40	7200	7926 12431	9046 13671	9293 13941	9809 14508	10179 14929
45	8100	7987 12760	9098 14090	9346 14373	9860 14978	10227 15433
50	9000	8047 13017	9150 14418	9399 14715	9910 15356	10274 15842
55	9900	8203 13264	9330 14728	9585 15042	10114 15716	10494 16233
60	10800	8429 13375	9624 14863	9890 15180	10444 15856	10847 16371
65	11700	8592 13487	9825 14999	10100 15319	10675 15996	11097 16509
70	12600	8750 13711	10020 15273	10306 15607	10903 16311	11343 16846
75	13500	8906 13931	10213 15542	10505 15885	11125 16615	11583 17174
80	14400	9063 14150	10402 15807	10705 16164	11343 16917	11820 17497
85	15300	9223 14380	10598 16082	10907 16447	11566 17226	12060 17831
90	16200	9380 14603	10789 16352	11108 16726	11784 17529	12299 18157
95	17100	9538 14826	10979 16617	11305 17003	12003 17830	12534 18479
100	18000	9814 15270	11342 17194	11679 17587	12410 18453	12963 19135
105	18900	9979 15515	11540 17241	11885 17639	12635 18507	13208 19190
110	19800	10144 15361	11736 17289	12090 17691	12858 18562	13448 19246
115	20700	10306 15479	11929 17444	12291 17854	13078 18747	13686 19452
120	21600	10470 15586	12123 17589	12492 18009	13298 18922	13922 19647
125	22500	10629 15685	12317 17725	12693 18153	13520 19089	14161 19832
130	23400	10775 15745	12515 17821	12906 18257	13758 19214	14422 19977
135	24300	10915 15795	12707 17908	13110 18353	13989 19329	14676 20112
140	25200	11244 15989	13173 18136	13589 18591	14506 19588	15227 20389
145	26100	11402 16183	13388 18363	13817 18826	14759 19844	15503 20663
150	27000	11553 16373	13595 18590	14036 19061	15007 20098	15775 20936
155	27900	11701 16564	13800 18816	14254 19295	15248 20352	16041 21211
160	28800	11845 16720	13998 19031	14465 19524	15486 20609	16301 21491
165	29700	11983 16870	14191 19239	14670 19745	15719 20860	16555 21765
170	30600	12414 17416	14763 19934	15261 20457	16357 21624	17246 22584
175	31500	12575 17597	14982 20178	15495 20718	16618 21910	17531 22896
180	32400	12732 17775	15200 20418	15724 20971	16874 22193	17812 23205
185	33300	12889 17949	15412 20652	15950 21218	17127 22468	18089 23507
190	34200	13039 18118	15622 20882	16171 21460	17376 22740	18361 23805
195	35100	13186 18280	15826 21106	16388 21698	17620 23005	18630 24096
200	36000	13331 18439	16027 21325	16603 21929	17861 23266	18895 24381
205	36900	13472 18594	16224 21539	16814 22158	18097 23521	19156 24662
210	37800	14073 19366	17029 22522	17643 23167	18995 24603	20133 25827

RÉGION 12 — REGION 12

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	7527 12885	8419 13833	8611 14040	8978 14426	9206 14675
10	1800	7713 13007	8637 13999	8838 14215	9226 14626	9475 14899
15	2700	7899 13131	8857 14163	9065 14389	9475 14827	9743 15124
20	3600	8086 13254	9077 14329	9294 14565	9725 15028	10013 15349
25	4500	8272 13378	9296 14495	9519 14738	9974 15229	10281 15574
30	5400	8458 13501	9515 14660	9747 14913	10222 15430	10549 15798
35	6300	8644 13625	9735 14826	9973 15087	10471 15630	10817 16024
40	7200	8831 13792	9954 15035	10201 15305	10719 15874	11087 16293
45	8100	8900 14134	10015 15468	10263 15750	10778 16357	11143 16809
50	9000	8968 14399	10075 15802	10324 16100	10837 16741	11199 17225
55	9900	9131 14654	10263 16121	10517 16434	11048 17110	11425 17623
60	10800	9366 14780	10564 16270	10830 16587	11386 17264	11786 17776
65	11700	9534 14906	10771 16420	11045 16740	11622 17418	12042 17929
70	12600	9697 15138	10971 16703	11256 17035	11855 17741	12292 18273
75	13500	9860 15368	11169 16981	11461 17323	12081 18054	12536 18609
80	14400	10020 15596	11363 17255	11664 17610	12304 18363	12777 18942
85	15300	10186 15834	11563 17537	11871 17901	12531 18682	13022 19283
90	16200	10348 16067	11759 17815	12077 18190	12754 18993	13265 19617
95	17100	10511 16298	11952 18089	12279 18473	12976 19301	13503 19945
100	18000	10800 16768	12329 18691	12665 19084	13397 19949	13947 20627
105	18900	10971 16816	12533 18742	12876 19139	13627 20006	14196 20686
110	19800	11143 16865	12734 18793	13086 19194	13856 20064	14442 20745
115	20700	11311 16983	12934 18947	13295 19357	14082 20249	14684 20950
120	21600	11480 17090	13132 19092	13501 19510	14307 20425	14926 21144
125	22500	11646 17186	13332 19227	13707 19653	14533 20588	15169 21327
130	23400	11790 17243	13529 19317	13919 19753	14770 20709	15429 21467
135	24300	11930 17287	13721 19398	14124 19842	15001 20817	15684 21594
140	25200	12275 17489	14201 19633	14616 20086	15531 21082	16248 21878
145	26100	12433 17689	14417 19867	14844 20329	15785 21345	16524 22159
150	27000	12585 17888	14625 20102	15064 20572	16034 21608	16796 22441
155	27900	12733 18085	14829 20334	15281 20812	16275 21868	17061 22721
160	28800	12877 18242	15026 20550	15492 21040	16511 22125	17320 23000
165	29700	13014 18393	15219 20757	15696 21261	16743 22375	17573 23273
170	30600	13470 18972	15815 21486	16311 22007	17406 23172	18289 24126
175	31500	13632 19156	16036 21733	16546 22269	17667 23461	18573 24441
180	32400	13792 19336	16253 21973	16776 22525	17924 23744	18855 24750
185	33300	13947 19510	16466 22209	17002 22773	18176 24020	19131 25053
190	34200	14098 19680	16676 22440	17223 23016	18425 24293	19404 25349
195	35100	14246 19845	16880 22664	17441 23254	18669 24558	19672 25642
200	36000	14390 20004	17080 22883	17654 23485	18909 24819	19935 25927
205	36900	14531 20158	17276 23095	17865 23713	19144 25073	20195 26206
210	37800	15169 20983	18119 24133	18730 24776	20078 26208	21209 27424

RÉGION 13 — REGION 13

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	6795 11720	7678 12660	7870 12867	8232 13249	8461 13498
10	1800	6974 11843	7890 12826	8090 13042	8475 13449	8723 13722
15	2700	7154 11967	8103 12991	8311 13216	8717 13650	8985 13947
20	3600	7332 12090	8315 13156	8531 13392	8959 13851	9246 14172
25	4500	7512 12214	8527 13322	8751 13565	9201 14052	9508 14397
30	5400	7691 12336	8740 13487	8972 13740	9443 14253	9770 14621
35	6300	7870 12460	8952 13653	9191 13915	9684 14453	10031 14847
40	7200	8050 12623	9165 13858	9412 14128	9927 14693	10294 15112
45	8100	8112 12953	9219 14278	9467 14560	9979 15163	10344 15616
50	9000	8174 13210	9273 14605	9521 14903	10031 15540	10393 16024
55	9900	8331 13457	9454 14915	9708 15228	10235 15900	10612 16414
60	10800	8558 13572	9747 15053	10013 15370	10565 16043	10965 16555
65	11700	8720 13687	9949 15192	10223 15513	10796 16187	11216 16697
70	12600	8878 13911	10144 15469	10429 15800	11023 16502	11461 17034
75	13500	9035 14132	10336 15736	10628 16079	11244 16805	11689 17361
80	14400	9191 14350	10525 16001	10827 16356	11462 17106	11935 17684
85	15300	9352 14581	10721 16276	11029 16640	11684 17416	12176 18018
90	16200	9509 14805	10912 16545	11230 16920	11903 17719	12413 18342
95	17100	9666 15029	11100 16812	11426 17195	12119 18019	12646 18663
100	18000	9945 15476	11465 17390	11801 17783	12529 18644	13079 19322
105	18900	10109 15522	11662 17439	12006 17836	12752 18699	13321 19378
110	19800	10274 15568	11858 17488	12209 17889	12975 18755	13561 19435
115	20700	10437 15685	12052 17641	12413 18051	13195 18939	13798 19639
120	21600	10601 15792	12245 17786	12614 18204	13416 19114	14034 19833
125	22500	10760 15889	12438 17920	12813 18347	13635 19278	14272 20016
130	23400	10904 15948	12635 18014	13024 18450	13872 19402	14530 20160
135	24300	11044 15997	12827 18099	13229 18543	14103 19514	14785 20291
140	25200	11376 16191	13294 18327	13709 18780	14619 19771	15336 20567
145	26100	11532 16385	13507 18555	13935 19017	14871 20029	15610 20842
150	27000	11683 16575	13715 18781	14154 19251	15119 20283	15881 21115
155	27900	11830 16766	13918 19007	14369 19485	15359 20537	16146 21390
160	28800	11973 16922	14113 19221	14579 19712	15595 20792	16403 21668
165	29700	12110 17072	14306 19428	14784 19932	15827 21042	16656 21940
170	30600	12544 17622	14881 20127	15376 20648	16467 21810	17350 22763
175	31500	12705 17803	15100 20371	15610 20908	16728 22095	17634 23075
180	32400	12863 17980	15315 20609	15838 21161	16982 22375	17913 23381
185	33300	13017 18153	15527 20844	16063 21408	17233 22651	18188 23684
190	34200	13167 18321	15736 21072	16283 21649	17481 22921	18460 23978
195	35100	13314 18484	15939 21295	16500 21885	17724 23185	18727 24269
200	36000	13457 18643	16139 21513	16712 22116	17963 23445	18989 24553
205	36900	13598 18796	16334 21724	16923 22343	18198 23698	19249 24831
210	37800	14203 19575	17144 22717	17756 23359	19100 24787	20230 26003

RÉGION 14 — REGION 14

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	6771 11662	7663 12610	7855 12817	8222 13204	8450 13453
10	1800	6950 11785	7874 12776	8075 12993	8463 13404	8712 13677
15	2700	7130 11909	8087 12941	8295 13167	8706 13605	8973 13902
20	3600	7308 12032	8299 13107	8516 13342	8947 13805	9235 14127
25	4500	7487 12156	8510 13273	8734 13516	9189 14007	9495 14351
30	5400	7665 12279	8722 13438	8954 13691	9429 14208	9757 14576
35	6300	7844 12403	8934 13604	9173 13865	9671 14408	10017 14802
40	7200	8023 12565	9147 13809	9393 14078	9912 14647	10280 15066
45	8100	8085 12895	9201 14229	9448 14511	9964 15118	10329 15570
50	9000	8147 13151	9254 14555	9503 14852	10016 15494	10378 15978
55	9900	8302 13398	9434 14865	9688 15178	10220 15854	10597 16367
60	10800	8529 13512	9727 15002	9993 15319	10549 15996	10949 16508
65	11700	8691 13626	9828 15140	10202 15460	10779 16138	11199 16649
70	12600	8847 13849	10122 15415	10407 15747	11005 16452	11443 16985
75	13500	9005 14070	10314 15683	10606 16025	11227 16756	11681 17311
80	14400	9159 14287	10502 15946	10803 16301	11443 17055	11916 17634
85	15300	9321 14517	10697 16220	11006 16585	11666 17365	12157 17967
90	16200	9477 14741	10889 16489	11207 16864	11884 17667	12394 18291
95	17100	9635 14964	11076 16755	11403 17138	12100 17967	12627 18610
100	18000	9911 15409	11440 17331	11776 17724	12508 18589	13058 19267
105	18900	10076 15455	11637 17380	11981 17777	12731 18644	13300 19324
110	19800	10241 15501	11832 17429	12184 17830	12954 18700	13540 19381
115	20700	10402 15618	12026 17582	12387 17992	13173 18884	13776 19585
120	21600	10565 15725	12218 17727	12586 18145	13393 19060	14011 19779
125	22500	10726 15821	12412 17862	12787 18288	13613 19223	14250 19962
130	23400	10870 15881	12608 17955	12998 18391	13850 19347	14508 20105
135	24300	11008 15930	12800 18040	13202 18484	14079 19460	14762 20237
140	25200	11339 16124	13266 18268	13680 18721	14595 19717	15312 20513
145	26100	11495 16317	13479 18495	13906 18957	14847 19973	15586 20787
150	27000	11647 16507	13687 18721	14126 19191	15095 20227	15857 21060
155	27900	11794 16697	13889 18946	14341 19424	15335 20480	16122 21333
160	28800	11936 16852	14085 19160	14551 19651	15570 20735	16379 21611
165	29700	12073 17003	14278 19367	14756 19871	15803 20985	16632 21883
170	30600	12507 17551	14851 20064	15347 20585	16442 21751	17325 22704
175	31500	12666 17731	15070 20308	15580 20845	16701 22036	17607 23016
180	32400	12824 17909	15285 20546	15808 21098	16955 22317	17887 23323
185	33300	12978 18081	15487 20779	16032 21344	17206 22591	18162 23624
190	34200	13128 18249	15706 21008	16253 21585	17455 22862	18434 23918
195	35100	13275 18412	15909 21231	16469 21821	17698 23125	18701 24209
200	36000	13418 18570	16108 21449	16681 22052	17937 23386	18963 24493
205	36900	13559 18724	16303 21660	16892 22279	18171 23639	19222 24772
210	37800	14161 19500	17111 22650	17722 23292	19070 24724	20201 25940

RÉGION 15 — REGION 15

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	8153 13916	9036 14856	9228 15063	9592 15445	9822 15695
10	1800	8346 14041	9263 15023	9465 15241	9849 15648	10098 15922
15	2700	8540 14166	9491 15191	9699 15416	10105 15852	10375 16150
20	3600	8734 14289	9719 15358	9935 15594	10364 16054	10652 16377
25	4500	8927 14414	9946 15526	10170 15770	10621 16257	10929 16604
30	5400	9120 14539	10172 15693	10406 15946	10878 16461	11207 16831
35	6300	9314 14664	10400 15860	10640 16123	11135 16663	11483 17058
40	7200	9509 14835	10628 16075	10875 16345	11391 16912	11761 17333
45	8100	9584 15190	10694 16521	10942 16804	11456 17409	11823 17864
50	9000	9658 15464	10760 16865	11009 17162	11521 17804	11885 18290
55	9900	9828 15727	10956 17192	11211 17506	11739 18180	12119 18696
60	10800	10073 15862	11268 17350	11533 17667	12088 18342	12490 18857
65	11700	10247 15997	11480 17509	11755 17829	12330 18505	12752 19019
70	12600	10415 16239	11685 17802	11971 18136	12569 18839	13008 19375
75	13500	10582 16478	11889 18088	12181 18432	12801 19161	13258 19720
80	14400	10750 16714	12090 18371	12392 18728	13031 19481	13507 20061
85	15300	10921 16962	12296 18664	12605 19029	13264 19808	13758 20413
90	16200	11089 17203	12498 18951	12817 19326	13494 20128	14008 20756
95	17100	11257 17443	12698 19234	13024 19619	13721 20447	14253 21096
100	18000	11559 17936	13087 19860	13424 20253	14155 21119	14708 21801
105	18900	11736 17986	13296 19912	13642 20309	14391 21177	14965 21861
110	19800	11912 18036	13504 19964	13858 20366	14627 21236	15217 21921
115	20700	12088 18156	13711 20120	14073 20531	14860 21423	15468 22129
120	21600	12263 18264	13917 20266	14285 20686	15092 21600	15715 22324
125	22500	12433 18360	14120 20400	14497 20829	15324 21764	15965 22508
130	23400	12581 18415	14321 20491	14712 20928	15564 21884	16228 22647
135	24300	12723 18456	14515 20568	14918 21014	15797 21990	16484 22772
140	25200	13080 18665	15009 20811	15425 21267	16341 22263	17063 23064
145	26100	13241 18875	15226 21056	15656 21519	16597 22536	17342 23355
150	27000	13396 19081	15438 21298	15879 21769	16849 22806	17618 23644
155	27900	13546 19285	15645 21538	16099 22016	17093 23074	17886 23933
160	28800	13690 19444	15842 21755	16310 22247	17331 23333	18146 24215
165	29700	13830 19595	16038 21964	16517 22470	17565 23585	18402 24490
170	30600	14304 20204	16653 22722	17151 23245	18247 24411	19136 25372
175	31500	14469 20391	16877 22972	17389 23512	18513 24704	19425 25690
180	32400	14631 20575	17098 23218	17622 23770	18772 24992	19711 26004
185	33300	14789 20752	17312 23456	17850 24022	19027 25271	19990 26311
190	34200	14943 20924	17526 23689	18075 24267	19280 25546	20265 26611
195	35100	15092 21090	17731 23916	18294 24508	19526 25815	20536 26906
200	36000	15239 21251	17935 24137	18510 24741	19768 26078	20803 27193
205	36900	15379 21407	18131 24352	18722 24971	20005 26334	21064 27475
210	37800	16049 22277	19005 25433	19619 26078	20971 27513	22109 28737

RÉGION 16 — REGION 16

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	6255 10846	7138 11787	7330 11994	7693 12376	7923 12626
10	1800	6429 10971	7346 11954	7547 12172	7932 12579	8181 12853
15	2700	6605 11096	7556 12122	7764 12347	8170 12783	8440 13081
20	3600	6780 11220	7765 12289	7981 12524	8409 12985	8698 13308
25	4500	6955 11345	7974 12457	8198 12701	8649 13188	8958 13534
30	5400	7130 11470	8182 12624	8415 12877	8887 13392	9216 13762
35	6300	7305 11595	8392 12791	8631 13054	9127 13594	9474 13989
40	7200	7482 11757	8602 12997	8848 13267	9365 13834	9735 14255
45	8100	7539 12078	8650 13408	8897 13692	9411 14297	9779 14751
50	9000	7595 12330	8697 13731	8946 14028	9457 14670	9822 15156
55	9900	7747 12574	8875 14038	9130 14352	9658 15027	10038 15543
60	10800	7968 12679	9163 14167	9429 14484	9983 15160	10386 15675
65	11700	8128 12785	9361 14297	9636 14617	10211 15293	10633 15807
70	12600	8282 13003	9553 14566	9839 14899	10436 15603	10876 16138
75	13500	8436 13218	9743 14829	10035 15172	10654 15902	11112 16461
80	14400	8589 13432	9929 15088	10231 15445	10870 16198	11346 16779
85	15300	8747 13656	10121 15358	10431 15724	11089 16503	11584 17108
90	16200	8901 13875	10310 15623	10629 15998	11305 16800	11820 17428
95	17100	9055 14092	10496 15883	10822 16269	11520 17096	12051 17745
100	18000	9325 14523	10853 16446	11190 16840	11921 17705	12474 18388
105	18900	9486 14567	11046 16493	11391 16891	12141 17758	12714 18442
110	19800	9647 14612	11239 16540	11593 16942	12362 17812	12952 18497
115	20700	9807 14728	11430 16693	11793 17103	12579 17996	13187 18702
120	21600	9967 14836	11620 16839	11989 17259	12795 18172	13419 18897
125	22500	10123 14934	11810 16974	12187 17403	13014 18338	13655 19082
130	23400	10268 14997	12008 17073	12398 17510	13251 18466	13915 19230
135	24300	10408 15050	12200 17162	12603 17607	13482 18584	14169 19366
140	25200	10729 15239	12658 17385	13074 17841	13990 18837	14712 19638
145	26100	10886 15429	12872 17610	13301 18073	14243 19090	14988 19909
150	27000	11037 15615	13079 17832	13520 18303	14490 19340	15259 20178
155	27900	11185 15800	13284 18053	13737 18531	14732 19589	15524 20448
160	28800	11326 15957	13479 18268	13946 18760	14968 19846	15783 20728
165	29700	11465 16107	13673 18476	14152 18982	15201 20097	16038 21002
170	30600	11884 16635	14233 19153	14730 19676	15827 20842	16716 21803
175	31500	12044 16815	14451 19396	14964 19935	16087 21128	17000 22114
180	32400	12200 16991	14667 19634	15191 20186	16341 21408	17280 22421
185	33300	12355 17163	14879 19867	15416 20433	16593 21682	17556 22722
190	34200	12506 17331	15089 20096	15638 20673	16843 21953	17828 23018
195	35100	12651 17493	15291 20319	15854 20911	17086 22218	18096 23309
200	36000	12796 17652	15493 20538	16068 21142	17326 22478	18360 23593
205	36900	12936 17806	15688 20750	16278 21370	17561 22732	18621 23874
210	37800	13519 18550	16475 21707	17089 22351	18440 23787	19578 25011

RÉGION 17 — REGION 17

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	6450 11161	7333 12102	7525 12309	7889 12691	8119 12941
10	1800	6628 11286	7544 12269	7746 12487	8130 12894	8379 13168
15	2700	6804 11411	7755 12437	7963 12662	8370 13098	8639 13396
20	3600	6981 11535	7966 12604	8183 12839	8611 13300	8900 13623
25	4500	7159 11660	8177 12772	8402 13016	8853 13503	9161 13849
30	5400	7335 11785	8387 12939	8621 13192	9093 13707	9422 14077
35	6300	7513 11910	8600 13106	8839 13369	9335 13909	9682 14304
40	7200	7691 12073	8811 13313	9057 13583	9574 14150	9944 14571
45	8100	7750 12398	8861 13729	9108 14012	9623 14617	9990 15072
50	9000	7808 12652	8910 14053	9159 14350	9671 14992	10035 15478
55	9900	7962 12897	9090 14362	9345 14676	9873 15350	10253 15867
60	10800	8186 13005	9381 14494	9646 14811	10201 15486	10603 16001
65	11700	8348 13114	9580 14626	9855 14947	10431 15623	10853 16136
70	12600	8503 13336	9773 14898	10059 15232	10656 15936	11096 16471
75	13500	8657 13553	9965 15164	10256 15507	10876 16237	11334 16796
80	14400	8813 13769	10152 15426	10455 15783	11093 16535	11570 17116
85	15300	8971 13995	10346 15697	10655 16063	11314 16842	11808 17447
90	16200	9127 14217	10536 15965	10855 16340	11531 17142	12046 17770
95	17100	9283 14436	10724 16228	11050 16613	11747 17440	12279 18089
100	18000	9556 14873	11084 16797	11421 17191	12152 18056	12705 18738
105	18900	9718 14918	11278 16844	11624 17242	12373 18110	12947 18793
110	19800	9882 14964	11473 16891	11827 17293	12596 18164	13186 18849
115	20700	10042 15081	11666 17046	12028 17456	12814 18349	13422 19054
120	21600	10204 15189	11858 17192	12226 17612	13033 18525	13656 19250
125	22500	10361 15287	12049 17327	12426 17755	13252 18691	13894 19434
130	23400	10507 15349	12247 17425	12638 17862	13490 18818	14154 19581
135	24300	10647 15399	12439 17512	12843 17957	13721 18934	14408 19716
140	25200	10973 15591	12901 17738	13317 18193	14234 19190	14955 19991
145	26100	11129 15783	13115 17963	13544 18426	14486 19444	15230 20263
150	27000	11280 15970	13322 18188	13763 18658	14734 19696	15502 20534
155	27900	11428 16159	13527 18412	13981 18891	14975 19948	15768 20807
160	28800	11571 16315	13724 18626	14191 19118	15212 20204	16027 21086
165	29700	11709 16465	13917 18834	14396 19340	15444 20455	16281 21360
170	30600	12134 17002	14483 19519	14980 20042	16077 21209	16966 22170
175	31500	12293 17182	14701 19763	15213 20303	16337 21496	17249 22482
180	32400	12451 17360	14918 20002	15442 20555	16592 21777	17531 22789
185	33300	12606 17532	15129 20236	15667 20802	16844 22051	17807 23091
190	34200	12756 17701	15339 20466	15889 21043	17094 22323	18079 23388
195	35100	12903 17863	15543 20688	16106 21280	17338 22588	18348 23679
200	36000	13048 18021	15745 20908	16320 21511	17578 22848	18612 23963
205	36900	13188 18177	15940 21121	16530 21740	17813 23103	18873 24244
210	37800	13780 18934	16736 22090	17350 22735	18702 24170	19840 25394

RÉGION 18 REGION 18

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	6680 11517	7572 12466	7764 12672	8130 13059	8359 13308
10	1800	6859 11640	7783 12631	7983 12848	8372 13259	8621 13532
15	2700	7036 11764	7994 12796	8202 13022	8612 13460	8880 13757
20	3600	7214 11887	8205 12962	8421 13197	8853 13660	9140 13982
25	4500	7392 12011	8416 13128	8639 13371	9094 13862	9401 14206
30	5400	7569 12134	8627 13293	8859 13546	9333 14063	9661 14431
35	6300	7748 12258	8839 13459	9077 13720	9575 14263	9921 14657
40	7200	7926 12419	9050 13663	9297 13932	9815 14502	10183 14920
45	8100	7987 12747	9103 14080	9351 14363	9866 14970	10232 15422
50	9000	8048 13002	9155 14406	9404 14703	9917 15345	10280 15829
55	9900	8203 13248	9335 14715	9589 15028	10120 15704	10497 16217
60	10800	8427 13361	9625 14851	9891 15168	10448 15845	10848 16357
65	11700	8590 13474	9827 14988	10101 15308	10679 15986	11099 16497
70	12600	8745 13696	10020 15262	10305 15594	10903 16299	11341 16831
75	13500	8902 13916	10211 15528	10503 15871	11124 16602	11578 17157
80	14400	9056 14132	10399 15791	10701 16146	11340 16900	11814 17478
85	15300	9217 14360	10593 16063	10902 16427	11562 17207	12053 17809
90	16200	9372 14583	10784 16332	11102 16707	11779 17510	12289 18133
95	17100	9529 14805	10970 16596	11297 16980	11994 17808	12521 18452
100	18000	9804 15247	11333 17170	11669 17562	12401 18427	12951 19106
105	18900	9969 15292	11530 17218	11873 17614	12624 18482	13193 19162
110	19800	10131 15338	11723 17266	12075 17667	12845 18538	13431 19218
115	20700	10293 15455	11916 17419	12278 17829	13064 18721	13667 19422
120	21600	10456 15562	12109 17564	12477 17982	13284 18887	13902 19616
125	22500	10614 15659	12301 17699	12676 18125	13502 19061	14138 19799
130	23400	10758 15720	12497 17793	12887 18229	13738 19186	14397 19944
135	24300	10898 15768	12689 17878	13091 18322	13969 19298	14652 20075
140	25200	11227 15961	13153 18105	13568 18559	14483 19554	15200 20350
145	26100	11383 16153	13367 18331	13794 18793	14735 19809	15474 20623
150	27000	11533 16342	13573 18557	14012 19026	14981 20062	15744 20895
155	27900	11680 16532	13776 18781	14228 19259	15222 20315	16008 21168
160	28800	11823 16688	13971 18996	14438 19486	15457 20571	16266 21446
165	29700	11960 16838	14165 19202	14642 19706	15689 20820	16519 21718
170	30600	12390 17382	14735 19895	15230 20416	16325 21582	17208 22535
175	31500	12550 17561	14953 20138	15463 20674	16585 21866	17491 22846
180	32400	12707 17739	15168 20376	15691 20928	16839 22147	17770 23152
185	33300	12861 17911	15380 20609	15916 21174	17090 22421	18045 23454
190	34200	13011 18079	15588 20838	16135 21415	17338 22692	18316 23748
195	35100	13158 18242	15791 21061	16352 21651	17580 22955	18583 24039
200	36000	13301 18399	15992 21278	16565 21881	17821 23214	18846 24322
205	36900	13441 18552	16186 21489	16775 22108	18054 23467	19105 24600
210	37800	14041 19322	16990 22472	17601 23115	18949 24547	20080 25763

RÉGION 19 — REGION 19

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	7613 13022	8504 13970	8696 14177	9063 14563	9291 14812
10	1800	7799 13145	8723 14136	8924 14352	9312 14764	9561 15037
15	2700	7986 13269	8944 14301	9152 14527	9562 14965	9830 15262
20	3600	8173 13392	9164 14467	9381 14702	9812 15165	10100 15486
25	4500	8359 13516	9383 14633	9606 14875	10061 15367	10368 15711
30	5400	8546 13638	9603 14798	9835 15051	10310 15567	10638 15936
35	6300	8733 13762	9824 14964	10062 15225	10560 15768	10906 16162
40	7200	8921 13930	10044 15174	10291 15443	10810 16012	11177 16431
45	8100	8991 14274	10106 15607	10354 15890	10870 16497	11235 16949
50	9000	9060 14539	10167 15943	10416 16240	10929 16882	11292 17366
55	9900	9224 14796	10356 16262	10610 16575	11142 17251	11519 17765
60	10800	9461 14923	10659 16413	10924 16729	11481 17406	11881 17919
65	11700	9629 15050	10865 16564	11139 16884	11717 17562	12137 18073
70	12600	9792 15283	11067 16848	11352 17180	11950 17886	12388 18418
75	13500	9955 15514	11264 17127	11556 17469	12177 18200	12632 18755
80	14400	10116 15743	11459 17402	11760 17757	12399 18510	12873 19089
85	15300	10284 15982	11660 17685	11969 18049	12628 18830	13120 19431
90	16200	10445 16215	11857 17963	12175 18338	12852 19141	13362 19765
95	17100	10609 16448	12051 18240	12377 18623	13075 19451	13602 20095
100	18000	10900 16922	12429 18844	12765 19237	13497 20102	14047 20781
105	18900	11072 16970	12634 18895	12977 19292	13728 20160	14297 20839
110	19800	11243 17018	12835 18946	13187 19347	13957 20218	14543 20898
115	20700	11412 17136	13036 19101	13397 19510	14183 20403	14786 21103
120	21600	11583 17243	13235 19245	13604 19663	14410 20578	15029 21297
125	22500	11748 17340	13435 19380	13810 19806	14636 20742	15272 21480
130	23400	11893 17395	13632 19469	14022 19905	14873 20861	15532 21619
135	24300	12033 17439	13824 19550	14226 19994	15104 20970	15787 21747
140	25200	12380 17642	14306 19786	14721 20240	15636 21235	16353 22031
145	26100	12538 17844	14522 20021	14949 20483	15890 21500	16629 22314
150	27000	12691 18043	14732 20258	15170 20727	16140 21763	16902 22596
155	27900	12839 18242	14935 20491	15387 20968	16381 22025	17168 22877
160	28800	12983 18398	15132 20706	15598 21196	16617 22281	17426 23157
165	29700	13120 18549	15325 20914	15803 21418	16849 22532	17679 23430
170	30600	13579 19132	15923 21646	16419 22167	17514 23332	18397 24285
175	31500	13740 19316	16144 21892	16654 22429	17775 23621	18682 24600
180	32400	13900 19496	16361 22134	16884 22685	18032 23904	18963 24910
185	33300	14055 19672	16574 22370	17110 22935	18284 24181	19239 25215
190	34200	14208 19842	16785 22601	17332 23178	18535 24454	19513 25511
195	35100	14356 20006	16989 22825	17550 23415	18778 24719	19781 25803
200	36000	14499 20165	17190 23044	17763 23647	19019 24981	20045 26088
205	36900	14640 20320	17385 23256	17974 23875	19253 25235	20304 26368
210	37800	15283 21150	18232 24300	18843 24943	20192 26375	21322 27591

RÉGION 20 — REGION 20

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	7257 12466	8140 13406	8332 13613	8695 13995	8925 14245
10	1800	7441 12591	8358 13573	8560 13791	8944 14198	9193 14472
15	2700	7626 12715	8577 13741	8785 13966	9192 14402	9462 14700
20	3600	7811 12839	8796 13908	9012 14143	9441 14604	9729 14927
25	4500	7996 12964	9014 14076	9239 14320	9689 14807	9998 15154
30	5400	8181 13089	9233 14243	9466 14496	9938 15011	10267 15381
35	6300	8365 13214	9452 14410	9692 14673	10187 15213	10535 15608
40	7200	8552 13381	9672 14621	9918 14891	10435 15458	10805 15879
45	8100	8619 13720	9730 15051	9977 15334	10491 15939	10859 16394
50	9000	8685 13984	9787 15385	10036 15682	10547 16323	10912 16809
55	9900	8845 14238	9973 15703	10228 16017	10756 16691	11136 17207
60	10800	9079 14358	10274 15847	10540 16164	11094 16839	11496 17354
65	11700	9246 14479	10479 15991	10754 16312	11330 16988	11752 17501
70	12600	9408 14710	10679 16273	10964 16607	11562 17310	12002 17846
75	13500	9569 14938	10876 16549	11168 16892	11787 17622	12245 18181
80	14400	9729 15163	11069 16820	11372 17177	12010 17930	12487 18510
85	15300	9894 15400	11269 17102	11578 17468	12237 18247	12731 18852
90	16200	10056 15631	11465 17380	11784 17754	12460 18557	12975 19185
95	17100	10218 15860	11658 17652	11985 18037	12682 18864	13213 19513
100	18000	10504 16323	12032 18247	12369 18641	13100 19506	13653 20188
105	18900	10673 16371	12234 18297	12579 18695	13329 19562	13902 20246
110	19800	10843 16419	12435 18347	12789 18749	13558 19619	14148 20304
115	20700	11010 16536	12634 18501	12996 18912	13782 19804	14390 20510
120	21600	11179 16645	12833 18647	13202 19067	14008 19980	14632 20705
125	22500	11342 16742	13029 18782	13406 19211	14233 20146	14874 20890
130	23400	11489 16800	13229 18876	13620 19313	14472 20269	15136 21033
135	24300	11630 16847	13422 18960	13825 19405	14704 20382	15391 21164
140	25200	11970 17047	13899 19193	14315 19649	15231 20645	15953 21446
145	26100	12130 17247	14115 19428	14545 19891	15486 20909	16231 21728
150	27000	12282 17444	14324 19661	14765 20132	15735 21169	16504 22007
155	27900	12431 17640	14530 19892	14984 20371	15978 21428	16771 22287
160	28800	12575 17797	14727 20109	15195 20601	16216 21687	17031 22569
165	29700	12713 17948	14922 20316	15400 20823	16449 21938	17286 22843
170	30600	13162 18518	15511 21036	16008 21559	17105 22725	17994 23686
175	31500	13323 18702	15731 21282	16244 21822	17367 23015	18279 24001
180	32400	13483 18882	15951 21525	16475 22077	17624 23299	18563 24312
185	33300	13641 19056	16164 21760	16701 22326	17878 23576	18841 24615
190	34200	13792 19228	16375 21992	16924 22570	18129 23850	19114 24914
195	35100	13940 19391	16580 22217	17142 22809	18374 24116	19384 25207
200	36000	14086 19551	16782 22437	17358 23041	18615 24378	19650 25493
205	36900	14226 19706	16979 22651	17569 23270	18852 24633	19911 25774
210	37800	14854 20517	17810 23673	18424 24318	19776 25753	20914 26978

RÉGION 21 — REGION 21

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	7622. 13048	8509 13994	8701 14201	9068 14587	9299 14838
10	1800	7814 13179	8737 14169	8939 14387	9327 14789	9579 15075
15	2700	8008 13309	8967 14344	9176 14571	9588 15011	9861 15312
20	3600	8201 13439	9195 14519	9413 14756	9847 15223	10141 15550
25	4500	8394 13569	9424 14694	9650 14939	10107 15435	10421 15788
30	5400	8586 13699	9653 14869	9886 15124	10367 15647	10702 16025
35	6300	8779 13830	9881 15044	10122 15308	10626 15859	10982 16262
40	7200	8972 14004	10110 15264	10359 15536	10885 16114	11263 16545
45	8100	9041 14353	10169 15707	10419 15993	10943 16611	11318 17076
50	9000	9109 14628	10228 16053	10479 16355	11000 17009	11373 17507
55	9900	9279 14890	10424 16383	10682 16700	11220 17388	11609 17919
60	10800	9518 15013	10734 16527	11002 16848	11568 17536	11978 18064
65	11700	9693 15136	10947 16672	11226 16996	11811 17685	12244 18210
70	12600	9861 15375	11154 16964	11442 17301	12051 18019	12502 18566
75	13500	10028 15612	11359 17250	11654 17598	12286 18341	12755 18915
80	14400	10193 15846	11559 17532	11865 17892	12516 18661	13005 19256
85	15300	10365 16090	11766 17823	12080 18192	12752 18988	13260 19609
90	16200	10533 16330	11971 18109	12292 18489	12984 19308	13512 19953
95	17100	10700 16566	12171 18393	12501 18781	13214 19628	13759 20292
100	18000	10996 17046	12556 19006	12896 19404	13644 20288	14213 20988
105	18900	11172 17093	12766 19055	13115 19457	13882 20343	14472 21045
110	19800	11347 17140	12974 19104	13332 19510	14119 20398	14726 21102
115	20700	11521 17263	13181 19264	13547 19679	14352 20590	14978 21314
120	21600	11696 17374	13388 19416	13761 19840	14587 20773	15229 21517
125	22500	11866 17475	13593 19556	13974 19989	14822 20944	15482 21708
130	23400	12016 17535	13797 19654	14193 20095	15065 21072	15750 21857
135	24300	12160 17583	13995 19739	14404 20190	15304 21188	16013 21992
140	25200	12511 17790	14484 19981	14905 20442	15843 21461	16587 22285
145	26100	12676 17997	14705 20225	15140 20693	16105 21734	16872 22577
150	27000	12831 18202	14922 20467	15368 20943	16361 22005	17153 22868
155	27900	12984 18404	15132 20706	15590 21192	16610 22274	17427 23158
160	28800	13131 18565	15334 20928	15807 21426	16854 22537	17694 23445
165	29700	13273 18721	15533 21143	16019 21654	17093 22795	17955 23727
170	30600	13737 19309	16139 21881	16643 22411	17766 23604	18682 24592
175	31500	13903 19497	16365 22134	16884 22680	18035 23901	18975 24915
180	32400	14067 19683	16589 22383	17120 22941	18298 24192	19264 25234
185	33300	14228 19863	16809 22625	17353 23198	18559 24477	19550 25546
190	34200	14384 20037	17026 22862	17582 23448	18816 24757	19831 25852
195	35100	14536 20205	17236 23093	17806 23692	19067 25030	20109 26153
200	36000	14684 20369	17443 23318	18025 23929	19315 25299	20381 26446
205	36900	14829 20529	17644 23538	18243 24166	19556 25561	20648 26734
210	37800	15477 21365	18498 24589	19119 25242	20503 26711	21675 27968

RÉGION 22 — REGION 22

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	8535 14527	9422 15471	9614 15678	9879 16062	10209 16312
10	1800	8734 14653	9654 15640	9854 15857	10241 16268	10492 16542
15	2700	8932 14779	9886 15809	10095 16035	10504 16472	10774 16772
20	3600	9130 14905	10118 15978	10335 16214	10767 16678	11057 17002
25	4500	9328 15031	10351 16148	10576 16392	11029 16883	11340 17232
30	5400	9526 15157	10583 16317	10816 16570	11292 17088	11622 17460
35	6300	9724 15283	10816 16486	11057 16749	11555 17293	11905 17690
40	7200	9923 15457	11049 16703	11296 16974	11817 17545	12188 17969
45	8100	10001 15820	11119 17158	11367 17443	11885 18052	12254 18509
50	9000	10079 16100	11188 17508	11437 17807	11952 18453	12319 18942
55	9900	10254 16367	11388 17842	11643 18156	12177 18835	12558 19356
60	10800	10503 16507	11704 18004	11971 18321	12530 19002	12934 19520
65	11700	10682 16647	11921 18166	12197 18487	12777 19169	13202 19684
70	12600	10853 16896	12131 18466	12416 18800	13018 19510	13461 20048
75	13500	11025 17140	12340 18759	12633 19104	13256 19838	13717 20400
80	14400	11195 17382	12543 19048	12847 19405	13489 20163	13969 20748
85	15300	11369 17635	12752 19346	13063 19713	13727 20497	14224 21106
90	16200	11542 17881	12960 19639	13279 20015	13961 20824	14480 21456
95	17100	11713 18126	13163 19928	13491 20313	14194 21148	14728 21800
100	18000	12021 18633	13560 20566	13897 20962	14634 21833	15191 22520
105	18900	12203 18684	13773 20619	14119 21019	14875 21892	15452 22580
110	19800	12385 18735	13986 20672	14341 21076	15116 21952	15710 22641
115	20700	12562 18855	14197 20831	14559 21243	15353 22140	15964 22850
120	21600	12742 18965	14406 20979	14777 21399	15589 22320	16217 23049
125	22500	12916 19063	14615 21114	14993 21544	15826 22486	16472 23233
130	23400	13065 19115	14817 21203	15209 21640	16068 22603	16737 23372
135	24300	13207 19155	15012 21280	15416 21728	16301 22710	16994 23498
140	25200	13572 19369	15515 21528	15932 21985	16855 22989	17582 23795
145	26100	13735 19584	15733 21777	16164 22242	17113 23266	17864 24091
150	27000	13892 19795	15947 22025	16389 22497	17367 23542	18141 24386
155	27900	14044 20002	16155 22268	16611 22750	17613 23815	18412 24679
160	28800	14190 20163	16356 22488	16824 22982	17854 24075	18675 24965
165	29700	14328 20317	16551 22701	17032 23208	18088 24331	18932 25242
170	30600	14816 20941	17179 23474	17679 23998	18783 25173	19679 26140
175	31500	14982 21130	17406 23727	17919 24268	19051 25470	19971 26462
180	32400	15146 21316	17630 23975	18155 24528	19314 25759	20259 26778
185	33300	15306 21496	17846 24215	18386 24783	19570 26041	20540 27088
190	34200	15461 21670	18061 24451	18611 25031	19826 26320	20819 27391
195	35100	15612 21837	18268 24679	18833 25273	20073 26589	21091 27688
200	36000	15759 22000	18473 24903	19050 25509	20318 26855	21359 27978
205	36900	15902 22157	18672 25118	19263 25741	20556 27113	21624 28262
210	37800	16590 23052	19564 26227	20179 26874	21541 28318	22687 29551

RÉGION 23 — REGION 23

Milles par jour *Miles per days*	Milles par année *Miles per year*	Rangées de banquettes *Rows of seats* 4-5	6-7	8-9	10-11	12 et plus/*and over*
5	900	10003 16899	10890 17843	11082 18049	11447 18434	11677 18684
10	1800	10217 17025	11136 18012	11337 18229	11723 18640	11974 18914
15	2700	10429 17151	11382 18181	11591 18406	12000 18844	12270 19144
20	3600	10640 17277	11628 18350	11845 18586	12277 19050	12566 19374
25	4500	10852 17403	11874 18520	12099 18763	12553 19255	12864 19603
30	5400	11064 17529	12121 18689	12354 18942	12830 19460	13161 19832
35	6300	11276 17655	12368 18858	12608 19120	13107 19665	13457 20062
40	7200	11489 17837	12616 19084	12863 19355	13383 19926	13755 20349
45	8100	11582 18226	12700 19564	12948 19848	13465 20457	13835 20915
50	9000	11674 18522	12783 19930	13032 20229	13547 20875	13914 21364
55	9900	11863 18807	12997 20281	13252 20595	13785 21274	14167 21795
60	10800	12130 18968	13331 20465	13598 20783	14156 21463	14560 21981
65	11700	12319 19130	13558 20649	13834 20971	14414 21652	14839 22168
70	12600	12501 19397	13779 20967	14065 21301	14666 22011	15110 22549
75	13500	12684 19660	13999 21279	14292 21624	14915 22358	15376 22920
80	14400	12865 19920	14213 21586	14516 21943	15159 22701	15639 23286
85	15300	13050 20190	14433 21902	14744 22268	15408 23053	15905 23662
90	16200	13232 20454	14651 22212	14970 22588	15651 23396	16170 24028
95	17100	13414 20716	14864 22518	15192 22904	15895 23738	16429 24390
100	18000	13749 21272	15287 23205	15624 23601	16361 24471	16919 25159
105	18900	13942 21327	15512 23262	15858 23662	16614 24535	17191 25223
110	19800	14135 21382	15736 23319	16091 23723	16866 24599	17460 25288
115	20700	14325 21504	15960 23480	16322 23892	17116 24789	17727 25499
120	21600	14517 21614	16182 23628	16552 24048	17365 24969	17993 25698
125	22500	14702 21712	16401 23764	16779 24193	17612 25135	18258 25882
130	23400	14853 21758	16605 23845	16997 24283	17856 25246	18525 26015
135	24300	14996 21789	16801 23914	17205 24361	18090 25344	18783 26131
140	25200	15389 22018	17331 24177	17748 24634	18671 25638	19399 26444
145	26100	15556 22248	17554 24442	17984 24907	18934 25931	19684 26756
150	27000	15715 22474	17771 24704	18213 25177	19191 26222	19965 27066
155	27900	15869 22697	17980 24963	18436 25445	19438 26509	20237 27373
160	28800	16017 22860	18183 25184	18651 25679	19681 26772	20502 27661
165	29700	16156 23014	18379 25397	18860 25905	19916 27027	20760 27938
170	30600	16687 23701	19050 26233	19550 26757	20655 27932	21550 28899
175	31500	16858 23896	19281 26493	19795 27033	20927 28236	21846 29228
180	32400	17025 24087	19508 26746	20033 27299	21192 28530	22137 29549
185	33300	17187 24271	19727 26990	20267 27558	21452 28816	22422 29863
190	34200	17345 24448	19945 27230	20495 27809	21710 29099	22703 30170
195	35100	17498 24618	20154 27461	20719 28055	21959 29371	22977 30470
200	36000	17647 24783	20361 27686	20938 28292	22205 29638	23247 30762
205	36900	17790 24942	20560 27903	21151 28525	22444 29898	23512 31046
210	37800	18546 25933	21520 29108	22135 29755	23497 31200	24644 32432

11H.26 Ledit règlement est modifié en ajoutant les annexes suivantes:

ANNEXE « L »

Pour les fins du paragraphe 2) de l'article 11.286.8, les renseignements suivants doivent être fournis:

Formule de renseignements

I — Commission(s) scolaire(s), établissement(s) d'enseignement:
1. Nom:.....
2. Région no:.....
II — Entrepreneur:
1. Nom:.....
2. Adresse:.....
3. No de téléphone:.....
III — Description du service effectué au cours de l'année scolaire 1974-1975:
1. Nombre de véhicules sous contrat:

	NOM DE(S) C.S.					
a) autobus b) mini-bus c) automobile(s)						
TOTAL						

2. Topographie du milieu où le service s'est effectué et nombre de véhicules impliqués:

	NOMBRE D'AUTOBUS
A) Ville — terrain plat:	_____
B) Ville — montagneux:	_____
C) Campagne — plat:	_____
D) Campagne — montagneux:	_____

3. Situation de l'opération durant l'année scolaire 1974-1975:

11H.26 The said Regulation is amended by adding the following Schedules:

SCHEDULE "L"

For the purposes of subsection (2) of section 11.286.8, the following information must be furnished:

Information form

I — School board(s), educational establishment(s):
1. Name:.....
2. Region No.:.....
II — Contractor:
1. Name:.....
2. Address:.....
3. Telephone No.:.....
III — Discription of service effected during the 1974-1975 school year:
1. Number of vehicles under contract:

	NAME(S) OF S.B.					
(a) bus(es) (b) minibus(es) (c) automobile(s)						
TOTAL						

2. Topography of the vicinity in which the service was effected and number of vehicles involved:

	NUMBER OF BUSES
(A) City — flat land:	_____
(B) City — mountainous:	_____
(C) Country — flat:	_____
(D) Country — mountainous:	_____

3. Condition of operation during the 1974-1975 school year:

3. Situation de l'opération durant l'année scolaire 1974-1975

NOM DE LA C.S.	Nombre de véhicules impliqués	Contrat de base				AUTRES REVENUS							
		Matin & midi & soir		Matin & soir		Ajustements		Act. spéc. & inter-écoles		Dîner		Autres	
		Millage	Revenu	Millage	Revenu	Millage	Revenu	Millage	Revenu	Millage	Revenu	Millage	Revenu
			$		$		$		$		$		$

4. Flotte des véhicules possédés.

Année du modèle modèle	Marque	Date d'acquisition	Capacité (rangées de banquettes)	Immatriculations		Odomètre			Nom de la C.S. où le service est effectué
				1974	1975	01-09-74	30-06-74	01-09-75	

3. Condition of operation during the 1974-1975 school year

NAME OF S.B.	Number of vehicles involved	Basic contract				OTHER REVENUES							
		Morning & noon & evening		Morning & evening		Adjustments		Spec. Act. & inter-school		Lunch		Others	
		Mileage	Revenue	Mileage	Revenue	Mileage	Revenue	Mileage	Revenue	Mileage	Revenue	Mileage	Revenue
			$		$		$		$		$		$

4. Float of vehicles owned

Year of model model	Make	Date of purchase	Capacity (rows of seats)	Registrations		Odometer			Name of S.B. where service is effected
				1974	1975	01-09-74	30-06-74	01-09-75	

Je certifie que les renseignements fournis avec la présente à la Commission des transports du Québec et au ministère des Transports sont vrais, exacts et complets sous tous les rapports, sachant que cette déclaration a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment aux termes de la loi sur la preuve du Canada.

I certify that the information provided herewith to the Québec Transport Commission and to the Department of Transport is true, exact and complete in all respects, knowing that this declaration has the same force and effect as if it were made under oath within the meaning of the Canada Evidence Act.

....

Signature Date

Signature Date

ANNEXE « M »

Pourcentage maximum des éléments de coûts d'opération suivants: amortissement, financement, frais d'administration moyens et rendement d'opération moyen, sur le prix du contrat soumissionné ou fixé par la Commission, selon le cas, pour l'année scolaire 1974-1975.

Région	1	: 33.5%
Région	2	: 31.5%
Région	3	: 36.0%
Région	4	: 36.0%
Région	5	: 33.0%
Région	6	: 35.5%
Région	7	: 34.0%
Région	8	: 39.0%
Région	9	: 38.0%
Régions	10 et 11	: 37.5%
Région	12	: 33.0%
Région	13	: 38.0%
Région	14	: 37.0%
Région	15	: 32.0%
Région	16	: 39.5%
Région	17	: 39.0%
Région	18	: 37.0%
Région	19	: 32.0%
Région	20	: 35.0%
Région	21	: 34.5%
Région	22	: 31.0%
Région	23	: 31.0%

SCHEDULE "M"

Maximum percentage of the following operating cost factors: depreciation, financing, average administration costs and average operation yield, on the price of the contract tendered or fixed by the Commission, as the case may be, for the 1974-1975 school year.

Region	1	: 33.5%
Region	2	: 31.5%
Region	3	: 36.0%
Region	4	: 36.0%
Region	5	: 33.0%
Region	6	: 35.5%
Region	7	: 34.0%
Region	8	: 39.0%
Region	9	: 38.0%
Regions	10 et 11	: 37.5%
Region	12	: 33.0%
Region	13	: 38.0%
Region	14	: 37.0%
Region	15	: 32.0%
Region	16	: 39.5%
Region	17	: 39.0%
Region	18	: 37.0%
Region	19	: 32.0%
Region	20	: 35.0%
Region	21	: 34.5%
Region	22	: 31.0%
Region	23	: 31.0%

ANNEXE « N »

Pourcentage maximum des éléments de coûts d'opération suivants: pneus, essence, frais d'entretien et frais d'assurances, sur le prix du contrat soumissionné ou fixé par la Commission, selon le cas, pour l'année scolaire 1974-1975.

Milles de parcours / Année	Régions 8,9,16,17	3,4,10,11 13,14,18	1,5,6,7,12 19,20,21	2,16,22	23
0 à 7,200	29.5	28.0	27.0	26.0	25.0
7,201 à 9,900	31.5	30.0	29.0	28.0	27.0
9,001 à 12,600	33.5	32.0	31.0	30.0	29.0
12,601 à 15,300	35.5	34.0	33.0	32.0	31.0
15,301 à 18,000	37.5	36.0	35.0	34.0	33.0
18,001 à 20,700	39.5	38.0	37.0	36.0	35.0
20,701 à 23,400	41.5	40.0	39.0	38.0	37.0
23,401 et plus	44.0	42.5	41.5	40.0	39.0

838-o

SCHEDULE "N

Maximum percentage of the following operating cost factors: tires, fuel, maintenance and insurance costs, on the price of the contract tendered or fixed by the Commission as the case may be, for the 1974-1975 school year.

Route miles / YEAR	Regions 8,9,16,17	3,4,10,11 13,14,18	1,5,6,7,12 19,20,21	2,16,22	23
0 à 7,200	29.5	28.0	27.0	26.0	25.0
7,201 à 9,900	31.5	30.0	29.0	28.0	27.0
9,001 à 12,600	33.5	32.0	31.0	30.0	29.0
12,601 à 15,300	35.5	34.0	33.0	32.0	31.0
15,301 à 18,000	37.5	36.0	35.0	34.0	33.0
18,001 à 20,700	39.5	38.0	37.0	36.0	35.0
20,701 à 23,400	41.5	40.0	39.0	38.0	37.0
23,401 et plus	44.0	42.5	41.5	40.0	39.0

838-o

DÉCISION du 13 août 1975
Règ. 75-453, 27 août 1975

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES

Plan conjoint des producteurs de lait du Québec — Règlement de pool

Prenez avis que, conformément aux articles 71 et 72 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé lors d'une séance tenue le 13 août 1975 le règlement ci-après, modifiant le règlement de pool de la Fédération des producturs de lait du Québec tel que publié dans la *Gazette Officielle* le 23 octobre 1974.

Montréal, le 13 août 1975.

Régie des marchés agricoles du Québec,
Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

Fédération des producteurs de lait du Québec
Règlement modifiant le règlement de pool

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, la Fédération des producteurs de lait du Québec modifie son règlement de pool ainsi qu'il suit:

1- L'article 3 dudit règlement est modifié en remplaçant « 6 mois » par « quatre (4) mois » à la fin dudit article.

2- L'article 5 dudit règlement est modifié en remplaçant « un (1) an » par « quatre (4) mois ».

3- Le paragraphe *a* de l'article 11 dudit règlement est modifié en remplaçant « 80% » par « 85% ».

4- L'article 32 dudit règlement est remplacé par le suivant:

32. La retenue de contribution est effectuée sur le paiement de la quantité de livres de matière grasse mise en marché par le producteur en excédent d'UN POURCENTAGE DES VENTES EN CLASSE I, ÉTABLI AU 1er AVRIL DE CHAQUE ANNÉE PAR LA COMMISSION selon les modalités et le quantum qu'elle détermine en vertu du plan global provisoire de commercialisation du lait. »

DÉCISION, 13 August 1975
Reg. 75-453, 27 August 1975

FARM PRODUCTS MARKETING ACT
(1974, ch. 36)

Québec Milk Producers' Joint Plan — Pool By-law

Notice is hereby given that in accordance with sections 71 and 72 of the Farm Products Marketing Act, the Québec Agricultural Marketing Board approved, at a sitting held on 13 August 1975, the following By-law amending the Pool By-law of the *Fédération des producteurs de lait du Québec*, as published in the *Official Gazette* of 23 October 1974.

Montréal, 13 August 1975.

Québec Agricultural Marketing Board,
GILLES LE BLANC, Advocate,
Secretary.

Fédération des producteurs de lait du Québec
By-law amending the Pool By-law

Pursuant to the powers conferred upon it, the *Fédération des producteurs de lait du Québec* amends its pool by-law as follows:

1- Section 3 of the said By-law is amended by replacing "6 months" by "four (4) months" at the end of the said section.

2- Section 5 of the said By-law is amended by replacing "one (1) year" by "four (4) months".

3- Subparagraph *a* of section 11 of the said By-law is amended by replacing "80%" by "85%".

4- Section 32 of the said By-law is replaced by the following:

32. The withholding of contributions shall be made on the payment of the number of pounds of fatty content marketed by the producer in excess OF A PERCENTAGE OF CLASS I SALES ESTABLISHED ON 1 APRIL EACH YEAR BY THE COMMISSION, in accordance with the terms and proportions fixed by it under the "Interim comprehensive milk marketing plan."

5- Le sous-paragraphe *ii* du paragraphe *a* de l'article 36 dudit règlement est modifié en remplaçant les mots « suspendu » et « suspension » respectivement par les mot « pénalisé » et « pénalité ».

6- L'article 42 dudit règlement est remplacé par le suivant:

42. Nonobstant les dispositions des articles précédents, les dispositions temporaires suivantes prévalent pour l'année 1975-1976:

JUSQU'À CONCURRENCE DE LA RÉSERVE DE QUOTA:

a) sur demande d'un producteur, la Fédération lui émet un quota de lait de transformation additionnel pour couvrir au cours de l'année ses livraisons excédant LE POURCENTAGE DES VENTES EN CLASSE 1 ÉTABLI PAR LA COMMISSION AU 1er AVRIL DE CHAQUE ANNÉE.

b) Le 28 février et le 31 mars 1976, la Fédération revise le quota de lait de transformation de chaque producteur à un maximum de 117.6% de la partie de son quota de lait de transformation remplie à ces dates.

c) TOUT PRODUCTEUR S'ÉTANT, AU COURS DE L'ANNÉE, PRÉVALU DES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE *A* DU PRÉSENT ARTICLE NE PEUT DISPOSER DE QUOTA DE LAIT DE TRANSFORMATION POUR LE RESTE DE L'ANNÉE.

d) TOUT PRODUCTEUR QUI, AU COURS DE L'ANNÉE, A DISPOSÉ DE QUOTA DE LAIT DE TRANSFORMATION, NE PEUT EN AUCUN CAS SE PRÉVALOIR DES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE *A* DU PRÉSENT ARTICLE.

7- Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication dans la *Gatette Officielle du Québec*.

840-o

5- Subparagraph *ii* of paragraph *a* of section 36 of the said By-law is amended by replacing the words "suspended" and "suspension" respectively by the words "penalized" and "the penalty".

6- Section 42 of the said By-law is replaced by the following:

42. Notwithstanding the provisions of the preceding sections, the following temporary provisions shall prevail for the 1975-1976 year:

UP TO THE AMOUNT OF THE QUOTA RESERVE:

(a) at the request of a producer, the *Fédération* shall issue him an additional industrial milk quota to cover his deliveries during the year which exceed THE PERCENTAGE OF CLASS 1 SALES ESTABLISHED BY THE COMMISSION ON 1 APRIL EACH YEAR.

(b) On 28 February and 31 March 1976, the *Fédération* will modify each producer's industrial milk quota up to a maximum of 117.6% of the part of his industrial milk quota filled on such dates.

(c) NO PRODUCER WHO HAS, IN THAT YEAR, AVAILED HIMSELF OF THE PROVISIONS OF PARAGRAPH *A* OF THIS SECTION MAY DISPOSE OF AN INDUSTRIAL MILK QUOTA DURING THE REMAINDER OF THAT YEAR.

(d) NO PRODUCER WHO, IN THAT YEAR, DISPOSED OF AN INDUSTRIAL MILK QUOTA MAY UNDER ANY CIRCUMSTANCES AVAIL HIMSELF OF THE PROVISIONS OF PARAGRAPH *A* OF THIS SECTION.

7- This By-law shall come into force immediately upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

840-o

A.C. 3952-75, du 27 août 1975
Règ. 75-454, 28 août 1975

LOI CONCERNANT LA GARANTIE DE CERTAINS PRÊTS AUX ÉDITEURS ET LIBRAIRES
(1975, P.L. 46)

Éditeurs et libraires, garantie de prêts

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement en vertu de la Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la loi de l'aide du développement industriel du Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la recommandation du ministre des Affaires culturelles:

QU'en vertu des pouvoirs réglementaires prévus à l'article 26 de la Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la loi de l'aide au développement industriel du Québec (projet de loi no 46, sanctionné le 27 juin 1975) le règlement dont le texte est annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE ledit règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et prenne effet à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlements en vertu de la loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec

I. INTERPRÉTATION

1.01 Dans les présents règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « Loi »: la Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1975, P.L. 46)

b) « entreprise affiliée »: une entreprise dont le contrôle est détenu directement ou indirectement par les mêmes personnes qui contrôlent directement ou indirectement l'entreprise de l'emprunteur et ce même si c'est par une participation au capital qui n'atteint pas 50%; ceci comprend toute compagnie dont une majorité des administrateurs de l'emprunteur sont administrateurs;

O.C. 3952-75, 27 August 1975
Reg. 75-454, 28 August 1975

ACT RESPECTING THE GUARANTEE OF CERTAIN LOANS TO PUBLISHERS AND BOOKSELLERS
(1975, Bill 46)

Publishers and booksellers — loan guarantee

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation under the Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT, pursuant to the regulatory powers provided for in section 26 of the Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act (Bill No. 46, assented to on 27 June 1975), the Regulation annexed to this Order in Council be enacted;

THAT the said Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and take effect from the date of its publication.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation under the act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act

I. INTERPRETATION

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

(a) "Act": the Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act (1975, Bill 46);

(b) "affiliated business": a business which is controlled directly or indirectly by the same persons who directly or indirectly control the business of the borrower, even by participation in the capital of less than 50%; this includes any company of which a majority of the borrower's directors are directors;

1.02 Aux fins des présents règlements, le prix coûtant d'un livre pour un éditeur, comprend les frais fixes d'édition et de fabrication et les frais de tirage.

II. RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR UN ÉDITEUR

2.01 Un éditeur qui fait une demande de garantie en vertu de la Loi doit remplir en duplicata le formulaire de demande de garantie énoncé en annexe « A ».

2.02 Il doit fournir avec le formulaire les renseignements y exigés concernant la situation financière de son entreprise.

2.03 Il doit également fournir à l'appui de sa demande:

a) une liste des livres admissibles qui se trouvent en inventaire, montrant pour chacun, à la date des états financiers soumis avec le formulaire:

i) le titre et le numéro ISBN, le cas échéant, (Numéro Normalisé International du Livre);

ii) le(s) nom(s) et l'(les) adresse(s) de l'auteur (auteurs) et de(s) l'imprimeur(s);

iii) la nationalité de l'auteur;

iv) la date de première publication du livre;

v) la quantité en stock;

vi) le prix de catalogue et la remise de base au libraire;

vii) le prix coûtant unitaire (et le prix du marché s'il est inférieur au prix coûtant);

viii) les quantités vendues durant les 5 années précédentes;

ix) si l'auteur ne réside pas au Canada ou n'est pas citoyen canadien, indiquer si le livre en question est une première édition;

x) toute prévision de dépréciation du livre.

b) la liste des livres admissibles doit comprendre séparément les mêmes détails pour les livres mis « en consignation », chez des revendeurs et un état montrant que l'inventaire en consignation n'a pas été compris dans les ventes.

1.02 For the purposes of this Regulation, the cost price of a book to a publisher includes the fixed publication and manufacture costs and printing costs.

II. INFORMATION TO BE FURNISHED BY A PUBLISHER

2.01 A publisher who applies for a guarantee in virtue of the Act must complete, in duplicate, the application for guarantee form set forth in Schedule "A".

2.02 He must furnish together with the form the information required therein in respect of the financial situation of his business.

2.03 He must also furnish in support of his application:

(a) a list of the includible books which are in the inventory, showing for each of them, at the date of the financial statements submitted with the form:

(i) the title and the ISBN number, where applicable (International Standardized Book Number);

(ii) the name (s) and address (es) of the author(s) and of the printer (s);

(iii) the nationality of the author;

(iv) the date of first publication of the book;

(v) the quantity in stock;

(vi) the catalogue price and basic discount to the bookseller;

(vii) the unit cost price (and the market price if less than the cost price);

(viii) the quantities sold during the last 5 preceding years;

(ix) if the author does not reside in Canada or is not a Canadian citizen, indicate whether the book concerned is a first edition;

(x) any estimate of the book depreciation.

(b) the list of includible books must indicate separately the same details in respect of books on consignment with retailers and a statement showing that the inventory on consignment has not been included in the sales.

2.04 S'il y a eu changement dans les principes de dépréciation lors des deux dernières années les détails doivent être fournis.

2.05 Il doit soumettre un inventaire détaillé des livres non admissibles s'il y a lieu.

3.01 L'évaluation des inventaires de livres admissibles d'un éditeur doit être faite de la façon suivante:

a) chaque livre admissible est évalué au moindre de son prix coûtant dévalué ou du prix du marché au moment de la demande. L'éditeur doit fournir les détails du prix coûtant ou du prix du marché, le cas échéant;

b) si l'évaluation est faite au prix coûtant:

i) la valeur de chaque livre admissible est dépréciée de 10% à la fin de l'exercice financier qui suit l'année de sa publication;

ii) chaque livre admissible est ensuite déprécié de 33⅓% de la valeur établie en vertu du sous-paragraphe « *i* », à la fin du deuxième exercice financier qui suit l'année de sa publication;

iii) chaque livre admissible est ensuite déprécié d'un autre 33⅓% de la valeur établie en vertu du sous-paragraphe « 1 », à la fin du troisième exercice financier qui suit l'année de sa publication;

iv) chaque livre admissible est ensuite déprécié de 33⅓% de la valeur établie en vertu du sous-paragraphe « *i* », à la fin du quatrième exercice financier qui suit l'année de sa publication.

3.02 Tout livre admissible réédité ou réimprimé doit être évalué séparément selon les règles ci-dessus.

4.01 Les rapports périodiques soumis par l'éditeur en vertu de l'article 14 de la Loi doivent être faits en soumettant en duplicata un formulaire de rapport périodique énoncé en annexe « B » et se conformer aux exigences des articles 2.02, 2.03, 2.04, 2.05, 3.01, 3.02 et 3.03 des présents règlements.

III. RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR UN LIBRAIRE AGRÉÉ

5.01 Un libraire agréé qui fait une demande de garantie en vertu de la Loi doit remplir en duplicata le formulaire de demande de garantie énoncé en annexe « A ».

2.04 If there was a change in the depreciation principles in the course of the last two years, the details must be furnished.

2.05 He must submit a detailed inventory of non-includible books, where applicable.

3.01 The valuation of inventories of a publisher's includible books must be made in the following manner:

(a) every includible book is valued at the lesser of its devalued cost price or the market price at the time of the application. The publisher must furnish the details of the cost price or market price, where applicable;

(b) where the valuation is made at cost price:

(i) the value of every includible book shall be depreciated by 10% at the end of the fiscal year following the year of its publication;

(ii) every includible book is then depreciated by 33⅓% of the value established pursuant to subparagraph "*i*", at the end of the second fiscal year following the year of its publication;

(iii) every includible book is then depreciated by another 33⅓% of the value established pursuant to subparagraph "*i*", at the end of the third fiscal year following the year of its publication;

(iv) every includible book is then depreciated by 33⅓% of the value established pursuant to subparagraph "*i*" at the end of the fourth fiscal year following the year of its publication.

3.02 Every includible book republished or reprinted must be valued separately according to the abovementioned rules.

4.01 The periodic reports submitted by the publisher pursuant to section 14 of the Act must be made by submitting in duplicate a periodic report form set forth in Schedule "B" and must comply with the requirements of sections 2.02, 2.03, 2.04, 2.05, 3.01, 3.02 and 3.03 of this Regulation.

III. INFORMATION TO BE FURNISHED BY AN ACCREDITED BOOKSELLER

5.01 An accredited bookseller who applies for a guarantee pursuant to the Act must complete in duplicate the application for guarantee form set forth in Schedule "A".

5.02 Il doit fournir avec le formulaire, les renseignements y exigés concernant la situation financière de son entreprise.

6.01 Il doit également fournir à l'appui de sa demande:

a) le montant des livres admissibles qui se trouve compris dans l'inventaire à la date des états financiers vérifiés soumis avec le formulaire;

b) le montant des livres non admissibles, s'il y a lieu, qui se trouve compris dans ledit inventaire;

c) le montant des livres en consignation qui se trouve compris dans ledit inventaire;

d) une déclaration, s'il y a lieu, que le montant dudit inventaire ne comprend pas les livres qu'il y a en consignation à cette date.

6.02 L'inventaire doit être dévalué en proportion du taux de rotation des stocks pendant l'exercice financier applicable: on applique une dépréciation de 5% lorsque le taux de rotation est de 4, en augmentant en proportion de 5% pour chaque diminution d'une demi dans ledit taux de rotation, jusqu'à un maximum de 35% lorsque le taux de rotation est de 1 ou moins.

7.01 Les rapports périodiques soumis par le libraire agréé en vertu de l'article 14 de la Loi doivent être faits en soumettant en duplicata un formulaire de rapport périodique énoncé en annexe « B » et se conformer aux exigences des articles 5.02, 6.01 et 6.02 des présents règlements.

IV. RECEVABILITÉ DES DEMANDES

8.01 Le prêt qui fait l'objet de la garantie ne doit servir qu'aux opérations de librairie ou d'édition selon le cas, conduites au Québec.

8.02 La garantie ne peut être accordée lorsque l'entreprise requérante a fait cession de ses biens ou est sous le coup d'une ordonnance de séquestre en vertu de la Loi sur la faillite, a fait une proposition à ses créanciers ou a commis un acte de faillite en vertu de ladite loi, est sous le coup d'une ordonnance de liquidation en vertu d'une loi de liquidation, est insolvable ou est sur le point de le devenir.

Toutefois la garantie peut être accordée lorsque l'état d'insolvabilité découle de la destruction partielle ou complète de l'entreprise par un incendie ou autre cas fortuit entraînant la cessation de ses opérations et lui faisant subir une perte capitale qui, ajoutée à son passif, la rend insolvable.

5.02 He must furnish with the form the information required therein in respect of the financial situation of his business.

6.01 He must also furnish in support of his application:

(a) the amount of includible books included in the inventory at the date of the audited financial statements submitted with the form;

(b) the number of non-includible books, if any, included in the said inventory;

(c) the amount of books on consignment included in the said inventory;

(d) a declaration, where applicable, to the effect that the amount of the said inventory does not include books on consignment at the date.

6.02 The inventory must be devalued in proportion to the inventory turnover rate during the applicable fiscal year: a depreciation of 5% is applied where the turnover rate is 4, in increasing proportionately by 5% for each decrease of one-half in the said turnover rate, up to a maximum of 35% when the turnover rate is 1 or under.

7.01 The periodic reports submitted by the accredited bookseller pursuant to section 14 of the Act must be made by submitting in duplicate a periodic report form set forth in Schedule "B" and must comply with the requirements of sections 5.02, 6.01 and 6.02 of this Regulation.

IV. ACCEPTABILITY OF APPLICATIONS

8.01 The loan which is the object of the guarantee must be used only for bookselling or publishing operations, as the case may be, carried on in Québec.

8.02 The guarantee shall not be granted where the applicant business made an assignment of its property or is under a receiving order pursuant to the Bankruptcy Act, made a proposal to its debtors or committed an act of bankruptcy under the said Act, is under a winding-up order pursuant to a winding-up act, is insolvent or is about to become insolvent.

However, the guarantee may be granted when the state of insolvency is due to the partial or complete destruction of the business by fire or other fortuitous event involving the stoppage of its operations and causing it to sustain a capital loss which, added to its liabilities, renders it insolvent.

8.03 Pour obtenir une garantie l'entreprise doit notamment établir:

a) que les mises de fonds des actionnaires ou propriétaires sont suffisantes;

b) que sa direction possède la compétence requise pour la réalisation des fins de l'entreprise;

c) que ses perspectives financières sont adéquates pour lui permettre de respecter les obligations contractées en rapport avec le prêt qui doit faire l'objet de la garantie;

d) que les garanties offertes assurent une protection valable.

8.04 Le prêteur doit obtenir pour tout prêt à un éditeur une garantie de premier rang et opposable aux tiers sur l'ensemble de l'inventaire et des comptes à recevoir de l'emprunteur et telles autres garanties que la Société peut exiger dans les circonstances.

8.05 Dans le cas d'un libraire agréé, le prêteur doit obtenir une garantie de premier rang et opposable aux tiers sur l'ensemble des comptes à recevoir du libraire agréé et telles autres garanties que la Société peut exiger dans les circonstances.

V. CONDITIONS RELIÉES À L'OCTROI DE LA GARANTIE

9.01 La Société ne peut s'engager solidairement avec l'emprunteur, ni renoncer aux bénéfices de division et de discussion.

9.02 Lorsque la Société ou son fiduciaire dispose de biens dont elle a pris possession par suite du défaut d'un débiteur, la Société doit rendre compte du produit de la vente desdits biens au débiteur et lui remettre tout surplus après acquittement complet de la dette en capital, intérêts, frais et accessoires. Cette reddition de compte est faite par la Société dans les six (6) mois qui suivent la date de la réalisation finale de tous les biens donnés en garantie.

9.03 La Société peut, aux fins de protéger les garanties qu'elle détient ou les biens qu'elle possède, rembourser toutes créances garanties sur hypothèque, privilège ou autres charges ayant un rang supérieur à sa propre créance et payer les frais encourus pour les services d'experts ainsi que les primes d'assurance, taxes, services de gardiens et autres frais de même nature.

8.03 To obtain a guarantee the business must, in particular, establish that:

(a) the capital put up by the shareholders or owners is sufficient;

(b) its management has the required competence to attain the objects of the business;

(c) its financial prospects are adequate to enable it to meet the obligations entered into in respect of the loan which is to be the object of the guarantee;

(d) the guarantees offered insure a valid protection.

8.04 The lender must obtain in respect of any loan to a publisher, a first rank guarantee invocable against third parties on the aggregate of the borrower's inventory and accounts receivable and such other guarantees that the Corporation may require under the circumstances.

8.05 In the case of an accredited bookseller, the lender must obtain a first rank guarantee invocable against third parties on the aggregate of the accredited bookseller's receivable accounts and such other guarantees that the Corporation may require under the circumstances.

V. CONDITIONS RELATING TO THE GRANTING OF THE GUARANTEE

9.01 The Corporation cannot bind itself jointly and severally with the borrower, nor waive the benefits of division and discussion.

9.02 Where the Corporation or its trustee disposes of property of which it has taken possession following the default of the debtor, the Corporation must account for the proceeds of the sale of the said property to the debtor and remit him any surplus after complete payment of the debt in capital, interest, costs and accessories. Such rendering of account shall be made by the Corporation within six (6) months following the date of the final settlement of all the property given in guarantee.

9.03 The Corporation may, in order to protect the guarantees it holds or the property it owns, repay every claim guaranteed by hypothec, privilege or other encumbrance which ranks higher than its own claim, and pay the costs incurred for the services of experts as well as insurance premiums, taxes, caretaker services and other like costs.

9.04 La Société peut, pour prévenir ou empêcher la diminution de ses garanties:

a) exiger la prorogation de certaines créances;

b) limiter le montant des salaires des officiers ou des administrateurs de l'entreprise;

c) limiter le montant des dividendes qu'une entreprise peut verser;

d) limiter les immobilisations qu'une entreprise peut effectuer;

e) limiter le rachat des actions privilégiées d'une entreprise;

f) prendre toute autre mesure destinée à favoriser le maintien d'une saine situation financière de l'entreprise.

9.05 La Société doit exiger que les frais légaux se rapportant à la préparation, l'exécution et l'enregistrement des garanties soient payés par le bénéficiaire de la garantie.

VI. APPROBATION DES DEMANDES

10.01 Le ministre peut, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, accorder une garantie jusqu'à un montant de $500,000. Dans tous les autres cas l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil est requise.

846-o

9.04 The Corporation may to avert or prevent the diminution of its guarantees:

(**a**) demand the extension of time of certain claims;

(**b**) limit the amount of the salaries of the officers or directors of the business;

(**c**) limit the amount of dividends which a business may pay;

(**d**) limit the capital which a business may tie up;

(**e**) limit the redemption of preference shares of a business;

(**f**) take any other measure intended to help the financial situation of the business remain sound.

9.05 The Corporation must demand that the legal costs relating to the preparation, execution and registration of the guarantees be paid by the beneficiary of the guarantee.

VI. APPROVAL OF APPLICATIONS

10.01 The Minister may, without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, grant a guarantee up to the amount of $500,000. In all other cases, the authorization of the Lieutenant-Governor in Council is required.

846-o

CONFIDENTIEL

FORMULAIRE « A »

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC

Demande de garantie en vertu de la Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec.

À l'usage de la SDI No du dossier:

Veuillez faire parvenir ce formulaire en double exemplaire à la SDI.

Vous avez intérêt à lire attentivement le texte de ladite Loi et des règlements qui en précisent l'application.

Vous êtes priés de répondre à chacune des questions qui suivent. Si l'une ou l'autre ne s'applique pas à votre cas, veuillez l'indiquer.

NOM DU DEMANDEUR (raison sociale exacte et complète) _____

_____

ADRESSE (siège social): _____

_____

NOM ET TITRE DE LA PERSONNE À QUI LA SDI DEVRA S'ADRESSER:

ADRESSE POSTALE DE CETTE PERSONNE (si elle diffère de celle du siège social):

_____

_____

NO DE TÉLÉPHONE: _____

GENRE D'ENTREPRISE (Secteurs d'activité) _____

_____

_____

_____

Remarques:

CONFIDENTIAL

FORM "A"

QUÉBEC INDUSTRIAL DEVELOPMENT CORPORATION

Application for guarantee under the Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act.

For the use of the IDC Record No.:

Please send this form in duplicate to the IDC.

It is in your interest to read carefully the text of the said Act and of the regulations specifying the application thereof.

You are requested to answer each of the following questions. If one or other of the questions does not apply to your case, please so indicate.

NAME OF APPLICANT (exact and complete firm name) _____

_____

ADDRESS (head office) _____

_____

NAME AND FUNCTION OF THE PERSON WHOM THE IDC MUST CONTACT:

POSTAL ADDRESS OF THAT PERSON (if different from that of the head office):

_____

_____

TÉLÉPHONE NO: _____

TYPE OF BUSINESS (Field of Activities) _____

_____

_____

_____

Remarks:

1. MODE DE CONSTITUTION DU DEMANDEUR

☐ Société par actions constituée selon les lois du _____,

le (date) _____

☐ Société en nom collectif fondée le (date) _____

☐ Entreprise à propriétaire unique fondée le (date) _____

_____

☐ Coopérative fondée le (date) _____

☐ Autre (préciser) _____

_____

_____

2. (A) Le demandeur est-il affilié ou associé à d'autres entreprises (société-mère, filiales, etc..)?

☐ Oui (Veuillez inscrire sur une feuille annexée les nom et adresse de ces entreprises, la nature de leurs activités et indiquer la nature des relations)

☐ Non

(B) Le demandeur ou l'une de ses entreprises affiliées ou associées ont-ils déjà fait une demande d'aide financière à la SDI?

☐ Oui (Veuillez indiquer le nom et la date ci-dessous)

_____

_____

(Nom) (adresse) (date)

☐ Non

3. DÉTAILS DU PRÊT ET DE LA GARANTIE SOLLICITÉE

(A) Indiquer à quelles fins et pour quelles activités doit servir le prêt qui fait l'objet de la garantie soolicitée

_____

_____

_____

1. METHOD OF INCORPORATION OF APPLICANT

☐ Joint-stock company incorporated according to the statutes of _____

on (date) _____

☐ Partnership set up on (date) _____

☐ Single ownership set up on (date) _____

_____

☐ Cooperative set up on (date) _____

☐ Other (specify) _____

_____

_____

2. (A) Is the applicant affiliated or associated with other businesses (mother-company, subsidiaries, etc...)?

☐ Yes (Please enter on a sheet annexed hereto the name and address of such businesses, the nature of their activities and indicate the nature of the relationship)

☐ No

(B) Did the applicant or one of its affiliated or associated businesses already apply to the IDC for financial assistance?

☐ Yes (Please indicate the name and date below)

_____

_____

(Name) (Address) (date)

☐ No

3. DETAILS OF LOAN AND OF GUARANTEE APPLIED FOR

(A) Indicate for what purposes and activities the loan which is the object of the guarantee applied for is to be used.

_____

_____

_____

(B) Garantie sollicitée

Montant du prêt $ _____

Montant de l'inventaire $ _____

Montant des comptes à recevoir $ _____

Montant de l'inventaire de livres admissibles $ _____

Montant des comptes à recevoir sur vente de livres $ _____

TOTAL: $ _____

Montant de la garantie sollicitée (ne doit pas dépasser 75% du montant de l'inventaire de livres admissibles et des comptes à recevoir sur vente de livres) $ _____

N.B. Voir l'article 14 (h) de la Loi.

4. DÉCLARATION DU DEMANDEUR:

(A) Les propriétaires de l'entreprise dont émane la présente demande de garantie ne sont pas députés à l'Assemblée Nationale, ni membres ou employés de la SDI, ni liés à de telles personnes, sauf comme suit:

_____

_____

_____

(B) Le demandeur n'a contracté aucun nouvel emprunt, autre que pour le financement normal de ses opérations, et il ne s'est produit aucun changement défavorable dans sa situation financière depuis la date des derniers états financiers du (date) _____ qu'il a soumis à la SDI, exception faite de:

_____

_____

_____

(C) Le demandeur n'est pas impliqué dans aucun litige, aucune poursuite judiciaire, aucune enquête du gouvernement qui n'auraient pas été déclarés dans les derniers états financiers soumis à la SDI, exception faite de:

_____

_____

_____

(B) Guarantee applied for

Amount of loan	$ _____
Amount of inventory	$ _____
Amount of accounts receivable	$ _____
Amount of inventory of includible books	$ _____
Amount of accounts receivable in regard to the sale of books	$ _____
TOTAL	$ _____
Amount of guarantee applied for (must not exceed 75, of the amount of the inventory of includible books and of the accounts receivable in regard to the sale of books)	$ _____

N.B. See section 14 (h) of the Act

4. DECLARATION OF APPLICANT:

(A) The owners of the business who submitted this application for guarantee are not members of the National Assembly, nor members or employees of the IDC, nor related to such persons, except as follows:

_____

_____

_____

(B) The applicant has not entered into any new loan, other than for the normal financing of his operations, and no unfavourable change has occurred in his financial situation since the date of the last financial statements dated _____ which he submitted to the IDC, with the exception of:

_____

_____

_____

(C) The applicant is not involved in any litigation, legal proceeding, Government investigation which would not have been declared in the last financial statements submitted to the IDC, with the exception of:

_____

_____

_____

5. OPÉRATIONS BANCAIRES:

Nom de la banque ou autre institution prêteuse _____

_____

Adresse de la succursale: _____

Limite de crédit: $ _____

Montant dû: $ _____

Taux d'intérêt applicable: _____

Garanties données: _____

_____

_____

Nom et adresse de la ou des banque (s) ou institution (s) prêteuse (s) avec qui vous avez fait affaires depuis les trois (3) dernières années et le montant de la limite du crédit qui vous était accordée:

_____

_____

_____

_____

_____

Par la présente, le demandeur autorise la SDI à demander à l'institution prêteuse, et cette dernière à fournir à la SDI, tous les renseignements requis sur sa situation financière et sur ses opérations

6. Le demandeur accepte de fournir à la SDI tous les renseignements et documents nécessaires à l'étude de la présente demande, étant entendu qu'une telle étude ne pourra être accomplie sans que cette condition soit remplie. Si le demandeur refuse ou néglige de remplir cette condition, la présente demande sera considérée comme annulée.

7. LISTE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS QU'IL FAUT JOINDRE AU PRÉSENT FORMULAIRE:

(1) Bref historique de l'entreprise, détail de ses diverses activités, nombre d'employés, nombre d'employés affectés à chaque activité et organigramme.

(2) Liste des actionnaires ordinaires et privilégiés ou des sociétaires avec la part détenue par chacun.

(3) Si l'entreprise est déjà établie, fournir les états financiers annuels vérifiés des quatre derniers exercices ainsi que les états intermédiaires les plus récents dont on dispose. S'il s'agit d'une nouvelle entreprise, joindre le bilan d'ouverture et le budget d'exploitation du premier exercice.

5. BANK OPERATIONS:

Name of bank or other lending institution _____

_____

Branch address: _____

Credit limit: $ _____

Amount owed: $ _____

Rate of interest applicable: _____

Guarantees given: _____

_____

_____

Name and address of the bank(s) or lending institution(s) with which you have carried on business for the last three (3) years and the amount of the credit limit which was granted you:

_____

_____

_____

_____

_____

The applicant hereby authorizes the IDC to request from the lending institution, and the latter to provide the IDC with all information required on its financial situation and on its operations

6. The applicant agrees to provide the IDC with all the information and documents necessary for the study of this application, with the understanding that such study may not be accomplished without this condition being fulfilled. Where the applicant refuses or neglects to fulfil such condition, this application will be considered cancelled.

7. LIST OF DOCUMENTS AND INFORMATION WHICH MUST BE ATTACHED TO THIS FORM:

(1) Short history of the business, details on its various activities, number of employees, number of employees assigned to each activity and administrative chart.

(2) List of the common and preferred shareholders or members with the share held by each.

(3) Where the business is already established, provide the annual audited financial statement for the four last years as well as the most recent intermediate statements available. In the case of a new business, attach the opening balance sheet and the operating budget for the first year.

(4) Liste détaillée des comptes à recevoir dans la forme de l'annexe 1.

(5) Liste détaillée des comptes à payer et des dettes à terme de l'entreprise et description détaillée des biens qui ont été donnés en garantie de ces emprunts.

(6) Liste des noms et adresses des personnes pour qui le demandeur agit comme dépositaire, distributeur, diffuseur ou représentant.

(7) Description des ententes de co-édition s'il y a lieu, et copie des documents afférents.

(8) Dans le cas d'un éditeur:

a) le plus récent catalogue des livres disponibles;

b) une liste détaillée des droits d'auteur payés au cours du dernier exercice financier et le montant dû à chacun des auteurs;

c) une liste des livres qu'il se propose de publier au cours du trimestre qui suit la date de la demande, accompagnée de ses prévisions sur les prix de vente et les tirages.

(9) Une lettre autorisant la SDI et ses représentants à demander à la banque ou autre institution prêteuse avec qui le demandeur fait affaires et autorisant cette dernière à fournir à la SDI et à ses représentants tous les renseignements requis sur la situation financière et les opérations du demandeur, sous la forme de l'annexe 2.

(10) Liste des assurances selon l'annexe 3.

8. LA DIRECTION

Veuillez fournir ci-après les renseignements demandés sur les principaux dirigeants de l'entreprise.

Postes	Noms	Diplôme terminal obtenu	Âge	Années d'expérience		
				Dans l'industrie	Au sein de l'entreprise	Au poste actuel
Président du Conseil						
Président						
Directeur général						
Directeur Commercial (marketing)						
Directeur de la production						

(4) Detailed list of the accounts receivable in the form in Schedule 1.

(5) Detailed list of the accounts payable and term liabilities of the business and the detailed description of the property given as guarantee of such loans.

(6) List of the names and addresses of persons for whom the applicant acts as depositary, distributor, or representative.

(7) Description of the agreements of co-publishing, where applicable, and copy of the documents relating thereto.

(8) In the case of a publisher:

(a) the most recent catalogue of books available;

(b) a detailed list of the copyrights paid for during the last fiscal year and the amount payable to each author;

(c) a list of the books that he intends to publish during the three-month period following the date of the application, accompanied by his estimates of the sales prices and the number of copies printed.

(9) A letter authorizing the IDC and its representatives to request the bank or other lending institution with which the applicant carries on business and authorizing the latter to provide the IDC and its representatives with the information required on the financial situation and operations of the applicant, in the form of Schedule 2.

(10) List of insurances according to Schedule 3.

8. MANAGEMENT

Please provide the information required hereunder on the principal directors of the business.

Offices	Names	Last degree obtained	Age	Years of experience		
				In the industry	Within business	In this office
Chairman of the Board						
President						
General Manager						
Business Director (marketing)						
Production Manager						

Postes	Noms	Diplôme terminal obtenu	Âge	Années d'expérience		
				Dans l'industrie	Au sein de l'entreprise	Au poste actuel
Directeur des finances Directeur de la recherche et du développement Autres titulaires (précisez les plus importants)						

9. DÉCLARATION DU SIGNATAIRE:

Les renseignements contenus dans les présentes et les documents ci-annexés sont, à ma connaissance, complets et véridiques en tous points.

_____

Date

_____

Signature

_____

Nom du signataire (en majuscules)

_____

Titre

_____

Sceau

Si le demandeur est une société par actions, il en apposera le sceau ci-dessus.

Offices	Names	Last degree obtained	Age	Years of experience		
				In the industry	Within business	In this office
Financial manager Director of Research and Development Other Officers (specify the most important)						

9. DECLARATION OF THE SIGNATORY:

The information contained herein and the documents attached hereto are, to my knowledge, complete and true in all respects.

_____
Date

_____
Signature

_____
Name of signatory (in capital letters)

_____
Title

_____
Seal

If the applicant is a joint-stock company, it must affix the seal hereto.

CONFIDENTIEL

FORMULAIRE « B »

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC

Rapport périodique en vertu de la Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec.

À l'usage de la SDI No du dossier:

Ce formulaire doit être transmis en double exemplaire à la SDI dans les trois mois qui suivent le dépôt d'une première demande ou le dernier rapport périodique soumis.

Vous avez intérêt à lire attentivement le texte de ladite Loi et des règlements qui en précisent l'application.

Vous êtes priés de répondre à chacune des questions qui suivent. Si l'une ou l'autre ne s'applique pas à votre cas, veuillez l'indiquer.

NOM DU DEMANDEUR (raison sociale exacte et complète) _____

ADRESSE (siège social) : _____

NOM ET TITRE DE LA PERSONNE À QUI LA SDI DEVRA S'ADRESSER:

ADRESSE POSTALE DE CETTE PERSONNE (si elle diffère de celle du siège social):

NO DE TÉLÉPHONE: _____

GENRE D'ENTREPRISE (À remplir seulement s'il y a des changements depuis le dernier rapport):

Remarques:

CONFIDENTIAL

FORM "B"

QUEBEC INDUSTRIAL DEVELOPMENT CORPORATION

Periodic report pursuant to the Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act

For the use of the IDC Record No:

This form must be forwarded in duplicate to the IDC within the three months following the submission of a first application or the last periodic report submitted.

It is in your interest to read carefully the text of the said Act and the Regulations specifying the application thereof.

You are requested to answer each of the following questions. Where one or the other does not apply in your case, please so indicate.

NAME OF APPLICANT (exact and complete firm name) _____

ADDRESS (head office): _____

NAME AND FUNCTION OF THE PERSON WHOM THE IDC MUST CONTACT:

POSTAL ADDRESS OF THAT PERSON (if different from that of the head office):

TELEPHONE NO: _____

TYPE OF BUSINESS (To be completed only if there were changes since the last report):

Remarks:

1. Indiquer, s'il y en a, les changements survenus depuis le plus récent rapport en ce qui a trait aux entreprises affiliées ou associées:

_____

_____

2. DÉTAILS DU PRÊT ET DE LA GARANTIE ACCORDÉE

Montant dû en vertu du prêt $ _____

Montant de l'inventaire $ _____

Montant des comptes à recevoir $ _____

Montant de l'inventaire de livres admissibles $ _____

Montant des comptes à recevoir sur vente de livres $ _____

TOTAL $ _____

Montant de la garantie (ne doit pas dépasser 75% du montant actuel de l'inventaire de livres admissibles et des comptes à recevoir sur vente de livres) $ _____

Indiquer tout changement requis dans le montant de la garantie: (en cas d'augmentation, il faut accompagner le présent rapport d'une nouvelle demande)

_____

_____

N.B. Voir l'article 14 (h) de la Loi.

3. DÉCLARATION DU DEMANDEUR:

(A) Les propriétaires de l'entreprise dont émane le présent rapport périodique ne sont pas députés à l'Assemblée Nationale, ni membres ou employés de la SDI, ni liés à de telles personnes, sauf comme suit:

_____

_____

_____

_____

_____

1. Indicate, if any, the changes which were made since the most recent report in relation to that which refers to affiliated or associated businesses:

_____

_____

2. DETAILS ON THE LOAN AND GUARANTEE GRANTED

Amount owed pursuant to the loan $ _____

Amount of inventory $ _____

Amount of accounts receivable $ _____

Amount of inventory includible books $ _____

Amount of accounts receivable in regard to the sale of books $ _____

TOTAL $ _____

Amount of the guarantee (must not exceed 75% of the actual amount of the inventory of includible books and accounts receivable in regard to the sale of books. $ _____

Indicate any change required in the amount of the guarantee: (in the case of an increase, this report must be accompanied by a new application)

_____

_____

N.B. See section 14 (h) of the Act.

3. DECLARATION OF APPLICANT

(A) The owners of the business who submitted this periodic report are not members of the National Assembly, nor members or employees of the IDC, nor related to such persons, except as follows:

_____

_____

_____

_____

_____

(B) L'emprunteur n'a contracté aucun nouvel emprunt, autre que pour le financement normal de ses opérations, et il ne s'est produit aucun changement défavorable dans sa situation financière depuis la date des derniers états financiers du (date) _____ qu'il a soumis à la SDI, exception faite de:

_____

_____

_____

(C) L'emprunteur n'est impliqué dans aucun litige, aucune poursuite judiciaire, aucune enquête du gouvernement qui n'auraient pas été déclarés dans les derniers états financiers soumis à la SDI, exception faite de:

_____

_____

_____

4. OPÉRATIONS BANCAIRES:

Nom de la banque ou autre institution prêteuse _____

_____

Adresse de la succursale: _____

Limite de crédit: $ _____

Montant dû: $ _____

Taux d'intérêt applicable: _____

Garanties données: _____

_____

_____

Par la présente, l'emprunteur autorise la SDI à demander à l'institution prêteuse, et cette dernière à fournir à la SDI, tous les renseignements requis sur sa situation financière et sur ses opérations.

5. En vertu de l'article 20 de la Loi sus-dite, la SDI peut à tout moment vérifier l'exactitude des renseignements fournis par l'emprunteur dans le cadre de l'octroi de la garantie.

(B) The borrower has not entered into any new loan, other than for the normal financing of his operations, and no unfavourable change has occurred in his financial situation since the date of the last financial statements (dated) _____ which he submitted to the IDC, with the exception of

_____

_____

_____

(C) The borrower is not involved in any litigation, legal proceeding, Government investigation which would not have been declared in the last financial statements submitted to the IDC, with the exception of:

_____

_____

_____

4. BANK OPERATIONS:

Name of the bank or other lending institution _____

_____

Branch address: _____

Credit limit: $ _____

Amount owed: $ _____

Rate of interest applicable: _____

Guarantees given: _____

_____

_____

The applicant herely authorizes the IDC to request from the lending institution, and the latter to provide the IDC with all the information required on its financial situation and its operations.

5. Pursuant to section 20 of the aforesaid Act, the IDC may at any time verify the accuracy of the information submitted by the borrower within the scope of the granting of the guarantee.

6. LISTE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS QU'IL FAUT JOINDRE AU PRÉSENT FORMULAIRE:

(1) Les changements dans l'organigramme, le nombre d'employés et les activités de l'entreprise depuis le dernier rapport fourni.

(2) Liste des actionnaires ordinaires et privilégiés ou des sociétaires avec la part détenue par chacun.

(3) Fournir les états financiers intermédiaires depuis la date des derniers états financiers annuels vérifiés de même que lesdits états financiers annuels vérifiés si la fin de l'exercice est survenue dans les 90 jours qui précèdent la date où le présent rapport doit être remis.

(4) Liste détaillée des comptes à recevoir dans la forme de l'annexe 1.

(5) Liste détaillée des comptes à payer et des dettes à terme de l'entreprise et description détaillée des biens qui ont été donnés en garantie de ces emprunts.

(6) Liste des noms et adresses des personnes pour qui l'emprunteur agit comme dépositaire, distributeur, diffuseur ou représentant.

(7) Décrire tout changement dans les ententes de co-édition depuis le dernier rapport fourni et soumettre copie des documents afférents.

(8) Dans le cas d'un éditeur:

a) le plus récent catalogue des livres disponibles.

b) une liste détaillée des droits d'auteur payés au cours du dernier exercice financier et le montant dû à chacun des auteurs;

c) une liste des livres qu'il se propose de publier au cours du trimestre qui suit la date de la demande, accompagnée de ses prévisions sur les prix de vente et les tirages.

(9) Si l'entreprise a depuis le dernier rapport soumis, changé de banque ou d'institution prêteuse, une lettre autorisant la SDI et ses représentants à demander à la banque ou autre institution prêteuse avec qui l'emprunteur fait affaires et autorisant cette dernière à fournir à la SDI et à ses représentants tous les renseignements requis sur la situation financière et les opérations du demandeur en la forme de l'annexe 1.

(10) Liste des assurances selon l'annexe 3.

6. LIST OF DOCUMENTS AND INFORMATION WHICH MUST BE ATTACHED TO THIS FORM:

(1) Changes in the administrative chart, the number of employees and the activities of the business since the last report provided.

(2) List of the common and preferred shareholders or members with the share held by each.

(3) Provide the intermediate financial statements since the date of the last annual audited financial statements as well as the said last annual audited financial statements where the end of the year occurred within the 90 days preceding the date on which this report must be remitted.

(4) Detailed list of the accounts receivable in the form in Schedule 1.

(5) Detailed list of accounts payable and term liabilities of the business and detailed description of the property which was given in guarantee of such loans.

(6) List of the names and addresses of persons for whom the applicant acts as depositary, distributor or representative.

(7) Describe the changes in the agreements of co-publishing since the last report provided and submit a copy of the documents relating thereto.

(8) In the case of a publisher:

(a) the most recent catalogue of books available;

(b) a detailed list of the copyrights paid for during the last fiscal year and the amount payable to each author;

(c) a list of the books that he intends to publish during the three-month period following the date of the application, accompanied by his estimates of the sales prices and the number of copies printed.

(9) Where the business has changed bank or lending institution since the last report submitted, a letter authorizing the IDC and its representatives to request from the bank or other lending institution with whom the applicant carries on business and authorizing the latter to provide the IDC and its representatives with the information required on the financial situation and operations of the applicant, in the form of Schedule 1.

(10) List of insurances according to Schedule 3.

7. LA DIRECTION

Veuillez fournir ci-aprés les changements survenus au sujet des principaux dirigeants de l'entreprise, depuis le plus récent rapport.

Postes	Noms	Diplôme terminal obtenu	Âge	Années d'expérience		
				Dans l'industrie	Au sein de l'entreprise	Au poste actuel
Président du Conseil						
Président						
Directeur général						
Directeur Commercial (marketing)						
Directeur de la production						
Directeur des finances						
Directeur de la recherche et du développement						
Autres titulaires (Précisez les plus importants)						

8. DÉCLARATION DU SIGNATAIRE:

Les renseignements contenus dans les présentes et les documents ci-annexés sont, à ma connaissance, complets et véridiques en tous points.

_____
Date

_____
Signature

_____
Nom du signataire (en majuscules)

_____
Titre

_____
Sceau

Si le demandeur est une société par actions, il en apposera le sceau ci-dessus.

7. MANAGEMENT

Please provide below the changes which have occurred in relation to the principal directors of the business since the most recent report.

Offices	Names	Last degree obtained	Age	Years of experience		
				In the industry	Within the business	In this office
Chairman of the Board						
President						
General Manager						
Business Director (marketing)						
Production Manager						
Financial Manager						
Director of Research and Development						
Other Officers (specify the most important)						

8. DECLARATION OF THE SIGNATORY:

The information contained herein and the documents attached hereto are, to my knowledge, complete and true in all respects.

_____
Date

_____
Signature

_____
Name of signatory (in capital letters)

_____
Seal

_____
Title

If the applicant is a joint-stock company, it must affix the seal hereto.

ANNEXE « 1 »

COMPTES À RECEVOIR

La présente liste doit être en fonction de l'ancienneté des comptes pour tout montant supérieur à $100.00 selon les catégories ci-dessous.

Le total des comptes à recevoir doit concorder avec celui qui apparaît aux états financiers. Il faut donc inclure dans la liste les comptes inférieurs à $100.00 et ce sous un seul total par catégorie d'ancienneté.

Si des écritures de comptes-à-compte ont été passées par les mauvaises créances et pour des montants supérieurs à $100.00 veuillez en fournir le détail:

Client	à 30 jours	à 60 jours	à 90 jours	au delà	total
Total partiel					

SCHEDULE "1"

ACCOUNTS RECEIVABLE

This list must be made according to the age of accounts for any amount greater than $100 in accordance with the categories below.

The total of the accounts receivable must agree with that which appears in the financial statements. Accounts under $100 must therefore be included in the list under a single total per category of age.

Where the entries of accounts to accounts have been written off as bad debts and for amounts greater than $100, please provide the details thereof:

Client	30 days	60 days	90 days	More than	total
Partial Total					

ANNEXE «2 »

(date)

(Nom et adresse de l'institution prêteuse)

SUJET: (compte no. . . . . .)

Messieurs,

Comme nous avons fait une demande de garantie à la Société de Développement Industriel du Québec en vertu de la Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec, nous vous prions et nous vous autorisons, par les présentes, à fournir aux représentants de ladite société tout renseignement requis sur la situation financière et les opérations de notre entreprise.

(Signature et titre)

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ASSURANCES DE L'ENTREPRISE

Catégorie d'assurance	No de police	Assureurs	Date d'expiration	Prime annuelle
Assurance générale				
Incendie *				
Interruption des affaires *				
Risques multiples *				
Chaudière et machinerie				
Cautionnement				
Automobile				
Responsabilité publique				
Autres				
. . . . .				
. . . . .				
Assurance-vie et groupe				
Collective				
Autres				
. . . . .				

*S'il s'agit d'une police partagée par plusieurs assureurs, indiquer le pourcentage de participation de chaque compagnie ou la prime correspondante.

SCHEDULE "2"

(date)

(Name and address of lending institution)

SUBJECT: (Account No....)

Gentlemen:

As we have applied for a guarantee to the Québec Industrial Development Corporation pursuant to the Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act, we hereby ask you and authorize you to provide the representatives of the said corporation with all information required on the financial situation and operations of our business.

(Signature and title)

INFORMATION RESPECTING THE INSURANCES OF THE BUSINESS

Category of insurance	Policy No.	Insurers	Date of expiry	Annual premium
General insurance				
Fire				
Interruption of business				
Multiple risk				
Boilers and machinery				
Security				
Automobile				
Public liability				
Others				
. . . . .				
. . . . .				
Life and group insurance				
Collective				
Others				
. . . . .				

In the case of a policy shared by several insurers, indicate the percentage of participation of each company or the corresponding premium.

A.C. 3953-75, 27 août 1975
Règ. 75-455, 28 août 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Serrurerie et menuiserie métallique — Montréal

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à la serrurerie et à la menuiserie métallique dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le décret 790 du 8 mai 1962, relatif à la serrurerie et à la menuiserie métallique dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 1er décembre 1975.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

839-o

O.C. 3953-75, 27 August 1975
Reg. 75-455, 28 August 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

Non-structural metalwork — Montréal

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the non-structural metalwork industry in the Montréal region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), Decree No. 790 of May 8, 1962, respecting the non-structural metalwork industry in the Montréal region, be extended until December 1, 1975.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

839-o

C.T. 92631, 23 juillet 1975
Règ. 75-456, 2 septembre 1975

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(1965, 1ère session, ch. 14)

Agents de maîtrise du personnel de bureau, technicien et assimilés — modification

CONCERNANT un règlement modifiant de nouveau le règlement concernant le statut particulier des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 3 juillet 1975, le règlement ci-joint modifiant de nouveau son règlement numéro 030 concernant le statut particulier des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés, approuvé par le C.T. 80200 du 8 mai 1974, dans le but d'y ajouter les quatre sections suivantes:
081 - Enquête sur les relations de travail.
082 - Secrétariat judiciaire.
083 - Sténographie judiciaire.
084 - Greffiers-audienciers.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (1965, 1re session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE soit approuvé le règlement ci-joint adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 3 juillet 1975 à l'effet de modifier de nouveau son règlement numéro 030 concernant le statut particulier des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil du trésor.
PIERRE-YVES VACHON.

T.B. 92631, 23 July 1975
Reg. 75-456, 2 September 1975

CIVIL SERVICE ACT
(1965, 1st session, ch. 14)

Supervisors of office personnel, technicians and ranking staff — amendment

CONCERNING a Regulation further amending the Regulation respecting the particular status of supervisors of office personnel, technicians and ranking staff.

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 3 July 1975, the Regulation annexed hereto further amending its Regulation 030 respecting the particular status of supervisors of office personnel, technicians and ranking staff, approved under T.B. 80200 dated 8 May 1974, for the purpose of adding thereto the four following divisions:
081 - Labour relations investigation.
082 - Legal secretariat.
083 - Legal stenography.
084 - Clerks of proceedings.

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (1965, 1st session, ch. 14), the regulations of the Commission are subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED BY THE TREASURY BOARD:

THAT the Regulation annexed hereto, made by the Civil Service Commission at its meeting held on 3 July 1975 for the purpose of further amending its Regulation 030 respecting the particular status of supervisors of office personnel, technicians and ranking staff, be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette.*

PIERRE-YVES VACHON,
Clerk of the Treasury Board.

Copie d'un règlement adopté par la Commision de la fonction publique du Québec

La Commission de la fonction publique du Québec décrète ce qui suit:

1 — Le règlement de la Commission de la fonction publique numéro 030 concernant le statut particulier des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés est modifié:

A) En insérant, dans la première partie, après la section 080, les suivantes:

« **SECTION 081: Enquête sur les relations du travail**
10- La classe d'agent de maîtrise en enquête sur les relations du travail

SECTION 082: Secrétariat judiciaire
05- La classe I d'agent de maîtrise en secrétariat judiciaire
10- La classe II d'agent de maîtrise en secrétariat judiciaire

SECTION 083: Sténographie judiciaire
10- La classe d'agent de maîtrise en sténographie judiciaire

SECTION 084: Greffiers-audienciers
05- La classe I d'agent de maîtrise des greffiers-audienciers
10- La classe II d'agent de maîtrise des greffiers-audienciers. »

B) En insérant, dans la deuxième partie, après la section 080, ce qui suit:

« **SECTION 081: Enquête sur les relations du travail**
10- La classe d'agent de maîtrise en enquête sur les relations du travail.

I) Fonctions caractéristiques

L'agent de maîtrise en enquête sur les relations du travail est responsable de la supervision technique et administrative des activités visant à effectuer des travaux d'enquête en vue de résoudre des conflits pouvant intervenir dans les relations du travail ainsi que d'assurer le respect des dispositions légales prohibant la discrimination dans l'emploi.

L'agent de maîtrise en enquête sur les relations du travail dirige des enquêteurs sur les relations du travail ainsi que du personnel de soutien administratif; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il coor-

Copy of a Regulation made by the Québec Civil Service Commission

The Québec Civil Service Commission decrees as follows:

1 — Regulation 030 of the Civil Service Commission respecting the particular status of supervisors of office personnel, technicians and ranking staff is amended:

(A) By inserting in Part One, after Division 080, the following:

"**DIVISION 081: Labour relations investigation**
10- The labour relations investigation supervisor class.

DIVISION 082: Legal Secretariat
05- The legal secretariat supervisor class I.

10- The legal secretariat supervisor class II.

DIVISION 083: Legal Stenography
10- The legal stenography supervisor class

DIVISION 084: Clerks of proceedings
05- The clerks of proceedings supervisor class I.

10- The clerks of proceedings supervisor class II."

(B) By inserting, in Part Two, after Division 080, the following:

"**DIVISION 081: Labour relations investigation**
10- The labour relations investigation supervisor class

(I) Main duties

The labour relations investigation supervisor is responsible for the technical and administrative supervision of the activities in respect of the carrying out of investigation work for the purpose of settling disputes which may arise in labour relations as well as for insuring compliance with the legal provisions which prohibit employment discrimination.

The labour relations investigation supervisor directs labour relations investigators as well as administrative clerical personnel; he ensures that new employees are initiated in their work; he coordinates and controls the

donne et contrôle l'exécution du travail des employés sous son autorité; il voit à la présence au travail des employés qu'il dirige et autorise leur absence; il guide les employés sous son autorité dans la cueillette et l'analyse des éléments pertinents à une plainte ou un conflit; il analyse les rapports d'enquête en vue de recommander une solution acceptable aux parties intéressées; il effectue lui-même des enquêtes dans les cas complexes ou difficiles; il voit à l'application et au respect des directives et instructions de régie interne; il autorise et contrôle les dépenses relevant de sa compétence; il peut être appelé à témoigner devant le tribunal; il entretient des relations étroites et constantes avec des représentants d'organismes publics ou privés oeuvrant dans des domaines connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise en enquête sur les relations du travail peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

II) Conditions spécifiques d'admission aux examens

1) Appartenir à la classe d'enquêteur sur les relations du travail et avoir cinq (5) années d'expérience reconnue par l'autorité compétente dans l'exercice de fonctions caractéristiques de cette classe, à ce titre ou à un titre équivalent.

OU

2) Détenir un diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11ième année ou à Secondaire V reconnue par l'autorité compétente ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente ou appartenir à une classe d'emploi de la fonction publique dont les conditions spécifiques d'admission aux examens quant à la scolarité sont comparables

ET

Avoir au moins treize (13) années d'expérience pertinente aux activités de l'enquêteur sur les relations du travail ayant permis au candidat d'acquérir des connaissances approfondies et variées dans le domaine des relations du travail.

À défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis, toute année d'études réussies, jugées pertinentes aux fonctions caractéristiques de cette classe d'emploi et complémentaires à la 11ième année, équivaut à deux (2) années d'expérience.

« **SECTION 082: Secrétariat judiciaire**

05- La classe I d'agent de maîtrise en secrétariat judiciaire.

I) Fonctions caractéristiques

L'agent de maîtrise de la classe I en secrétariat judiciaire est responsable, au niveau d'une division, de la

carrying out of the work of the employees under his authority; he ensures the attendance of the employees whom he directs and authorizes their absence; he guides employees under his authority in the gathering and analysis of the elements relating to a complaint or dispute; he analyses investigation reports in order to recommend a solution acceptable to the interested parties; he performs himself investigations in complicated and difficult cases; he ensures that internal management directives and orders are complied with and implemented; he authorizes and controls expenses under his jurisdiction; he may be called upon to testify before the court; he maintains close and constant relations with representatives of public or private bodies involved in related fields.

Further, the labour relations investigation supervisor may be assigned other related duties.

(II) Examination eligibility requirements

(1) Belong to the labour relations investigator class and have five (5) years of experience recognized by the competent authority in the performance of the main duties of that class as such or in an equivalent capacity.

OR

(2) Hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to Grade 11 or Secondary V recognized by the competent authority or hold a certificate of studies the equivalence of which is recognized by the competent authority or belong to a class of employment in the civil service whose examination eligibility requirements are similar in respect of schooling.

AND

Have at least thirteen (13) years of experience pertinent to the activities of the labour relations investigator which permitted the candidate to acquire a thorough and varied knowledge of the labour relations field.

Failing the number of years of experience required, every year of studies completed, deemed pertinent to the main duties of that class of employment and complementary to Grade 11 is equivalent to two (2) years of experience.

DIVISION 082: Legal Secretariat

05- The legal secretariat supervisor class I

(I) Main duties

The legal secretariat supervisor class I is responsible, at a division level, for the technical and administrative

supervision technique et administrative des activités visant à assurer la transcription des débats judiciaires.

L'agent de maîtrise de la classe I en secrétariat judiciaire dirige des agents de maîtrise de la classe II en secrétariat judiciaire ainsi que du personnel de soutien administratif; il planifie, coordonne et contrôle les activités des sections rattachées à son unité administrative; il évalue et distribue la charge de travail entre les sections sous sa direction; il établit les cédules de travail des employés sous son autorité; il voit à la présence au travail des employés qu'il dirige et autorise leur absence; il participe à l'élaboration et voit à l'application et au respect des directives, instructions, normes et procédures de régie interne; il établit les prévisions de temps supplémentaire et voit à le faire effectuer selon l'urgence et les priorités établies; il rédige des rapports périodiques sur les activités de son unité administrative; il autorise et contrôle les dépenses relevant de sa compétence; il entretient des relations étroites et constantes avec des représentants d'unités administratives connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise de la classe I en secrétariat judiciaire peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

II) Conditions spécifiques d'admission aux examens

1. Appartenir à la classe II d'agent de maîtrise en secrétariat judiciaire.

OU

2. Avoir au moins six (6) années d'expérience dans l'exercice de fonctions de la classe de secrétaire judiciaire principal et satisfaire à l'une des conditions suivantes:

a) Avoir réussi une (1) année d'études jugée pertinentes aux fonctions caractéristiques de cette classe et complémentaire à la 11ième année;

b) Avoir fait preuve dans cette classe d'emploi d'un rendement excellent tel que démontré par au moins une notation annuelle.

OU

3. Détenir un diplôme de fins d'études secondaires équivalant à une 11ième année ou à Secondaire V reconnu par l'autorité compétente ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente ou appartenir à une classe d'emploi de la fonction publique dont les conditions spécifiques d'admission aux examens quant à la scolarité sont comparables

ET

Avoir au moins treize (13) années d'expérience pertinente aux activités du secrétaire judiciaire ayant per-

supervision of the activities in respect of the transcription of legal proceedings.

The legal secretariat supervisor class I directs legal secretariat supervisors class II as well as the administrative clerical personnel; he plans, coordinates and controls the activities of sections attached to his administrative unit; he evaluates and distributes the work load among the sections under his supervision; he establishes the work chedules of employees under his authority; he ensures the attendance of the employees whom he directs and authorizes their absence; he participates in the preparation of directives, orders, standards and procedures of internal management and sees to their application and that they are complied with; he establishes overtime work predictions and sees that it is carried out according to the degree of urgency and the established priorities; he draws up periodic reports on the activities of his administrative unit; he authorizes and controls expenses under his jurisdiction; he maintains close and constant relations with representatives of related administrative units.

Further, the secretariat supervisor class I may be assigned other related duties.

(II) Examination eligibility requirements

(1) Belong to the legal secretariat supervisor class II.

OR

(2) Have at least six (6) years of experience in the performance of the duties of the legal secretary administrative class and meet one of the following conditions:

(a) Have completed one (1) year of studies deemed pertinent to the main duties of that class and complementary to Grade 11;

(b) Have displayed great efficiency in that class of employment as indicated in at least one annual rating.

OR

(3) Hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to Grade 11 or Secondary V recognized by the competent authority or hold a certificate of studies the equivalence of which is recognized by the competent authority or belong to a class of employment in the civil service whose examination eligibility requirements are similar in respect of schooling.

AND

Have at least thirteen (13) years of experience pertinent to the activities of a legal secretary which per-

mis au candidat d'acquérir des connaissances approfondies et variées dans le domaine du secrétariat judiciaire.

À défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis, toute année d'études réussies jugées pertinentes aux fonctions caractéristiques de cette classe d'emploi et complémentaire à la 11ième année, équivaut à deux (2) années d'expérience.

10- La classe II d'agent de maîtrise en secrétariat judiciaire.

I) Fonctions caractéristiques

L'agent de maîtrise de la classe II en secrétariat judiciaire est responsable, au niveau d'une section, de la supervision technique et administrative des activités visant à assurer la transcription des débats judiciaires.

L'agent de maîtrise de la classe II en secrétariat judiciaire dirige des secrétaires judiciaires ainsi que du personnel de soutien administratif; il planifie, coordonne et contrôle l'exécution du travail des employés qu'il dirige; il voit à l'initiation au travail, à la formation et au perfectionnement du personnel sous son autorité; il voit à la présence au travail des employés qu'il dirige et autorise leur absence; il planifie la rotation et les horaires de travail des employés sous son autorité; il voit à l'application et au respect des directives, instructions, normes et procédures de régie interne; il rédige des rapports périodiques sur les activités de son unité administrative; il autorise et contrôle les dépenses relevant de sa compétence; il entretient des relations étroites et constantes avec des représentants d'unités administratives connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise de la classe II en secrétariat judiciaire peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

II) Conditions spécifiques d'admission aux examens

1. Appartenir à la classe de secrétaire judiciaire principal

OU

2. Détenir un diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11ième année ou Secondaire V reconnu par l'autorité compétente ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente ou appartenir à une classe d'emploi de la fonction publique dont les conditions spécifiques d'admission aux examens quant à la scolarité sont comparables.

ET

Avoir au moins dix (10) années d'expérience pertinente aux activités du secrétaire judiciaire ayant permis au candidat d'acquérir des connaissances approfondies et variées dans le domaine du secrétariat judiciaire.

mitted the candidate to acquire a thorough and varied knowledge in the legal secretariat field.

Failing the number of years of experience required, every year of studies completed deemed pertinent to the main duties of that class of employment and complementary to Grade 11 is equivalent to two (2) years of experience.

10- The legal secretariat supervisor class II

(I) Main duties

The legal secretariat supervisor class II is responsible at the level of a section, for the technical and administrative supervision of activities in respect of the transcription of legal proceedings.

The legal secretariat supervisor class II directs legal secretaries as well as administrative clerical personnel; he plans, coordinates and controls the performance of the work of the employees he directs; he ensures that the personnel under his authority are initiated in the work, trained and upgraded; he ensures the attendance of the employees he directs and authorizes their absence; he plans the work rotation and the hours of work of the employees under his authority; he ensures that internal management directives, orders, standards and procedures are implemented and complied with; he draws up periodic reports on the activities of his administrative unit; he authorizes and controls expenses under his jurisdiction; he maintains close and constant relations with representatives of related administrative units.

Further, the legal secretariat supervisor class II may be assigned other related duties.

(II) Examination eligibility requirements

(1) Belong to the legal secretary administrative class.

OR

(2) Hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to Grade 11 or Secondary V recognized by the competent authority or hold a certificate of studies the equivalence of which is recognized by the competent authority or belong to a class of employment in the civil services whose examination eligibility requirements are similar in respect of schooling.

AND

Have at least ten (10) years of experience pertinent to the activities of the legal secretary which permitted the candidate to acquire a thorough and varied knowledge in the legal secretariat field.

À défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis, toute année d'études réussies, jugées pertinentes aux fonctions caractéristiques de cette classe d'emploi et complémentaire à la 11ième année, équivaut à deux (2) années d'expérience.

SECTION 083: Sténographie judiciaire

10- La classe d'agent de maîtrise en sténographie judiciaire.

I) Fonctions caractéristiques

L'agent de maîtrise en sténographie judiciaire est responsable de la supervision technique et administrative des activités reliées à la prise en sténographie ou en sténotypie des délibérations d'un tribunal ou d'une commission d'enquête ainsi qu'à la transcription de ces notes sténographiques.

L'agent de maîtrise en sténographie judiciaire dirige des sténographes judiciaires ainsi que du personnel de soutien administratif; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il coordonne et contrôle l'exécution du travail des employés qu'il dirige, notamment par la vérification et l'analyse de leurs rapports hebdomadaires d'activités et des tournées périodiques sur les lieux de travail; il voit à la présence au travail des employés sous son autorité et autorise leur absence; il voit à l'application et au respect des directives et instructions de régie interne; il rédige des rapports périodiques sur les activités de son unité administrative; il autorise et contrôle les dépenses relevant de sa compétence; il entretient des relations étroites et constantes avec des représentants d'unités administratives connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise en sténographie judiciaire peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

II) Conditions spécifiques d'admission aux examens

1. Appartenir à la classe de sténographe judiciaire et avoir cinq (5) années d'expérience reconnues par l'autorité compétente dans l'exercice de fonctions caractéristiques de cette classe, à ce titre ou à un titre équivalent.

OU

2. Détenir un diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11ième année ou à Secondaire V reconnu par l'autorité compétente ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente ou appartenir à une classe d'emploi de la fonction publique dont les conditions spécifiques d'admission aux examens quant à la scolarité sont comparables.

ET

Avoir au moins huit (8) années d'expérience pertinente aux activités de sténographe judiciaire ayant

Failing the numbe of years of experience required, every year of studies completed, deemed pertinent to the main duties of that class of employment and complementary to Grade 11, is equivalent to two (2) years of experience.

DIVISION 083: Legal Stenography

10- The legal stenography supervisor class

(I) Main duties

The legal stenography supervisor is responsible for the technical and administrative supervision of the activities in respect of the taking down in stenography or stenotypy of the proceedings of a court or investigation commission as well as the transcription of such stenographic notes.

The legal stenography supervisor directs legal stenographers as well as administrative clerical personnel; he ensures that new employees are initiated in their work; he coordinates and controls the performance of the work by the employees whom he directs, in particular by verifying and analysing their weekly activity reports and by performing periodic tours on work premises; he ensures the attendance of the employees under his authority and authorizes their absence; he ensures that internal management directives and orders are implemented and complied with; he draws up periodic reports on the activities of his administrative unit; he authorizes and controls expenses under his jurisdiction; he maintains close and constant relations with representatives of related administrative units.

Further, the legal stenography supervisor may be assigned other related duties.

(II) Examination eligibility requirements

(1) Belong to the legal stenography class and have five (5) years of experience recognized by the competent authority in the performance of the main duties of that class, as such or in an equivalent capacity.

OR

(2) Hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to Grade 11 or Secondary V recognized by the competent authority or hold a certificate of studies the equivalence of which is recognized by the competent authority or belong to a class of employment in the civil service whose examination eligibility requirements are similar in respect of schooling.

AND

Have at least eight (8) years of experience pertinent to the activities of the legal stenographer which per-

permis au candidat d'acquérir des connaissances variées et approfondies dans les domaines de la sténographie et/ou de la sténotypie judiciaire.

Détenir le certificat de compétence émis par le Barreau à la suite du succès à l'examen de sténographie judiciaire.

À défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis, toute année d'études réussies, jugées pertinentes aux fonctions caractéristiques de cette classe d'emploi et complémentaire à la 11ième année, équivaut à deux (2) années d'expérience.

SECTION 084: Greffiers-audienciers

05- La classe I d'agent de maîtrise des greffiers-audienciers.

I) Fonctions caractéristiques

L'agent de maîtrise de la classe I des greffiers-audienciers est responsable de l'organisation, de la coordination et du contrôle des activités d'une division composée de plusieurs sections de greffiers-audienciers chargés de s'assurer que les procédures préliminaires aux audiences des tribunaux judiciaires sont dûment remplies, de s'acquitter des procédures relevant de leur compétence et de dresser les procès-verbaux des audiences.

L'agent de maîtrise de la classe I des greffiers-audienciers dirige des agents de maîtrise de la classe II des greffiers-audienciers ainsi que du personnel de soutien administratif; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il répartit le travail entre les employés sous son autorité; il contrôle l'exécution du travail de son personnel; il voit à la présence au travail des employés qu'il dirige et autorise leur absence; il détermine les priorités dans l'exécution du travail des employés sous son autorité; il planifie et coordonne les activités des sections rattachées à son unité administrative; il procède à des études et à des recherches concernant les problèmes rencontrés au sein de son unité administrative en vue de prendre les décisions qui s'imposent ou de proposer les solutions qu'il juge appropriées; il est fréquemment appelé à participer au sein de comités à l'étude de problèmes techniques ou de régie interne; il participe à l'élaboration et voit à l'application et au respect des directives et instructions de régie interne; il rédige des rapports périodiques sur les activités de son unité administrative; il participe à la préparation des prévisions budgétaires de son unité administrative; il autorise et contrôle les dépenses relevant de sa compétence; il entretient des relations étroites et constantes avec des représentants d'unités administratives connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise de la classe I des greffiers-audienciers peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

mitted the candidate to acquire a thorough and varied knowledge in the fields of legal stenography and/or stenotypy.

Hold the certificate of proficiency issued by the Bar following the passing of the legal stenographer examination.

Failing the number of years of experience required, every year of studies completed, deemed pertinent to the main duties of that class of employment and complementary to Grade 11 is equivalent to two (2) years of experience.

DIVISION 084: Clerks of proceedings

05- The clerks of proceedings supervisor class I.

(I) Main duties

The clerk of proceedings supervisor class I is responsible for the organization, coordination and control of the activities of a division consisting of several sections of clerks of proceedings who are responsible for ensuring that the preliminary proceedings in respect of court hearings are duly completed, for executing the proceedings falling within their competence and for drawing up the minutes of the hearings.

The clerk of proceedings supervisor class I directs clerks of proceedings supervisors class II as well as administrative clerical personnel; he ensures that new employees are initiated in their work; he distributes the work among the employees under his authority; he controls the carrying out of the work by his personnel; he ensures the attendance of the employees whom he directs and authorizes their absence; he determines priorities in the performance of the work of the employees under his authority; he plans and coordinates the activities of the sections attached to his administrative unit; he performs studies and research with respect to the problems met within his administrative unit in order to take the proper decisions or to recommend the solutions which he deems appropriate; he is often called upon to participate on committees in the study of technical or internal management problems; he participates in the preparation of internal management directives and orders and sees to their application and that they are implemented and complied with; he draws up periodic reports on the activities of his administrative unit; he participates in the preparation of the budgetary estimates of his administrative unit; he authorizes and controls expenses under his jurisdiction; he maintains close and constant relations with representatives of related administrative units.

Further, the clerk of proceedings supervisor class I may be assigned other related duties.

II) Conditions spécifiques d'admission aux examens

1. Appartenir à la classe II d'agent de maîtrise des greffiers-audienciers.

OU

2. Avoir au moins six (6) années d'expérience dans l'exercice de fonctions caractéristiques de la classe de greffier-audiencier principal et satisfaire à l'une des conditions suivantes:

a) Avoir réussi une (1) année d'études jugée pertinente aux fonctions caractéristiques de cette classe d'emploi et complémentaire à la 11ième année;

b) Avoir fait preuve dans cette classe d'emploi d'un rendement excellent tel que démontré par au moins une notation annuelle.

OU

3. Détenir un diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11ième année ou à Secondaire V reconnu par l'autorité compétente ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente ou appartenir à une classe d'emploi de la fonction publique dont les conditions spécifiques d'admission aux examens quant à la scolarité sont comparables.

ET

Avoir au moins quatorze (14) années d'expérience pertinente aux activités du greffier-audiencier ayant permis au candidat d'acquérir des connaissances variées et approfondies dans le domaine des procédures d'audience des tribunaux judiciaires.

Ã défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis, toute année d'études réussies, jugées pertinentes aux fonctions caractéristiques de cette classe d'emploi et complémentaire à la 11ième année, équivaut à deux (2) années d'expérience.

10- La classe II d'agent de maîtrise des greffiers-audienciers.

I) Fonctions caractéristiques

L'agent de maîtrise de la classe II des greffiers-audienciers est responsable de la supervision technique et administrative d'une section administrative composée de greffiers-audienciers chargés de s'assurer que les procédures préliminaires aux audiences des tribunaux judiciaires sont dûment remplies, de s'acquitter des procédures relevant de leur compétence et de dresser les procès-verbaux des audiences.

L'agent de maîtrise de la classe II des greffiers-audienciers dirige des greffiers-audienciers ainsi que du personnel de soutien administratif; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il vérifie la présence au travail des employés qu'il dirige et autorise leur absence;

(II) Examination eligibility requirements

(1) Belong to the clerks of proceedings supervisor class II

OR

(2) Have at least six (6) years of experience in the performance of the main duties of the clerk of proceedings administrative class and meet one of the following conditions:

(a) Have successfully completed one (1) year of studies deemed pertinent to the main duties of that class of employment and complementary to Grade 11;

(b) Have displayed great efficiency in that class of employment as indicated in at least one annual rating.

OR

(3) Hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to Grade 11 or Secondary V recognized by the competent authority or hold a certificate of studies the equivalence of which is recognized by the competent authority or belong to a class of employment in the civil service whose examination eligibility requirements are similar in respect of schooling.

AND

Have at least fourteen (14) years of experience pertinent to the activities of the clerk of proceedings which permitted the candidate to acquire a thorough and varied knowledge in the field of court hearing procedures.

Failing the number of years of experience required, every year of studies completed deemed pertinent to the main duties of that class of employment and complementary to Grade 11 is equivalent to two (2) years of experience.

10- The clerks of proceedings supervisor class II

(I) Main duties

The clerk of proceedings supervisor class II is responsible for the technical and administrative supervision of an administrative section consisting of clerks of proceedings responsible for ensuring that the preliminary proceedings in respect of court hearings are duly completed, for executing the procedures falling within their competence and for drawing up minutes of the hearings.

The clerk of proceedings supervisor class II directs clerks of proceedings as well as administrative clerical personnel; he ensures that new employees are initiated in their work; he verifies the attendance of the employees whom he directs and authorizes their absence;

il contrôle l'exécution du travail des employés sous son autorité par la révision de leur rapport d'activités; il détermine les priorités dans l'exécution du travail de son personnel; il distribue les rôles de la cour aux employés qu'il dirige; il contrôle la circulation des exhibits qui lui sont confiés; il s'assure de l'application et du respect des directives et instructions de régie interne; il peut être appelé à donner son avis ou rendre une décision concernant les problèmes techniques et administratifs rencontrés dans son unité administrative; il rédige des rapports périodiques sur les activités de sa section administrative; il autorise et contrôle les dépenses relevant de sa compétence; il entretient des relations étroites et constantes avec des représentants d'unités administratives connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise de la classe II des greffiers-audienciers peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

II) Conditions spécifiques d'admission aux examens

1. Appartenir à la classe de greffier-audiencier principal

OU

2. Détenir un diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11ième ou à Secondaire V reconnu par l'autorité compétente ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente ou appartenir à une classe d'emploi de la fonction publique dont les conditions spécifiques d'admission aux examens quant à la scolarité sont comparables.

ET

Avoir au moins onze (11) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du greffier-audiencier ayant permis au candidat d'acquérir des connaissances variées et approfondies dans le domaine des procédures d'audience des tribunaux judiciaires.

À défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis, toute année d'études réussies, jugées pertinentes aux fonctions caractéristiques de cette classe d'emploi et complémentaire à la 11ième année, équivaut à deux (2) années d'expérience. »

2 — QUE le présent règlement entre en vigueur le jour de son approbation par l'autorité compétente et prenne effet au 6 juin 1974.

Copie conforme
Assemblée du 3 juillet 1975.

Le secrétaire,
JEAN MARQUIS.

843-o

he controls the performance of the work of employees under his authority by reviewing their activity reports; he determines priorities in the performance of the work by his personnel; he distributes rolls of the court to the employees whom he directs; he controls the circulation of exhibits entrusted to him; he ensures that internal management directives and orders are implemented and complied with; he may be called upon to give his opinion or to render a decision with respect to the technical and administrative problems met in his administrative unit; he draws up periodic reports on the activities of his administrative section; he authorizes and controls expenses under his jurisdiction; he maintains close and constant relations with representatives of related administrative units.

Further, the clerk of proceedings supervisor class II may be assigned other related duties.

(II) Examination eligibility requirements

(1) Belong to the clerk of proceedings administrative class

OR

(2) Hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to Grade 11 or Secondary V recognized by the competent authority or hold a certificate of studies the equivalence of which is recognized by the competent authority or belong to a class of employment in the civil service whose examination eligibility requirements are similar in respect of schooling.

AND

Have at least eleven (11) years of experience pertinent to the main duties of the clerk of proceedings which permitted the candidate to acquire a varied and thorough knowledge in the field of court hearing procedures.

Failing the number of years of experience required, every year of studies successfully completed deemed pertinent to the main duties of that class of employment and complementary to Grade 11 is equivalent to two (2) years of experience."

2 — THAT this Regulation come into force on the day of its approval by the competent authority and take effect from 6 June 1974.

True copy
Meeting of 3 July 1975.

JEAN MARQUIS,
Secretary.

843-o

C.T. 93154, 6 août 1975
Règ. 75-457, 2 septembre 1975

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(1965, 1ère session, ch. 14)

Agents de recouvrement fiscal

CONCERNANT le « Règlement concernant le statut particulier des agents de recouvrement fiscal ».

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 26 juin 1975, le règlement ci-joint concernant le statut particulier des agents de recouvrement fiscal;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (1965, 1ère session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE soit approuvé le « Règlement concernant le statut particulier des agents de recouvrement fiscal » adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 26 juin 1975 et dont une copie est jointe au présent C.T.;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil du trésor,
PIERRE-YVES VACHON.

Règlement de la Commission de la fonction publique du Québec numéro 285 concernant le statut particulier des agents de recouvrement fiscal

La Commission de la fonction publique du Québec décrète ce qui suit:

Classification

Les agents de recouvrement fiscal forment dans la fonction publique un corps de fonctionnaires dont le travail principal et habituel consiste à recouvrer dans les délais prévus les sommes dues au ministère du Revenu en vertu des diverses lois fiscales en utilisant les recours administratifs et judiciaires mis à leur disposition.

Ce corps comprend deux (2) classes: la classe d'agent stagiaire de recouvrement fiscal et la classe d'agent de recouvrement fiscal.

T.B. 93154, 6 August 1975
Reg. 75-457, 2 September 1975

CIVIL SERVICE ACT
(1965, 1st Session, ch. 14)

Tax collection officers

CONCERNING the "Regulation respecting the particular status of tax collection officers."

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 26 June 1975, the Regulation annexed hereto respecting the particular status of tax collection officers;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (1965, 1st Session, ch. 14), the regulations of the Commission are subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED BY THE TREASURY BOARD:

THAT the "Regulation respecting the particular status of tax collection officers" made by the Civil Service Commission at its meeting held on 26 June 1975, a copy of which is annexed hereto, be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Clerk of the Treasury Board.

Regulation 285 of the Québec Civil Service Commission respecting the particular status of tax collection officers

The Québec Civil Service Commission decrees as follows:

Classification

In the Civil Service, tax collection officers constitute a group of civil servants whose main and regular occupation consists in collecting within the time periods prescribed the sums payable to the Department of Revenue pursuant to various fiscal laws by using the administrative and legal recourses at their disposal.

This group consists of two (2) classes: the tax collection officer trainee class and the tax collection officer class.

La classe d'agent stagiaire de recouvrement fiscal comprend les employés qui de façon principale et habituelle s'initient aux fonctions caractéristiques prévues à la classe d'agent de recouvrement fiscal dans un cadre de formation spécifique.

La classe d'agent de recouvrement fiscal comprend les employés dont le travail principal et habituel consiste à exercer les fonctions caractéristiques de cette classe:

L'agent de recouvrement fiscal analyse l'information disponible pour chacun des cas dont il est responsable afin de décider de l'action à prendre; il effectue au bureau diverses recherches afin d'obtenir l'information nécessaire au recouvrement; il met à jour la dette totale du contribuable et du mandataire pour tous les impôts et les taxes dus au ministère; il procède à des enquêtes chez les contribuables, les mandataires et les tiers en analysant les états financiers et en vérifiant les livres et documents en vue de déterminer la capacité de payer et de déceler les actifs pouvant faire l'objet de saisie ou de garantie; il rencontre les contribuables et les mandataires ou communique verbalement ou par écrit avec eux afin de répondre aux demandes de renseignements, d'obtenir le paiement complet des sommes dues, de négocier un arrangement en fonction de leur capacité de payer ou d'obtenir des garanties pour couvrir la créance; il utilise les recours administratifs et judiciaires qui s'imposent afin de recouvrer les comptes qui demeurent impayés après les premiers efforts de perception.

Enfin, l'agent de recouvrement fiscal peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

Recrutement

A) Avis d'examen:

Aux fins d'établir des listes permanentes d'éligibilité, la Commission de la fonction publique tient des examens après en avoir donné un avis approprié.

B) Conditions spécifiques d'admission aux examens:

A- Détenir un diplôme d'études collégiales de préférence avec spécialisation en techniques administratives et comptables ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente;

OU

Détenir un diplôme d'études secondaire équivalant à une 11ième année ou à Secondaire V reconnu par l'autorité compétente ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente et avoir six (6) années d'expérience pertinente aux activités de l'agent de recouvrement fiscal, notamment dans les domaines

The tax collection officer trainee class consists of employees whose main and regular occupation is to familiarize themselves with the main duties attaching to the tax collection officer class through a specific training programme.

The tax collection officer class consists of employees whose main and regular occupation is the performance of the duties pertaining to that class:

The tax collection officer analyses the information available for each case under his responsibility in order to decide on the action to be taken; he carries out various researches at the office in order to obtain the information necessary to making collections; he keeps the total debt of the taxpayer and mandatary up to date for all income taxes and taxes payable to the Department; he carries out investigations at the premises of taxpayers, mandataries and third parties by analysing the financial statements and by examining the books and documents in order to determine their capacity to pay and determine the assets which may become the subject of seizures or guarantees; he meets the taxpayers and mandataries or communicates with them verbally or in writing in order to have the answers to the information sought, to obtain the complete payment of sums payable, to negociate an arrangement in relation to their capacity to pay or to obtain guarantees to cover the debt; he uses the administrative and legal recourses which are necessary in order to collect the amounts which remain unpaid after the first collection attempts.

Further, the tax collection officer may be assigned other related duties.

Recrutement

(A) Examination notice:

In order to establish permanent eligibility lists, the Civil Service Commission holds examination upon due notice thereof.

(B) Examination eligibility requirements:

A- Hold a diploma of collegiate studies preferably with specialization in administrative and accounting techniques or hold a certificate of pertinent studies the equivalence of which is recognized by the competent authority;

OR

Hold a diploma of secondary studies equivalent to Grade XI or Secondary V recognized by the competent authority or hold a certificate of pertinent studies the equivalence of which is recognized by the competent authority and have six (6) years of experience pertinent to the duties of the tax collection officer, particularly in the fields of

de la comptabilité, de la finance, de la perception ou dans tout autre domaine connexe. Le candidat qui a quatre (4) ou deux (2) années d'expérience pertinente est également admis s'il a réussi, selon le cas, une (1) ou deux (2) années de scolarité post-secondaire ayant les techniques administratives et comptables comme matières dominantes.

B- Connaître la langue française et, au besoin, la langue anglaise.

C) Éligibilité:

1. À la classe d'agent stagiaire de recouvrement fiscal.
Le candidat ayant les qualifications requises aux conditions spécifiques d'admission aux examens et qui réussit l'examen nécessaire est déclaré éligible à la classe d'agent stagiaire de recouvrement fiscal. Toutefois, l'éligibilité à cette classe n'est valable que pour une période continue de douze (12) mois.

2. À la classe d'agent de recouvrement fiscal.
Le candidat, ayant en plus des qualifications requises aux conditions spécifiques d'admission aux examens, une (1) année d'expérience dans l'exercice des fonctions caractéristiques de la classe d'agent de recouvrement fiscal et qui réussit l'examen nécessaire est déclaré éligible à la classe d'agent de recouvrement fiscal.
Est également éligible à cette classe, le candidat recruté à l'intérieur de la fonction publique qui, après avoir été déclaré éligible à la classe d'agent stagiaire de recouvrement fiscal, a complété la période de stage et réussi l'examen nécessaire pour la classe d'agent de recouvrement fiscal tel que prévu aux conditions d'avancement de classe.

Nomination
La période d'emploi continu à titre temporaire dans la fonction publique, requise avant d'être nommé à titre permanent, est de douze (12) mois pour les fonctionnaires de ce corps. Toutefois, l'agent stagiaire de recouvrement fiscal ne peut faire l'objet d'une nomination à titre permanent pendant la durée d'emploi à cette classe et telle durée ne peut compter en vue de sa nomination à titre permanent.

Le candidat recruté à l'intérieur de la fonction publique déclaré éligible à la classe d'agent stagiaire de recouvrement fiscal et qui est appelé en conformité de l'article 25 de la Loi de la fonction publique à exercer les fonctions qui en découlent, demeure assujetti pendant la durée de son stage au corps auquel il appartient; une nomination au présent corps pourra être faite lorsque le candidat aura satisfait aux conditions mentionnées au

accounting, finance, collection or in any other related field. The candidate having four (4) or two (2) years of pertinent experience is also eligible if he has successfully completed, as the case may be, one (1) or two (2) years of post-secondary studies with concentration in administrative and accounting techniques.

B- Know the French language and, subject to requirements, the English language.

(C) Eligibility:

1. The tax collection officer trainee class.
A candidate who has the examination eligibility requirements and who passes the required examination is declared eligible for the tax collection officer trainee class. However, eligibility for such class shall only be valid for a continuous period of twelve (12) months.

2. The tax collection officer class.
A candidate having one (1) year of experience in the performance of the main duties of the tax collection officer class in addition to the qualifications set forth in the examination eligibility requirements and who passes the required examination is declared eligible for the tax collection officer class.
A candidate recruited within the civil service who, having been declared eligible for the tax collection officer trainee class, has completed the training period and has passed the required examination for the tax collection officer class prescribed in the conditions for class promotion is also declared eligible for this class.

Appointment
With respect to the members of this group, the period of required continuous temporary employment in the civil service before appointment on a permanent basis is twelve (12) months. However, the tax collection officer trainee shall not be appointed permanently during his employment in that class and such time shall not count with respect to his appointment on a permanent basis.

The candidate recruited within the civil service who is declared eligible for the tax collection officer trainee class and who is called upon, in accordance with section 25 of the Civil Service Act, to perform the duties attaching thereto shall remain subject for the duration of his training period to the group to which he belongs; a candidate may be appointed to this group if he meets the requirements indicated in the second paragraph of sub-

deuxième alinéa du sous-paragraphe 2 du paragraphe « C » de la rubrique « RECRUTEMENT » du présent règlement.

Avancement de classe

L'avancement de la classe d'agent stagiaire de recouvrement fiscal à la classe d'agent de recouvrement fiscal n'est possible qu'aux conditions suivantes:

1. Avoir complété une période minimum de neuf (9) mois de travail en tant qu'agent stagiaire de recouvrement fiscal;

2. Avoir réussi un concours d'avancement ayant pour objet de juger les connaissances professionnelles acquises au cours du stage et les aptitudes à accomplir les fonctions caractéristiques de l'agent de recouvrement fiscal. À l'occasion de ce concours, le jury doit également tenir compte de la notation de l'employé faite par ses supérieurs.

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le jour de son approbation par l'autorité compétente.

Copie conforme
Assemblée du 26 juin 1975.

Le secrétaire,
JEAN MARQUIS.

843-o

paragraph 2 of paragraph "C" under the heading "RECRUITMENT" in this Regulation.

Class promotion

Promotion from the tax collection officer trainee class to the tax collection officer class is possible only if the employee:

1. Has completed a minimum period of nine (9) months as a tax collection officer trainee;

2. Has passed a promotion examination whose object is to evaluate the professional knowledge acquired during the training period and the aptitude to perform the main duties of the tax collection officer. At this examination, the jury must also take into account the rating of the employee made by his superiors.

Coming into force

This Regulation shall come into force on the day of its approval by the competent authority.

True copy
Meeting dated 26 June 1975.

JEAN MARQUIS,
Secretary.

843-o

C.T. 93155, 6 août 1975
Règ. 75-458, 2 septembre 1975

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(1965, 1ère session, ch. 14)

Gardiens-constables

CONCERNANT le « Règlement concernant le statut particulier des gardiens-constables ».

ATTENDU QUE La Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 23 juillet 1975, un nouveau règlement ci-joint concernant le statut particulier des gardiens-constables;

ATTENDU QUE ce règlement remplace le règlement concernant le statut particulier des gardiens-constables approuvé par le C.T. 88561 du 5 mars 1975;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (1965, 1ère session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE soit approuvé le « Règlement concernant le statut particulier des gardiens-constables » adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 23 juillet 1975 et dont une copie est jointe au présent C.T.;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du conseil du trésor,
PIERRE-YVES VACHON.

Règlement de la Commission de la fonction publique numéro 303 concernant le statut particulier des gardiens-constables

La Commission de la fonction publique décrète ce qui suit:

Classification

Les gardiens-constables forment dans la fonction publique un corps de fonctionnaires dont le travail principal et habituel consiste à exercer des fonctions qui découlent de leur statut juridique d'agent de la paix et des pouvoirs qui leur sont ainsi conférés en vue d'assurer le maintien de l'ordre, la protection des biens et la sécu-

T.B. 93155, 6 August 1975
Reg. 75-458, 2 September 1975

CIVIL SERVICE ACT
(1965, 1st session, ch. 14)

Security officers

CONCERNING the "Regulation respecting the particular status of security officers".

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 23 July 1975, a new Regulation annexed hereto respecting the particular status of security officers;

WHEREAS this Regulation replaces the Regulation respecting the particular status of security officers approved by T.B. 88561 dated 5 March 1975;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (1965, 1st session, ch. 14), the regulations of the Commission are subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial administration Act (1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED BY THE TREASURY BOARD:

THAT the "Regulation respecting the particular status of security officers", made by the Civil Service Commission at its meeting held on 23 July 1975 and a copy of which is annexed to this T.B., be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Clerk of the Treasury Board.

Regulation 303 of the Civil Service Commission respecting the particular status of security officers

The Civil Service Commission decrees as follows:

Classification

In the Civil Service security officers constitute a group of civil servants whose main and regular occupation consists in the performance of the duties attached to their legal status of peace officer and the exercise of the powers thus conferred upon them for the purposes of ensuring the maintenance of order, the protection of

rité des personnes sur la Cité parlementaire, pour certains édifices à bureaux et autres immeubles utilisés par le Gouvernement dont les exigences sécuritaires justifient l'emploi d'une personne nommée « constable spécial ».

Ce corps comprend deux (2) classes(la classe de gardien-constable et la classe de gardien-constable principal.

La classe de gardien-constable comprend les employés dont le travail principal et habituel consiste à exercer des fonctions caractéristiques de cette classe:

Le gardien-constable effectue la surveillance intérieure et extérieure de ces endroits; il y contrôle l'admission des employés, des visiteurs, des pensionnaires et de toutes personnes; il peut alors être appelé à enregistrer leurs entrées et sorties, à contrôler leur identité et leur destination, à vérifier la nature des objets qu'elles transportent; il y surveille leurs allées et venues; il effectue des rondes d'inspection afin de s'assurer de l'observance des normes de sécurité prescrites en vue notamment de la protection contre le feu, le vol ou les dommages; il voit à l'application de règlements spécifiques à certains de ces établissements; il dirige la circulation et voit à l'utilisation ordonnée de terrains de stationnement; conformément aux directives établies, il peut alors émettre des billets d'infraction et faire remorquer les véhicules automobiles; il assure le maintien de l'ordre lors de manifestations publiques en collaboration, s'il y a lieu, avec les différents corps policiers; il conduit des enquêtes sur des incidents ou irrégularités constatés; il rédige les rapports exigés par les autorités; il prend les mesures nécessaires lors d'accidents telles que donner les premiers soins, procéder à des évacuations, combattre des commencements d'incendies.

Dans l'accomplissement de ses fonctions, le gardien-constable peut être appelé à initier au travail les nouveaux gardiens-constables, à diriger du personnel de soutien, à collaborer à son entraînement, à répartir le travail, à en vérifier l'exécution et, à la demande du notateur, à donner son avis lors de la notation.

Enfin, le gardien-constable peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

La classe de gardien-constable principal comprend les employés dont le travail principal et habituel consiste à exercer les fonctions du gardien-constable chef d'équipe; il dirige une équipe de gardiens-constables; il exécute, avec les membres de son équipe, des fonctions caractéristiques de la classe précédente et effectue, au besoin, les travaux les plus difficiles; il répartit le travail entre les membres de son équipe; il vérifie l'exécution du travail; il donne, à la demande du notateur, son avis lors de la notation des membres de son équipe.

property and the safety of persons on Parliament Hill, and in certain office buildings and other immoveables used by the Government and whose security requirements justify the employment of a person appointed as "special constable".

This group consists of two (2) classes: the security officer class and the chief security officer class.

The security officer class comprises employees whose main and regular work consists in the performance of the duties pertaining to that class;

The security officer exercises indoor and outdoor surveillance of such places; he controls the admission of employees, visitors, residents and all other persons; he may, then, be called upon to record their entering and leaving, to check their identity and destination and to verify the nature of the objects they are carrying; he supervises their comings and goings; he makes rounds of inspection in order to ensure compliance with the security measures prescribed, in particular, those concerning protection against fire, theft and damage; he sees to the implementation of rules particular to certain of these establishments; he directs traffic and ensures the proper utilization of parking areas; in accordance with the prescribed directives, he may issue traffic tickets and have automobiles towed away; he maintains order during public demonstrations in co-operation, where applicable, with the various police forces; he conducts inquiries into incidents or irregularities; he prepares the reports required by the authorities; he takes the necessary measures in case of accidents such as giving first aid, evacuating premises and taking the necessary precautions to prevent the spread of fire.

In the performance of his duties, the security officer may be called upon to initiate new security officers in their work, to direct ancillary staff, to collaborate in their training, to distribute work and see that it is done and, when requested by the evaluator, give his opinion when a rating is being made.

Further, the security officer may be assigned other related duties.

The chief security officer class comprises employees whose main and regular work consists in the performance of the duties of head of a team of security officers; he directs a team of security officers; he performs, with the members of his team, the duties pertaining to the aforementioned class and, where necessary, performs the more difficult tasks; he distributes work among the members of his team and sees that it is done; when requested by an evaluator, he gives his opinion when a member of his team is being rated.

Recrutement

A) Avis d'examen

Aux fins d'établir des listes permanentes d'éligibilité, la Commission de la fonction publique tient des examens après en avoir donné un avis approprié.

B) Conditions spécifiques d'admission aux examens

a) Avoir réussi des études de niveau secondaire équivalant à une 10e année ou à Secondaire IV reconnues par l'autorité compétente ou appartenir à une classe d'emploi de la fonction publique dont les conditions spécifiques d'admission aux examens quant à la scolarité sont comparables.

Peuvent également être admis les employés de la fonction publique appartenant à une classe d'emploi dont les conditions spécifiques d'admission aux examens quant à la scolarité sont inférieures à celles prévues précédemment. Dans un tel cas, les employés doivent posséder un minimum de cinq (5) années d'expérience comme personnel de soutien aux gardiens-constables. La préférence est accordée à ceux qui, en outre de leur expérience particulière de travail, ont poursuivi avec succès des études ou des stages de perfectionnement.

b) Être âgé d'au moins vingt et un (21) ans et de moins de quarante-cinq (45) ans.

c) Avoir une taille minimum de 5 pieds 6 pouces sans chaussures; pour les candidats de sexe féminin, ce minimum est de 5 pieds 4 pouces sans chaussures.

d) Connaître la langue française et, au besoin, la langue anglaise.

C) Égilibilité

1) À la classe de gardien-constable

Le candidat ayant les qualifications requises aux conditions spécifiques d'admission aux examens qui réussit l'examen nécessaire et satisfait aux conditions préalables à la nomination sous le titre de « constable spécial » en vertu de l'article 64 de la Loi de police est déclaré éligible à la classe de gardien-constable.

2) À la classe de gardien-constable principal

Faute d'employés éligibles dans le milieu à la suite d'un concours spécifique d'avancement, le candidat recruté à l'extérieur de la fonction publique ayant au moins cinq (5) années d'expérience reconnue par l'autorité compétente dans l'exercice de fonctions caractéristiques de la classe de gardien-constable qui réussit l'examen nécessaire et satisfait aux

Recruitment

(A) Examination notice

In order to establish permanent eligibility lists, the Civil Service Commission holds examinations upon due notice thereof.

(B) Examination eligibility requirements

(a) Have completed secondary studies equivalent to Grade 10 or Secondary IV recognized by the competent authority or belong to a class of employment in the Civil Service whose examination eligibility requirements are similar in respect of schooling.

Employees of the Civil Service who belong to a class of employment whose examination eligibility requirements with respect to schooling are less than those prescribed above may also be eligible. In such case, the employees must have at least five (5) years of experience as ancillary staff to security officers. Preference shall be given to candidates who, in addition to their particular work experience, have successfully completed studies or upgrading training periods.

(b) Be not less than twenty-one (21) and under forty-five (45) years of age.

(b) Be at least 5 feet 6 inches tall without shoes; for female candidates, at least 5 feet 4 inches tall without shoes.

(d) Know the French language and, where necessary, the English language.

(C) Eligibility

(1) To the security officer class

A candidate who meets the examination eligibility requirements and who passes the necessary examination and meets the conditions for appointment under the heading "Special Constables" under section 64 of the Police Act is declared eligible for the security officer class.

(2) To the chief security officer class

Where no employees are declared eligible following a specific promotion examination, the candidate recruited outside the Civil Service having at least five (5) years of experience recognized by the competent authority in the performance of the main duties of the security officer class, and who passes the necessary examination and meets the

conditions préalables à la nomination sous le titre de « constable spécial » en vertu de l'article 64 de la Loi de police peut être déclaré éligible à la classe de gardien-constable principal.

Nomination

La période d'emploi continu à titre temporaire dans la fonction publique, requise avant d'être nommé à titre permanent, est de douze (12) mois pour les fonctionnaires de ce corps.

Avancement de classe

L'avancement de la classe de gardien-constable à la classe de gardien-constable principal n'est possible qu'aux conditions suivantes:

1) avoir complété la période d'emploi continu à titre temporaire;

2) avoir cinq (5) années d'expérience reconnue par l'autorité compétente dans l'exercice de fonctions caractéristiques de la classe de gardien-constable, à ce titre ou à un titre équivalent;

3) participer à un concours d'avancement spécifique qui a lieu selon les besoins de l'Administration; à l'occasion de ce concours d'avancement, le candidat doit démontrer qu'il a la compétence et les aptitudes pour exercer les fonctions du poste considéré; les rapports de notation, les travaux réalisés et l'ensemble du dossier professionnel du candidat font l'objet d'une étude particulière par le jury; celui-ci possède de plus une description des fonctions du poste à pourvoir;

4) être déclaré éligible à l'emploi considéré;

5) être affecté à un emploi de la classe de gardien-constable principal.

Abrogation

Le présent règlement abroge et remplace le règlement de la Commission de la fonction publique numéro 303 concernant le statut particulier des gardiens-constables approuvé par le C.T. 88561 du 5 mars 1975.

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le jour de son approbation par l'autorité compétente.

Copie conforme
Assemblée du 23 juillet 1975.

Le secrétaire,
JEAN MARQUIS.

843-o

conditions for appointment under the heading "Special Constables" under section 64 of the Police Act may be declared eligible for the chief security officer class.

Appointment

The period of continuous employment on a temporary basis in the Civil Service required for appointment on a permanent basis is twelve (12) months for civil servants in this group.

Class promotion

An employee may be promoted from the security officer class to the chief security officer class only if:

(1) he has completed the period of continuous employment on a temporary basis;

(2) he has five (5) years of experience recognized by the competent authority in the performance of the main duties of the security officer class, as such or in an equivalent capacity;

(3) he has taken a specific promotion examination held according to the requirements of the Administration; at this examination, the candidate must show that he has the competence and aptitudes to perform the duties of the post in question; his ratings, the work he has done and his entire professional record will be object of special study by the jury; the latter shall, in addition, be provided with a description of the duties of the post to be filled;

(4) he has been declared eligible for the employment sought;

(5) he has been assigned to an employment in the chief security officer class.

Revocation

This Regulation revokes and replaces Regulation 303 of the Civil Service Commission respecting the particular status of security officers approved by T.B. 88561 dated 5 March 1975.

Coming into force

This Regulation shall come into force on the day of its approval by the competent authority.

True copy
Meeting of 23 July 1975.

JEAN MARQUIS,
Secretary.

843-o

C.T. 93589, 20 août 1975
Règ. 75-459, 2 septembre 1975

RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS
(1965, 1ère session, ch. 68)

Règlement no. 2 — modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement numéro 2 concernant le Régime de retraite des enseignants.

ATTENDU QUE l'article 27 du Régime de retraite des enseignants (1965, 1ere session, ch. 68) stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les conditions auxquelles un enseignant qui bénéficie d'un congé sans solde ou qui poursuit des études spécialisées ou qui enseigne temporairement sous une autorité avec laquelle une entente n'a pas été conclue en vertu de l'article 26, est censé occuper une fonction visée par ladite loi;

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil a édicté la Règlement numéro 2 concernant le Régime de retraite des enseignants en vertu de l'arrêté en conseil 1449 du 21 avril 1971;

ATTENDU QUE ce Règlement numéro 2 a été par la suite modifié par l'arrêté en conseil 3972 du 24 novembre 1971 et par le C.T. 64881 du 5 juillet 1972;

ATTENDU QU'il est opportun de modifier à nouveau le Règlement numéro 2 concernant le Régime de retraite des enseignants;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs qui sont conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du Régime de retraite des enseignants;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Fonction publique:

QUE le Règlement ci-joint modifiant le Règlement numéro 2 concernant le Régime de retraite des enseignants soit approuvé;

QUE ce Règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil du trésor,
PIERRE-YVES VACHON.

Règlement modifiant le Règlement numéro 2 concernant le Régime de retraite des enseignants

1. Le Règlement numéro 2 concernant le Régime de retraite des enseignants est à nouveau modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

T.B. 93589, 20 August 1975
Reg. 75-459, 2 September 1975

TEACHERS PENSION PLAN
(1965, 1st session, ch. 68)

Regulation 2 — Amendment

CONCERNING the Regulation amending Regulation 2 respecting the Teachers Pension Plan.

WHEREAS under section 27 of the Teachers Pension Plan (1965, 1st session, ch. 68), the Lieutenant-Governor in Council, by regulation, may fix the conditions upon which a teacher on leave without pay or engaged in specialized studies, or who teaches temporarily under an authority with whom no agreement has been made under section 26, shall be deemed to hold a position contemplated by this act;

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council enacted Regulation 2 respecting the Teachers Pension Plan under Order in Council 1449 dated 21 April 1971;

WHEREAS Regulation 2 was thereafter amended by Order in Council 3972 dated 24 November 1971 and by T.B. 64881 dated 5 July 1972;

WHEREAS it is expedient to further amend Regulation 2 respecting the Teachers Pension Plan;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Teachers Pension Plan;

IT IS DECIDED, therefore, by the Treasury Board, upon the recommendation of the Minister of the Civil Service:

THAT the Regulation annexed hereto amending Regulation 2 respecting the Teachers Pension Plan, be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Clerk of the Treasury Board.

Regulation amending Regulation 2 respecting the Teachers Pension Plan

1. Regulation 2 respecting the Teachers Pension Plan is further amended by adding the following paragraph:

« Toute personne qui a exercé une fonction pédagogique ou éducative et qui a obtenu un congé sans solde pour devenir membre du Conseil supérieur de l'éducation doit, pour faire compter la période pendant laquelle elle a été en congé sans solde pour occuper un tel poste audit Conseil, faire la demande prévue au premier alinéa dans les six (6) mois de l'adoption du présent règlement. »

844-o

"Every person who held a pedagogical or educational position and who obtained a leave without pay to become a member of the Superior Council of Education must, in order that the period during which he was on leave without pay to occupy such position with the said Council be taken into consideration, apply in the manner prescribed in the first paragraph within six (6) months of the enactment of this Regulation."

844-o

C.T. 93703, 27 août 1975
Règ. 75-460, 2 septembre 1975

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(1965, 1ère session, ch. 14)

Emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel — Modification

CONCERNANT un règlement modifiant le Règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 26 juin 1975, le règlement ci-joint modifiant le Règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires approuvé par le C.T. 89300 du 19 mars 1975, dans le but d'établir des taux spéciaux de rémunération pour les employés occasionnels affectés au programme d'arrosage de la tordeuse des bourgeons de l'épinette;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (1965, 1ère session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE soit approuvé le règlement ci-joint adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 26 juin 1975 à l'effet de modifier le Règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil du trésor,
PIERRE-YVES VACHON.

Règlement modifiant le Règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires

La Commission de la fonction publique du Québec décrète ce qui suit:

Art. 1 — Le règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires est modifié:

T.B. 93703, 27 August 1975
Reg. 75-460, 2 September 1975

CIVIL SERVICE ACT
(1965, 1st Session, ch. 14)

Positions or offices of a casual nature — Amendment

CONCERNING a Regulation amending the Regulation respecting positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof.

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 26 June 1975, the Regulation annexed hereto amending the Regulation respecting positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof approved under T.B. 89300 dated 19 March 1975, for the purpose of establishing special rates of remuneration for the casual employees attached to the spruce bud moth spraying programme;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (1965, 1st Session, ch. 14), the Regulations of the Commission are subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED BY THE TREASURY BOARD:

THAT the Regulation made by the Civil Service Commission at its meeting of 26 June 1975 for the purpose of amending the Regulation respecting positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof, a copy of which is attached hereto, be approved;

THAR this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Clerk of the Treasury Board.

Regulation amending the Regulation respecting positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof

The Québec Civil Service Commission decrees as follows:

Sec. 1 — The Regulation respecting positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof is amended:

a) en remplaçant le premier alinéa de l'article 15 par ce qui suit:

« **Art. 15** — Les emplois occasionnels énumérés aux annexes « A », « B » et « C », de même que leurs titulaires, ne sont régis que par les articles 2, 3, 4, 6, 12 et 17 ».

b) en insérant, après l'ANNEXE « B », la suivante:

ANNEXE « C »

Ministère des terres et forêts

(Emplois occasionnels devant être exercés durant la saison d'été, entre le 1er avril et le 1er août, dans le cadre du programme annuel d'arrosage de la tordeuse des bourgeons de l'épinette)

FONCTION	RÉMUNÉRATION QUOTIDIENNE *(Voir note ci-après)*
Médecin	$100.00
Surintendant des bases d'arrosage	$ 55.00
Contremaître d'une base d'arrosage	$ 46.00
Surveillants des opérations aériennes:	
— sans licence de pilotage et sans expérience	$ 45.00
— avec 1 an d'expérience	$ 50.00
— avec 2 ans d'expérience	$ 55.00
— avec 3 ans d'expérience	$ 60.00
— avec licence de pilotage	
— sans expérience	$ 55.00
— avec au moins une année d'expérience	$ 60.00
Assistant-contremaître d'une base d'arrosage	$ 40.00
Contremaître des mélangeurs	$ 46.00
Contremaître en calibration des compteurs (meters)	$ 46.00

(a) by replacing the first paragraph of section 15 by the following:

"**Sec. 15** — Casual positions listed in Schedules "A", "B" and "C", as well as their incumbents, shall be governed only by sections, 2, 3, 4, 6, 12 and 17".

(b) by inserting, after SCHEDULE "B", the following:

SCHEDULE "C"

Department of Lands and Forests

(Casual employment to be carried out during the summer, between 1 April and 1 August, within the scope of the annual spruce bud moth spraying programme)

OFFICE	DAILY REMUNERATION *(See note hereinafter)*
Physician	$100.00
Superintendent of spraying bases	$ 55.00
Foreman of a spraying base	$ 46.00
Supervisors of aerial operations:	
— without pilot licence and without experience	$ 45.00
— with 1 year of experience	$ 50.00
— with 2 years of experience	$ 55.00
— with 3 years of experience	$ 60.00
— with a pilot licence	
— without experience	$ 55.00
— with at least one year of experience	$ 60.00
Assistant foreman of a spraying base	$ 40.00
Mixer foreman	$ 46.00
Meter calibration foreman	$ 46.00

Contremaître en mécanique	$ 46.00	Mechanics foreman	$ 46.00
Préposé à l'équipement	$ 40.00	Equipment agent	$ 40.00
Préposé aux communications	$ 35.00	Communications agent	$ 35.00
Mélangeur en charge d'une base	$ 34.00	Mixer in charge of a base	$ 34.00
Homme de pompes	$ 34.00	Gas attendants	$ 34.00
Commis d'aviation	$ 34.00	Aviation clerk	$ 34.00
Préposé aux télécommunications	$ 34.00	Telecommunications officer	$ 34.00
Ouvrier spécialisé	$ 33.00	Specialized workman	$ 33.00
Préposé au mélange	$ 30.00	Mixing officer	$ 30.00
Chargeur de mélange	$ 30.00	Mixing loader	$ 30.00
Nettoyeur-laveur	$ 30.00	Washer-cleaner	$ 30.00
Gardien	$ 30.00	Guard	$ 30.00
Chargeur de gaz	$ 30.00	Gas loader	$ 30.00
Premiers soins	$ 32.00	First aid officer	$ 32.00

Note: Cette « rémunération quotidienne » est basée sur une journée de travail d'une durée moyenne de dix (10) heures.

Art. 2 Le présent règlement entre en vigueur à compter de son approbation par l'autorité compétente et prend effet le 1er avril 1975.

Copie conforme
Assemblée du 26 juin 1975.

Le secrétaire,
JEAN MARQUIS.

843-o

Note: This "daily remuneration" is based on a work day of an average duration of ten (10) hours.

Sec. 2 This Regulation shall come into force upon its approval by the competent authority and shall take effect on 1 April 1975.

True copy
Meeting dated 26 June 1975.

JEAN MARQUIS,
Secretary.

843-o

C.T. 93705, 27 août 1975
Règ. 75-461, 2 septembre 1975

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(1965, 1ère session, ch. 14)

Personnel de maîtrise des ouvriers — Modification

CONCERNANT un règlement modifiant le Règlement concernant le statut particulier du personnel de maîtrise des ouvriers.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 6 août 1975, le règlement ci-joint modifiant le Règlement numéro 350 concernant le statut particulier du personnel de maîtrise des ouvriers, approuvé par le C.T. 88400 du 26 février 1975, dans le but d'y ajouter une nouvelle classe de contremaître, soit celle de maître d'hôtel;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (1965, 1ère session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE soit approuvé le règlement ci-joint adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 6 août 1975 à l'effet de modifier le Règlement numéro 350 concernant le statut particulier du personnel de maîtrise des ouvriers;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du conseil du trésor,
PIERRE-YVES VACHON.

T.B. 93705, 27 August 1975
Reg. 75-461, 2 September 1975

CIVIL SERVICE ACT
(1965, 1st session, ch. 14)

Workmen supervisory personnel — Amendment

CONCERNING a Regulation amending the Regulation respecting the particular status of workmen supervisory personnel.

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 6 August 1975, the Regulation annexed hereto amending Regulation 350 respecting the particular status of workmen supervisory personnel, approved under T.B. 88400 dated 26 February 1975, for the purpose of adding a new class of foreman thereto, namely, that of maître d'hôtel;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (1965, 1st session, ch. 14), the regulations of the Commission are subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED BY THE TREASURY BOARD:

THAT the Regulation annexed hereto made by the Civil Service Commission at its meeting held on 6 August 1975 for the purpose of amending Regulation 350 respecting the particular status of workmen supervisory personnel, be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Clerk of the Treasury Board.

Copie d'un règlement adopté par la Commission de la fonction publique du Québec

La Commission de la fonction publique du Québec décrète ce qui suit:

Le règlement de la Commission de la fonction publique du Québec numéro 350 concernant le statut particulier du personnel de maîtrise des ouvriers est modifié:

1 — En ajoutant, dans la première partie, à la rubrique CLASSIFICATION, ce qui suit:
« 374- La classe de MAÎTRE D'HÔTEL »

Copy of a regulation made by the Québec Civil Service Commission

The Québec Civil Service Commission decrees as follows:

Regulation 350 of the Québec Civil Service Commission respecting the particular status of workmen supervisory personnel is amended:

1 — By adding, in Part One, under the heading CLASSIFICATION, the following:
"374- The MAÎTRE D'HÔTEL class"

2 — En insérant, dans la première partie, à la rubrique INTÉGRATION, après le second alinéa, ce qui suit:

« De plus, l'employé de la fonction publique, classé dans la classe d'agent principal de bureau en conformité du règlement de la Commission de la fonction publique numéro 200 concernant le statut particulier des agents de bureau approuvé par le C.T. 88566 du 5 mars 1975 et dont le travail consiste le 13 mars 1975 à exercer de façon principale et habituelle des fonctions correspondant à l'ensemble ou à une partie significative des fonctions caractéristiques de la classe de maître d'hôtel du présent règlement, est intégré à cette classe ».

3 — En ajoutant, dans la deuxième partie, à la fin de la section « A — Les classes de contremaître », ce qui suit:

« 374- La classe de MAÎTRE D'HÔTEL »

I— Fonctions caractéristiques

La classe de maître d'hôtel comprend les employés qui dirigent des ouvriers préposés au service des mets et des boissons dans une salle à manger.

II— Conditions spécifiques d'admission aux examens

Avoir deux (2) années d'expérience dans l'exercice des fonctions caractéristiques de la classe de serveur principal à ce titre ou à un titre équivalent;

OU

avoir neuf (9) années d'expérience pertinente au fonctionnement d'une salle à manger à titre de serveur ou à un titre équivalent.

À défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis, toute année d'étude réussie et jugée pertinente aux fonctions caractéristiques de cette classe d'emploi et complémentaire à la 11ième année ou au Secondaire V équivaut à deux (2) années d'expérience. »

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le jour de son approbation par l'autorité compétente et prend effet à compter du 13 mars 1975.

Copie conforme
Assemblée du 6 août 1975,

Le secrétaire,
JEAN MARQUIS.

843-o

2 — By inserting in Part One, under the heading INTÉGRATION, after the second paragraph, the following:

"In addition, the employee of the civil service classified as office clerk administrative class in accordance with Regulation 200 of the Civil Service Commission respecting the particular status of office clerks approved under T.B. 88566 dated 5 March 1975 and whose main and regular occupation consisted, on 13 March 1975, in carrying out duties corresponding to all or a significant part of the main duties of the maître d'hôtel class of this Regulation, is integrated into that class."

3 — By adding in Part two, at the end of Division "A — the foreman classes" the following:

"374- The MAÎTRE D'HÔTEL class"

I— Main duties

The maître d'hôtel class consists of employees who direct workmen assigned to the service of meals and beverages in a dining room.

II— Examination eligibility requirements

Have two (2) years of experience in the performance of the main duties of the waiter administrative class as such or in an equivalent capacity;

OR

have nine (9) years of experience pertinent to the operation of a dining room as a waiter or in a equivalent capacity.

Failing the number of years of experience required, every year of studies successfully completed and deemed pertinent to the main duties of that class of employment and complementary to Grade II or Secondary V is equivalent to two (2) years of experience."

Coming into force

This Regulation shall come into force on the day of its approval by the competent authority and shall take effect from 13 March 1975.

True copy
Meeting of 6 August 1975.

JEAN MARQUIS,
Secretary.

843-o

Avis

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement fixant les limites territoriales des sections » adopté par le Bureau de l'Ordre des agronomes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 14 mai 1975, aux pages 2151 à 2153, a été approuvé le 20 août 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3916-75, avec la modification suivante:

ajouter à la fin du paragraphe *k* de l'article 1, ce qui suit: « , à l'exclusion des municipalités et territoires inclus dans le territoire de la Corporation des agronomes de la région de St-Hyacinthe ».

En conséquence, ce règlement entre en vigueur tel que modifié le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

Notices

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code, that the "Regulation determining the territorial limits of the sections" made by the Bureau of the Order of Agrologists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 14 May 1975, pages 2151 to 2153, was approved on 20 August 1975 under Order in Council 3916-75, with the following amendment:

at the end of paragraph *k* of section 1, add the following: ", with the exception of the municipalities and territories included in the territory of the Corporation of Agrologists of the St. Hyacinthe Region."

Therefore, this Regulation shall come into force as amended on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

837-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle » adopté par le Bureau de l'Ordre des agronomes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 14 mai 1975, aux pages 2137 à 2142, a été approuvé le 20 août 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3917-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code, that the "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee" made by the Bureau of the Order of Agrologists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 14 May 1975, pages 2137 to 2142, was approved on 20 August 1975 under Order in Council 3917-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette.*

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

837-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes » adopté par le Bureau de l'Ordre des agronomes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 14 mai 1975, aux pages 2143 à 2148, a été approuvé le 20 août 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3918-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the procedure for the conciliation and arbitration of accounts" made by the Bureau of the Order of Agrologists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 14 May 1975, pages 2143 to 2148, was approved on 20 August 1975 under Order in Council 3918-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

837-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant la publicité » adopté par le Bureau de l'Ordre des agronomes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 14 mai 1975, aux pages 2149 à 2151, a été approuvé le 20 août 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3919-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code, that the « Regulation respecting advertising » made by the Bureau of the Order of Agrologists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 14 May 1975, pages 2149 to 2151, was approved on 20 August 1975 under Order in Council 3919-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

837-o

AVIS

Céréales de culture commerciale

Conformément à l'article 28 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, ch. 31) avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi pour l'année d'assurance 1976 les prix unitaires et taux de cotisation suivants:

1— Prix unitaires

a) $4 le 100 livres (option à 80%)

b) $4.50 le 100 livres (option à 70%)

c) $5 le 100 livres (option à 60%)

2— Taux de cotisation

a) avoine:
— $1 l'acre plus $0.05 le minot de poids standard (option à 80%)
— $0.50 l'acre plus $0.05 le minot de poids standard (option à 70%)
— $0.05 le minot de poids standard (option à 60%)

b) grains mélangés:
— $1.00 l'acre plus $0.06 le minot de poids standard (option à 80%)
— $0.50 l'acre plus $0.06 le minot de poids standard (option à 70%)
— $0.06 le minot de poids standard (option à 60%)

c) orge:
— $1.00 l'acre plus $0.08 le minot de poids standard (option à 80%)
— $0.50 l'acre plus $0.08 le minot de poids standard (option à 70%)
— $0.08 le minot de poids standard (option à 60%)

d) blé de printemps:
— $1.00 l'acre plus $0.10 le minot de poids standard (option à 80%)
— $0.50 l'acre plus $0.10 le minot de poids standard (option à 70%)
— $0.10 le minot de poids standard (option à 60%)

A) **N.B.** Un escompte est applicable sur la cotisation exigible lorsque le producteur signe sa demande d'assurance avant le 31 mars de l'année où la protection sera en vigueur. Cet escompte est calculé à raison de 1% par mois complet de paiement par anticipation, sans toutefois dépasser le 31 mars de l'année où la protection sera en vigueur.

NOTICE

Commercial crop cereals

In accordance with section 28 of the Crop Insurance Act (1974, ch. 31), notice is given that the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* fixed the following unit prices and assessment rates for the 1976 insurance year:

1— Unit prices

(a) $4 per 100 pounds (option at 80%)

(b) $4.50 per 100 pounds (option at 70%)

(c) $5 per 100 pounds (option at 60%)

2— Assessment rates

(a) oats:
— $1 per acre plus $0.05 per minot of standard weight (option at 80%)
— $0.50 per acre plus $0.05 per minot of standard weight (option at 70%)
— $0.05 per minot of standard weight (option at 60%)

(b) mixed grain:
— $1.00 per acre plus $0.06 per minot of standard weight (option at 80%)
— $0.50 per acre plus $0.06 per minot of standard weight (option at 70%)
— $0.06 per minot of standard weight (option at 60%)

(c) barley:
— $1.00 per acre plus $0.08 per minot of standard weight (option at 80%)
— $0.50 per acre plus $0.08 per minot of standard weight (option at 70%)
— $0.08 per minot of standard weight Ûoption at 60%)

(d) spring wheat:
— $1.00 per acre plus $0.10 per minot of standard weight (option at 80%)
— $0.50 per acre plus $0.10 per minot of standard weight (option at 70%)
— $0.10 per minot of standard weight (option at 60%)

(A) N.B. There will be a discount on the assessment payable where the producer signs his application for insurance prior to 31 March of the year during which the protection will be in force. This discount shall be computed at the rate of 1% per complete month of anticipated payment, without, however, going beyond 31 March of the year during which the protection will be in force.

B) N.B. Les taux de cotisation indiqués ci-dessus représentent la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale.

Le secrétaire,
JEAN-MARC DUCHARME.

Québec, le 27 août 1975.

845-o

(B) N.B. The assessment rates indicated above represent the part payable by the insured, namely, 50% of the total premium.

JEAN-MARC DUCHARME,
Secretary.

Québec, August 27th, 1975.

845-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant les affaires du Bureau et les assemblées générales » adopté par le Bureau de l'Ordre des comptables agréés du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 juin 1975, aux pages 2859 à 2861, a été approuvé le 20 août 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3921-75, avec la modification suivante:

ajouter à la fin de la section 5, l'article suivant:

« **5.06** Le présent règlement remplace le « Règlement concernant le quorum des assemblées générale » adopté par le Bureau de l'Ordre, publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 22 mai 1974, à la page 2307, approuvé avec modification le 3 juillet 1974, en vertu de l'arrêté en conseil 2443-74 et entré en vigueur selon les termes d'un avis d'approbation publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 24 juillet 1974, à la page 3499. »

En conséquence, ce règlement entre en vigueur tel que modifié le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the « Regulation respecting the carrying on of the business of the Bureau and the general meetings » made by the Bureau of the Order of Chartered Accountants of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 11 June 1975, pages 2859 to 2861, was approved on 20 August 1975 under Order in Council 3921-75, with the following amendment:

at the end of Division 5, add the following section:

« **5.06** This Regulation replaces the « Regulation respecting the quorum for general meetings » made by the Bureau of the Order, published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 22 May 1974, page 2307, approved with amendment on 3 July 1974 under Order in Council 2443-74 and which came into force pursuant to a notice of approval published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* on 24 July 1974, page 3499 ».

Therefore, this Regulation shall come into force as amended on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

837-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement conernant les modalités d'élection » adopté par le Bureau de l'Ordre des comptables agréés du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 juin 1975, aux pages 2863 à 2865, a été approuvé le 20 août 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3920-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernérd Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the « Regulation respecting the terms and conditions for election » made by the Bureau of the Order of Chartered Accountants of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 11 June 1975, pages 2863 to 2865, was approved on 20 August 1975 under Order in Council 3920-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

837-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant les redevances dues à l'Ordre par les candidats à l'exercice de la profession » adopté par le Bureau de l'Ordre des comptables agréés du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 juin 1975, aux pages 2867 et 2868, a été approuvé le 20 août 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3922-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the dues payable to the Order by candidates for the practice of the profession" made by the Bureau of the Order of Chartered Accountants of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 11 June 1975, pages 2867 and 2868, was approved on 20 August 1975 under Order in Council 3922-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

837-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la modification, dont vous trouverez le texte ci-dessous, aux règlements de la Corporation des maîtres électriciens du Québec dont le siège social est dans la ville de Montréal sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration de 30 jours suivant la date de la publication du présent avis, le tout conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi des maîtres électriciens (S.R.Q., 1964, ch. 153).

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

Extrait du procès-verbal de la 77e assemblée des membres du conseil provincial de la Corporation des maîtres électriciens du Québec tenue le 14 novembre 1973 à Montréal.

Proposé par M. Albert Tremblay
Appuyé par M. John H. Darby

« Que conditionnellement à la réception d'une résolution de la Section, le nom de Baie-Comeau soit changé pour celui de Côte-Nord ».

Adopté à l'unanimité

Copie certifiée conforme
Montréal, le 1er juillet 1975

Le directeur général adjoint par intérim,
GAÉTAN DUFOUR.

841-o

NOTICE

Notice is hereby given that the amendment found in the text mentioned below to the regulations of the Corporation of Master Electricians of Québec whose head office is located in the city of Montréal shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for his approval upon the expiration of thirty (30) days following the publication date of this notice, in accordance with the provisions of section 13 of the Master Electricians Act (R.S.Q.' 1964,ch. 153).

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

Extract of the minutes of the 77th assembly of the members of the provincial council of the Corporation of Master Electricians of Québec held on November 14, 1973 in Montréal.

Moved by Mr. Albert Tremblay
Seconded by Mr. John H. Darby

« That, conditionally, upon receipt of a resolution from the Branch, the name Baie-Comeau shall be changed to Côte Nord ».

Adopted unanimously

True certified copy
Montréal, July 1st, 1975.

GAÉTAN DUFOUR,
Acting
Assistant General Director.

841-o

AVIS

Grande culture (système individuel)

Conformément à l'article 28 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, ch. 31), avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi pour l'année d'assurance 1976 les prix unitaires et taux de cotisation suivants:

1— Prix unitaires

Catégorie	*Prix unitaire*
a) plantes fourragères	$28.00 la tonne
b) céréales	$ 4.00 le 100 livres
c) maïs à ensiler	$28.00 la tonne
d) plantes fourragères et maïs à ensiler	$28.00 la tonne

2— Taux de cotisation

Les taux suivants s'appliquent lorsque le producteur n'assure qu'une seule catégorie.

Catégorie	*Prix unitaire*
a) plantes fourragères	$0.25 l'acre plus $0.63 la tonne
b) céréales:	
— avoine	$1.00 l'acre plus $0.05 le minot de poids standard
grains mélangés	$1.00 l'acre plus $0.06 le minot de poids standard
— orge	$1.00 l'acre plus $0.08 le minot de poids standard
— blé de printemps	$1.00 l'acre plus $0.10 le minot de poids standard
c) maïs à ensiler	$0.50 l'acre plus $0.75 la tonne
d) plantes fourragères et maïs à ensiler	Le taux indiqué en a) et c), moins 20%

3— Taux de cotisation

Les taux suivants s'appliquent:

a) lorsqu'un producteur cultive plus d'une catégorie et qu'il assure la totalité des catégories cultivées;

NOTICE

Mixed farming crop (individual plan)

In accordance with section 28 of the Crop Insurance Act (1974, ch. 31), notice is given that the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* fixed the following unit prices and assessment rates for the 1976 insurance year:

1— Unit prices

Category	*Unit price*
(a) forage plants	$28 per ton
(b) cereals	$4 per 100 pounds
(c) corn for silage	$28 per ton
(d) forage plants and corn for silage	$28 per ton

2— Assessment rates

The following rates apply where the producer insures only one category.

Category	*Assessment rate*
(a) forage plants	$0.25 per acre plus $0.63 per ton
(b) cereals:	
— oats	$1.00 per acre plus $0.05 per minot of standard weight
— mixed grain	$1.00 per acre plus $0.06 per minot of standard weight
— barley	$1.00 per acre plus $0.08 per minot of standard weight
— spring wheat	$1.00 per acre plus $0.10 per minot of standard weight
(c) corn for silage	$0.50 per acre plus $0.75 per ton
(d) forage plants and corn for silage	The rate indicated in (a) and (c), less 20%.

3— Assessment rates

The following rates apply:

(a) where a producer cultivates more than one category and insures the whole of the categories cultivated.

b) lorsqu'un producteur ne cultive que des plantes fourragères et du maïs à ensiler et qu'il les assure conjointement sous la catégorie d).

Catégorie	*Taux de cotisation*
a) plantes fourragères	80% du taux indiqué en 2 a)
b) céréales	
— avoine	80% du taux indiqué en 2 b)
— grains mélangés	80% du taux indiqué en 2 b)
— orge	80% du taux indiqué en 2 b)
— blé de printemps	80% du taux indiqué en 2 b)
c) maïs à ensiler	80% du taux indiqué en 2 c)
d) plantes fourragères et maïs à ensiler	80% du taux indiqué en 2 d)

A) **N.B.** Un escompte est applicable sur la cotisation exigible lorsque le producteur signe sa demande d'assurance avant le 31 mars de l'année où la protection sera en vigueur. Cet escompte est calculé à raison de 1% par mois complet de paiement par anticipation, sans toutefois dépasser le 31 mars de l'année où la protection sera en vigueur.

B) **N.B.** Les taux de cotisation indiqués ci-dessus représentent la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale.

JEAN-MARC DUCHARME,
Secrétaire.

Québec, le 27 août 1975

845-o

(b) where a producer only cultivates forage plants and corn for silage and insures them jointly under category (d).

Category	*Assessment rate*
(a) forage plants	80% of the rate indicated in 2 (a)
(b) cereals	
— oats	80% of the rate indicated in 2 (b)
— mixed grain	80% of the rate indicated in 2 (b)
— barley	80% of the rate indicated in 2 (b)
— spring wheat	80% of the rate indicated in 2 (b)
(c) corn for silage	80% of the rate indicated in 2 (c)
(d) forage plants and corn for silage	80% of the rate indicated in 2 (d)

(A) **N.B.** There will be a discount on the assessment payable where the producer signs his application for insurance prior to 31 March of the year during which the protection will be in force. Such discount shall be computed at a rate of 1% per complete month of anticipated payment, without however going beyond 31 March of the year during which the protection will be in force.

(B) **N.B.** The assessment rates indicated above represent the part payable by the insured, namely, 50% of the total premium.

JEAN-MARC DUCHARME,
Secretary.

Québec, 27 August 1975.

845-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement 1 modifiant le Règlement concernant la publicité » adopté par le Bureau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 18 juin 1975, à la page 3147, a été approuvé le 20 août 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3923-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that "Regulation 1 amending the Regulation respecting advertising" made by the Bureau of the Order of Nurses of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 18 June 1975, page 3147, was approved on 20 August 1975 under Order in Council 3923-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette.*

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application, of the laws respecting the professions.

837-o

AVIS

Maïs-grain

Conformément à l'article 28 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, ch. 31) avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi pour l'année d'assurance 1976 les prix unitaires et taux de cotisation suivants:

1— Prix unitaires

a) $4.00 le 100 livres (option à 80%)

b) $4.50 le 100 livres (option à 70%)

c) $5.00 le 100 livres (option à 60%)

2— Taux de cotisation

a) $0.10 le minot de poids standard (option à 80%)

b) $0.075 le minot de poids standard (option à 70%)

c) $0.055 le minot de poids standard (option à 60%)

A) **N.B.** Un escompte est applicable sur la cotisation exigible lorsque le producteur signe sa demande d'assurance avant le 31 mars de l'année où la protection sera en vigueur. Cet escompte est calculé à raison de 1% par mois complet de paiement par anticipation, sans toutefois dépasser le 31 mars de l'année où la protection sera en vigueur.

B) **N.B.** Les taux de cotisation indiqués ci-dessous représentent la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale.

Le secrétaire,
JEAN-MARIE DUCHARME.

Québec, le 27 août 1975

845-o

NOTICE

Grain-corn

In accordance woth section 28 of the Crop Insurance Act (1974, ch. 31), notice is given that the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* fixed the following unit prices and assessment rates:

1— Unit prices

(a) $4 per 100 pounds (option at 80%)

(b) $4.50 per 100 pounds (option at 70%)

(c) $5 per 100 pounds (option at 60%)

2— Assessment rates

(a) $0.10 per minot of standard weight (option at 80%)

(b) $0.075 per minot of standard weight (option at 70%)

(c) $0.055 per minot of standard weight (option at 60%)

(A) **N.B.** There will be a discount on the assessment payable where the producer signs his application for insurance prior to 31 March of the year during which the protection will be in force. Such discount shall be computed at a rate of 1% per complete month of anticipated payment, without however going beyond 31 March of the year during which the protection will be in force.

(B) **N.B.** The assessment rates indicated above represent the part payable by the insured, namely, 50% of the total premium.

JEAN-MARC DUCHARME,
Secretary.

Québec, 27 August 1975

845-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant les modalités d'élection » adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 14 mai 1975, aux pages 2181 à 2183, a été approuvé le 20 août 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3924-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the terms and conditions for election" made by the Bureau of the Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 14 May 1975, pages 2181 to 2183, was approved on 20 August 1975 under Order in Council 3924-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

837-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle » adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 14 mai 1975, aux pages 2175 à 2180, a été approuvé le 20 août 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3925-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre re ponsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee" made by the Bureau of the Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* dated 14 May 1975, pages 2175 to 2180, was approved on 20 August 1975 under Order in Council 3925-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

837-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant les affaires du Bureau et les assemblées générales » adopté par le Bureau de l'Ordre des podiatres du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 juin 1975, aux pages 2869 à 2872, a été approuvé le 3 septembre 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 4039-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

837-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meetings" made by the Bureau of the Order of Podiatrists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 11 June 1975, pages 2869 to 2872, was approved on 3 September 1975 under Order in Council 4039-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette.*

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

837-o

Commission parlementaire

AVIS

Avis est par les présentes donné que la commission conjointe comprenant la commission de la Justice et la commission des Affaires sociales se réunira aux fins d'entendre les organismes concernant l'avant-projet de loi sur la protection de la jeunesse.

Les personnes ou groupes qui désirent se présenter ou se faire entendre devant cette commission ont un délai de trente (30) jours à compter de la date de la présente publication, pour déposer au Secrétariat des commissions cent (100) exemplaires de leur mémoire, accompagnés de deux cents (200) copies d'un bref résumé.

Le secrétaire associé des commissions et conseiller juridique,
DENIS PÉRUSSE.

Québec, ce 26 août 1975

836-o

Parliamentary Committee

NOTICE

Notice is hereby given that the joint Committee comprising the Committee on Justice and the Committee on Social Affairs will hold a meeting for the purpose of hearing organizations with regard to the draft bill on youth protection.

Person or groups who wish to appear before or be heard by this Committee must deposit, within thirty (30) days from the date of this publication, one hundred (100) copies of their briefs together with two hundred (200) copies of a short summary thereof. Documents should be forwarded to the Secretariat of Committees.

DENIS PÉRUSSE,
Assistant Secretary of Committees and Legal Advisor.

Québec, August 26, 1975.

836-o

Proclamations

Canada
Province de Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

CONCERNANT l'entrée en vigueur des articles 78 à 99 de la Loi sur la langue officielle

ATTENDU QUE la Loi sur la langue officielle (chapitre 6 des lois de 1974) a été sanctionnée le 31 juillet 1974;

ATTENDU QUE la loi est entrée en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 26 à 29, 34, 39, 78 à 99 et 111 qui, conformément aux dispositions de l'article 122 de la loi, entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1er janvier 1976 la date d'entrée en vigueur des articles 78 à 99 de ladite loi;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 3744-75, du 6 août 1975, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre d'État au Conseil exécutif chargé de l'application de la Loi sur la langue officielle:

QUE, conformément aux dispositions de l'article 122 de la loi, soit fixée au 1er janvier 1976 la date d'entrée en vigueur des articles 78 à 99 de la Loi sur la langue officielle (chapitre 6 des lois de 1974).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamations

Canada
Province of Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Official Language Act (Statutes of 1974, Chapter 6) was assented to 31st July 1974;

WHEREAS the said Act came into force on the day of its sanction, with the exception of sections 26 to 29, 34, 39, 78 to 99 and 111 which, in conformity with section 122 of the said Act, will come into force on a date or dates to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to proclaim that sections 78 to 99 of the said Act will come into force on 1st January 1976;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order number 3744-75, dated August 6, 1975, We have ordered and do order, upon the recommendation of the Minister of State responsible for the application of the Official Language Act on behalf of the Executive Council:

THAT, in conformity with the provisions of section 122 of the said Act, sections 78 to 99 of the Official Language Act (Statutes of Chapter 6) will come into force on 1st January 1976.

ALL OUR LOYAL SUBJECTS and all others whom these letters may concern must take notice hereof and act accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-quinze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
RENÉ LANGEVIN.

Libro: 502
Folio: 183

835-o

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

IN WITNESS WHEREOF, we have caused these letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this sixth day of August in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-five and in the twenty-fourth year of Our Reign.

By command,

RENÉ LANGEVIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 502
Folio: 183

835-o

Canada
Provine de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront.

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (projet de loi numéro 33 de 1975) a été sanctionnée le 27 juin 1975;

ATTENDU QUE l'article 137 prévoit que ladite loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil à l'exception des articles exclus par ladite proclamation;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 3776-75, du 13 août 1975, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE les sections I, II, III ainsi que les articles 134, 135, 136 et 137 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, sanctionnée le 27 juin 1975, entrent en vigueur le 13 août 1975.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait prendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P. C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-quinze

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Building Contractors Vocational Qualifications Act (Bill No. 33 of 1975) was assented to on 27 June 1975;

WHEREAS, under section 137, the said Act will come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, with the exception of the sections excluded by the said proclamation;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order number 3776-75, dated 13 August 1975, We have ordered and, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower, do hereby order:

THAT Divisions I, II and VII together with sections 134, 135, 136 and 137 of the Building Contractors Vocational Qualifications Act, assented to on 27 June 1975, shall come into force on 13 August 1975.

ALL OUR LOYAL SUBJECTS and all others whom these letters may concern must take notice hereof and act accordingly.

IN WITNESS WHEREOF We have caused these letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirteenth day of August in the year of Our Lord one thousand nine

de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
RENÉ LANGEVIN.

Libro: 502
Folio: 182

835-o

hundred and seventy-five and in the twenty-fourth year of Our Reign.

By command,

RENÉ LANGEVIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 502
Folio: 182

835-o

Projets de règlement

Draft Regulations

PROJET DE MODIFICATION

Chapellerie dames — province

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Gérald Harvey, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux modes et à la chapellerie pour dames et enfants au Québec, rendue obligatoire par le décret 142 du 22 janvier 1947 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

Remplacer les paragraphes a-1 et a-2 de l'article III par les suivants:

« **III. Salaires minima**

a-1) Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers *Trades (craft)*	Premiers 2 mois *First 2 months*	Après 2 mois *After 2 months*	Après 4 mois *After 4 months*	Après 6 mois *After 6 months*	Après 8 mois *After 8 months*	Après 10 mois *After 10 months*	Après 12 mois *After 12 months*	Après 14 mois *After 14 months*
Dresseur à la main *Hand blocker*	$2.60	$2.73	$2.86	$3.00	3.13	$3.26	$3.40	$3.53
Dresseur à la machine *Machine Blocker*	2.60	2.71	2.82	2.94	3.05	3.16	3.28	3.39
Coupeur *Cutter*	2.60	2.70	2.80	2.90	3.00	3.10	3.20	3.30
Préposé, tissus-paille *Operator (fabric and straw)*	2.60	2.70	2.80	2.90	3.00	3.10	3.20	3.30
Drapeuse *Draper*	2.60	2.68	2.78	—	—	—	—	—
Drapeuse-garnisseuse *Draper-trimmer*	2.60	2.68	—	—	—	—	—	—
Garnisseuse *Trimmer*	2.60	2.68	—	—	—	—	—	—
Ouvrier non spécialisé *General worker*	2.60	2.68	—	—	—	—	—	—
Commis expéditionnaire *Shipping clerk*	2.60	2.68	—	—	—	—	—	—

	Par semaine *Weekly*
Chef expéditionnaire *Head shipper*	$149.00
Expéditionnaire *Shipper*	136.00

DRAFT AMENDMENT

Women's and Children's Millinery Industry Province of Québec

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 et am,), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Gérald Harvey, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the women's and children's millinery industry in Québec, rendered obligatory by Decree 142 of January 22, 1947 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision the following amendments to the said decree:

Subsections (a-1) and (a-2) of Section III shall be replaced by the following:

"**III. Minimum Wages**

(**a-1**) Minimum wage rates shall be as follows in each of the following trades (crafts):

Le chef expéditionnaire et l'expéditionnaire ont une semaine de travail garantie de 45 heures au taux minimum précité.

Zone II: Les taux de salaires minimaux de la zone II sont de 10% inférieurs à ceux de la zone I mais ne peuvent en aucun cas être inférieurs aux taux de salaires de l'Ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum avec ses modifications actuelles ou de toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

a-2) Taux des débutants

Le Comité paritaire de l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants doit aviser chaque employeur, par écrit, au moins 2 semaines avant l'entrée en vigueur de chaque augmentation périodique qui doit être accordée à chaque apprenti. Sur réception de tel avis, l'employeur doit accorder cette augmentation à la date effective prévue dans l'échelle de salaires pour les débutants des divers emplois.

b) Un salarié n'a droit à aucun salaire quand il n'est pas au travail. S'il ne travaille que durant une partie de la semaine, il ne doit être rémunéré que pour cette partie de la semaine au prorata du salaire hebdomadaire. Un salarié doit être rémunéré uniquement selon le genre de travail qu'il exécute ou la classification d'emploi dont il fait partie et qui est mentionnée au présent décret.

Le transfert d'un salarié d'un emploi à un autre doit entraîner un ajustement de salaire établi par entente entre les intéressés, en fonction du degré d'habileté et de productivité du salarié dans l'emploi où il est transféré, sujet à l'approbation du comité paritaire.

c) Il est permis de verser un salaire inférieur au salaire minimum prévu ci-dessus, à un salarié atteint d'une incapacité physique ou mentale, si son incapacité rend son degré de productivité inférieur à la moyenne normale établie par son métier. Le salaire payable à ce salarié doit être alors déterminé par entente entre l'employeur et le salarié et peut être revisé à tous les 2 mois, s'il y a accroissement d'habileté ou de productivité de la part de l'intéressé. En cas de mésentente, le comité paritaire détermine le salaire. Toutefois, le nombre de salariés recevant un salaire inférieur au salaire minimum ci-dessus ne doit jamais dépasser 20% du nombre total des salariés d'une catégorie donnée, à moins d'une permission spéciale du comité paritaire, dans le cas où il est prouvé à la satisfaction de ce dernier qu'il existe une rareté d'ouvriers qualifiés.

Disposition spéciale relative aux salaires: Lorsque les taux de salaire déterminés par le présent décret sont inférieurs à ceux de l'Ordonnance numéro 4, 1972, de la

The head shipper and the shipper are employed on a guaranteed weekly basis of 45 hours at the abovementioned minimum rates.

Zone II: The minimum wage rates in zone II are 10% inferior to those in zone I but shall in no case be inferior to the wage rates in Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission with its present amendments or in any further ordinance which could amend or replace it.

(a-2) Starting rates

The Joint Committee of the Millinery Industry shall advise each employer by written notice at least two weeks prior to the effective date of increase of each periodic increase which shall be made effective with respect to each apprentice. Upon receipt of such notice, the employer shall be obliged to implement the wage increase on its effective date as provided in the strating rate schedule governing the various classifications.

(b) No employee shall be entitled to any pay when he is not working. If an employee works only part of a week, he shall be paid only for that part of the week at the prorata of the weekly wages. A worker shall be paid only according to the type of work he does or to the classification in which he may be employed or which is mentioned in this decree.

The transfer of a worker from one classification to another shall entail the necessary adjustment of wages fixed by an agreement between the persons concerned, on the basis of the skill and productivity of the said worker, in the classification to which he may be transferred and subject to the approval of the Joint Committee.

(c) A physically or mentally handicapped employee may be paid wages inferior to the abovementioned minimum wages providing such handicap interferes with the average normal production for his trade. Wages for such worker shall be set after agreement between employer and employee. The wages shall be open to revision every 2 months upon improvement in skill or productivity on the part of the employee concerned. In the event of disagreement, the Joint Committee shall determine the wages. However, the number of employees receiving an inferior salary may never exceed 20% of the total employees in a given category, unless the Joint Committee gives special approval in the event that it is established to its satisfaction that a shortage of skilled workers exist.

Special Provision respecting Wages: When wage rates set by this Decree are inferior to those of Ordinance No. 4, 1972, of the Minimum Wage Commission or any other

Commission du salaire minimum ou de toute autre ordonnance qui pourrait la modifier ou la remplacer, ces derniers taux doivent être payés. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

Ministère du travail et
de la Main-d'oeuvre,

839-o

ordinance that could amend or replace it, these latter rates shall be paid."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,

839-o

PROJET DE MODIFICATION

Serrurerie et Menuiserie Métallique — Montréal

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Gérald Harvey, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la serrurerie et à la menuiserie métallique dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret 790 du 8 mai 1962 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1. Remplacer les articles I à XVIII par les suivants:

« Article 1 — CHAMP D'APPLICATION:

a) Professionnel: Le présent décret régit toute fabrication, production, transformation et montage en atelier pour autrui, d'ouvrages de serrurerie et de menuiserie métallique, peu importe le métal employé, qu'on utilise pour fins de construction au sens de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

Ces ouvrages comprennent entre autres:

1. portes, châssis, seuils;

2. escaliers, échelles de sauvetage, échelles et coursives;

3. clôtures, barrières, balcons et tous genres de clôtures à claire-voie;

4. garde-fous, angles de bordure, charpentes et panneaux de trous et de fosses;

5. grilles, fenêtres, garde-fenêtres, cages et cloisons.

Ce champ d'application ne comprend pas cependant les charpentes métalliques de bâtiment et les articles de quincaillerie.

Le décret ne s'applique pas à la fabrication d'une partie accessoire (même si telle partie est comprise dans le champ d'application décrit ci-dessus) d'un appareil, d'une machine ou d'une pièce d'équipement non comprise dans ledit champ d'application quand le tout est fabriqué par la même entreprise.

DRAFT AMENDMENT

Non-Structural Metalwork Industry — Montréal

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Gérald Harvey, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Non-Structural Metalwork Industry in the Montréal region, rendered obligatory by Decree No. 790 of May 8, 1962 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision the following amendments to the said decree:

Sections 1 to 18 shall be replaced by the following:

"Section 1 —JURISDICTION:

(a) Industrial: This decree governs the fabrication, production, processing and erection in the plant, for any other party, of any non-structural metalwork, regardless of the metal involved, used for building purposes as mentioned in the Construction Industry Labour Relations Act.

Such work includes, but is not limited to:

1. doors, frames and sills;

2. stairs, fire escapes, ladders and cat walks;

3. fences, gates, balconies and all types of railings;

4. protection guards, curb angles, frames and covers for pits and trenches;

5. grilles, windows, window guards, cages and partitions.

This jurisdiction does not include metal framework and hardware.

The present decree does not apply to the fabrication of an accessory part (even when such part is included in the above-mentioned jurisdiction) of an apparatus, a machine or piece of equipment not included in the said jurisdiction when the whole is fabricated by the same firm.

b) Territorial: Le champ d'application territorial du présent décret comprend l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de 100 milles de leurs limites, divisé en deux zones comme suit:

Zone I: L'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de 25 milles de leurs limites;

Zone II: Le territoire non compris dans la Zone I.

Article 2 — TAUX MINIMA DE SALAIRE ET CLASSIFICATION DES EMPLOIS:

(b) Territorial: The territorial jurisdiction of this decree includes the Island of Montréal, Ile Jésus and a 100 mile-radius of their limits, divided into 2 zones as follows:

Zone I: The Island of Montréal, Ile Jésus and a 25 mile-radius of their limits;

Zone II: The territory not included in Zone I.

Section 2 — MINIMUM WAGE RATES AND JOB CLASSIFICATION:

Zone I *Zone I*	À compter de l'entrée en vigueur *As of the effective date*	1-11-75 *11-1-75*	1-6-76 *6-1-76*	1-6-77 *6-1-77*	1-11-77 *11-1-77*
Mécanicien *Mechanic*	5.58	6.05	6.63	7.24	7.41
Ajusteur *Fitter*	4.92	5.39	5.91	6.46	6.63
Opérateur de presse, plieuse, de cisaille, de polisseur (buffer) et forgeron *Brake press, blade shear, buffer operator and blacksmith*	4.81	5.28	5.79	6.33	6.50
Chauffeur de camion et ouvrier de production « A » *Truck driver and production worker "A"*	4.37	4.84	5.31	5.81	5.98
Ouvrier de production « B » *Production worker "B"*	4.15	4.62	5.07	5.55	5.72
Aide générale *General helper*	3.93	4.40	4.83	5.29	5.46
Journalier *Labourer*	3.71	4.18	4.59	5.03	5.20

Zone II: Les taux minima de salaire dans la Zone II sont les taux de la Zone I réduits de 15¢ l'heure.

Description des emplois:

Mécanicien: 1. Le mécanicien doit: avoir 4 ans (208 semaines) d'expérience dans le métier ou l'équivalent selon l'opinion du Bureau d'examinateurs;

2. pouvoir lire et comprendre tous les plans, croquis et gabarits;

3. tracer et utiliser toutes les machines ou outils usuels dans l'usine pour couper, scier, percer, perforer, former et plier;

4. avoir une connaissance pratique du brûlage au gaz et de la soudure au gaz et à l'électricité, etc.;

Zone II: The minimum wage rates in Zone II are the rates of Zone I less $0.15 per hour.

Job Descriptions:

Mechanic: 1. The mechanic shall: have 4 years' (208 weeks) experience in the trade or the equivalent as determined by the Board of Examiners;

2. be able to read and understand plans, drawings and patterns;

3. trace and use all machines or tools used in the shop to cut, saw, pierce, perforate, form and fold;

4. have a practical knowledge of burning or cutting with a gas torch and welding with gas and electricity, etc.;

5. assembler tous les morceaux en un tout afin de terminer les travaux requis;

6. accomplir sans surveillance toutes les opérations dans l'usine à l'intérieur du champ professionnel du présent décret;

7. posséder le certificat de qualification exigé.

Ajusteur: 1. L'ajusteur doit: avoir 3 ans (156 semaines) d'expérience dans le métier ou l'équivalent selon l'opinion du Bureau d'examinateurs;

2. recevoir des directives et des instructions d'un mécanicien ou d'un contremaître;

3. travailler à partir des plans et croquis pour tracer et faire des gabarits et sous surveillance compléter son ouvrage;

4. pouvoir utiliser les machines et outils usuels du métier;

5. posséder une connaissance pratique du brûlage au gaz et de la soudure au gaz et à l'électricité, etc.;

6. pouvoir fabriquer suivant les instructions d'un mécanicien ou du contremaître;

7. doit aussi posséder le certificat de qualification exigé.

Opérateur de presse plieuse et de cisaille:
Désigne l'ouvrier capable de faire fonctionner sa machine et de tracer, couper et façonner tout matériau d'après les plans. L'ouvrier préposé à un tel travail doit détenir le certificat obligatoire.

Opérateur de polisseur (buffer):
Désigne l'ouvrier capable de faire fonctionner la machine pour polir n'importe quels métaux ou de polir manuellement ces métaux.

Forgeron:
Désigne l'ouvrier capable de façonner le fer ou d'autres métaux en les martelant après les avoir chauffés pour les rendre malléables.

Chauffeur de camion:
Désigne tout salarié qui a la responsabilité de conduire un camion; il doit voir à placer le matériel dans le camion ainsi que le décharger, et il peut travailler à la réception et à l'expédition. Il peut aussi travailler à titre de production ou de manoeuvre.

5. join together all the pieces in order to form a whole and thus finish the work required;

6. perform without supervision all the operations in the plant within the professional jurisdiction of this decree;

7. hold the required certificate of competency.

Fitter: 1. The fitter shall: have 3 years' (156 weeks) experience in the trade or the equivalent as determined by the Board of Examiners;

2. receive directions and instructions from a mechanic or a foreman;

3. work from plans and drawings to do the tracing and make patterns and, under direction, to complete his work;

4. be able to use the machinery and tools ordinarily used to ply the trade;

5. have practical knowledge of cuffing or burning with gas, welding with gas or electricity, etc.;

6. be able to fabricate according to instructions received from a mechanic or foremen;

7. shall also hold the required certificate of competency.

Brake Press and Blade Shear Operator:
Any worker able to operate his machine and trace, cut and form any material according to plans. He shall also be the holder of the required certificate of competency.

Buffer:
Any worker able to operate the buffing machine for all kinds of metals or to polish manually these metals.

Blacksmith:
Any worker able to form iron or other metals by hammering after heating them to make them malleable.

Truck Driver:
Any employee who has the responsibility of driving a truck, he shall see to the loading and unloading of the truck, and he may work as receiver and shipper. He may also work as a production worker "A" and as a labourer.

Ouvrier de production « A »:

Salarié qui peut travailler seul, travailler à l'établi, découper au chalumeau, assembler, polir, effectuer les réglages mineurs de toute machine et les conduire. Il peut effectuer des réglages mineurs sur un cisaille ou sur une presse plieuse et conduire ces machines lorsqu'elles servent à la production de travail en série. Il peut également souder s'il est apte à le faire.

Ouvrier de production « B »:

Salarié qui aide un mécanicien, un ajusteur ou un ouvrier de production « A ». Il peut effectuer le travail d'un ouvrier de production « A », pourvu qu'il soit sous la surveillance directe d'un mécanicien, d'un ajusteur ou d'un ouvrier de production « A ». Il peut également effectuer du travail de soudure.

N.B. Un salarié qui a complété 4,000 heures de travail à titre de journalier est promu à titre d'aide général.
Un salarié qui a complété 4,000 heures de travail à titre d'aide général est promu à titre d'ouvrier de production « B ».

Article 3 — DURÉE DE TRAVAIL:

3.01 La journée normale de travail est de 8 heures.

3.02 La semaine normale de travail est de 5 jours, du lundi au vendredi. Il peut y avoir des exceptions par entente mutuelle dans des circonstances spéciales ou dans le cas de travail continu.

3.03 Les heures normales de travail sont étalées entre 7:00 heures et 17:30 heures.

Lorsque l'employeur organise le système de la double équipe, la première équipe commence entre 7:00 heures et 9:00 heures et la deuxième équipe entre 15:00 heures et 18:00 heures.

Lorsque le système de la triple équipe est mis en vigueur, la troisième équipe commence entre 23 heures et 1 heure.

Les heures mentionnées ci-dessus peuvent être modifiées par accord mutuel. Dans un tel cas, le comité paritaire doit en être avisé par écrit au préalable.

3.04 Période de repas:

a) lorsque dans un établissement il n'y a qu'une seule ou 2 équipes, les salariés ont droit à une période minimale de 30 minutes sans paie au milieu de la période de travail.

b) lorsqu'il y a trois équipes, les salariés de chacune des équipes ont droit à une période de repas de 20 minutes avec paie au milieu de la période de travail.

Production Worker "A":

Employee who may work alone, on the work-bench, cut with acetylene, assemble, polish, do any small adjustment on any machine and operate the machine. He may do small adjustments on a blade shear or a brake press and operate these machines if they are used for mass-production. He may also weld if he is able to do so.

Production Worker "B":

Employee who helps a mechanic, a fitter or a production worker "A". He may perform the work of a production worker "A" provided he works under the direct supervision of a mechanic, a fitter or a production worker "A". He may also weld.

N.B. Any employee having completed 4000 hours of work as labourer becomes a general helper.
Any employee having completed 4000 hours of work as general help becomes a production worker "B".

Section 3 —HOURS OF WORK:

3.01 The standard workday is 8 hours.

3.02 The standard workweek is 5 days, from Monday through Friday. There may be exceptions by mutual consent in special circumstances or in cases of continuous work.

3.03 The regular working hours are scheduled from 7.00 a.m. to 5.30 p.m.

When the employer operates on a double shift basis, the first shift starts work between 7.00 a.m. and 9.00 a.m. and the second shift starts working between 3.00 p.m. and 6.00 p.m.

When an employer operates on a three shift basis, the third shift starts working between 11.00 p.m. and 1.00 a.m.

The above-mentioned hours may be modified subject to mutual agreement. In such cases, the Joint Committee shall be notified in advance in writing.

3.04 Meal Period:

(a) When there are only one or two shifts in an establishment, the employees shall be entitled to a minimum period of 30 minutes without pay in the middle of the work period.

(b) When there are 3 shifts, the employees in each shift shall be entitled to a meal period of 20 minutes with pay in the middle of the work period.

3.05 Période de repos: Le salarié a droit à une période de repos de dix (10) minutes durant chaque demi-journée de travail ainsi qu'à quinze (15) minutes de repos payées pour chaque période de deux (2) heures de temps supplémentaire travaillées.

3.06 Un salarié a droit à cinq (5) minutes payées immédiatement avant la fin de sa journée de travail afin de faire sa toilette.

Article 4 — TEMPS SUPPLÉMENTAIRE:

4.01 Le travail exécuté en plus de la journée normale de travail ou en plus de la semaine normale de travail de même qu'en dehors des limites journalières mentionnées à l'article 3 est considéré comme travail supplémentaire. Tout travail supplémentaire doit être sur une base volontaire.

4.02 Les quatre (4) premières heures de temps supplémentaire effectuées en plus et en dehors des limites journalières ainsi que le samedi sont rémunérées au taux de salaire effectif majoré de 50%.

4.03 Les heures de travail supplémentaire effectuées en plus des heures mentionnées au paragraphe 4.02 de cet article sont rémunérées au taux de salaire effectif majoré de 100%.

Article 5 — PRIME D'ÉQUIPE:

5.01 Les salariés faisant partie d'une équipe autre que l'équipe de jour doivent recevoir une prime de 15¢ l'heure en plus des taux normaux de l'équipe de jour. Tout travail supplémentaire doit être rémunéré conformément à l'article 4.

Article 6 — JOURS FÉRIÉS:

6.01 Chaque salarié a droit aux jours fériés et chômés suivants: le premier jour de l'An, le vendredi saint, la fête de Dollard, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, l'Action de Grâce, la veille de Noël, le jour de Noël et la veille du jour de l'An.

À compter de juin 1976, le lendemain de Noël de chaque année s'ajoutera à la liste des jours fériés et chômés.

6.02 Pour chacun de ces jours, chaque salarié doit recevoir une indemnité égale à huit (8) heures à son taux horaire normal plus la prime d'équipe s'il y a lieu.

6.03 Pour avoir droit à cette indemnité, le salarié doit avoir travaillé le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le jour férié à moins qu'un de ces jours l'employeur n'ait fermé son usine ou que le salarié ne soit absent

3.05 Rest Period: The employee shall be entitled to a 10-minute rest period during each half workday as well as a 15-minute rest period with pay for each two hours of overtime worked.

3.06 The employee shall be entitled to 5 minutes with pay immediately before the end of his workday in order to wash up.

Section 4 —OVERTIME HOURS:

4.01 Work performed in excess of his regular workday or in addition to his regular workweek as well as work over and above the daily restrictions mentioned in Section 3 is considered as overtime. Overtime shall be worked on a voluntary basis only.

4.02 Time and a half shall be paid for the first 4 hours of overtime performed over and above the daily restrictions, including work on Saturdays.

4.03 Double time shall be paid for hours of overtime worked in addition to the hours mentioned in subsection 4.02 of this section.

Section 5 —SHIFT DIFFERENTIAL:

5.01 The employees working on a shift other than a day shift shall receive a differential of 0.15 per hour in addition to the standard rates for the day shift. The overtime work shall be paid according to Section 4.

Section 6 —GENERAL HOLIDAYS:

6.01 Each employee shall be entitled to the following general holidays: New Year's Day, Good Friday Dollard's Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas eve, Christmas and New Year's eve.

As of June 1976, the day after Christmas of each year will be added to the list of general holidays.

6.02 For each of these days, each employee shall receive eight hours' pay at his standard hourly rate plus his shift differential if any.

6.03 To be entitled to holiday pay, the employee shall have worked the working day preceding and following the holiday unless on one of these days the plant was closed by the employer or the employee was absent for

pour une des raisons suivantes: congés annuels, congé de deuil, congé de maladie ou d'accident.

Dans ce dernier cas, le salarié doit remettre à l'employeur à son retour au travail un certificat attestant sa maladie.

6.04 Absence autorisée: Si un des jours fériés survient durant le congé annuel d'un salarié, celui-ci doit quand même bénéficier de ce jour férié.

6.05 Dans le cas où l'employeur décide de déclarer chômé le jour précédant ou le jour suivant un jour férié, il est permis, avec le consentement de la majorité des intéressés, de remplacer le temps perdu à cause de ce jour chômé supplémentaire par un nombre équivalent d'heures rémunérées au taux normal et effectuées le samedi ou après les heures normales de travail pourvu qu'un avis en soit donné à l'avance au comité paritaire.

6.06 Un employé qui est requis et qui accepte de travailler un des jours fériés ci-haut mentionnés est rémunéré au taux de salaire effectif majoré de 100% plus l'indemnité mentionnée à 6.02.

Un salarié qui est licencié dans les quinze (15) jours qui précèdent un jour férié a droit à ce jour et l'indemnité afférente à ce congé lui est versée à son départ.

Article 7 — CONGÉS ANNUELS:

7.01 La période de référence s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

7.02 Un salarié qui a travaillé chez un même employeur pendant une période inférieure à une période complète de référence a droit à une journée de congé payé par mois de service continu et à une indemnité égale à 4% du salaire total gagné durant la période de référence.

7.03 Un salarié qui a travaillé chez le même employeur pendant plus d'une période de référence a droit à une indemnité de congé calculée de la façon suivante:

Nombre de périodes de références	% du salaire	durée du congé
1 — 6 incl.	4	2 semaines
7 — 15 incl.	6	3 semaines
15 et plus	8	4 semaines

7.04 Le pourcentage du salaire pour les congés annuels est calculé à partir du salaire total de l'employé durant la période de référence.

7.05 La période de congé s'étend de mai à septembre.

one of the following reasons: annual vacation, bereavement leave, sick-leave or accident.

In the last case, the employee shall give his employer a certificate of this effect when he returns to work.

6.04 Authorized Absences: If one of the above holidays occurs during an employee's annual vacation, he shall be entitled to such holiday.

6.05 In the case where an employer decided to declare a holiday the day preceding or following a holiday, he may, with the consent of a majority of the employees concerned, replace the time lost due to the extra holiday by an equivalent number of hours paid at the regular rate and worked Saturday or after standard hours, provided that advance notice is given to the Joint Committee.

6.06 Any employee who is requested and who accepts to work on one of the holidays listed above shall be paid twice his effective wage rate plus the indemnity mentioned in 6.02.

Any employee who is laid off within the 15 days preceding an holiday shall be entitled to that day and his vacation pay shall be paid when he leaves.

Section 7 —ANNUAL VACATION:

7.01 The qualifying period extends from May 1 of the preceding year to April 30 of the current year.

7.02 Any employee who worked with the same employer for a period inferior to the complete qualifying period shall be entitled to one day of paid vacation per month of continuous service and to vacation pay equal to 4% of the total wages earned during the qualifying period.

7.03 Any employee who has worked more than one qualifying year with the same employer shall be entitled to vacation pay calculated as follows:

Number of qualifying periods	% of the wage	duration of vacation
1 — 6 inclusively	4	2 weeks
7 — 15 inclusively	6	3 weeks
15 and over	8	4 weeks

7.04 The wage percentage for the annual vacation is computed using the employee's total wage earned during the qualifying period.

7.05 The vacation period extends from May to September.

7.06 Les congés annuels peuvent être pris en tout autre temps après entente mutuelle. La priorité ira aux salariés ayant le plus d'ancienneté dans l'usine.

Un salarié qui a travaillé chez le même employeur pendant quinze (15) périodes de référence et plus peut prendre ses semaines de congés consécutivement, après entente avec l'employeur.

7.07 Si l'employeur décide de fermer son usine pour la période des congés annuels, il peut le faire pour une période de deux (2) semaines entre la dernière semaine de juin et le 15 août et il doit en prévenir les salariés au moins quatre (4) semaines à l'avance.

7.08 L'indemnité de congés doit être versée au salarié avant son départ en vacances.

7.09 Disposition spéciale: Lorsque des dispositions du présent décret relatives aux congés annuels payés sont ou deviennent moins avantageuses pour le salarié que les dispositions actuelles ou futures prévues dans l'ordonnance 3, 1972 de la Commission du salaire minimum, les dispositions moins avantageuses du présent décret sont ajustées automatiquement au niveau de celles de ladite ordonnance.

Article 8 — INDEMNITÉ DE PRÉSENCE:

8.01 Le salarié qui doit se présenter au travail a droit à une rémunération minimale égale à quatre (4) heures au taux en vigueur.

Article 9 — CLASSIFICATIONS TEMPORAIRES D'EMPLOI:

9.01 Le salarié qui doit travailler temporairement dans un emploi dont le taux de salaire est inférieur à celui de sa classe habituelle doit recevoir le taux de sa classe.

Article 10 — TRAVAIL À FORFAIT:

10.01 Les contrats intervenus entre l'employeur et un ou plusieurs de ses salariés sur une base de travail à la pièce ou à contrat sont de nul effet et strictement défendus.

10.02 Délai-congé: Si un employeur veut licencier un salarié pour manque de travail, il doit lui donner un préavis d'une journée et demie (1½) ouvrable, sauf lorsque les causes d'un tel licenciement sont indépendantes de sa volonté.

L'employeur doit aviser par écrit le salarié de tout licenciement qui le concerne.

7.06 The annual vacation may be taken at any other time upon mutual agreement. Priority shall be given to employees having the most seniority in the plant.

Any employee having worked with the same employer for 15 qualifying periods and more may take his vacation weeks consecutively, after agreement with the employer.

7.07 If the employer decides to close his plant for the vacation period, he may do so for a period of two weeks between the last week of June and August 15 and he shall inform his employees at least four weeks in advance.

7.08 The vacation pay shall be paid to the employee before he leaves on vacation.

7.09 Special Provision: When the provisions of this decree respecting annual vacation with pay are or become less advantageous for the employee than the present of future provisions of Ordinance No. 3, 1972 of the Minimum Wage Commission, the less advantageous provisions of this decree are automatically adjusted to the level of those of the said Ordinance.

Section 8 —CALL-IN PAY:

8.01 Any employee who is called in to work shall be paid a minimum of 4 hours' work prevailing rates.

Section 9 —TEMPORARY CLASSIFICATIONS:

9.01 Employees who are temporarily assigned to work in a classification paid at a wage rate that is lower than their usual classification shall be paid at their usual wage rate.

Section 10 —CONTRACT WORK:

10.01 Contracts entered into between the employer and one or several employees on a piece-work or lump sum basis are null and strictly forbidden.

10.02 Notice of Lay-off: Should an employer wish to lay off an employee because of lack of work, he shall give the employee one and one-half working days' notice, except when lay-offs are due to circumstances beyond the employer's control.

The employer shall notify the employee in writing of any lay-off.

Article 11 — CONGÉ DE DEUIL:

11.01 Si un décès survient dans la famille d'un salarié, l'employeur doit accorder un congé payé dont la durée varie comme suit:
— 4 jours: épouse;
— 3 jours: père, mère, frère, soeur, enfant.
— 1 jour: grand-père, grand-mère, beau-frère, belle-soeur, petits enfants, gendre et bru.

11.02 L'employeur peut exiger de l'employé une preuve du décès.

Article 12 — ABSENCE AUTORISÉE SANS SOLDE:

12.01 Après cinq (5) ans de service pour le même employeur, un salarié visé par le présent décret a droit à une permission d'absence sans solde de 45 jours s'il le désire, pourvu que la période pour prendre ce congé convienne à l'employeur. Ce congé peut être pris par la suite à tous les trois (3) ans, mais non d'une façon cumulative. Le salarié doit donner un avis de trente (30) jours à l'employeur pour la prise de son congé. Le salarié qui a le plus d'ancienneté a la préférence pour le choix de la période d'absence. L'employeur doit confirmer par écrit au salarié toute autorisation d'absence excédant une semaine.

Pas plus qu'un (1) salarié sur quinze (15) peut bénéficier d'un tel congé sans solde pendant une même période.

Article 13 — SÉCURITÉ ET HYGIÈNE:

13.01 Un salarié qui est blessé dans un accident lorsqu'il travaille pour son employeur et qu'il est couvert par la Loi des Accidents du Travail doit être rémunéré pour le temps perdu le jour de sa blessure au taux normal de salaire, ce qui comprend les primes d'équipes applicables. L'employeur doit aussi lui fournir un moyen de transport pour qu'il reçoive des soins médicaux le jour de l'accident. Le salarié doit fournir un certificat médical comme preuve qu'il n'était pas en mesure de travailler pendant le temps qu'il a perdu le jour de l'accident.

13.02 L'employeur doit aider un salarié blessé (accidenté) à remplir la formule de rapport d'accident et de réclamation de la Commission des Accidents du Travail (SSI) ou (SI). Une copie non signée de cette formule sera remise au salarié pour une période n'excédant pas vingt-quatre (24) heures afin de lui permettre de la consulter. Si le salarié signe cette formule, une copie lui sera remise.

13.03 L'employeur accepte la responsabilité de prendre des mesures adéquates et raisonnables pour assurer la sécurité et l'hygiène des salariés pendant les heures de travail.

Section 11 —BEAREVEMENT LEAVE:

11.01 If there is a death in the employee's immediate family, the employer shall grant a leave with pay determined as follows:
4 days: wife;
3 days: father, mother, brother, sister, child;
1 day: grandfather, grandmother, brother-in-law, sister-in-law, grandchildren, son-in-law, daughter-in-law.

11.02 The employer may request proof concerning such death.

Section 12 —AUTHORIZED LEAVES WITHOUT PAY:

12.01 After 5 years' service with the same employer, any employee covered by this decree shall be entitled to 45 days' leave without pay, provided the timing of such leave be acceptable to the employer. Thereafter, such leave may be taken every 3 years, but this leave is not cumulative.

The employee shall give the employer 30 days' notice before taking his leave. The employee having more seniority has priority when choosing the leave period. Any authorization for leave exceeding one week shall be confirmed in writing to the employee.

No more than 1 employee out of 15 may benefit from such a leave without pay during a same period.

Section 13 —SAFETY AND HEALTH:

13.01 Whenever an employee is injured while working for his employer and such employee is covered by the Workmen's Compensation Act, he shall be paid at his regular wage rate for the accident day; this includes all applicable shift differentials. The employer shall also provide means of transportation to enable the employee to receive adequate medical attention on the accident day. The employee has to supply a medical certificate stating that he was unable to work during the time lost because of the accident.

13.02 The employer shall help the injured employee in filling out the accident report for Workmen's Compensation Commission and claim forms (SSI) or (SI). To enable the employee to review the accident report, an unsigned copy shall be given to him for no more than 24 hours. Should he sign the report, the employee shall be given a copy.

13.03 The employer accepts the responsibility for taking adequate and reasonable measures to ensure employee safety and health during working hours.

On ne demandera à aucun employé de travailler dans des conditions dangereuses ou insalubres au-delà des risques normaux inhérents à l'opération concernée.

13.04 L'employeur doit fournir le transport et payer le salaire pour le temps que les salariés prennent, pendant leurs heures normales de travail, pour obtenir le traitement médical requis à la suite d'un accident ou d'une maladie professionnelle, s'il est impossible pour ces salariés d'obtenir ce traitement médical en dehors de leurs heures normales de travail.

13.05 L'employeur ne peut être tenu de payer le temps et le transport qui sont payés par la Commission des Accidents du Travail.

13.06 La compagnie consent à verser à l'ouvrier qui a une (1) année de service continu une allocation de $15.00 une fois par année, en guise de dédommagement pour l'achat d'une paire de bottines de sécurité.

Article 14 — SALARIÉS HANDICAPÉS:

14.01 Si un salarié n'est pas en mesure d'effectuer son travail à cause de son âge, de la maladie, ou à la suite d'un accident du travail, l'employeur doit s'efforcer de lui accorder la préférence s'il y a du travail qu'il est en mesure d'effectuer. Le taux de salaire minimum pour ce travail est fixé par le Comité paritaire.

Article 15 — SÉCURITÉ SOCIALE:

15.01 Le fonds de sécurité sociale institué par les présentes est destiné à assurer aux salariés assujettis au présent décret des bénéfices de sécurité sociale.

15.02 a) Tout employeur doit verser au fonds de sécurité sociale la somme de 6¢ pour chaque heure de travail accomplie (jusqu'à un maximum de quarante (40) heures par semaine) par ses salariés assujettis au présent décret.

b) Tout employeur doit de plus déduire de chaque paie de chacun de ses salariés assujettis au présent décret la somme de 6¢ pour chaque heure de travail accomplie (jusqu'à un maximum de quarante (40) heures par semaine) par lesdits salariés.

c) Sous réserve des dispositions de 15.07 ci-après et conformément aux conditions qu'il contient, le salarié en dehors du champ d'application territorial du présent décret peut contribuer seul (ou conjointement avec son employeur, si l'employeur y consent) au fonds de sécurité social et jouir des avantages afférents.

No employee shall be requested to work in dangerous or unhealthy conditions, beyond normal hazards relevant to the operations concerned.

13.04 The employer shall supply transportation and pay the wages for the time an employee takes to obtain, during standard working hours, medical treatment required following an industrial accident or disease, if the employee cannot obtain such treatment outside his standard working hours.

13.05 The employer may not be compelled to pay time and transportation expenses already defrayed by the Workmen's Compensation Commission.

13.06 The company agrees to pay to the worker who has one year of continuous service a $15.00 allowance once per year to help defray the cost of safety shoes.

Section 14 —HANDICAPPED EMPLOYEES:

14.01 When because of age, illness or as a result of a work accident, the employee cannot carry out his regular duties, the employer shall give preference to such employee if work suited to the employee's capabilities is available. The minimum wage rate for such work shall be determined by the Joint Committee.

Section 15 —SOCIAL SECURITY:

15.01 There is hereby created a Social Security Fund to assure Social Security Benefits to employees subject to this decree.

15.02 (a) Every employer shall contribute to the Social Security Fund the sum of $0.06 for every hour worked (up to a maximum of forty (40) hours per week) by his employees subject to this decree.

(b) Every employer shall also deduct, from each pay for each of his employees subject to this decree, the sum of $0.06 for every hour worked (up to a maximum of forty (40) hours per week) by the said employees.

(c) Under reserve of the provisions of paragraph 15.07 hereafter and in accordance with the conditions thereof, the employee outside the territorial jurisdiction of this decree may contribute solely (or jointly with his employer, if the employer so agrees) to the Social Security Fund and be entitled to the ensuing benefits.

d) Â compter du 1er juin 1977, l'employeur s'engage à verser une contribution de 10¢ pour chaque heure de travail accomplie jusqu'à un maximum de quarante (40) heures par semaine afin que ses salariés assujettis au décret puissent bénéficier d'un fonds de pension dont il reste les modalités à définir.

15.03 Tout employeur, avant le 10e jour de chaque mois, doit remettre au Comité conjoint des matériaux de construction un montant d'argent égal à la somme de ses contributions selon l'alinéa « a » du paragraphe 15.02 et des cotisations de ses salariés déduites selon l'alinéa « b » du paragraphe 15.02, pour le mois précédent.

15.04 Le Comité conjoint des matériaux de construction est par la présente désigné comme l'organisme qui recevra les contributions et cotisations au fonds de sécurité sociale. Il est investi de tous les droits, titres, et intérêts, dans le fonds de sécurité sociale pour les usages et devoirs et avec les restrictions prévues au présent article.

15.05 Le Comité paritaire peut nommer un sous-comité aux fins d'administrer le fonds de sécurité sociale et de verser les primes prévues par un contrat avec une compagnie d'assurance responsable des bénéfices aux ouvriers.

Le contrat d'assurance est sujet à l'approbation du Surintendant des Assurances de la Province de Québec et son fonctionnement soumis à sa surveillance.

15.06 Chaque salarié assujetti au présent décret a droit aux bénéfices d'une police d'assurance-groupe en cas de décès, accident ou maladie, selon les conditions d'admissibilité décrites dans la police d'assurance.

Chaque salarié assujetti au présent décret ne peut avoir droit auxdites prestations que si son employeur a fait rapport en détail au Comité paritaire de toutes les heures qu'il a travaillées et a remis au Comité paritaire ses propres contributions et celles qu'il a déduites du salaire de son salarié. Dans le cas contraire, le Comité paritaire étudiera toute réclamation à son mérite et prendra les décisions que la justice et l'équité lui imposeront.

15.07 Si un salarié déjà admissible aux prestations de la police d'assurance-groupe exécute, hors du champ d'application territorial du présent décret, des travaux visés par le champ d'application professionnel dudit décret, ou s'absente de son emploi avec l'autorisation de son employeur, il peut, sous réserve des dispositions du contrat d'assurance, conserver pendant une période maximum de six (6) mois ses droits à la protection de l'assurance-groupe aux conditions suivantes:

(**d**) As of June 1, 1977, the employer agrees to pay a contribution of $0.10 for each hour of work up to a maximum of forty (40) hours per week in order that the employees governed by the decree may benefit from a pension fund whose conditions are still to be determined.

15.03 Every employer shall remit to the Building Materials Joint Committee before the tenth day (10) of each month the amount of his dues according to paragraph "a" of subsection 15.02 plus his employees' dues deducted under paragraph "b" of subsection 15.02, for the preceding month.

15.04 The Building Materials Joint Committee is hereby designated as the body to receive the assessments (contributions) to the Social Security Fund. It is vested with all right, title and interest in and to the Social Security Fund for the uses and duties, and with the restrictions set forth in the present section.

15.05 The Joint Committee may appoint a subcommittee for the purpose of administering the Social Security Fund and of remitting the premiums in accordance with a contract entered into with an insurance company responsible for the workers' benefits.

The contract shall be approved by the Superintendent of Insurance of the Province of Québec and the operations thereof shall be submitted to his supervision.

15.06 Every employee subject to this decree is entitled to the benefits of a group insurance policy in the event of decease, accident or illness, in pursuance of the conditions of eligibility under the insurance policy.

Every employee subject to this decree may be entitled to the said benefits if his employer has filed a detailed report to the Joint Committee of all the hours the employee has worked and has turned over to the Joint Committee his own contributions and those he has deducted from his employee's wages. Otherwise, the Joint Committee shall study the merits of any claim and shall render decisions in accordance with the dictates of Justice and equity.

15.07 If an employee already eligible to group insurance policy benefits performs, outside the territorial jurisdiction of the decree, work governed by the industrial jurisdiction of the said decree or leaves his employment with the authorization of his employer, he may, subject to the insurance contract stipulations, maintain for a maximum period of six months his rights to group insurance protection, provided that:

a) il doit faire préalablement une demande à cet effet au comité paritaire et ce dernier doit l'accepter;

b) seul ou conjointement avec son employeur, si ce dernier y consent, il doit s'engager préalablement et verser de fait au Comité paritaire, le ou vers le 10 de chaque mois, à titre de contribution fixe, un montant d'argent égal à dix (10¢) cents pour chaque heure de la semaine de travail fixée dans le présent décret.

Article 16 — TEXTE OFFICIEL:

Le texte français est le texte officiel du présent décret et on s'y référera dans toute question d'interprétation ou de traduction.

Article 17 — PAIEMENT DU SALAIRE:

17.01 Le salaire doit être versé aux salariés, le jeudi de chaque semaine, durant les heures de travail dans une enveloppe scellée. Il doit être accompagné d'un état contenant les mentions suivantes:

1. nom et prénom du salarié;

2. nombre d'heures de travail payées au tarif normal;

3. nombre d'heures supplémentaires payées au tarif majoré;

4. date du paiement et période de travail correspondant au paiement;

5. montant brut du salaire;

6. nature et montant des déductions opérées;

7. montant net versé au salarié.

Si les salariés sont payés par chèque, les mêmes mentions doivent apparaître sur le talon du chèque ou sur un bulletin approprié.

Article 18 — OBSERVANCE:

L'observance du décret est surveillée et assurée par le Comité conjoint des matériaux de construction de Montréal.

Article 19 — DURÉE DU DÉCRET:

19.01 Le présent décret dans sa teneur modifiée demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1978. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou

(a) the employee submits an advance request to that effect to the Joint Committee and that the latter accepts;

(b) the employee solely (or jointly with his employer, if the employer so agrees) undertakes in advance to pay and in fact pays to the Joint Committee on or before the tenth of each month, as a fixed contribution, a sum of money equal to ten cents ($0.10) for every hour of the standard workweek stipulated in this decree.

Section 16 — OFFICIAL TEXT:

For this collective agreement, the French text shall be the official text to which reference shall be made whenever this agreement needs to be interpretated or translated.

Section 17 — PAYMENT OF WAGE:

17.01 Wages shall be paid to employees every Thursday during working hours in a sealed envelope. This envelope shall include a statement having the following particulars:

1. the employee's full name;

2. number of hours paid at straight time;

3. number of overtime hours at overtime rates;

4. date of payment and the work period corresponding to payment;

5. gross wages;

6. nature and amount of deductions made;

7. net amount paid to the employee.

If the employees are paid by cheque, the above particulars shall appear on the cheque stub or on an appropriate earnings statement.

Section 18 — ENFORCEMENT:

The Building Materials Joint Committee is entrusted with the enforcement of this decree.

Section 19 — TERM OF THE DECREE:

19.01 This decree, as amended, remains in force until April 30, 1978."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in

sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

Ministère du travail et de la main-d'oeuvre,
Québec.

839-o

council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec,

839-o

Errata

Errata

1. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p.3333. Règlement.
(A.C. 2460-75 du 11 juin 1975)
Au paragraphe *a* de la version française de l'article 1.01, remplacer le chiffre « 45 » par le chiffre « 43 ».

2. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3335. Règlement.
(A.C. 2460-75 du 11 juin 1975)
À la première ligne de la version française du paragraphe *a* de l'article 3.03, il faut lire « membres » au lieu de « nombres ».

3. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3336. Règlement.
(A.C. 2460-75 du 11 juin 1975)
À la première ligne de la version française du paragraphe *a* de l'article 3.04, il faut lire « plaintes » au lieu de « plantes ».

4. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3337. Règlement.
(A.C. 2460-75 du 11 juin 1975)
À la première ligne de la version française du paragraphe *c* de l'article 5.01.01, il faut lire « évolution » au lieu de « évalution ».

5. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3339. Règlement.
(A.C. 2460-75 du 11 juin 1975)
Au sous-paragraphe 2 *iii* du paragraphe B) de l'article 5.02.02, il faut lire « autres » au lieu de « aitres ».

6. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3340. Règlement.
(A.C. 2460-75 du 11 juin 1975)
À la première ligne de la version française de l'article 5.03.03, il faut lire « où » au lieu de « ou ».

7. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3340. Règlement.
(A.C. 2460-75 du 11 juin 1975)
À la cinquième ligne de la version française de l'article 5.03.04, remplacer le point-virgule par deux points.

8. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3342. Règlement.
(A.C. 2460-75 du 11 juin 1975)
À la première ligne de la version française du paragraphe *i* de l'article 5.03.10, il faut lire « télex » au lieu de « télec ».

9. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3343. Règlement.
(A.C. 2460-75 du 11 juin 1975)
Au paragraphe qui suit le paragraphe *p* de la version française de l'article 5.03.10, remplacer la lettre « g » par la lettre « q ».

10. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3343. Règlement.
(A.C. 2460-75 du 11 juin 1975)
À la quatrième ligne de la version française de l'article 5.03.14, il faut lire « articles » au lieu de « articls».

11. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3429.
(A.C. 2560-75 du 18 juin 1975)
Dans la première ligne de la version française du premier « ATTENDU QUE », il faut lire « les lois suivantes ont », au lieu de « les lois lois suivantes sont ».

12. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3430.
(A.C. 2560-75 du 18 juin 1975)
Dans la troisième ligne de la version française du premier « ATTENDU QUE », il faut lire « 1er février » au lieu de « 1er janvier ».

13. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3430.
(A.C. 2560-75 du 18 juin 1975)
Dans la version française du paragraphe « *i* », il faut lire « L'Association » au lieu de « l'Association ».

14. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3431.
(A.C. 2560-75 du 18 juin 1975)
À la première ligne de la version française de l'avant-dernier paragraphe, insérer après le mot « arrêté », les mots suivants: « remplace l'arrêté ».

15. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3434.
(A.C. 2561-75 du 18 juin 1975)
À la deuxième ligne de la version française du paragraphe *g*, remplacer la parenthèse par un point-virgule.

16. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, no 26, p. 3434.
(A.C. 2561-75 du 18 juin 1975)
Dans la version française du paragraphe *n*, il faut lire « Therapists » au lieu de « Therapusts ».

17. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3434.
(A.C. 2561-75 du 18 juin 1975)
À la première ligne de la version française du dernier paragraphe, insérer après le mot « arrêté » le mot « entre ».

CORPORATION PROFESSIONNELLE DES MÉDECINS DU QUÉBEC

18. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3513. Avis d'approbation. Code des professions:
À la première ligne de la version française du paragraphe (02) de l'article 3.01.03, il faut lire « d'une » au lieu de « d'un ».

19. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3513. Avis d'approbation. Code des professions:
À la deuxième ligne de la version française de l'article 3.01.04, il faut lire « d'ob- », au lieu de « d'on- ».

20. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3516. Avis d'approbation. Code des professions:
À la deuxième ligne de la version française du paragraphe *d* de l'article 4.01.02, insérer après les mots « au moins » ce qui suit: « 5 mois ».

21. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3517. Avis d'approbation. Code des professions:
À la cinquième ligne de la version française de l'article 4.01.05, il faut lire « présenter » au lieu de « présente ».

22. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3517. Avis d'approbation. Code des professions:
À la première ligne de la version française du paragraphe (02) de l'article 4.01.08, il faut lire « ce candidat » au lieu de « ces candidats ».

23. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3526. Avis d'approbation. Code des professions:
À la troisième ligne de la version française du paragraphe *c* de la spécialité « Oto-Rhino-Laryngologie » de l'annexe 1, il faut lire « incluse » au lieu de « inclise ».

24. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3526. Avis d'approbation. Code des professions:
Remplacer le titre de la spécialité « PSYCHIATRE » de l'annexe 1, par le suivant: « PHYSIATRIE ».

25. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3526. Avis d'approbation. Code des professions:
Remplacer le titre de la spécialité « PHYCHIATRIE » de l'annexe 1, par le suivant: « PSYCHIATRIE ».

26. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3540. Avis d'approbation. Code des professions:
À la neuvième ligne de la version française de l'article 2.07, il faut lire « autres » au lieu de « autre ».

ORDRE DES CHIROPRATICIENS DU QUÉBEC

27. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3553. Projet de règlement. Code des professions:
Au paragraphe « 7 » de l'annexe 2, il faut lire « Le présent acte » au lieu de « Le présente acte ».

ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC

28. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3573. Projet de règlement. Code des professions:
À la deuxième ligne de la version française de l'article 1.01, il faut lire « modifications » au lieu de « modification ».

29. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3577. Projet de règlement. Code des professions:
À la première ligne de la version française de l'article 1.01, il faut lire « mot » au lieu de « mont ».

30. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3578. Projet de règlement. Code des professions:
À la troisième ligne de la version française de l'article 3.01, il faut lire « liste des membres » au lieu de « liste de membres ».

31. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3578. Projet de règlement. Code des professions:
À la première ligne de la version française de l'article 3.06, il faut lire « vote » au lieu de « votre ».

32. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 9 juillet 1975, vol. 107, no 26, p. 3579. Projet de règlement. Code des professions:
À la deuxième ligne de la version française de l'article 3.07, il faut lire « bulletin de vote » au lieu de « bulletin de votre ».

INDEX **Textes réglementaires (Règlements)**

Statutory Instruments (Regulations)

Abréviations: A — Abrogé
Abbreviations: Abroged
N — Nouveau
New
M — Modifié
Modified

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés-Statut particulier ..... (Loi de la fonction publique, 1965, 1ère session, ch.14)	Règ. 75-456	02-09-75	4975	M
Agents de recouvrement fiscal — Statut particulier ..... (Loi de la fonction publique, 1965, 1ère session, ch.14)	Règ. 75-457	02-09-75	4985	
Agrologists — Advertising ..... (Professional Code, 1973, ch. 43)			5007	Notice
Agrologists — Procedure for the conciliation and arbitration of accounts ..... (Professional Code, 1973, ch. 43)			5005	Notice
Agrologists — Procedure of the professional inspection committee			5003	Notice
Agrologists — Territorial limits of the sections ..... (Professional Code, 1973, ch. 43)			5001	Notice
Agronomes — Procédure du comité d'inspection professionnelle ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5003	Avis
Agronomes — Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5005	Avis
Agronomes — Publicité ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5007	Avis
Agronomes — Limites territoriales des sections ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5001	Avis
Aide juridique, Loi de l'... — Centres communautaires juridiques — Province ..... (1972, ch. 14)	Règ. 75-437	22-08-75	4865	M
Assurance-maladie, Loi de l'... Règlements ..... (1970, ch. 37)	Règ. 75-438	22-08-75	4869	M
Assurance-récolte, Loi sur l'... Céréales de culture commerciale — Prix unitaires et taux de cotisation ..... (1974, ch. 31)			5023	Avis
Assurance-récolte, Loi sur l'... Grande culture (système individuel) — Prix unitaires et taux de cotisation ..... (1974, ch. 31)			5019	Avis

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	 Date	 Page	Commentaires Comments
Assurance-récolte, Loi sur l'... Maïs-grain-Prix unitaires et taux de cotisation ..... (1974, ch. 31)			5023	Avis
Autoroutes Act — Autoroutes Authority — Reg. 21 — Revision of tolls ..... (R.S.Q. 1964, ch. 134)	Règ. 75-286	13-06-75	4855	
Autoroutes, Loi des... Office des autoroutes — Reg. 21 (Révision des taux de péage) ..... (S.R.Q. 1964, ch. 134)	Règ. 75-286	13-06-75	4855	
Autoroutes Authority — Reg. 21 (Revision of tolls) .... (Autoroutes Act, R.S.Q. 1964, ch. 134)	Règ. 75-286	13-06-75	4855	
Baie James, munic. — Ord. no 104 ..... (Loi de développement de la région de la Baie James, 1971, ch. 34)	Règ. 75-434	22-08-75	4859	
Baie James, munic. — Ord. no 105 ..... (Loi de développement de la région de la Baie James, 1971, ch. 34)	Règ. 75-435	22-08-75	4861	
Baie James, munic. — Ord. no 106 ..... (Loi de développement de la région de la Baie James, 1971, ch. 34)	Règ. 75-436	22-08-75	4863	
Building Contractors Vocational Qualifications Act — Coming into force of divisions I, II et VII and sections 134, 135, 136 and 137 on August 13, 1975 ..... (1975, ch...)			5035	Proclamation
Centres communautaires juridiques — Province ..... (Loi de l'aide juridique, 1972, ch. 14)	Règ. 75-437	22-08-75	4865	M
Céréales de culture commerciale — Prix unitaires et taux de cotisation ..... (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, ch. 31)			5009	Avis
Chapellerie — dames et enfants — Province ..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)			5037	Projet
Chartered Accountants-Business of the Bureau and general meetings ..... (Professional Code, 1973, ch. 43)			5011	Notice
Chartered Accountants — Dues payable to the Order by candidates for the practice of the profession ..... (Professional Code, 1973, ch. 43)			5015	Notice
Chartered Accountants-Terms and conditions for election ..... (Professional Code, 1973, ch. 43)			5013	Notice

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Chiropraticiens — Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5056	Erratum
Civil Service Act — Positions or offices of a casual nature ..... (1965, 1st session, ch. 14)	Règ. 75-460	02-09-75	4995	M
Civil Service Act — Security officers — Particular status (1965, 1ère session, ch. 14)	Règ. 75-458	02-09-75	4989	
Civil Service Act — Supervisors of office personnel, technicians and ranking staff — Particular status ..... (1965, 1ère session, ch. 14)	Règ. 75-456	02-09-75	4975	
Civil Service Act — Tax collection officers — Particular status ..... (1965, 1st session, ch. 14)	Règ. 75-457	02-09-75	4985	
Civil Service Act — Workmen supervisory personnel — Particular status ..... (1965, 1st session, ch. 14)	Règ. 75-461	02-09-75	4999	M
Code des professions — Agronomes — Limites territoriales des sections ..... (1973, ch. 43)			5001	Avis
Code des professions — Agronomes — Procédure du comité d'inspection professionnelle ..... (1973, ch. 43)			5003	Avis
Code des professions — Agronomes — Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes ..... (1973, ch. 43)			5005	Avis
Code des professions — Agronomes — Publicité ..... (1973, ch. 43)			5007	Avis
Code des professions — Chiropraticiens — Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes ..... (1973, ch. 43)			5056	Erratum
Code des professions — Comptables agréés — Affaires du Bureau et assemblées générales ..... (1973, ch. 43)			5011	Avis
Code des professions — Comptables agréés — Modalités d'élection ..... (1973, ch. 43)			5013	Avis
Code des professions — Comptables agréés — Redevances dues à l'Ordre par les candidats à l'exercice de la profession ..... (1973, ch. 43)			5015	Avis

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Code des professions — Confection et contenu du rapport annuel ..... (1973, ch. 43)	Règ. 75-289	13-06-75	5053	Erratum
Code des professions — Infirmières et infirmiers — Publicité ..... (1973, ch. 43)			5021	Avis
Code des professions — Ingénieurs forestiers — Affaires de l'Ordre et assemblées générales ..... (1973, ch. 43)			5056	Erratum
Code des professions — Médecins — Équivalence de formation — Délivrance des certificats de spécialistes .. (1973, ch. 43)			5055	Erratum
Code des professions — Orthophonistes et audiologistes — Modalités d'élection ..... (1973, ch. 43)			5025	Avis
Code des professions — Orthophonistes et audiologistes — Procédure du comité d'inspection professionnelle . (1973, ch. 43)			5027	Avis
Code des professions — Podiatres — Affaires du Bureau et assemblées générales ..... (1973, ch. 43)			5029	Avis
Code des professions — Prolongation de la période de mise en vigueur des règlements de certaines corporations professionnelles ..... (1973, ch. 43)	Règ. 75-317	27-06-75	5054	Erratum
Code des professions — Prolongation de la période de mise en vigueur des règlements de certaines corporations professionnelles ..... (1973, ch. 43)	Règ. 75-318	19-06-75	5054	Erratum
Commercial crop cereals — Unit prices and assessment rates ..... (Crop Insurance Act, 1974, ch. 31)			5009	Notice
Community legal centres — Province ..... Legal Aid Act, 1972, ch. 14)	Règ. 75-437	22-08-75	4865	M
Comptables agréés — Affaires du Bureau et assemblées générales ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5011	Avis
Comptables agréés — Modalités d'élection ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5013	Avis
Comptables agréés — Redevances dues à l'Ordre par les candidats à l'exercice de la profession ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5015	Avis

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Crop Insurance Act — Grain-corn — Unit prices and assessment rates ..... (1974, ch. 31)			5023	Notice
Crop Insurance Act — Mixed farming crop (individual plan) — Unit prices and assessment rates ..... (1974, ch. 31)			5019	Notice
Éditeurs et libraires — Garantie de prêts ..... (Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires, 1975, P.L. 46)	Règ. 75-454	28-08-75	4941	
Emblème officiel du gouvernement du Québec ..... (Loi du ministère des communications, 1969, ch. 65)	Règ. 75-440	22-08-75	4849	M
Emblème officiel du gouvernement du Québec — (Mod.) ..... (Loi du ministère des communications, 1969, ch. 65)	Règ. 75-60	14-02-75	4847	A
Emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel ..... (Loi de la fonction publique, 1965, 1ère session, ch. 4)	Règ. 75-460	02-09-75	4995	M
Farm Products Marketing Act — Milk Producers — Pool ..... (1974, ch. 36)	Règ. 75-453	27-08-75	4939	
Fonction publique, Loi de la... Agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés — Statut particulier ..... (1965, 1ère session, ch. 14)	Règ. 75-456	02-09-75	4975	M
Fonction publique, Loi de la... Agents de recouvrement fiscal — Statut particulier ..... (1965, 1ère session, ch. 14)	Règ. 75-457	02-09-75	4985	
Fonction publique, Loi de la... Emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel ..... (1965, 1ère session, ch. 14)	Règ. 75-460	02-09-75	4995	M
Fonction publique, Loi de la... Gardiens-constables — Statut particulier ..... (1965, 1ère session, ch. 14)	Règ. 75-458	02-09-75	4989	
Fonction publique, Loi de la... Personnel de maîtrise des ouvriers — Statut particulier ..... (1965, 1ère session, ch. 14)	Règ. 75-461	02-09-75	4999	M
Garantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act, Act concerning ..... (1975, Bill 46)	Règ. 75-454	28-08-75	4941	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Garantie de certains prêts, aux éditeurs et libraires, et modifiant la loi de l'aide du développement industriel du Québec, Loi concernant la ..... (1975, P.L. 46)	Règ. 75-454	28-08-75	4941	
Gardiens-constables — Statut particulier ..... (Loi de la fonction publique, 1965, 1ère session, ch. 14)	Règ. 75-458	02-09-75	4989	
Grain-corn — Unit prices and assessment rates ..... (Crop Insurance Act, 1974, ch. 31)			5023	Notice
Grande-culture (système individuel) — Prix unitaires et taux de cotisation ..... (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, ch. 31)			5019	Avis
Health Insurance Act — Regulation ..... (1970, ch. 37)	Règ. 75-438	22-08-75	4869	M
Identité visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux (Mod.) ..... (Loi du ministère des communications, 1969, ch. 65)	Règ. 75-61	14-02-75	4851	A
Identité visuelle des véhicules gouvernementaux ..... (Loi du ministère des communications, 1969, ch. 65)	Règ. 75-441	22-08-75	4853	M
Infirmières et infirmiers — Publicité ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5021	Avis
Ingénieurs forestiers — Affaires de l'Ordre et assemblées générales ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5056	Erratum
James Bay Munic. — Ord. no 104 ..... (James Bay Region Development Act, 1971, ch. 34)	Règ. 75-434	22-08-75	4859	
James Bay Munic. — Ord. no 105 ..... (James Bay Region Development Act, 1971, ch. 34)	Règ. 75-435	22-08-75	4861	
James Bay Munic. — Ord. no 106 ..... (James Bay Region Development Act, 1971, ch. 34)	Règ. 75-436	22-08-75	4863	
Langue officielle, Loi sur la... Entrée en vigueur des articles 78 à 99 le 1er janvier 1976 ..... (1974, ch. 6)			5033	Proclamation
Legal Aid Act — Community legal centres — Province . (1972, ch. 14)	Règ. 75-437	22-08-75	4865	M
Maïs-grain — Prix unitaires et taux de cotisation ..... (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, ch. 31)			5023	Avis
Maîtres électriciens, Loi des... ..... (S.R.Q. 1964, ch. 153)			5017	Projet

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Master Electricians Act (R.S.Q. 1964, ch. 153)			5017	Draft
Milk producers — Pool — Decision (Farm Products Marketing Act, 1974, ch. 36)	Règ. 75-453	27-08-75	4939	M
Millinery — Women's and children's Province (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q., 1964, ch. 143)			5037	Draft
Mixed farming crop (individual plan) — Unit prices and assessment rates (Crop Insurance Act, 1974, ch. 31)			5019	Notice
Mise en marché des produits agricoles, Loi sur la... Producteurs de lait — Pool (1974, ch. 36)	Règ. 75-453	27-08-75	4939	
Médecins — Équivalence de formation — Délivrance des certificats de spécialistes (Code des professions, 1973, ch. 43)			5055	Erratum
Non-structural metalwork — Montréal (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)			4973	Draft
Non-structural metalwork — Montréal — Extension of the decree (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-455	28-08-75	4973	
Nurses — Advertising (Professional Code, 1973, ch. 43)			5021	Notice
Official emblem of the Government of Québec (Communications Department Act, 1969, ch. 65)	Reg. 75-440	22-08-75	4849	M
Official emblem of the Government of Québec — (Amend.) (Communications Department Act, 1969, ch. 65)	Reg. 75-60	14-02-75	4847	A
Official Language Act — Coming into force of sections 78 to 99 on 1st January 1976 (1974, ch. 6)			5033	Proclamation
Office des autoroutes — Règ. 21 Révision des taux de péage (Loi des autoroutes, S.R.Q. 1964, ch. 134)	Règ. 75-286	13-06-75	4855	
Orthophonistes et audiologistes — Modalités d'élection. (Code des professions, 1973, ch. 43)			5025	Avis
Orthophonistes et audiologistes — Procédure du comité d'inspection professionnelle (Code des professions, 1973, ch. 43)			5027	Avis

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Personnel de maîtrise des ouvriers — Statut particulier . (Loi de la fonction publique, 1965, 1ère session, ch. 14)	Règ. 75-461	02-09-75	4999	M
Podiatres — Affaires du Bureau et assemblées générales (Code des professions, 1973, ch. 43)			5029	Avis
Podiatrists — Business of the Bureau and general meetings ..... (Professional Code, 1973, ch. 43)			5029	Notice
Positions or offices of a casual nature ..... (Civil Service Act, 1965, 1st session, ch. 14)	Reg. 75-460	02-09-75	4995	M
Producteurs de lait — Pool ..... (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, 1974, ch. 36)	Règ. 75-453	27-08-75	4939	M
Professional Code — Agrologists — Advertising ..... (1973, ch. 43)			5007	Notice
Professional Code — Agrologists — Procedure for the conciliation and arbitration of accounts ..... (1973, ch. 43)			5005	Notice
Professional Code — Agrologists — Procedure of the professional inspection committee ..... (1973, ch. 43)			5003	Notice
Professional Code — Agrologists — Territorial limits of the sections ..... (1973, ch. 43)			5001	Notice
Professional Code — Chartered Accountants — Business of the Bureau and general meetings ..... (1973, ch. 43)			5011	Notice
Professional Code — Chartered Accountants — Dues payable to the Order by candidates for the practice of the profession ..... (1973, ch. 43)			5015	Notice
Professional Code — Chartered Accountants — Terms and conditions for election ..... (1973, ch. 43)			5013	Notice
Professional Code — Extension of the period of the coming into force of the by-laws of certain professional corporations ..... (1973, ch. 43)	Reg. 75-317	27-06-75	5054	Erratum

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Professional Code — Extension of the period of putting into force of the by-laws of certain professional corporations ..... (1973, ch. 43)	Reg. 75-318	19-06-75	5054	Erratum
Professional Code — Nurses — Advertising ..... (1973, ch. 43)			5021	Notice
Professional Code — Podiatrists — Business of the Bureau and general meetings ..... (1973, ch. 43)			5029	Notice
Professional Code — Preparation and content of annual report ..... (1973, ch. 43)	Reg. 75-289	13-06-75	5053	Erratum
Professional Code — Speech Therapists and Audiologists — Procedure of the professional inspection committee ..... (1973, ch. 43)			5027	Notice
Professional Code — Speech Therapists and audiologists — Terms and conditions for election ..... (1973, ch. 43)			5025	Notice
Protection de la jeunesse — (Commission parl.) ..... (L.Q. 1975, ch...)			5031	
Protection de la santé publique, Loi de la... — Règlement ..... (1972, ch. 42)	Règ. 75-439	22-08-75	4871	M
Public Health Protection Act — Regulation ..... (1972, ch. 42)	Reg. 75-439	22-08-75	4871	M
Publishers and booksellers — Loan guarantee ..... (Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers, 1975, Bill 46)	Reg. 75-454	28-08-75	4941	
Qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, Loi sur la... — Entrée en vigueur des sections I, II et VII le 13 août 1975 ..... (1975, ch...)			5035	Proclamation
Régie des entreprises de construction — Siège social / *Head office* ..... (Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs en construction, 1975, ch. 33)	Règ. 75-423	15-08-75	4857	
Régime de retraite des enseignants — Règ. 2 ..... (1965, 1ère session, ch. 68)	Règ. 75-459	02-09-75	4993	M
Security officers — Particular status ..... (Civil Service Act, 1965, 1st session, ch. 14)	Reg. 75-458	02-09-75	4989	

INDEX — Fin / Concluded

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Serrurerie et menuiserie métallique — Montréal ..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)			5041	Projet
Serrurerie et menuiserie métallique — Montréal — Prolongation du décret ..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-455	28-08-75	5041	
Speech Therapists and Audiologists — Procedure of the professional inspection committee ..... (Professional Code, 1973, ch. 43)			5027	Notice
Speech Therapists and Audiologists — Terms and conditions for election ..... (Professional Code, 1973, ch. 43)			5025	Notice
Supervisors of office personnel, technicians and ranking staff — Particular status ..... (Civil Service Act, 1965, ch. 14)	Reg. 75-456	02-09-75	4975	M
Tax collection officers — Particular status ..... (Civil Service Act, 1965, 1st session, ch. 14)	Reg. 75-457	02-09-75	4985	
Teachers Pension Plan — Reg. 2 ..... (1965, 1st session, ch. 68)	Reg. 75-459	02-09-75	4993	M
Transport Act — Transport of pupils Reg. 11H ..... (1972, ch. 55)	Reg. 75-452	22-08-75	4889	M
Transports, Loi des... — Transport des écoliers — Reg. 11H ..... (1972, ch. 55)	Règ. 75-452	22-08-75	4889	M
Transport des écoliers — Reg. 11H ..... (Loi des transports, 1972, ch. 55)	Règ. 75-452	22-08-75	4889	M
Transport of pupils — Reg. 11H ..... (Transport Act, 1972, ch. 55)	Reg. 75-452	22-08-75	4889	M
Visual identification of Government motor vehicles .... (Communications Department Act, 1969, ch. 65)	Reg. 75-441	22-08-75	4853	M
Visual identification of Government motor vehicles — (mod.) ..... (Communications Department Act, 1969, ch. 65)	Reg. 75-61	14-02-75	4851	A
Workmen supervisory personnel — Particular statut ... (Civil Service Act, 1965, 1st session, ch. 14)	Reg. 75-461	02-09-75	4999	M
Youth Protection — (Parl. Comm.) ..... (S.Q. 1965, ch...)			5031	

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 75-60	612-75	Communications	Emblème officiel du gouvernement du Québec / *Official emblem of the Government of Québec* — (Mod. / *Amend.*) Abrogé / *Abroged*	4847
Règ. 75-440	3914-75	Communications	Emblème officiel du gouvernement du Québec / *Official emblem of the Government of Québec* — (Mod. / *Amend.*)	4849
Règ. 75-61	613-75	Communications	Identité visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux / *Visual identification of Government motor vehicles* — (Mod. / *Amend.*) — Abrogé / *Abroged*	4851
Règ. 75-441	3915-75	Communications	Identité visuelle des véhicules gouvernementaux / *Visual identification of Governement motor vehicles* — (Mod. / *Amend.*)	4853
Règ. 75-286	2448-75	Transports	Office des autoroutes /*Autoroutes Authority*— Règ. 21 — Révision des taux de péage /*Revision of tolls*	4855
Règ. 75-423	3777-75	Travail et main d'oeuvre	Régie des entreprises de construction — siège social / *head office*	4857
Règ. 75-434	3848-75	Conseil exécutif	Baie James, munic. / *James Bay Munic.* — Ord. no 104	4859
Règ. 75-435	3849-75	Conseil exécutif	Baie James, munic. / *James Bay Munic.* — Ord. no 105	4861
Règ. 75-436	3850-75	Conseil exécutif	Baie James, munic. / *James Bay Munic.* — Ord. no 106	4863
Règ. 75-437	3855-75	Justice	Centres communautaires juridiques / *Community legal centres* — (Mod. / *Amend.*)	4865
Règ. 75-438	3912-75	Affaires sociales	Assurance-maladie, Loi de l'... / *Health Insurance Act* — Règlements / *Regulations* — (Mod. / *Amend.*)	4869
Règ. 75-439	3913-75	Affaires sociales	Protection de la santé publique, Loi de la... / *Public Health Protection Act* — Règlement / *Regulation* — (Mod. / *Amend.*)	4871
Règ. 75-452	3927-75	Transports	Transport des écoliers / *Transport of pupils* — Règ. 11H — (Mod. / *Amend.*)	4889
Règ. 75-453		R.M.A.Q.	Producteurs de lait / *Milk producers Pool* — (Mod. / *Amend.*)	4939

TABLE DES MATIÈRES — Suite / **TABLE OF CONTENTS** — Continued

Règ. 75-454	3952-75	Affaires culturelles	Éditeurs et libraires / *Publishers and booksellers* — Garantie de prêts / *Loan guarantee*	4941
Règ. 75-455	3953-75	Travail et main d'oeuvre	Serrurerie et menuiserie métallique / *Non- structural metalwork* — Montréal — Prolongation du décret / *Extension of the decree*	4973
Règ. 75-456	C.T. 92631	Conseil du trésor	Agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés / *Supervisors of office personnel, technicians and ranking staff* — (Mod. / *Amend.* ..) — Statut particulier / *Particular status*	4975
Règ. 75-457	C.T. 93154	Conseil du trésor	Agents de recouvrement fiscal / *Tax collection officers* — Statut particulier / *Particular status*	4885
Règ. 75-458	C.T. 93155	Conseil du trésor	Gardiens-constables / *Security officers* — Statut particulier / *Particular status*	4989
Règ. 75-459	C.T. 93589	Fonction publique	Régime de retraite des enseignants / *Teachers Pension Plan* — Règ. 2 — (Mod. / *Amend.*)	4993
Règ. 75-460	C.T. 93703	Conseil du trésor	Emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel / *Positions or offices of a casual nature* — (Mod. / *Amend.*)	4995
Règ. 74-461	C.T. 93705	Conseil du trésor	Personnel de maîtrise des ouvriers / *Workmen supervisory personnel* — Statut particulier / *Particular status* — (Mod. / *Amend.*)	4999

AVIS	NOTICE	
Agronomes — Limites territoriales des sections	Agrologists — Territorial Limits of the sections	5001
Agronomes — Procédure du comité d'inspection professionnelle	Agrologists — Procedure of the professional inspection committee	5003
Agronomes — Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes	Agrologists — Procedure for the conciliation and arbitration of accounts	5005
Agronomes — Publicité	Agrologists — Advertising	5007
Céréales de culture commerciale — Prix unitaire et taux de cotisation	Commercial crop cereals — Unit prices and assessment rates	5009
Comptables agréés — Affaires du Bureau et assemblées générales	Chartered Accountants — Business of the Bureau and general meetings	5011
Comptables agréés — Modalités d'élection	Chartered Accountants — Terms and conditions for election	5013
Comptables agréés — Redevances dues à l'Ordre par les candidats à l'exercice de la profession	Chartered Accountants — Dues payable to the Order by candidates for the practice of the profession	5015
Corporation des maîtres électriciens du Québec	Corporation of Master Electricians of Québec	5017
Grande culture (système individuel) — Prix unitaires et taux de cotisation	Mixed farming crop (individual plan) — Unit prices and assessment rates	5019
Infirmières et infirmiers — Publicité	Nurses — Advertising	5021

TABLE DES MATIÈRES — Suite / **TABLE OF CONTENTS** — Continued

Maïs-grain — Prix unitaires et taux de cotisation	Grain-corn — Unit prices and assessment rates	5023
Orthophonistes et audiologistes — Modalités d'élection	Speech Therapists and Audiologists Terms and conditions for election	5025
Orthophonistes et audiologistes — Procédure du comité d'inspection professionnelle	Speech Therapists and Audiologists — Procedure of the professionl inspection committee	5027
Podiatres — Affaires du Bureau et assemblées générales	Podiatrists — Business of the Bureau and general meetings	5029

COMMISSION PARLEMENTAIRE	**PARLIAMENTARY COMMITTEE**	
Protection de la jeunesse	Youth Protection	5031

PROCLAMATION	**PROCLAMATION**	
Langue officielle, Loi sur la... Entrée en vigueur des articles 70 à 99 le 1er janvier 1976	Official Language Act — Coming into force of sections 78 to 99 on 1st January 1976	5033
Qualification professionnelle des entrepreneurs de construction — Loi sur la... — Entrée en vigueur des articles 134, 135, 136 et 137 des sections I, II et VII le 13 août 1975.	Building Contractors Vocational Qualifications Act — Coming into force of divisions I, II et VII and sections 134, 135, 136 and 137 on 13 August 1975	5035

PROJET DE RÈGLEMENTS	**DRAFT REGULATIONS**	
Chapellerie dames et enfants — Province	Women's and children's Millinery — Province	5057
Serrurerie et menuiserie métallique — Montréal	Non-structural Metalword — Montréal	5041

ERRATUM			**ERRATA**	
Règ. 75-289	2460-75	Conseil exécutif	Code des professions / *Professional Code* — Confection et contenu du rapport annuel / *Preparation and content of annual report*	5053
Règ. 75-317	2560-75	Conseil exécutif	Code des professions / *Professional Code* — Prolongation de la période de mise en vigueur des règlements de certaines corporations professionnelles / *Extension of the period of the coming into force of the by-laws of certain professional corporation*	5054
Règ. 75-318	2561-75	Conseil exécutif	Code des professions / *Professional Code* — Prolongation de la période de mise en vigueur des règlements de certaines corporations professionnelles / *Extension of the period of putting into force of the by-laws of certain professional corporations*	5054

TABLE DES MATIÈRES — Fin / **TABLE OF CONTENTS** — Concluded

Chiropraticiens — Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes 5056

Ingénieurs forestiers — Affaires de l'Ordre et assemblées générales 5056

Médecins — Équivalence de formation — Délivrance des certificats de spécialistes 5055